

Le patriarche maronite molesté par les partisans du général Aoun

L'élection du président du Liban exacerbe les tensions entre chrétiens

Une victoire pour Damas

APRÈS treize mois de l'Etat, le Liban a donc un nouveau président. Faut-il s'en réjouir ? Le déplorer ? Meux vaut sans doute attendre, trop d'ambiguïté pèse encore sur la vote des députés libanais, trop de dangers menaçant encore le pays du Cèdre, déjà divisé selon les clivages confessionnels et en proie aujourd'hui à de graves luttes intestines au sein du camp chrétien.

Une chose est sûre, en revanche : l'élection du maronite René Moawad ne peut que réjouir la Syrie, et constitue une victoire supplémentaire pour Damas. Non pas que l'homme puisse être considéré comme un féal du président Assad, mais parce qu'il est avant tout un réaliste. Et, après plus de quatorze ans de guerre, qu'on le veuille ou non, le réalisme, pour beaucoup de Libanais, c'est de parvenir à un compromis raisonnable, à la paix sous le parapluie syrien, quitte à le payer de sérieux « encore qu'officieux » abandons de souveraineté. Il est significatif que l'élection de M. Moawad ait eu lieu sur la base militaire de Qlaiaat, dans le nord du pays, sous contrôle syrien.

LES sâches qui attendent le nouveau président libanais sont-elles, la première, dont risque de dépendre toute la suite, est de parvenir à un « modus vivendi » avec le général Aoun. Au-delà des querelles surréalistes concernant la constitutionnalité de l'accord de Taëf, de la dissolution d'un Parlement autoproclamé à plusieurs reprises et de l'élection présidentielle, il est primordial que le mandat du nouveau président ne s'ouvre pas par des combats entre chrétiens, sous l'œil satisfait des Syriens.

Quoi qu'on pense du jusqu'au-bourgeois du général Aoun, c'est son obstination à défendre l'idée de la souveraineté libanaise et à parler vrai qui a enclenché le processus de Taëf. Son élimination sous une forme ou une autre ne pourrait que combler Damas.

ENCORE faut-il évidemment que le bouillonnement général ne se coupe pas d'une partie importante de sa communauté, à commencer par la hiérarchie maronite. Les violences dont a été victime Mgr Sfeir, dans la nuit de dimanche à lundi, sont de ce point de vue de bien mauvais augure.

De l'issue de cette épreuve de force dépendra la formation par le président Moawad, d'un gouvernement se voulant d'union nationale. Le travail ne lui sera pas compté, dans ce pays ravagé, déchiré, exsangue. La communauté internationale, qui vient de pousser un assez lâche soupir de soulagement, aura amplement de quoi prouver la sincérité de sa préoccupation pour le Liban. Elle s'honorera également en restant vigilante quant au comportement syrien.

L'accord de Taëf, après tout, ne prévoit-il pas un dégelage de l'armée de Damas dans un délai de deux ans ? Il serait un peu facile et fort démagogique de ne se concentrer que sur la « zone de sécurité » contrôlée dans le sud du pays par Israël.

M 0147 - 1107 0 - 4,50 F



3790147004500 11070

Progrès des conservateurs et des socialistes

Les législatives en Grèce aboutissent à une impasse

La Grèce est de nouveau dans l'impasse politique après les élections législatives du dimanche 5 novembre. La Nouvelle Démocratie (conservateur) de M. Constantin Mitsotakis est arrivée largement en tête du scrutin mais manque de trois sièges la majorité absolue au Parlement. Malgré tous les scandales qui l'ont éclaboussé, le PASOK de M. Andreas Papandréou gagne des voix aux dépens de la Coalition de la gauche et du progrès. M. Mitsotakis va former un gouvernement minoritaire, qui risque d'être rapidement renversé.

Lire page 6 l'article de notre correspondant Didier Kaux

BEYROUTH

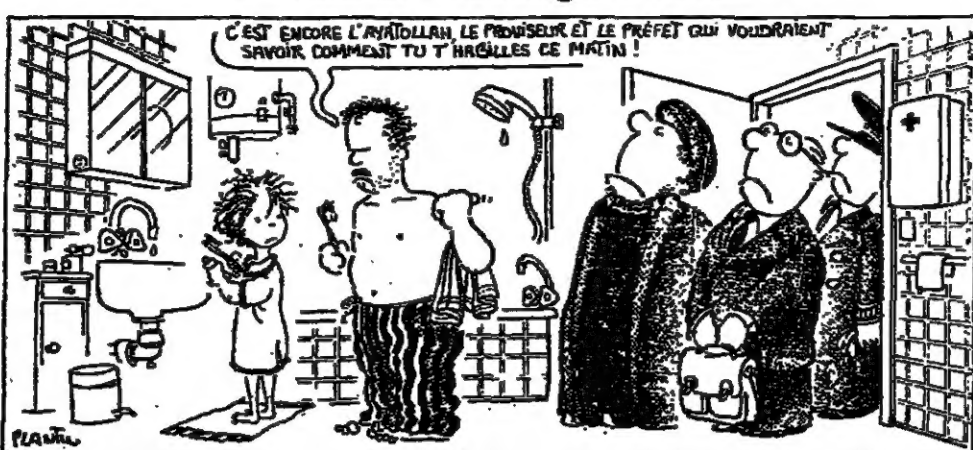
de notre envoyé spécial

M. René Moawad, soixante-quatre ans, député maronite de Zgharta, est, depuis dimanche 5 novembre, le neuvième président du Liban. Après quatre cent sept jours sans chef de l'Etat, six mois d'une guerre meurtrière, vingt-trois jours d'après négociations à Taëf, en Arabie saoudite puis à Paris, les députés libanais n'ont pas perdu de temps. Tout s'est joué en moins de deux heures dimanche après-midi dans le mess des officiers de la base aérienne de Qlaiaat, au nord Liban, à sept kilomètres de la frontière syrienne.

FRANÇOISE CHÉPAUX

Lire la suite page 4 et le portrait du nouvel élu par Lucien George en page 3

Foulards : blocage à Creil



Lire page 11 les articles de Frédéric Gausson et Jean-Yves Lhonnau et nos informations sur la situation à Creil page 48 - section C

Révolution tranquille en Allemagne de l'Est

Démissions en cascade, nouveaux départs massifs et désormais autorisés vers la RFA
manifestation monstre dans la capitale : l'histoire s'accélère...

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Une période de « renouveau révolutionnaire », avait affirmé l'écrivain Christa Wolf devant le demi-million de manifestants rassemblés, samedi 4 novembre au centre de Berlin-Est, pour marquer leur volonté de changement. Révolution ? Le mot est désormais dans toutes les bouches. On commence, un peu partout, à croire que le tournant est finalement peut-être là, à portée de main, qu'on ne fait pas disparaître d'un coup la moitié du bureau politique du parti - ce qui s'est rarement vu en pays communiste - pour repartir en arrière.

Chaque jour apportant son lot de nouveautés, on finit par perdre un peu le fil. En attendant la réunion du comité central, qui doit examiner à partir de mercredi un important programme

de réformes touchant à peu près tous les domaines de la société, le gouvernement entendait rendre public, lundi, son avant-projet de loi sur les voyages à l'étranger.

Selon le ministre de l'Intérieur, venu dimanche en donner la primeur à la télévision, ce projet de loi prévoit d'abord que tout le monde aura désormais les mêmes droits, qu'il n'y aura plus de citoyens privilégiés parce qu'ils ont de la famille à l'Ouest, ni de passe-droits. Tout le monde aura son passeport et pourra demander à se rendre dans le pays de son choix.

Il est prévu, toutefois, de limiter à trente jours par an la durée possible de séjours à l'étranger, mesure qui s'explique officiellement par des raisons économiques - les devises coûtent cher - mais aussi probablement par la crainte de voir se développer,

comme en Pologne, un double marché alimenté par des salaires payés en devises fortes à l'Ouest ou par des trafics frontaliers.

Ce projet de loi doit être débattu et voté par le Parlement avant la fin de l'année. D'ici là, et depuis la fin de la semaine dernière, chacun peut se rendre en Tchécoslovaquie comme il le veut avec une simple pièce d'identité. Ce qui a provoqué, ce week-end, une nouvelle ruée - douze mille personnes - sur les routes en direction de la Bavière.

Pendant ce temps, les changements continuent également au niveau des dirigeants du pays. Deux barons du parti en province, MM. Horst Schumann, soixante-quatre ans, à Leipzig, et Heinz Ziegner, soixante et un ans, à Schwerin, ont encore fait les frais, ce week-end, du « renouveau révolutionnaire ».

HENRI DE BRÉSSON

Lire la suite page 8

Horowitz, virtuose à éclipses

Le pianiste américain d'origine russe est mort le 5 novembre à New-York à quatre-vingt-cinq ans

Vladimir Horowitz appartient à la légende musicale du siècle. Cet homme complexe, saisi par un génie exceptionnel, a vécu un destin hors série, longtemps tragique. Dépositaire de la grande tradition pianistique de son pays, il est d'emblée un virtuose incomparable ; mais son adolescence a été durement marquée par la révolution russe et les drames de sa famille.

A vingt et un ans, il quitte l'URSS, hanté par des souvenirs atroces qui l'ont prématurément mûri. A travers ses enregistrements des années 30, qu'il ne surpassera jamais, on aperçoit des visions terribles comme celles de Chopin imaginant sa Pologne à feu et à sang.

En 1926, en une soirée, il conquiert la France, puis l'Europe et deux ans après les Etats-Unis, par sa virtuosité et son tempérament fabuleux.

Arrivé si promptement au sommet de son art, il va devoir vivre plus de soixante ans avec ce génie qui tour à tour l'exalte et l'accable.

Hypernervé, de santé et de psychisme délicats, il pouvait difficilement résister au rythme infernal des tournées, qui lui était imposé par les imprésarios, avides de profiter d'un tel phénomène.

Son entrée dans la famille Toscanini, en 1933, fut sans doute une grande fierté pour lui, mais très vite il se sentit broyé par le caractère féroce et possessif du clan et l'autoritarisme de sa femme Wanda, vivant sa vie conjugale dans un état de tension perpétuelle, compliqué par une homosexualité toujours latente.

JACQUES LONCHAMPT

Lire la suite page 18

Justice : les propositions de la commission Delmas-Marty

Ne pas trancher mais ouvrir un large débat sur l'efficacité de la justice pénale, c'est le sens du rapport de la commission Justice pénale et droits de l'homme qu'ont présenté, lundi 6 novembre, le ministre de la justice, M. Pierre Arpailange, et la présidente de la commission, M^{me} Michelle Delmas-Marty, professeur de droit. Après deux réformes successives que firent adopter MM. Robert Badinter et Alain Chénedon, et qui ne furent jamais appliquées, la commission, qui travaille depuis plus d'un an, cherche à sortir du débat classique entre la procédure « inquisitoire » à la française et la procédure « accusatoire » à l'anglo-saxonne.

Il ne faut pas « désarmer l'Etat » en affaiblissant l'efficacité de la procédure pénale, estime la commission, mais il ne faut pas admettre « que l'individu soit écrasé par une machine pénale qui ne respecterait pas ses droits fondamentaux ».

Trouver le chemin d'une procédure plus cohérente et qui s'harmoniserait avec les règles européennes, garantir réellement les droits de la défense, c'est le but que s'est fixé la commission. Aux hommes politiques désormais de faire leur choix.

Lire page 14 l'article d'AGATHE LOGEART

SIGMUND FREUD



TEXTES PSYCHANALYTIQUES DIVERS. 6 TEXTES INÉDITS EN FRANÇAIS.

Entre les *Etudes sur l'hystérie* (1895) et l'*Interprétation du rêve* (1900), Freud approfondit l'analyse des « névroses psychiques de défense », isole la « névrose d'angoisse » et développe sa « théorie de la séduction ».

Tome III (1894-1899) 360 pages - 195 F

Volume relié pleine toile sous jaquette.

ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Direction de la publication : André Boncompagni, Pierre Coste.

Direction scientifique : Jean Laplanche.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

سكنا من الاجل

DÉBATS

La controverse autour de la biographie de Jean Moulin

Contre une histoire pieuse

par Jean-Pierre Azéma

La publication du livre de Daniel Cordier, *Jean Moulin* (Jean-Claude Lattès), a provoqué de vives discussions. Les anciens du mouvement Combat reprochent à Daniel Cordier de ne rien comprendre à la Résistance intérieure et de calomnier la mémoire d'Henri Frenay en lui attribuant un « manifeste » dont ils contestent l'authenticité.

M^{me} Henri Frenay pose des « Questions à Daniel Cordier » tandis que l'historien Jean-Pierre Azéma propose une explication du texte attribué à Henri Frenay, qui se trouve aux Archives nationales.

LES extraits (voir ci-dessous) du premier « manifeste » (destiné à être diffusé clandestinement) rédigé en 1940, de façon quasi certaine, par Henri Frenay, le fondateur du mouvement Combat, viennent d'être publiés par Daniel Cordier dans le premier volume de la biographie monumentale qu'il consacre à Jean Moulin. Il aurait été souhaitable, à tous égards, que le texte ait été cité in extenso. Mais l'auteur de l'ouvrage ne l'a pas fait. Pour avoir eu entre les mains la copie manuscrite et fidèle du document dans son intégralité, je puis assurer que ces extraits — au demeurant fort longs — reproduisent et ne déforment en rien les prises de position de Henri Frenay.

Tel quel, le texte mérite qu'on s'y arrête quelques instants, d'autant qu'il a suscité chez certains résistants une levée de boucliers. Il pose un petit problème technique et des questions de fond.

Ce manifeste, Henri Frenay n'en avait pas gardé trace. Au cours de ses recherches, Daniel Cordier a eu tout lieu de penser qu'il l'avait retrouvé. Rien d'étonnant à ce qu'il puisse réapparaître cinquante ans après : il dormait tout bonnement, aux Archives nationales, dans un carton qui n'avait jamais été ouvert ; ce qui n'a rien d'extraordinaire. En juillet 1941, le texte avait été parvenu à Londres et il avait été archivé par les services de la France libre : d'aucuns en viennent à insinuer que ce serait un faux fabriqué par les services londoniens du BCRA, pour perdre de réputation

Frenay : voilà qui relève de la pure malveillance et les indications chiffrées en tête de document fournissent aux spécialistes, sans contestation possible, l'identification du réseau de renseignements qui l'avait transmis en France : celui du colonel Remy. Un seul point peut faire problème : le document — ce qui n'a rien d'exceptionnel dans la clandestinité — n'est pas signé. On doit tenir pour quasiment certain que son auteur est bien Henri Frenay. Peu d'hommes avaient alors l'opportunité de s'exprimer au nom d'un « Mouvement de libération nationale ». Et surtout, se retrouve dans le manifeste, en termes il est vrai plus diest, une phrase que Frenay a toujours revendiquée comme sienne et transcrite ainsi que son ouvrage *La nuit finira* : « ... Puisque le maréchal Pétain vit assez longtemps pour assister au couronnement de notre œuvre... ». Dernière précision à donner : la date : en 1984, Henri Frenay indiquait que son premier manifeste avait été rédigé dans « l'automne 1940 » ; si l'on s'en tient au document proprement dit, il a été écrit en novembre 1940.

Un texte qui dérange

Venons-en aux questions de fond, qui sont le réel enjeu de mémoire. Elles peuvent se poser en ces termes : celui qui allait devenir le chef d'un des grands mouvements de zone Sud a-t-il pu être, en 1940, non seulement nationaliste (en faisant donc confiance à la personne même du chef de l'Etat français) mais encore partisan déclaré d'une « révolution nationale » ? Henri Frenay, pour sa part, n'a jamais caché qu'il avait dans un premier temps en confiance en Pétain. Par ailleurs, dans un témoignage recueilli le 9 décembre 1955 (archivé par le comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale), il avait souligné que, pour des raisons d'opportunité, il avait fallu « agir

avec prudence, nuancer les critiques vis-à-vis de Vichy ». Nous croyons pouvoir ajouter, à la lecture des articles signés « Veritas » (le plus souvent, en 1941, rédigés par lui), dans le journal clandestin *Veritas*, qu'il a été vraisemblablement approuvé en 1940, pour partie, le redressement moral et intellectuel auquel Philippe Pétain conviait les Français et les Français. Pourquoi s'en étonner ? Il ne fut pas le seul. Sans doute un certain nombre de résistants non communistes de la première heure se sont-ils immédiatement défilés de Pétain et de sa révolution nationale. Mais d'autres, en 1940, en tout cas, ont estimé que « le grand soldat » jouait double jeu, qu'il était un moindre mal, en regard d'un ancien régime responsable de la déroute, voire que sa révolution comportait un certain nombre d'idées pertinentes. Une phrase du texte peut choquer cinquante ans après : ce qui est dit des « Juifs ». Et pourtant croire que tous les résistants étaient vaccinés contre l'antisémitisme ambiant serait faire preuve de beaucoup de naïveté (rappelons pour mémoire que le premier « Cahier », publié, en juin 1942, par l'OCM, un mouvement important de zone Nord, était franchement antisémite). Frenay, sans nul doute, ne mangeait pas de ce pain-là ; mais, pour des raisons vraisemblablement d'opportunité, il n'a pas cru devoir prendre ses distances à l'égard de l'ethnocentrisme de l'époque.

Le lecteur aura évidemment noté combien Henri Frenay insistait sur la nécessité de lutter activement contre l'occupant. De même, après il remarquait la hiérarchisation établie par le chef de combat : « Dans l'ordre chronologique, cette révolution nationale viendra après la libération nationale, laquelle vise à bouter le Boche hors de France ». C'est cette hiérarchisation qui, à juste titre, a soulevé, par ses préférences ou dérivés idéologiques, l'ensemble des résistants.

Un pareil texte dérange. Il dérange surtout une histoire un peu

trop pieuse, par trop convenue. Il aura au moins le mérite de nous rappeler ce qu'on ne peut pas en 1940 les retombées traumatiques et ambivalentes de la défaite militaire et de l'effondrement de l'Etat. Mettre entre parenthèses les incertitudes, les hésitations, les contradictions, de bon nombre de résistants de la première heure, réécrit en un mot une

geste fissa et simplifiée, serait rendre finalement inintelligible et bien appauvri leur combat. C'est l'un des mérites de Daniel Cordier de nous le restituer dans toute sa complexité.

► Jean-Pierre Azéma est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris.

TRAIT LIBRE



Questions à Daniel Cordier

par Cholina Frenay

COMMENT avez-vous pu écrire un livre sur Jean Moulin en n'interrogeant pas par écrit oralement les membres éminents de Combat, tels que Henri Frenay (décédé en août 1988), le général de Bénouville, M.M. Bourdet, Teitgen, Monod, le général Chevalance-Berlin, etc., alors que votre ouvrage semble être destiné, de votre propre aveu, à régler des comptes avec Combat et Henri Frenay ?

Pourquoi et comment avez-vous pu écrire un livre, dont beaucoup se plaisent à vanter les mérites historiques, en ignorant délibérément des archives très importantes, telles celles en la possession d'Henri Frenay, concernant entre autres la filière suisse que Moulin reprocha tant à Combat ?

Pourquoi laisser accréditer l'idée que vous êtes le seul survivant de l'équipe de Jean Moulin, en ignorant votre alter ego Toni de Graaf, et deux autres collaborateurs plus anciens et de plus haut niveau : Meunier et Chambeiron, qui semblent toujours vivants ?

Comment pouvez-vous prétendre que les résistants de l'intérieur étaient parfaitement satisfaits, car ce qu'ils recevaient (armes, argent, etc.) correspondait à ce qu'ils réclamaient ?

Ne craignez-vous pas le ridicule en écrivant que Combat « est toujours apparu comme un mouvement de droite », et qu'il était « peu de chose » ?

Qui, selon vous, a fondé l'Armée secrète ?

Pourquoi n'avez-vous pas montré le prétendu manifeste de 1940 (écrit ou novembre ?) à Henri Frenay, aux fins d'authentification de ce document ?

Pourquoi le « révéler » pour la première fois après sa disparition, alors que vous auriez eu la possibilité d'évoquer cette question avec lui en 1983, lors du tournage d'un film consacré à Jean Moulin, auquel vous avez participé avec Henri Frenay ?

Pourquoi votre avocat M^{re} Kiejan ne l'a-t-il pas produit lors du procès qui a suivi ce film ?

Pourquoi ne pas publier, aujourd'hui, un fac-similé de ce texte manuscrit ou signé ?

Comment prêter à Henri Frenay la moindre sympathie pour les généraux Giroux et La Laurende, alors qu'il s'agit de contre-vérités flagrantes ?

Pourquoi inversez-vous les rôles, en prêtant à Jean Moulin une lutte antifasciste, et à Henri Frenay une lutte antigermanique, alors que c'est tout le contraire qui s'est produit ?

Jean Moulin serait-il devenu Max, c'est-à-dire le représentant du général de Gaulle, si Henri Frenay ne l'avait pas reçu en juillet 1941 à Marseille ? Qu'aurait-il pu emporter à Londres comme informations sérieuses sur la Résistance hormis celles qu'Henri Frenay lui a données ?

Comment pouvez-vous oser écrire que Jean Moulin « s'est conduit avec les résistants français comme à Chartres en juin 1940 avec les envahisseurs allemands » ? (magazine *Lire*, octobre, 1988 p. 41).

Comment pouvez-vous prétendre à une œuvre exhaustive en ne mentionnant pas, ou si peu, dans votre préface, l'existence de Bertie Albrecht, dont chacun s'accorde à reconnaître l'importance de son rôle aux côtés de Henri Frenay ?

Ne pensez-vous pas que la mémoire de Jean Moulin, que vous prétendez défendre, n'a pas besoin de gloire usurpée ?

La Résistance a existé avant Jean Moulin pendant un an, pendant Jean Moulin et parfois malgré lui, pendant un an et demi, et, enfin, après Jean Moulin, pendant plus d'un an. L'histoire de la Résistance ne saurait se résumer à un homme, aussi prestigieux soit-il.

En définitive, le débat que Henri Frenay avait initié de manière historique par l'*Enigme Jean Moulin* (éditions Robert Laffont 1977, en cours de réimpression) s'ouvre pleinement aujourd'hui grâce à votre livre. Les historiens vont donc pouvoir se pencher sur ce problème, qui dépasse les simples rapports entre les résistants de Londres et ceux de l'intérieur. Il s'agit rien de moins que du destin de la France et de ce qu'il aurait pu ou fallu être.

► Cholina Frenay est la veuve d'Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat.

Le « manifeste » de 1940 d'Henri Frenay

Voici de larges extraits du « manifeste » rédigé en 1940 par Henri Frenay :

« DEPUIS la défaite, des hommes de toutes conditions, liés seulement par leur amour commun de la Patrie, se sont groupés pour sauver la France de la domination étrangère, pour lui rendre son intégrité politique et territoriale que ses armes n'ont pu lui conserver, pour lui permettre de faire ensuite la révolution nationale qui s'impose.

« Pour sauver le développement de l'œuvre entreprise, pour faire venir à nous les hommes de bonne volonté, il est nécessaire de préciser sans ambiguïté les buts de ce mouvement et sa position exacte par rapport au gouvernement présidé par le maréchal Pétain.

« (...) En résumé : la révolution nationale nécessaire ne se fera pas tant que l'Allemagne sera à même de dicter sa volonté. Dans l'ordre chronologique, cette révolution nationale viendra après la libération nationale, laquelle vise à bouter le boche hors de France.

« A l'œuvre du maréchal Pétain, nous sommes passionnément attachés. Nous souscrivons à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises. Nous sommes animés du désir qu'elles soient durables et que d'autres réformes viennent parachever cette œuvre. C'est dans ce but que nous faisons partie du mouvement de libération nationale.

« Tous ceux qui serviront dans nos rangs, comme ceux qui s'y trouvent déjà, seront des Français authentiques. Les Juifs serviront dans nos rangs s'ils ont effectivement combattu dans l'une des deux guerres.

« Depuis l'entrevue de Montoire, le gouvernement s'est engagé dans la politique de collaboration avec le vainqueur. De notre côté, notre volonté est de le chasser de France. Est-ce à dire que nous rompons délibérément avec le maréchal ? Rien n'est plus faux. Ces deux attitudes se concilient aisément : mieux, elles se complètent.

« Au matin du 25 juin, la France, que son armée ne pouvait plus défendre, touchait les épaules. Trois mois plus tard, l'Allemagne nous conviait à collaborer avec elle. D'un refus, nous ne pouvions rien attendre, si ce n'est des mesures encore plus dures que celles que nous subis-

sions : nos hommes groupés en unités de travailleurs, le fardeau de l'armée d'occupation alourdi, des restrictions plus sévères et toute la France occupée. Sans doute le geste eût-il été noble, mais combien lourd de conséquence.

« Cette collaboration, qui nous était instamment demandée, profitait au Reich. Elle avait ainsi les mains plus libres pour continuer la lutte contre l'Angleterre. Elle pouvait aussi nous profiter. Elle nous profitait.

« Ce mal nécessaire nous a permis de conserver une partie de nos libertés, de commencer le redressement national. Il nous a permis surtout de gagner du temps. Le mouvement de libération nationale l'utilisera. Voilà pourquoi nous sommes, une fois encore, derrière le gouvernement qui l'a contresigné.

« Puisque le maréchal Pétain... »

« Le gouvernement doit donc conserver une attitude imposée par les circonstances. Voudrait-il s'en départir par ses paroles ou par ses actes, que le pays en subirait le châtiment. Le plus rude de tous les devoirs de notre maréchal est d'accepter cette servitude, d'ailleurs pleine de grandeur. Cette acceptation était incluse dans la première parole qu'il a prononcée en prenant le pouvoir : « Je fais don de ma personne à la France pour atténuer son malheur. »

« Mais nous, nous le Peuple de France, nous n'avons rien promis ni rien signé. Nous comprenons la politique de notre gouvernement car nous savons qu'il ne peut en suivre d'autre. Mais, ce que le gouvernement ne peut pas dire, nous voulons le dire : l'ennemi d'aujourd'hui est le même que celui d'hier.

« Si nos armes ont cédé devant les siennes, nous ne plions pas nos âmes.

« (...) Cependant la guerre se poursuit sous nos yeux. Nous ne pouvons y assister indifférents. De son issue dépend notre sort. L'attitude de notre gouvernement doit être celle qui, dans la paix à venir, permettront à la France d'avoir sa place et de faire entendre sa voix.

dit, si l'Allemagne s'affaiblit elle affaiblira la France.

« Notre pays n'aura dans cette hypothèse aucun rôle à jouer. Il subira la loi du vainqueur, si faible que soit celui-ci.

« Il nous faut donc choisir et répondre dès maintenant à cette question : quel est celui des deux grands pays belligérants dont la victoire sera pour la France, sinon la plus profitable, du moins la moins nuisible ?

« Il n'est pas de faux-fuyants. Il faut répondre. Si nous pensions qu'une victoire allemande soit profitable à la France, nous oublierions l'amertume de notre défaite et nous aiderions l'Allemagne. Mais, tout ce que nous savons d'elle nous indique le contraire.

« C'est donc vers l'Angleterre que nous nous tournons.

« C'est elle que nous voulons aider.

« En nous engageant dans cette voie, nous ne faisons aucune illusion. Nous n'avons pas dû choisir entre des avantages mais entre des inconvénients. C'est à notre défaite militaire que nous devons ce choix douloureux.

« Le mouvement de libération nationale n'a pour les Britanniques aucune sympathie particulière. Il n'ignore pas le mal que l'Angleterre, au cours de son histoire, a fait à notre pays, jusque dans un passé récent. Il n'oublie ni la paix de 1918 que nous avons perdue par sa faute, ni les événements douloureux de Mers-el-Kébir et de Dakar, mais il n'oublie pas non plus que l'Angleterre n'occupe pas la France avec ses soldats, qu'elle n'a jamais projeté ni le morcellement de notre territoire, ni notre asservissement.

« Entre deux maux, nous avons choisi le moindre, lequel est, selon nous, la victoire anglaise. Nous sommes décidés à y collaborer.

« (...) Après la paix, notre mouvement ne considérera pas sa tâche comme terminée. Sans doute aura-t-il accompli la plus grande de ses tâches : ce ne sera pas la dernière.

« Il est possible, sinon certain, qu'à l'effondrement de l'Allemagne national-socialiste succèdera la menace rouge. La Russie, qui s'est, jusqu'à ce jour, maintenue hors du conflit qu'elle entretient, lancera sans doute sur l'Europe sa machine de guerre. L'avenir de l'Occident tout entier sera en jeu.

« Nous concourrons à former le barrage contre les armées rouges et ceux qui, en France, tenteraient de les aider.

« Nous ne tolérerons pas plus dans notre pays l'ingérence bolchévique que l'ingérence nazie. Nous triompherons de l'ennemi intérieur, comme nous aurons triomphé de l'ennemi extérieur.

« C'est alors seulement que nous pourrions entreprendre la révolution nationale, à laquelle nous ne croyons pas dans les circonstances actuelles.

« Notre mouvement, qui aura fait ses preuves en donnant son sang, sera le noyau autour duquel se grouperont toutes les bonnes volontés, tous les Français honnêtes. Les grandes réformes politiques, économiques et sociales dont la guerre a montré la nécessité seront entreprises.

« Puisque le maréchal Pétain avait une vie suffisamment longue pour nous soutenir alors de sa haute autorité et de son incomparable prestige... »

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1988)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Seles
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

LIBAN : l'application de l'accord de Taëf

L'élection du président de la République libanaise est favorablement accueillie à Washington, à Paris et dans le monde arabe

L'élection de M. René Moawad au poste de président de la République libanaise a été accueillie avec satisfaction dans la plupart des chancelleries du monde. A Paris, un communiqué du ministère français des affaires étrangères affirme que cette élection « marque une étape essentielle sur la voie de la restauration de l'Etat libanais ». Selon ce communiqué, première réaction de Paris après l'élection de M. Moawad, « la France se réjouit et appelle toutes les parties libanaises à s'unir pour écrire ensemble cette nouvelle page de leur histoire ».

Dans la soirée de dimanche, le président Mitterrand a adressé un message de félicitations au nouveau président libanais.

Dans le camp de l'opposition, M. Jacques Chirac, interrogé par la Cinq, a considéré que

M. René Moawad devait « être reconnu comme le président de la République libanaise, et donc soutenu ». Il a par ailleurs « souhaité vivement que la France, avec ses moyens, fasse comprendre au général Aoun que l'intégrité et l'unité du Liban passent, certes, par le retrait de toutes les forces étrangères, mais aussi par des institutions stables ». L'ancien premier ministre « ne croit pas que l'Occident fasse le jeu de la Syrie, car, dit-il, la paix ne sera pas retrouvée en ignorant la Syrie ».

Les Etats-Unis se sont félicités pour leur part de l'élection de M. René Moawad et ont critiqué sévèrement le général Aoun qui, selon un communiqué du département d'Etat, « par ses tactiques de confrontation et sa menace de partition, rend un mauvais service à l'Etat et au

peuple qu'il affirme défendre ». « Nous pensons, poursuit le communiqué, qu'une majorité écrasante des Libanais souhaitent la fin de quatorze ans de guerre et une restauration de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. » Samedi, le département d'Etat avait « déploré » la dissolution par le général Aoun du Parlement libanais. A Londres, le gouvernement britannique s'est félicité de l'élection d'un nouveau chef de l'Etat libanais et en a appelé à l'union de toutes les parties pour parvenir au rétablissement de la paix et de la souveraineté du Liban.

Dans le monde arabe, la satisfaction est unanime. A Tunis, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a salué le « courage et l'esprit de responsabilité » des députés libanais

et le rôle du triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc). Le roi Fahd d'Arabie saoudite a fait part de sa « joie extrême » et a exprimé son soutien total au président Moawad.

A Paris, le député chrétien libanais, Raymond Eddé, a déclaré que le Parlement libanais avait commis deux violations à la Constitution libanaise en se réunissant à Oulaia (au Liban nord), alors que la Constitution dispose que le scrutin présidentiel doit se dérouler au siège du Parlement. La deuxième violation, a-t-il dit, est le fait qu'avant d'être un chef d'Etat le Parlement a élu son propre président, puis a approuvé le « document de Taëf ». La Constitution libanaise prévoit que, en cas de vacance de la présidence, le Parlement doit siéger en collège électoral et non pas en assemblée délibérante.

M. René Moawad : un maître du compromis

BEYROUTH

de notre correspondant

René Moawad, qui devient le huitième président de la République libanaise depuis l'indépendance — en excluant Béchir Gemayel qui a été élu mais n'est pas entré en fonctions — et le premier de la deuxième République, puisque les institutions changent avec son mandat et que lui échouait la tâche redoutable de leur imprimer un contenu et un style nouveaux, a la réputation d'être un maître du compromis.

Ce n'est pas tout à fait exact : s'il a un sens aigu de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, il a surtout l'art de tirer le maximum d'une situation, si défavorable qu'elle soit. Ce qui a fait dire à un cacique de la politique libanaise : « Il ne s'élève pas l'enthousiasme des foules, il ne fait pas se pincer un cénacle politique ni un salon beyrouthin, mais, indéniablement, René Moawad est, des politiciens libanais, le mieux adapté à l'imbroglio présent : s'il ne s'en tire pas, personne ne s'en tirera ».

Maronite du Nord, qui plus est de Zghorta — localité de la montagne chrétienne connue pour l'humeur belliqueuse de ses habitants aussi bien dans leurs rapports que face aux autres villages chrétiens environnants et

aux populations musulmanes qui les entourent — René Moawad fait de la politique comme il respire. Il donne l'impression d'être né pour cela. Et c'est un peu le cas puisqu'il est le chef de l'une des cinq grandes familles du village. S'il a étudié le droit, c'est manifestement pour être député plutôt que pour plaider. Il le devient à vingt-six ans, en 1957, pour ne plus jamais perdre son siège. Il est ministre à trente-six ans, pour l'être de nouveau à maintes reprises. Il a aujourd'hui soixante-quatre ans.

Un parcours sans faute. « Trop habile pour être sincère », disent ses détracteurs. Il a, effectivement, « du nez », au sens propre — il l'a très prouvé — mais aussi au sens figuré, car il sait fort bien sentir les écueils à éviter, flairer les occasions à saisir.

Un rôle de trait d'union

Mais en même temps, quand cela s'impose, René Moawad fait des choix et s'y tient. Ainsi en fut-il lorsque, étant devenu un fidèle du président Chehab — réformiste modéré — il donna en 1970 la priorité à cet engagement sur ses intérêts électoraux et ses alliances locales avec la famille Frangié. Son habileté consista à ne pas rompre, malgré tout, avec les Frangié et à

demeurer, comme il l'était depuis 1951, leur co-listier aux législatives de 1972 — les dernières organisées au Liban, celles dont sont issus les députés, qualifiés de « vétérans », qui viennent de l'Élire.

Le second moment de vérité de sa carrière fut son vote pour Béchir Gemayel en 1982, malgré les Syriens et malgré les Frangié. Et sa capacité à s'en tirer politiquement indemne. Poussée à ce degré, l'habileté politique est un art.

Centriste à tous points de vue, libéral, parlementaire, conciliateur, René Moawad a toujours cherché à jouer un rôle de trait d'union, notamment dans les phases difficiles de la guerre du Liban, évitant de se doter d'une milice bien que sa position de chef de famille zghortote l'y prédisposait.

Résidant dans le secteur chrétien de Beyrouth, avant d'en être exclu à la suite des péripéties de Taëf, mais se rendant régulièrement aussi bien en secteur musulman que dans son Nord natal, il a toujours su maintenir d'étroites relations avec les différents camps. Cet homme des solutions négociées sait, cependant, dire « oui » ou « non », et sa fibre maronite et nordiste peut le rendre brusquement intraitable, au moment où l'on s'y attend le moins, trompé que l'on est, peut-être, par son air

faussement somnolent. C'est d'ailleurs un actif infatigable.

Ses rapports avec la Syrie sont bons sans être privilégiés. Ils ne datent pas d'hier. Aux premiers jours de sa carrière, René Moawad fut, en effet, contraint à un exil de quinze mois dans ce pays, à la suite d'une vendetta à laquelle son clan était mêlé.

Un interlocuteur constant des Syriens

Les Frangié en étaient la cible et les protagonistes principaux, mais son alliance avec eux était à l'époque suffisamment étroite pour qu'à la suite d'une fusillade en pleine église à Miziara, en juin 1957, il se réfugie, avec Soleiman Frangié, à Lattaquié. Il n'y noua pas des liens aussi étroits que ce dernier avec le président Hafez El Assad, alors petit officier en garnison dans la



région, mais il demeure pour les Syriens un interlocuteur constant dont ils ménagent la position. Avec les Palestiniens également, ses relations ne sont pas mauvaises, notamment avec leur chef : c'est René Moawad qui représenta le président

Sarkis et l'aide chrétienne de l'Etat libanais à l'adieu à Arafat, lorsque celui-ci fut contraint de quitter Beyrouth assiégée par l'armée israélienne. Il est bien introduit dans la plupart des pays arabes, notamment du Golfe, ainsi que dans les grandes capitales occidentales, en particulier Washington, tout en entretenant de bons rapports avec l'Union soviétique.

Ce réseau de relations patiemment tissé en a fait un président. Là où il aurait pu n'être qu'un chef de clan, il est parvenu à devenir « l'homme de la situation » au moment où elle est la plus délicate. Il a gagné le pari d'être chef de l'Etat, il lui reste à gagner celui, encore plus difficile, de ressusciter l'Etat. En utilisant, une fois de plus, judicieusement ses atouts, mais cette fois au service de son pays et non plus de sa carrière.

LUCIEN GEORGE

BAHREIN

La voix de la France bâillonnée...

Manama (AFP). — Féminine et délicieusement sexy, la voix de la France, qui depuis des répondeurs téléphoniques variés, en anglais, les charmes de ses parfums, se laisse écouter et se technologue dans le cadre d'une « semaine française » à Bahrein, a été coupée brutalement et sans préavis par les autorités, a-t-on appris dimanche 5 novembre, auprès de participants français à cette manifestation. Dans le cadre de la campagne « Venez et aimez la France », organisée par l'hôtel Hilton de Bahrein, deux mille cinq cents lettres avaient été envoyées à des hommes d'affaires et à des personnalités leur demandant d'appeler au téléphone une mystérieuse Lesley. Enregistrée sur trois répondeurs téléphoniques, la voix de Lesley faisait la promotion des produits français.

Selon des participants à cette campagne de promotion, celle-ci était un véritable succès, et à minuit les lignes téléphoniques étaient encore embouteillées. Avides d'entendre une voix féminine suurrer des mots magiques comme mode et parfums, des auditeurs appelaient même depuis les Etats voisins de Qatar et d'Arabie saoudite. Mais la voix de la France a été assourdie à une messagerie à rose par les autorités bahreïniennes.

M. Shamir accepte le plan Baker avec des réserves

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après avoir rejeté celles de l'Egypte, le premier ministre israélien a finalement accepté du bout des lèvres, dimanche 5 novembre, les suggestions des Etats-Unis pour organiser un dialogue entre Palestiniens et représentants de l'Etat hébreu. Cela ne veut pas dire qu'une telle rencontre aura bien lieu, mais plutôt que M. Itzhak Shamir a, cette fois, estimé qu'il ne lui était plus possible de dire « non » sans à risque tout à la fois une crise au sein du gouvernement d'union nationale et avec les Etats-Unis.

Le cabinet a donc donné son accord à la proposition faite début octobre par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker — après que M. Shamir et son ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, en eurent, ces dernières semaines, épuisé la discussion avec Washington. A l'instar du président égyptien Hosni Mubarak, mais de façon plus vague et moins contraignante, M. Baker propose que des Palestiniens et des représentants de l'Etat hébreu se retrouvent au Caire pour discuter des moyens de mettre en œuvre le projet israélien d'élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

La réponse du gouvernement israélien est un « oui mais ». Il veut bien s'engager dans la voie suggérée par M. Baker mais, à la demande expresse du Likoud, il formule deux réserves : le dialogue

ne devra porter que sur l'organisation des élections, non sur la question du statut final des territoires, et il ne saurait avoir lieu avec des représentants directs ou indirects, de l'OLP. M. Shamir entend, sur ces points, obtenir des « assurances » de la part des Etats-Unis.

Réuni ce week-end au Caire, le comité exécutif de l'OLP a évité de se prononcer sur le plan Baker. Apparemment, l'initiative du secrétaire d'Etat divise profondément les dirigeants palestiniens. Mais le comité exécutif a rappelé qu'il lui revenait d'avoir le dernier mot dans la désignation de tout négociateur palestinien. Autant dire que la question de la composition d'une délégation palestinienne acceptable pour toutes les parties reste entière, et cela laisse planer de très sérieux doutes sur l'avenir de la proposition Baker.

En l'acceptant sous réserve, le premier ministre et chef du Likoud n'en a pas moins suscité le courroux des « durs » de son parti — MM. Ariel Sharon, Itzhak Morde et David Levy — qui, dimanche, ont voté contre M. Shamir et promis de lui mener la vie dure. Mais, dans le même temps, M. Shamir a provisoirement désamorcé la possibilité d'une crise intérieure — les travaillistes menaçaient de quitter le gouvernement en cas de rejet de la proposition Baker — et celle d'un sérieux conflit avec les Etats-Unis, où il doit se rendre dans une semaine. Tels étaient sans doute ses objectifs prioritaires.

ALAIN FRACHON

BATESON

De quel "sacré" aurons-nous besoin demain ?

Telle est la question que se pose Gregory Bateson dans son dernier livre, au terme d'un parcours qui l'a conduit de la biologie à l'anthropologie, et de l'éthologie à la psychiatrie...



Collection La couleur des idées dirigée par J.P. Dupuy, J.L. Giribone et J.C. Guillebaud.

Editions du Seuil

هكذا من الالحاح

هكذا من الاول

PROCHE-ORIENT

L'élection du président du Liban

Suite de la première page

Au deuxième tour de scrutin, resté seul en lice, M. Moawad a été élu par 52 voix - il y a eu 6 bulletins blancs - des 58 députés présents dans une petite salle, aux murs blancs, éclairée au néon, où seul un drapeau libanais avait été accroché.

Quelques minutes après l'élection, le général Michel Aoun intervenait sur son réseau de télévision pour affirmer que « ce qui se passe à Qlaiaat est anti-constitutionnel ». « L'avenir tranchera entre la réunion de 58 ex-parlementaires et la décision populaire. Nous restons sur notre position. Elle découle d'une légitimité constitutionnelle et populaire. » Le général Aoun précisait toutefois qu'il est « opposé à l'occupation syrienne, non à un président élu ».

Dans son discours d'investiture, le nouveau chef de l'Etat a lancé un appel à « tous les Libanais pour qu'ils se joignent au processus de paix et à la réconciliation nationale », ajoutant : « Nous n'excluons personne, même ceux qui persistent à s'exclure d'eux-mêmes. » Allant au cœur du pro-

blème, l'armée, dont le général Aoun est encore le commandant en chef, M. Moawad lui a exprimé sa « confiance absolue », appelant « en sa qualité de chef suprême des forces armées son commandement et ses officiers à respecter et à défendre la légalité ».

M. Moawad s'est aussi engagé à appliquer le document d'entente nationale, soit l'accord de Taëf que les cinquante-huit députés présents avaient peu auparavant ratifié à l'unanimité malgré les réserves exprimées par une dizaine d'entre eux. Cet accord, qui prévoit la réforme du système politique dans le sens du réajustement du pouvoir en faveur des musulmans et réglemente la présence syrienne au Liban, point que refuse le général Aoun, divise donc désormais le « pays chrétien ».

Depuis l'accord intervenu dans la nuit de samedi à dimanche à Paris entre les députés du camp chrétien et le président sortant de la Chambre, M. Hussein Hussein, le sort de l'élection était joué et, dimanche matin, une grande agitation régnait à la base de Qlaiaat, devenue pour un jour le siège du Parlement libanais. Tout le long de

la piste d'atterrissage, des soldats étaient postés et environ mille cinq cents hommes de la deuxième brigade de l'armée libanaise, relevant du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas de M. Selim Hoss, assuraient avec la police du Parlement la sécurité. Aucun soldat de l'armée syrienne, déployée au Liban du Nord, n'était visible.

Accompagné par huit ambassadeurs ou chargés d'affaires, notamment les représentants d'Union soviétique et d'Egypte - aucun ambassadeur occidental n'était présent, - l'émir du Liban du Nord, le prince Faysal, grand artisan de cette réussite, M. Lakhdar Ibrahim, arrivait en fin de matinée par avion de Beyrouth et inspectait immédiatement les lieux. Assés sous les palmiers, les députés venus de Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) attendaient en bavardant leurs collègues de Paris.

Une élection sans problèmes

Ceux-ci se posaient dans deux avions de la compagnie libanaise Middle East Airlines, peu avant 15 heures locales, et se rendaient immédiatement dans la salle de réunion, où la séance s'ouvrait à 15 h 25. Dix minutes plus tard, le président sortant du Parlement, M. Hussein, était réélu, ainsi que - en dépit de son absence - le vice-président, M. Albert Mouk-

haiber. Peu après, à main levée, les députés ratifiaient l'accord de Taëf et ouvraient, après une courte suspension de séance, le scrutin présidentiel.

Après l'ancien président Soliman Frangieh, qui, dimanche matin, avait retiré sa candidature, M. Mikhael Daher, héros malheureux de l'accord syro-américain de septembre 1983, faisait de même. Les deux candidats de l'élection manquée d'il y a un an renonçaient donc. MM. Elias Hraoui, Georges Saadé et René Moawad se levaient alors pour annoncer leurs candidatures. Verdict du premier tour : 35 voix pour René Moawad, 16 pour Georges Saadé et 5 pour Elias Hraoui, qui se retirait. M. Saadé, très applaudi, annonçait lui aussi, après quelques minutes, son retrait.

Après son élection, M. Moawad, très entouré, se rendait à Zghorta, son village natal, où la foule de ses partisans lui faisait fête dans la plus pure tradition libanaise, tirant de l'air au fusil et à la mitrailleuse. La première visite du nouveau président, noblesse oblige, aura toutefois été pour l'ancien président Frangieh, dont le petit-fils est resté aux côtés de M. Moawad pour recevoir les félicitations. Parmi les premiers venus, le général Ghazi Kanaan, le chef des services de renseignements militaires syriens au Liban. Le président syrien Hafez El Assad aura été aussi le premier

chef d'Etat étranger à féliciter le nouveau président libanais, dont l'élection a été saluée par des chants patriotiques à la télévision syrienne, qui a interrompu ses programmes pour annoncer l'événement.

Les députés du camp chrétien pour leur part sont restés à Tripoli où ils devaient se concerter lundi avec M. Saadé, qui a pris contact par téléphone avec le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, sur l'attitude à adopter et voir dans quelle mesure ils peuvent regagner leur région sous contrôle du général Aoun.

Le choix de l'Eglise maronite

Les partisans du général Aoun, qui lui ont manifesté brièvement dimanche soir leur soutien, ont en effet appelé pour ce lundi à la grève générale dans les régions est et à une manifestation devant le siège patriarcal maronite à Bkerke, au nord de Beyrouth. Dans la nuit, de très graves incidents ont déjà eu lieu au siège du patriarcat où des partisans du général Aoun sont rentrés en force, contraignant le patriarche à embrasser la photo du général chrétien, saccageant les lieux et brûlant des bureaux. Mgr Sfeir s'était nettement prononcé dans son homélie dominicale sur la nécessité « d'avoir un président de la République et un seul, un seul gouvernement groupant musulmans et chrétiens et un seul Parlement et non plusieurs ». Intervenant au lendemain du très ferme message du pape, transmis au général Aoun par le nonce apostolique au Liban qui affirmait : « C'est le moment pour les Libanais, surtout chrétiens, d'être unis et de faire des concessions, car en face d'un mal mineur et d'un mal total, on est parfois obligé de choisir un mal mineur même avec des sacrifices », cette prise de position marquait très clairement le choix de l'Eglise maronite dont l'influence demeure prépondérante.

Quelle attitude va adopter le camp chrétien ? C'est une des questions fondamentales de ce lendemain d'élection. Dans une longue réunion dimanche après-midi, le général Aoun s'est entretenu avec le chef de la milice des forces libanaises, M. Samir Geagea, et le chef du Parti national libéral, M. Dany Chamoun. Si ce dernier - qui a exclu de son parti le député Michel Saïra - présent à Qlaiaat - s'est prononcé contre la tenue de l'élection présidentielle, M. Geagea s'est refusé comme à son habitude depuis le déclenchement de la « guerre de libération contre l'occupant syrien » à toute déclaration, et ce lundi, les forces libanaises n'avaient toujours pas réagi à l'élection de M. Moawad. On affirme toutefois de bonne source que M. Geagea aurait

refusé de participer à l'élargissement du gouvernement militaire du général Aoun, préservant ainsi sa liberté de manœuvre. Le parti Kanafeh pour sa part, dont le président Georges Saadé a participé à l'élection, s'était prononcé dimanche matin pour la tenue « au plus tôt » du scrutin pour empêcher « l'effacement de la République libanaise ».

Favorables dans leur grande majorité à l'élection, les dirigeants politiques chrétiens essaient aujourd'hui de trouver un terrain d'entente entre le nouveau président et le général Aoun. Difficile mission à laquelle pourraient s'atteler, encore une fois sous les auspices du patriarche Sfeir, des intermédiaires et notamment des pays étrangers. On parle à ce propos de la France, dont l'ambassadeur, M. René Ala, s'est entretenu dimanche avant le scrutin avec le général Aoun. Tout en appuyant le processus de Taëf « qui doit être mis en œuvre », a déclaré M. Ala, et en se « réjouissant » de l'élection présidentielle, Paris cherche incontestablement à préserver un rôle au général Aoun.

Une médiation de la France ?

A quoi est prêt ce dernier et jusqu'où peut aller M. Moawad ? Il est trop tôt pour le dire. Mais on voit mal ce que pourrait donner une rencontre entre les deux hommes, et il ne fait pas de doute également que les leaders de Tount, à majorité musulmane, sans parler de Damas, ne sont pas prêts à voir le général Aoun jouer un rôle de quelque importance.

Quelques minutes après l'élection de M. Moawad, et suivant le processus constitutionnel, M. Selim Hoss lui adressait la démission de son gouvernement « pour lui permettre d'entreprendre les concertations nécessaires pour former un gouvernement d'union nationale, conformément à l'accord de Taëf ».

L'élection d'un président de la République a toutefois été accueillie avec beaucoup de scepticisme dans la rue, où les Beyrouthins, blasés et échaudés par bientôt quinze ans de guerre, attendent des actes plus que des paroles. « Si cette élection arrête les bombes, c'est très bien, nous disait un jeune professeur, quant à réconcilier et réunifier le pays, ce n'est pas pour demain. » La question qui revenait sur toutes les lèvres avant les félicitations traditionnelles était bien sûr : « Et le général Aoun, que va-t-il faire ? »

C'est donc dans une atmosphère de crise très profonde, en particulier dans le « pays chrétien », que M. Moawad inaugure son mandat de six ans au cours duquel une très lourde tâche l'attend.

FRANÇOISE CHIPAUX

At IMD, management development begins by asking the right questions.



Executives today face unrelenting, even accelerating change, pervading all aspects of business life. As the pace of change quickens, old perceptions and traditional approaches lose validity. New views are required.

What is needed, in a word, is vision. Vision reads reality radically differently. It suggests sighting the goal before starting out to reach it. Vision requires a willingness and ability to ask the right questions - rather than having the right answers.

The educational process at IMD seeks approaches to asking the right questions. IMD's unique learning environment will be experienced by 2500 executives from 90 countries next year.

Key to IMD's management development concept is a broad perspective that draws on the diverse cultural and industrial backgrounds of executives to confront the business issues of today and tomorrow. In career development, IMD is a refreshing change.

IMD

A New School of Thought

Ask for our brochure by calling or writing to Marie-Dominique Calcia, room 215, International Institute for Management Development (IMD), 23, chemin de Bellevue, 8001 Leysin, Switzerland. Tel.: ++41 21 267 112 or 277 121 (from Nov. 9, 1989: 618 011). Fax: ++41 21 266 725 (from Nov. 9, 1989: 617 7134). Tlx: 453 871.

(Publicité)

TRADUCTION DE L'ANNONCE CI-CONTRE

L'apprentissage du management à l'IMD commence par poser les bonnes questions.

Aujourd'hui, les cadres doivent de plus en plus faire face au changement, et cela a des conséquences pour tous les aspects de leur vie professionnelle. Le rythme du changement s'accroît, et les approches traditionnelles perdent de leur validité. Un besoin de vues nouvelles se fait sentir.

En un mot, il faut une Vision

La Vision permet de voir la réalité d'une façon différente. Elle implique qu'on définisse le but à atteindre avant de se lancer dans les étapes nécessaires à sa réalisation. La Vision nécessite une volonté et une capacité de poser les bonnes questions plutôt que d'avoir les bonnes réponses.

Les processus éducatifs à l'IMD cherchent à créer un environnement susceptible de faciliter ces bonnes questions. Chaque année, 2 500 cadres en provenance de 90 pays font l'expérience de cet environnement unique.

Le concept du management à l'IMD se fonde sur une perspective globale qui, elle-même, se nourrit des diverses origines culturelles et professionnelles des cadres participants. Cela afin de leur permettre de mieux répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain rencontrés dans leur vie professionnelle.

En matière de formation professionnelle, l'IMD est un changement rafraîchissant.

IMD

Une nouvelle école de pensée

Pour une copie de notre brochure, vous pouvez téléphoner ou écrire à Marie-Dominique Calcia, IMD International Institute for Management Development.

DIPLOMATIE

Aux Nations unies

Washington et Moscou appellent conjointement au renforcement de l'Organisation internationale

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Un cours d'une première conférence de presse conjointe américaine-soviétique, que les deux parties ont qualifié d'« événement historique », MM. John Bolton, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires internationales, et Vladimir Petrovsky, vice-ministre des affaires étrangères, ont présenté, le vendredi 3 novembre, un projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée générale de l'ONU et invite « tous les Etats à intensifier leurs efforts pour assurer la paix et la sécurité internationale dans tous ses aspects à travers la coopération et en accord avec la charte » des Nations unies. Fruit de discussions qui ont commencé l'été dernier à Moscou, ce texte réaffirme le soutien des deux pays à « la validité de cette charte » et encourage les Etats membres de l'Organisation internationale à coo-

pérer dans le cadre des institutions de l'ONU.

M. Petrovsky a déclaré qu'il s'agissait de transformer une « beauté endormie » en « beauté éveillée ». M. Bolton a souligné, pour sa part, que ce projet commun de résolution marquait « la fin de la confrontation » entre les deux grandes puissances. Interrogé sur la question de savoir si le projet allait inciter les Etats-Unis à payer leurs arriérés (plus de 600 millions de dollars au total), l'Américain a répondu que le président Bush et le Congrès étudiaient la question. « Une tâche qui n'est pas facile », a-t-il dit. Un diplomate français a jugé que le projet signifiait, du point de vue soviétique, une approche « plus classique et plus cohérente » des questions internationales après des années d'attitude « redondante et néfaste ».

AFSANE BASSIR POUR

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : les suites de l'affaire Lawson

M^{me} Thatcher avait, apparemment, menti...

LONDRES

de notre correspondant

La crise de confiance déclenchée le 26 octobre dernier par la démission de M. Nigel Lawson ne fait peut-être vraiment que commencer. M^{me} Thatcher avait donné sa propre version de la folle journée au terme de laquelle son chancelier de l'Echiquier était parti en claquant la porte. L'intéressé a fourni la sienne, dimanche 5 novembre, au cours d'un entretien à la télévision. Il en ressort que M^{me} Thatcher a apparemment menti à ses concitoyens.

M^{me} Thatcher avait déclaré le 29 octobre à un journaliste vedette de la chaîne de télévision privée ITV qu'elle « ne savait pas pourquoi M. Lawson avait démissionné » et qu'elle « avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour le retenir ». L'ancien chancelier a révélé exactement une semaine plus tard au cours d'une

interview à la même heure avec le même journaliste, qu'elle n'avait qu'un geste à faire, un seul, pour le garder et qu'elle s'y était obstinément refusée. Elle ne pouvait pas davantage ignorer ses motivations, puisqu'il venait de les lui exposer à trois reprises, en termes clairs, au cours de trois entretiens successifs au cours de la même journée.

M. Lawson lui demandait seulement de se séparer de son conseiller économique personnel, Sir Alan Walters, avant le 1^{er} janvier 1990. M^{me} Thatcher a échevènement rejeté cette requête, et a cru que le chancelier bluffait lorsqu'il a mis sa démission dans la balance. L'ennui, pour la Dame de fer, est que toute la classe politique et une majorité écrasante de l'opinion acceptent la version de l'ancien chancelier et pas la sienne.

« Margaret Thatcher a menti à la télévision à propos de la

démission de Nigel Lawson parce que la vérité était trop embarrassante. Il lui aurait en effet fallu admettre publiquement qu'elle était plus loyale envers ses favoris qu'à l'égard de ses ministres », écrit lundi 6 novembre l'*Independent* dans un éditorial très inhabituel présenté en première page. Le quotidien affirme que la réputation du premier ministre a subi, en conséquence, « un coup mortel ». L'*Independent* laisse en suspens la question de savoir si M^{me} Thatcher a aussi menti devant les Communes (ce qui impliquerait la très grave accusation de forfaiture), mais affirme qu'elle a « menti au peuple de ce pays », et conclut qu'elle l'a fait « comme une honnête femme qui voulait sauver sa peau, mais a été démasquée ».

Antant dire que celui qui l'a « démasquée », en l'occurrence M. Nigel Lawson redevenu simple député de base, n'est pas en odeur de sainteté ces jours-ci au

10 Downing Street. A-t-il d'autres flèches aussi acérées dans son carquois ? Telle est l'inquiétude majeure des conseillers du premier ministre. La situation deviendrait alors intenable pour M^{me} Thatcher.

Celle-ci a cherché à détendre un peu l'atmosphère en déclarant au nouveau journal dominical, le *Sunday Correspondent*, qu'elle ne briguerait pas un cinquième mandat. Elle « espère » pouvoir conduire son parti aux prochaines élections, prévues pour 1991 ou 1992, mais « il sera temps ensuite pour quelqu'un d'autre de reprendre le flambeau ». C'est la première fois que la Dame de fer fixe ainsi une limite à sa carrière politique. Le signal n'est pas passé inaperçu de tous ceux qui s'emploient désormais, plus ou moins ouvertement, à lui succéder à la tête du Parti conservateur.

DOMINIQUE DHOMBRES

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Extradition d'un sixième trafiquant de cocaïne

Un Colombien a été extradité, samedi 4 novembre, vers les Etats-Unis, où il doit être jugé pour trafic de cocaïne. Guillermo Juan Delgado Bueno, un hôtelier de cinquante-quatre ans, est le sixième trafiquant présumé à être extradité depuis le 18 août, date de la « déclaration de guerre » du gouvernement colombien contre les « cartels » de la drogue. Accusé d'avoir participé à un trafic de cocaïne en Floride, en Californie, au Texas et en Illinois, il avait été arrêté le 14 septembre par les autorités colombiennes. Une bombe de faible puissance a, par ailleurs, endommagé une banque, samedi, alors que les vingt mille juges et fonctionnaires de justice poursuivaient leur grève pour tenter d'obtenir une meilleure protection contre les attentats des trafiquants de drogue. — (Reuters.)

■ Huit tonnes de cocaïne saisies à New-York. — Des agents des douanes et de la brigade des stupéfiants de New-York ont saisi, vendredi 3 novembre, dans un entrepôt du quartier de Queens, environ 8 tonnes de cocaïne, dissimulée dans des bidons, d'une valeur commerciale estimée à 6 milliards de francs. — (Reuters.)

IRAN

Quatre « espions » pendus

La République islamique a fêté à sa manière, samedi 4 novembre, le dixième anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran en pendant quatre Iraniens accusés, d'espionnage pour le compte des services de renseignements américains, la CIA. Les quatre « espions » avaient été condamnés récemment par un tribunal militaire pour avoir communiqué, selon l'acte d'accusation, des informations à la CIA, durant la guerre contre l'Irak.

Pour marquer cette journée, des milliers d'Iraniens ont défilé devant l'ancienne ambassade en brûlant des drapeaux américains et en scandant « Mort à l'Amérique ». Les organisateurs de ce défilé, qualifié de « marche de l'humiliation du grand Satan », ont fait de la manifestation un spectacle empreint de radicalisme qui a mis un point d'orgue à une semaine de rhétorique anti-américaine dans les médias.

Prenant la parole devant les manifestants, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Ali Akbar Mohtashemi, évincé de ses fonctions par le président Rafsanjani, a déclaré à la foule que les alliés de l'Iran de par le monde étaient prêts à s'en prendre aux intérêts américains « s'ils en repoussent l'ordre du jour ». Il s'est félicité de la loi votée mercredi par le Parlement qui autorise les agents iraniens à faire la chasse aux Américains portant atteinte aux intérêts de l'Iran à l'étranger.

Par ailleurs, un représentant des Associations islamiques de l'université de Téhéran a lu une résolution en quatorze points dénonçant « toute politique de compromis à l'égard de l'Occident, préconisée par certains responsables iraniens ». — (AFP, Reuters.)

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...

La construction est un art. Elle est le fruit d'une vision, d'un projet, d'une volonté. Elle est le don de Dieu à l'homme. Elle est le don de l'homme à Dieu. Elle est le don de l'homme à l'homme. Elle est le don de l'homme à la nature. Elle est le don de l'homme à la société. Elle est le don de l'homme à l'humanité. Elle est le don de l'homme à la civilisation. Elle est le don de l'homme à la culture. Elle est le don de l'homme à la science. Elle est le don de l'homme à la technique. Elle est le don de l'homme à l'art. Elle est le don de l'homme à la religion. Elle est le don de l'homme à la philosophie. Elle est le don de l'homme à la politique. Elle est le don de l'homme à l'économie. Elle est le don de l'homme à la médecine. Elle est le don de l'homme à la justice. Elle est le don de l'homme à la paix. Elle est le don de l'homme à la liberté. Elle est le don de l'homme à la vérité. Elle est le don de l'homme à la sagesse. Elle est le don de l'homme à la beauté. Elle est le don de l'homme à la vie. Elle est le don de l'homme à la mort. Elle est le don de l'homme à l'éternité. Elle est le don de l'homme à tout.

SINVIM
GROUPE COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux
5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. 45.01.31.38

سكناء الاحل

هكذا من الالحاح

EUROPE

GRÈCE : les élections législatives

La Nouvelle Démocratie manque de trois sièges la majorité absolue au nouveau Parlement

Comme en juin dernier, les élections législatives qui se sont déroulées, dimanche 5 novembre, en Grèce, n'ont pas permis de dégager une majorité absolue au Parlement. Le pays apparaît plus que jamais coupé en deux, entre la Nouvelle Démocratie de M. Constantin Mitsotakis et les socialistes de M. Papandréou. Ces deux formations progressent tandis qu'on enregistre un recul des communistes et apparentés qui avaient formé cet été un gouvernement « historique » avec les conservateurs pour faire la lumière sur divers scandales politico-financiers.

ATHÈNES

de notre correspondant

La Nouvelle Démocratie, comme prévu, reste la première formation politique du pays. Avec 46,2 % des suffrages, elle gagne environ deux points par rapport à la consultation du 18 juin dernier, mais ce léger progrès ne lui permet pas de décrocher la majorité absolue au Parlement : elle n'obtient que 148 (+3) des 300 sièges de la Vouli. Les conservateurs avaient pourtant bénéficié cette fois du retrait du petit parti de droite, Diana, de M. Costas Stephanopoulos, qui n'a pas présenté de listes et de l'EPEN (extrême droite), qui, ensemble, avaient recueilli 1,3 % des voix, il y a quatre mois. Pour M. Mitsotakis et ses amis, qui manquent encore de peu leur but, ce résultat est une déception.

En revanche, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) peut être satisfait. Avec 40,7 % des voix, le parti de M. Andréas Papandréou progresse contre toute attente de plus de 1,3 % des voix et contrôle ainsi 128 (+3) dans la nouvelle Assemblée.

C'est la troisième force politique grecque — la Coalition de la gauche et du progrès (dominée par les communistes) — qui apparaît comme la grande perdante de ces législatives : avec 10,9 % des voix, elle recule de 2,2 %. Il semble que l'électorat de gauche ait ainsi rejeté l'alliance que la Coalition avait conclue au mois de juillet avec la Nouvelle Démocratie pour réaliser la « catharsis », autrement dit l'« épuration » de la vie politique après la série de scandales politico-financiers.

Dimanche soir, le président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantin Mitsotakis, a déclaré qu'il avait « gagné les élections », mais qu'une loi électorale « dérange » (qui défavorise légèrement le parti arrivé en tête) l'avait privé d'une victoire totale en sièges. « C'est un mauvais jour pour le pays », a-t-il ajouté, « quand on pense que nous sommes le parti (conservateur) le plus fort en Europe en pourcentage de voix. » Pour M. Mitsotakis, la vie politique nationale « est entrée d'une manière

indiscutable dans une phase difficile », mais, dans cette situation, la Nouvelle Démocratie entend jouer « un rôle primordial ».

Dans la confusion politique qui prévaut à l'issue de ces législatives, le dirigeant conservateur a ainsi annoncé qu'il présenterait prochainement au Parlement un programme de gouvernement minoritaire et que les « députés décideront ». Si les députés lui refusent la confiance, le président de la République, M. Christos Sartzetakis, fera appel au leader du parti arrivé en seconde position, à savoir M. Papandréou pour le PASOK.

Dans ses premiers commentaires, l'ancien premier ministre socialiste a exprimé sa « profonde satisfaction » sur les résultats du PASOK, qui est en progrès malgré les « nombreuses attaques » portées contre sa propre personne et le fait que le parti était dans l'opposition. Pour M. Papandréou, le peuple grec « a fait preuve, une fois de plus, de maturité » et a donné « le feu vert à une coopération des forces progres-

sistes et démocratiques ». Il va s'efforcer maintenant de trouver une solution à la crise.

Pendant la campagne électorale, M. Papandréou avait déclaré qu'il demanderait, après le scrutin, une rencontre au sommet avec les responsables de la coalition de la gauche et du progrès, afin de mettre au point un programme commun de gouvernement. M. Flaxinos Florakis, le président de cette coalition, a brièvement indigné pour sa part que l'issue de ces élections montrerait que le bipartisme demeurerait une dominante de la vie politique grecque et que cela « n'aidait en rien le pays ». Il a laissé entendre que sa formation allait proposer plusieurs initiatives.

D'entrée, la Coalition a exclu toute nouvelle coopération avec la droite et elle a posé quatre conditions à sa collaboration avec les socialistes : un programme gouvernemental et une majorité parlementaire clairs, le refus de gouverner avec des personnalités du Pasok impliquées dans les scandales, l'assurance que le gouvernement fonctionnera d'une façon démocratique. Antérieurement, les communistes et leurs alliés avaient formellement exclu de participer à un gouvernement dirigé par M. Papandréou, qui doit comparaître devant deux cours spéciales pour son rôle dans deux « affaires » : les écoutes téléphoniques illégales et le fameux scandale Koskotas.

Les trois grandes forces politiques grecques contrôlent 297 sièges des 300 sièges de la Vouli. Dans cette situation, les trois derniers députés, dont un écologiste alternatif, ont une position-clé dans les discussions qui vont s'engager. L'un de ces parlementaires, M. Apostolos Lazaris, est un ancien ministre socialiste. Il a été élu avec le soutien des socialistes et de la Coalition. Dans le cas d'un rapprochement, il pourrait être amené à jouer un rôle important.

DIDER KUNZ

Les résultats du scrutin

Voici les résultats officiels quasi définitifs du scrutin portant sur 16213 bureaux de vote pour un total de 16584, et annoncés lundi 6 novembre par le ministère de l'intérieur.

Partis	Pourcentage des voix	Sièges
Nouvelle Démocratie (conservateur)	46,28 % (+ 2,03 %)	148 (+ 3)
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK, socialiste)	40,70 % (+ 1,55 %)	128 (+ 3)
Coalition de la gauche et du progrès (communistes et divers gauche)	10,87 % (- 2,25 %)	21 (- 7)
Ecologistes-Alternatifs	8,58 % (-)	1 (+ 1)
Divers	8,72 % (- 0,87 %)	2 (=)
Participation	78,65 % (- 1,3 %)	

Entre parenthèses, la variation par rapport au scrutin du 18 juin 1989.

URSS

La grève s'étend dans le bassin minier de Vorkouta

Le ministre soviétique de l'industrie minière, M. Mikhaïl Tchotachov, est arrivé, dimanche 5 novembre, à Vorkouta, pour essayer de mettre fin à la grève des mineurs de charbon de ce bassin du grand nord de la Russie d'Europe, a annoncé l'agence Tass.

Quatre seulement des treize mines de cette région fonctionnaient normalement, dimanche, selon l'agence officielle soviétique. Le conflit a commencé au début du mois et s'est élargi ensuite à pratiquement tous les puits.

Les mineurs estiment que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses, formulées en juillet dernier lors de leur dernière grande grève. Ils demandent la reconnaissance de leur comité de grève et présentent aussi des revendications politiques, notamment l'abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique sur le rôle dirigeant du parti.

M. Ryjkov a lancé, dimanche, un appel aux mineurs de tous les bassins du pays. Le chef du gouvernement qualifie d'« inadmissible » la situation créée par les grèves et affirme que le gouvernement « exerce son contrôle » sur l'exécution des accords de juillet. Ce problème sera examiné, le 17 novembre à Moscou avec les représentants des collectifs de travail.

A Vilnius, d'autre part, le Soviet suprême de Lituanie a terminé, samedi 4 novembre, une session au cours de laquelle il a adopté une loi prévoyant l'organisation à l'échelon de la République de référendums sur les questions importantes et, notamment, l'autodétermination. Un tel scrutin peut être organisé à la demande de la moitié des membres du Soviet suprême local ou s'il a été réclamé dans une pétition réunissant trois cent mille signatures. « Cela implique, bien sûr, un référendum sur l'indépendance de la Lituanie », a précisé M. Vassilanskas, l'un des responsables du mouvement de masse Sajdis.

Une autre loi votée sur la nationalité cherche à limiter l'immigration de Russes, particulièrement importante dans les pays baltes. Toutes les personnes résidant dans la République au moment de l'adoption de la loi pourront obtenir la citoyenneté lituanienne, mais les futurs immigrants devront, à quelques exceptions près, attendre dix ans et parler la langue locale.

La Lituanie ne compte actuellement que 10 % de Russes sur ses 3,6 millions d'habitants, alors que les Russes représentent 28 % de la population en Estonie, et près de la moitié en Lettonie.

Enfin, à Erivan, une quarantaine de mouvements nationalistes arméniens se sont regroupés ce week-end pour donner officiellement naissance à un grand mouvement national arménien et pour discuter d'une éventuelle indépendance de la République, a signalé, dimanche, un correspondant de l'AFP.

Ce congrès constitutif rassemble quelque mille cinq cents personnes, parmi lesquelles un millier de députés représentant les organisations nationales arméniennes et environ quatre cents invités venus des autres Républiques de la diaspora.

Les participants ont entendu une allocution du premier secrétaire du PC de la République, M. Sourén Aroutiounian, qui leur a apporté un soutien relatif. Alors que le mouvement précède dans son projet de programme que « la solution des nombreux problèmes nationaux de l'Arménie n'est possible que dans un Etat indépendant », M. Aroutiounian a estimé que l'Arménie doit « rester au sein de l'Union soviétique ».

La conférence a entendu également un message enregistré du militant nationaliste Parour Arlikian, expulsé d'URSS en juillet 1988 et qui vit aux Etats-Unis. A Moscou, les forces de l'ordre ont interpellé, dimanche, une dizaine de personnes qui manifestaient devant la bibliothèque Lénine pour réclamer son retour. — (AFP.)



PAR **top** AIR PORTUGAL

L'accueil. Pour vous seul. Votre siège préféré, près de la fenêtre.
Une coupe du meilleur champagne. Ou deux...
Et puis votre repas, cuisine portugaise: une cuisine qui monte. Vins fins portugais: des vins de haute volée. Et un service à la hauteur.
Un vrai restaurant, rien que pour vous, en plein ciel. Vous le retrouverez à chaque fois que vous prendrez la classe «Navigator».
Avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.
Celle qui reconnaît la bonne cuisine.
Alors tenté?



VOYAGEZ COMME VOUS RÉVEZ



EUROPE

Le casse-tête des économistes polonais

Les nouveaux responsables s'efforcent, tout en parant au plus pressé, d'élaborer une politique de stabilisation pour briser l'inflation

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Au milieu de son immense bureau qu'il parcourt en claudiquant — trace d'une lésion polio — Waldemar Kuczmarski semble perdu. Sa petite silhouette disparaît dans un gros fauteuil. Le conseiller fédéral du premier ministre Tadeusz Mazowiecki est un économiste intellectuel soudain livré à l'épreuve du pouvoir. « Nous n'y étions pas préparés », l'équipe de Solidarité ne prévoit d'aucun cabinet de l'ombre. Sur son visage passent tous les sentiments. L'assurance d'être sur la bonne voie. L'inquiétude de ne pas réussir. Le vertige face à un dessin qui, comme son bureau, doit lui paraître trop grand. Waldemar Kuczmarski parle français mais, ce matin, il préfère s'exprimer dans sa langue maternelle. « J'ai mal à la tête. Je viens de passer plusieurs heures avec les représentants du Conseil supérieur des coopératives. Une après-midi, dont il résume les faits d'armes : le gouvernement souhaite au plus vite liquider les structures intermédiaires des prétendues coopératives. « Ce mouvement, explique-t-il, qui rassemble quinze millions d'adhésions, est une énorme pathologie héritée de la période stalinienne. A partir de 1948, on a imposé aux coopératives de base de former des unions dirigées d'en haut, pour provoquer l'industrialisation du commerce et des services. Ce secteur non compétitif et immobile a sécrété une bureaucratie qui repose sur quinze millions d'âmes mortes, comme chez Gogol. »

La plus mauvaise année depuis 1981

L'empire des coopératives est encore démesuré. Elle touche le logement, les aides mécanisées aux paysans, les magasins de villages, le commerce des villes. « Nous voulons éliminer cette fiction, résumer le vrai mouvement coopératif en ne conservant que les unités de base et un seul conseil supérieur », précise Waldemar Kuczmarski. Il concède avoir commis « un léger faux pas », en proposant la vente publique de ces structures. Les coopératives ont en le sentiment d'être expropriées. Le gouvernement a finalement tranché en faveur d'un régime de copropriété. Mais la loi sur les coopératives, qui prévoit la dissolution des organisations monopolistes, soulève encore de nombreuses résistances.

Instaurer l'économie de marché, privatiser les sociétés publiques, jeter les bases d'une ouverture fondée sur la convertibilité du zloty et l'affaiblissement du commerce extérieur avec l'Ouest, encourager l'essor des PME et des joint-ventures, proscrire les subventions, contrôler l'évolution des salaires : les habits neufs voulus pour la Pologne font craquer aux coutures le gouvernement Mazowiecki. Pas facile de populariser l'idée d'austérité quand on a hissé les couleurs de Solidarité. « Notre priorité, affirme Waldemar Kuczmarski, c'est une politique de stabilisation qui cassera l'inflation. Mais comment

mener une politique déflationniste drastique, dans un pays en voie de transformation vers la démocratie, encore étié à 90 % ? »

Les brèches se font jour, au sein de l'équipe en place, entre un libéralisme sans concessions, porté par le jeune ministre des finances, Leszek Balcerowicz, et une sensibilité social-démocrate qui prend les traits du ministre du travail, Jacek Kuron. « Nous vivons sous la pression de dangers imminents : le désastre financier, la catastrophe budgétaire. Notre temps a été pris par la préparation de la loi de finances provisoire et de l'esquisse du projet de réformes présenté au Fonds monétaire international. Pendant cette courte période, nous n'avons pu concrétiser une politique économique à court terme. Les gens le ressentent. »

L'aide occidentale amoindrie (1) est bienvenue. Elle ne saurait suffire. Depuis le début de l'année, le zloty a connu deux dévaluations. Il reste, au dire des experts, surévalué. Sans prêt de stabilisation du FMI, sans augmentation des réserves de change dans les banques, la monnaie nationale est promise à de nouvelles et spectaculaires variations. Marquée par la dette et la pénurie, l'économie est incapable de passer « de l'ère du colts à celle du marché obligataire », comme l'écrit, fin octobre, le journal *Gazeta Wyborcza*. S'ils acceptent, dans leur principe, les règles strictes du FMI, les dirigeants du pays prêtent instamment l'organisation de Washington de prendre en compte la « spécificité polonaise », à savoir la quasi-absence de mécanismes de marché. Sauter dans le vide sans protection est exécuté, même aux yeux des plus libéraux.

S'il colle son nez à la fenêtre, Waldemar Kuczmarski aperçoit sans doute le palais présidentiel, où réside le général Jaruzelski. Cette proximité lui donne un ton grave : « 1989 est la plus mauvaise année depuis 1981. La production baisse, tout comme le PNB, le surplus de notre commerce extérieur et nos réserves en devises. L'exportation de charbon diminue, car les mineurs ont obtenu leur samedi libre. Je les comprends, mais cela crée des difficultés économiques. Nous ne produisons peut-être pas assez de houille pour l'exporter en URSS contre du pétrole. Quant aux paysans, ils ne veulent plus vendre leur blé. La récolte est bonne, mais ils la gardent, comme un monnaie. Ils n'ont plus confiance dans le zloty, et nous allons manquer de 900 000 tonnes de grain. » Le premier conseiller de Tadeusz Mazowiecki emploie cette fois un français précis : « La situation économique ressemble à celle qui prévalait en 1981, à la veille de l'état de guerre. »

Les statistiques officielles, disponibles sur neuf mois de 1989 (de janvier à septembre), confirment son pessimisme. La production de fer et d'acier est en net recul (-7,5 %) ; l'activité a fléchi dans la fabrication de papier, d'équipement mécanique (moteurs) et de produits chimiques. La construction s'essouffle : on livrera cette année moins d'appartements que l'an passé. A l'issue des trois pre-

miers trimestres, le commerce extérieur a dégagé un solde positif supérieur de 352 millions de roubles (un rouble = 10 francs au taux officiel) à celui de la même période de 1988.

Mais, parallèlement, la balance avec les pays à devise forte s'est dégradée de 476 millions de dollars. En prix constants, les exportations polonaises ont enregistré, depuis janvier, un recul de 1,3 %. L'emploi, quant à lui, se réduit à vue d'œil dans l'industrie, mais aussi dans les transports, la distribution et le bâtiment : 370 000 personnes ont perdu leur poste depuis septembre 1988, et le gros de l'hémorragie est à venir.

La « grande affaire » de la privatisation

A écouter les nouveaux dirigeants, la Pologne va vivre une période extraordinaire, où le licenciement pour raison économique remplacera celui à motif politique : l'heure de vérité, où la compétence prime sur une quelconque loyauté envers le pouvoir.

La « grande affaire », pour l'instant, c'est la privatisation du secteur étatique, dont la conduite a été confiée à un économiste, Krzysztof Liss, qui dirigeait encore récemment une société de consulting aidant les firmes étrangères à investir en Pologne. Créer un marché libre des actions, changer le statut de la propriété en faveur du plus grand nombre possible de petits porteurs, tels sont les objectifs affichés par ce « M. Privatisation », déjà rompu aux mécanismes de la finance.

« Rien ne commencera avant le début de 1990, dit-il. Nous allons nous inspirer des expériences britannique et américaine, voire française. Le principe de la reprise des sociétés par leur management — en vigueur depuis 1987 — pose un problème de transparence et d'ouverture. » Le débat est loin d'être clos entre le gouvernement et Solidarité sur ce terrain sensible. Quand les économistes dirigeants parlent de « privatisation », certains, au syndicat, continuent de vouloir entendre « autogestion ». Une perspective que M. Liss semble écarter.

Le pouvoir non communiste attend beaucoup des petites sociétés privées animées par le sens de l'initiative et par le goût du risque. On en comptait 5 000 seulement à la fin de 1987, et 23 400 avant le changement de régime. Andrzej Kaszowicki appartient à cette classe hétéroclite de nouveaux entrepreneurs démarqués depuis toujours du Parti et sympathiques — passifs — de Solidarité. A trente-quatre ans, il possède la meilleure fabrique de meubles de Varsovie et emploie soixante-dix personnes, dans une activité de plus en plus prospère. En offrant des articles originaux et personnalisés, il a surclassé la grande industrie d'Etat, en butte à la crise et au sous-investissement, tout juste bonne à exporter vers l'Union soviétique.

Son entreprise, Andrzej l'a créée au lendemain de l'état de guerre, pour échapper au système commu-

niste. « D'une certaine manière, Jaruzelski m'a mis le pied à l'étrier », plaisante-t-il. S'il a souffert des problèmes d'approvisionnement, des réticences administratives, des obstacles fiscaux et de la « nervosité » des nomenklaturistes, il pense avoir profité du changement de mentalité qui opérait aussi chez les communistes. « Ils se sont aperçus que le succès économique était une condition pour exercer le pouvoir. » S'il fréquente à l'occasion les bars des grands hôtels, et prend volontiers sa Toyota pour écouter de la musique à Gdansk (300 kilomètres), Andrzej ne sacrifie pas au rythme des dépenses somptuaires propres aux anciens parvenus des années 70. Tous ses bénéfices sont réinvestis dans la société.

C'est aussi la ligne de conduite de Tadeusz Gurt, le patron de la société Kangaroo, qui commercialise en Pologne et en Scandinavie une gamme très colorée de sacs de voyage en tissu. Proche de la quarantaine, il a débuté comme Andrzej dans les premiers temps de l'état de siège. Renonçant à ses études à l'Ecole supérieure de film de Lodz, il est parti six mois « pour l'Ouest » gagner un capital. De retour à Varsovie, il a connu un succès immédiat. Une firme suédoise d'informatique, dirigée par des Polonais émigrés, lui a proposé une association de sous-traitance. Elle lui procure le tissu, il fabrique pour son compte des équipements qu'elle commercialise dans le nord de l'Europe.

Une classe productive

Avec ses amis suédois et une firme polonaise de vêtements sportifs, il espère conclure bientôt un accord de joint-venture. En attendant, il a créé, en début d'année, la firme Compex, qui offre aux entrepreneurs étrangers des facilités pour investir en Pologne.

Nouveau patron, Tadeusz ne se sent pas mal à l'aise dans son rôle, même si un conseiller de l'ancien premier ministre communiste qu'il a employé pendant trois mois l'a traité d'« hégémoniste ». « Mon personnel a ses samedis libres. Je lui garantis le salaire et le confort, une carte de douane. » Accepterait-il un syndicat ? « J'y ai pensé, répond-il. Je crois que oui. C'est compréhensible. Mais, sans syndicat, je garantis déjà les conditions de travail que j'ai observées en Occident. » Non membre de Solidarité, il transportait en 1982 des colts entre les églises et les prisons. Il a conscience d'appartenir à une classe productive qui ne demande qu'à prospérer et à soutenir, le cas échéant, l'équipe Mazowiecki. Seul à initier le nouveau billet de 50 000 zlotys qui sortira prochainement de l'imprimerie des papiers de valeur, au bord de la Vistule (2), les moyens de s'enrichir en Pologne sont rares. L'entreprise est un terrain fertile pour les vocations en herbe.

ERIC FOTTORINO

(1) En particulier 1 milliard d'euros, soit 7 milliards de francs, de la CEE sur trois ans, 200 millions de dollars des Etats-Unis liés à la signature par la Pologne d'un accord avec le FMI, et le rééchelonnement par la RFA de 2,5 milliards de DM de la dette polonaise. (1 DM = 3,40 F). La France s'est engagée de son côté, fin octobre, à fournir 4 milliards de francs sur trois ans, notamment pour la création d'un centre de promotion des investissements en Pologne.

(2) Le gouvernement a demandé à l'imprimerie des papiers de valeur d'abandonner la fabrication des billets de 10 et 20 zlotys, au profit des coupures de 10 000 et 20 000 zlotys. Une nouvelle machine permettra bientôt à l'établissement d'imprimer un milliard de billets par an.

LES INTÉGRISTES À L'ASSAUT DU MONDE ARABE

L'affaire des fondards n'est pas un phénomène isolé. Partout au Proche-Orient et au Maghreb, des mouvements extrémistes qui détestent l'islam développent leurs activités politiques. Leurs cibles prioritaires : l'école et l'université.

Dans le numéro de Novembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joubert 75017 Paris

JOURNAL DE JEAN HEROARD

«Le journal d'Héroard est le plus parfait, le plus achevé des journaux d'hygiène et de santé que la médecine galénique ait conçus... Dans toute la mémoire historique des hommes, il est unique. Pour aucun être humain ayant vécu à ce jour, nous ne disposons d'une masse d'informations comparable à celle que nous trouvons dans ces 11054 pages manuscrites... Le journal d'Héroard est le plus grand texte que nous possédions sur l'éducation... L'œuvre va au-delà de son siècle. L'édition d'Héroard concerne la famille historique toute entière.»

Pierre Chaunu, de l'Institut



- Préface de Pierre Chaunu, de l'Institut.
- Introduction générale de 400 pages par Madeleine Foisil, avec la collaboration de Gerhard Ernst pour le chapitre sur le langage.
- Glossaire des mots du XVI^e siècle employés par Héroard.
- Index des noms de personnes, index des thèmes.
- 24 illustrations, dont de nombreux dessins de la main de l'enfant Louis XIII; tableaux récapitulatifs sur l'alimentation; cartes représentant les itinéraires de Louis XIII, etc.
- 2 volumes in-octavo (plus de 3100 pages imprimées au total).
- Reliure pleine toile sous couverture illustrée.
- Emboîtement en quadrichromie.

Prix de lancement : 690 F jusqu'au 31.12.89
850 F ensuite

L'Histoire
chez
FAYARD

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite!



800 voitures en stock permanent en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT

* en fonction des options choisies

Plus vite, moins cher!

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

هكذا من الاجل

سكزا من الاجل

EUROPE

RDA : la manifestation à Berlin-Est et la nouvelle vague de départs vers la RFA

L'accélération des événements inquiète de nombreux responsables ouest-allemands

« La RDA peut-elle encore être sauvée ? », titre le magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, en couverture de son édition du lundi 6 novembre, avec un sens prémoniteur des réactions, pour le moins inquiètes, que provoque, à Bonn et ailleurs, l'accélération des événements en RDA. Bien que le chancelier fédéral se soit efforcé, samedi, d'apaiser les esprits, beaucoup en RFA se montrent préoccupés par les proportions que pourrait prendre l'exode des Allemands de l'Est après la semi-ouverture des frontières ; le social-démocrate Oskar Lafontaine va même jusqu'à préconiser de limiter leur accueil en République fédérale, tandis que d'autres, dans l'alle droite de la coalition, s'appuient sur les événements du week-end pour réclamer dès maintenant le droit, pour les Allemands de l'Est, à l'autodétermination.

M. Helmut Kohl a cependant tenté, samedi, de calmer les uns et les autres. Il a rappelé que la République fédérale avait su intégrer depuis la guerre environ douze millions de réfugiés de l'Est et que sa prospérité économique actuelle, « sans précédent dans son histoire », devrait lui permettre de faire face à l'afflux en cours. Il a insisté, cependant, sur le fait que la politique de Bonn était de faire pression sur les autorités de Berlin-Est afin que soient réunies au plus vite les conditions qui permettraient aux Allemands de l'Est de « vivre heureux chez eux ». L'exode, a-t-il insisté, « ne saurait constituer une réponse à la question allemande ».

Il rejoint ainsi, mais en partant de prémisses tout à fait opposées, la position exprimée par l'enfant terrible et vice-président du SPD, M. Oskar Lafontaine, qui a déclaré : « La réunification de l'Allemagne ne peut pas se faire sur le sol ouest-allemand. »

Contrairement au chancelier, M. Lafontaine se prononce pour « une limitation de l'accueil des immigrants de souche allemande en provenance des pays de l'Est ». Cela revient à demander une révision de la Loi fondamentale (la Constitution ouest-allemande) qui reconnaît aux citoyens de souche allemande, notamment de RDA, de Pologne, d'URSS ou de Roumanie, la citoyenneté ouest-allemande. « Il est irresponsable d'attirer à nous des gens qui ne trouveront ni logement ni emploi », dit M. Lafontaine, semblant ainsi critiquer une politique que le gouvernement fédéral n'a

jamais menée. « Si nous exigeons trop des Allemands de l'Est, ils se tourneront vers les Républiques voisines », a ajouté le dirigeant social-démocrate, faisant allusion au réflexe protectionniste de l'extrême droite ouest-allemande, qui n'a cependant visé jusqu'à présent que les réfugiés de Pologne et d'URSS, pas ceux de RDA.

L'inquiétude perce aussi dans les déclarations faites ce week-end par d'autres responsables sociaux-démocrates, qui ne vont cependant pas aussi loin que M. Lafontaine. Le chef du groupe parlementaire, M. Hans-Jochen Vogel, qui réclame qu'il y ait quelques semaines de droit à la libre-circulation, a ainsi appelé les Allemands de l'Est qui

songent à émigrer à y réfléchir à deux fois. Tout en précisant qu'il respectait une telle décision, il a demandé à ceux qui hésitent encore de « considérer très soigneusement s'ils ne devraient pas plutôt à présent s'engager en RDA pour soutenir le processus de réformes ». Toujours du côté du SPD, M. Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, a estimé qu'un exode massif créerait en République fédérale des problèmes « dont beaucoup, à Bonn, n'ont pas encore réalisé l'ampleur ». Dans le même sens, M. Egon Bahr, membre du présidium du SPD, estime que la liberté de voyager pourrait entraîner l'émigration de 1,2 million à 1,4 million d'Allemands de l'Est.

« une situation que ni la République fédérale ni la RDA ne peuvent gérer ».

M. Walesa préoccupé

Au Parti libéral, M. Otto Lambdordt juge, au contraire, que les autorités est-allemandes doivent aller plus loin et s'engager vraiment dans deux directions : d'une part, en abaissant tous les « symboles de l'infériorité », c'est-à-dire le mur de Berlin et le rideau de fer, au lieu de se contenter d'entretenir la porte via la Tchecoslovaquie ; et, d'autre part, en laissant les citoyens s'exprimer sur

la façon dont ils veulent organiser leur État : « Cela n'a pas forcément, ajoute-t-il, dans le sens que nous attendons ».

Plusieurs organes de presse ouest-allemands soulignent effectivement que la réunification n'est aucunement une préoccupation des manifestants de RDA. Si la plupart des hommes politiques ouest-allemands appellent à des élections libres en RDA, quelques-uns soulignent néanmoins, dès maintenant, le droit pour les Allemands de l'Est à l'autodétermination. C'est le cas notamment de M. Theo Weigel, ministre des finances et dirigeant de la CSU, qui a notamment déclaré : « Nous maintenons fermement l'offre de réunification inscrite dans notre Constitution. »

La précipitation des événements inquiète pas qu'en République fédérale. Ainsi, M. Lech Walesa ne dissimule-t-il pas sa préoccupation dans l'interview qu'il a donnée au journal ouest-allemand *Bild am Sonntag*. « Ici, en Pologne, dit-il, nous nous imaginons que les revendications de réformes en RDA s'atteindraient cette année ou bien plus tard [...]. Cela inquiète, car ce qui est fait à la hâte est dangereux ». Il ajoute que la division de l'Allemagne lui sem-

ble « artificielle », mais que la réunification ne doit pas être conduite trop rapidement.

Le conseiller du président George Bush, M. Brent Scowcroft, n'a pas eu, lui aussi, d'évoquer ce problème. « Ce qui rend les choses extrêmement compliquées, a-t-il dit dimanche à CBS, c'est que la RDA n'est pas la Pologne [...]. Il n'y a pas de nation est-allemande ». Il juge la situation actuelle explosive : « Quelques choses peuvent se produire qui transforment le processus jusqu'à présent relativement ordonné en un chaos ». « Nous faisons des plans pour toute éventualité », a ajouté M. Scowcroft, qui a précisé que les États-Unis se tiennent prêts à aider la République fédérale si nécessaire et, notamment, si le flux d'émigration devenait un exode massif.

D'autre part, à Paris, le PC s'en prend aux déclarations faites, vendredi, à Bonn, par le président de la République, par la voix d'Yves Moreau, dans l'*Hémisphère*. Maître en avant la réunification, écrit l'*Hémisphère* : « ce n'est pas respecter le droit des peuples à l'autodétermination mais prétendre déterminer soi-même leur destin [...]. Un tel langage ne peut qu'attiser les ambitions germanistes qui ne sont pas mortes en Allemagne occidentale ».

« La démocratie, maintenant ou jamais ! »

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

« Wir sind das Volk » (« Nous sommes le peuple »). Le peuple de Berlin-Est et de la RDA — car on est venu aussi en masse de la province pour grossir les rangs de la plus grande manifestation que le pays ait connue depuis quarante ans — est dans la rue, calme, silencieux, pour réclamer une chose très simple, presque banale : la démocratie, « maintenant ou jamais ». Une revendication qui semble aller de soi tellement apparaît incongru le maintien d'un régime autocratique et policier face à cette force tranquille qui fait le tour du palais de la République, haut lieu des festivités du système Honecker, sans cris vindicatifs, sans invectives. La meilleure arme, c'est encore la dévotion. Des acteurs — les organisateurs de la manifestation sont des artistes et des écrivains — juchés sur des bacs à fleurs saluent le défilé de cet inimitable tremblement de la main par lequel les vieillards socialistes répondent à y a peu aux acclamations forcées d'une foule embrigadée.

Seul le rire les accueille maintenant ; ce rire qui fuse encore à l'apparition de chaque pancarte

humoristique, et il y en a beaucoup. L'imagination s'en est donnée à cœur joie, avec des caricatures de Krenz en grand méchant loup — « Grand-mère, pourquoi es-tu si grande dent ? » — et tous les jeux de mots possibles à partir des noms des nouveaux responsables.

On est venu en famille, jeunes aux jeans délavés, mères poussant les voitures d'enfants, vieilles dames très dignes qui réclament une éducation libre de tout endoctrinement pour leur progéniture... Les orateurs se succèdent pendant trois heures sur une tribune improvisée, montée sur le benne d'un camion à une extrémité de l'Alexanderplatz, le nouveau centre de la Berlin-Est socialiste. On lutte contre les courants d'air en sautoyant sur place, contre le fait en mangeant des sandwiches. Les manifestants sont patients. Il faut l'apparition à la tribune d'un officiel comme le chef du parti de Berlin-Est pour provoquer sifflets et protestations. Il promet pourtant que le « tournant » — les dirigeants n'ont plus que ce mot à la bouche — est irréversible. « Trop tard ! Trop tard ! », scandent les manifestants, qui n'entendent pas laisser récupérer le mouve-

ment par les membres du SED, fussent-ils des convertis (récents) au réformisme.

Ce qu'ils veulent tient en deux propositions : des élections libres et la fin de la prétention du Parti communiste à jouer un rôle dirigeant. « La démocratie », c'est-à-dire le pluralisme, le contrôle parlementaire, bref un État de droit.

Cinq cent mille, six cent mille personnes, un million, disent certains, ont écouté pendant plus de trois heures une trentaine d'orateurs entonner sur des partitions voisines le même leitmotiv. Puis ils sont rentrés chez eux dans le calme, comme ils étaient venus, passant tranquillement devant les quelques policiers en faction autour de la place, débattant comme jamais les vœux ne l'avaient été, en se promettant de se retrouver à la première occasion : « La confiance c'est bien, la contrainte c'est mieux », avait dit l'écrivain Christa Wolf, parodiant Lénine. Car maintenant qu'ils ont pris la parole, les Allemands de l'Est n'entendent pas se laisser amadouer par de simples promesses.

D. V.

Révolution tranquille en Allemagne de l'Est

Suite de la première page

Le nouveau patron du SED à Leipzig, M. Roland Weitzel, était l'un des signataires du fameux appel au dialogue lancé lundi 9 octobre dans sa ville, alors que le pouvoir baissait encore à Berlin-Est, à lancer les forces de l'ordre contre les manifestants. Le maire de Leipzig, M. Seidel, avait, lui aussi, remis sa démission la semaine dernière.

Pas plus ces démissions en cascade que l'annonce, vendredi, par le nouveau secrétaire général du parti, M. Egon Krenz, de la mise en chantier d'un important programme d'action, n'ont dissuadé les gens d'aller manifester à nouveau, ce week-end, leur volonté de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Après les manifestations de samedi dans toute la RDA, et notamment à Berlin-Est, des dizaines de milliers de personnes ont participé, dimanche, à des discussions publiques.

À Leipzig, c'est le chef d'orchestre Karl Marx, lui aussi signataire de l'appel du 9 octobre, qui reçoit au Gewandhaus ; ailleurs, c'est bien souvent le maire, comme à Berlin-Est, où M. Krack a, à nouveau, ouvert son hôtel de ville et le Palais des congrès.

Le rôle dirigeant du parti

D'une manière étonnamment rapide, le débat politique se cristallise maintenant autour de deux questions-clés pour l'avenir du régime : la remise en cause du rôle dirigeant du Parti communiste et l'organisation d'élections libres. Ces deux thèmes ont dominé, samedi, la grande manifestation de Berlin-Est, où, pour la première fois, à l'appel des artistes de théâtre, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue réclamer des libertés.

Parti du haut de l'avenue Unter den Linden, le cortège et son flot de bannières ont contourné le Palais de la République d'où, il y a quatre semaines à peine, M. Erich Honecker, avec, à ses côtés, M. Mikhail Gorbachev, appelait à servir les rangs autour de lui, lors des cérémonies du 40^e anniversaire de la RDA, qui se déroulaient sous la garde d'un imposant dispositif de sécurité. Il n'y avait, cette fois, pas un policier en vue, mais au balcon du palais, une banderole écrivait : « Celui qui ment une fois, on ne le croit pas ».

« Pas de violence », proclamaient les brasseurs du service d'ordre assuré par les membres des unions professionnelles d'artistes. Mais de violence, il n'y en eut, jusqu'ici, pas l'ombre. Pas plus à Berlin-Est qu'à Leipzig qu'à Dresde, depuis le 9 octobre. Si on a affaire à une révolution, c'est une révolution bien calme, où l'on se rend après les heures de travail, ou

le dimanche en famille. Après la promenade tranquille et quasiment silencieuse, la foule berlinoise est venue se masser sur l'Alexanderplatz. C'est le moment des discours.

Des acteurs viennent réclamer les libertés pour le peuple, exiger la suppression des articles du code pénal au non desquels tant et tant ont été « enfermés pour attirer à l'État communiste l'abolition du droit du parti communiste à s'armer un rôle dirigeant au-dessus des autres partis revient dans toutes les bouches. Même dans celle du président du parti libéral-démocrate, M. Gerlach, dont la formation fait pourtant partie du bloc national, mais qui, il est vrai, tire depuis quelque temps déjà sur la bride.

On écoute M. Gerlach avec politesse. La cérémonie est occasionnelle. Il ne sera pas dit que les tenants du pluralisme ne sont pas eux-mêmes pluralistes. Sur le podium se succèdent ainsi l'avocat M. Gysi, président de l'Ordre des avocats de RDA, tenant d'une réforme pénale radicale, membre du parti, qui demande des élections libres mais aussi qu'on donne une chance à M. Egon Krenz ; M. Jens Reich, cofondateur de Neues Forum, de nombreux écrivains, des représentants de l'Église évangélique, et puis M. Markus Wolf, l'ancien patron des services secrets, qu'on dit fervent adepte de la péroratoire, et qui se fait luer en demandant, de manière provocatrice, que les hommes de la police politique ne deviennent pas les bons émissaires du pays.

Et, au milieu de tout cela, le chef du Parti communiste à Berlin, M. Gunter Schabowski, l'un des nouveaux hommes forts du SED, à toutes les peines du monde, sous les quolibets de la foule, à essayer de faire entendre que « le parti est prêt à apprendre ».

Dimanche, au Deutsches Theater, la lecture dominicale en matinée était consacrée au procès dont fut victime, sous Walter Ulbricht, l'écrivain Walter Janka, ancien des Brigades internationales, lors des purges qui eurent lieu au sein du parti dans la seconde moitié des années 50.

M. Janka, qui vient de sortir de son silence et de publier un livre sur le sujet, avait été condamné à cinq ans de prison, qu'il avait purgés, dans des conditions atroces, mais n'a jamais voulu quitter la RDA. Invité à prendre la parole, l'écrivain, qui a soixante-cinq ans aujourd'hui, affirma que « ce qui se passe est une réhabilitation morale », la plus belle réhabilitation possible. « Je voudrais rappeler, a-t-il conclu, le slogan des combattants antifascistes allemands en Espagne, qui nous a toujours redonné courage, à Teruel, à Madrid, à Saragosse : « Venceremos ! » (Nous vaincrons !)

HENRI DE BRESSON

Jusqu'au 2 décembre.

-10%

sur le magasin.

Galeries Lafayette

500522 24 050 1234 5679

PARIS

C'est déjà Noël, avec la carte Galeries Lafayette !

Gratuite dès acceptation du dossier.

*Sauf sur le gros électroménager, l'audio-vidéo-visuel, la literie, les services, l'alimentation, la restauration et les points rouges. Non cumulable avec d'autres escomptes ou avantages promotionnels en cours.

AFRIQUE

NAMIBIE : l'élection d'une Assemblée constituante

La SWAPO espère obtenir la majorité des deux tiers

Après plus d'un siècle de colonialisme, d'abord sous la tutelle allemande, puis sud-africaine à partir de 1915, la Namibie vote. Les premières véritables élections sur ce territoire se dérouleront du 7 au 11 novembre afin de désigner les soixante-douze membres de l'Assemblée constituante.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Sept cent mille personnes sur une population de 1,5 million d'habitants se sont inscrites sur les listes électorales. Elles auront à choisir entre dix partis ou coalitions. Les Namibiens se prononceront, en réalité, entre le principal mouvement de libération, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) et l'Alliance démocratique de la Namibie (DTA), une formation qui a les faveurs de Pretoria. Un luxe de précautions a été pris afin que la consultation soit la plus « libre et honnête » possible.

Le représentant spécial des Nations unies dans la capitale, M. Martti Ahtisaari, est, en fin de compte, plutôt satisfait. « Nous avons eu des difficultés, reconnaît-il, mais je suis fier de ce que nous avons réalisé. » Un an et demi après les premiers pourparlers, début mai 1988 à Londres, la Namibie est sur le point de se débarrasser du joug sud-africain. Entre la signature de l'accord de New York en décembre 1988, le début du retrait des soldats cubains d'Angola le mois suivant, la mise en application de la résolution 435 des Nations unies à partir du 1^{er} avril, le long processus d'accession à l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique a été tumultueux.

La machine électorale

Aujourd'hui, la Namibie va, enfin, pouvoir décider démocratiquement de son avenir, sous l'œil de sept mille quatre cents soldats, policiers et contrôleurs des Nations unies. « Ce ne serait pas réaliste de

dire que rien ne va arriver, constate M. Ahtisaari. Des incidents, d'origine politique ou non, peuvent se produire. Mais le simple fait que quelque chose puisse se passer est tout à fait naturel. » Il admet que, contrairement à ce que l'on pouvait attendre, la campagne électorale s'est, d'une manière générale, plutôt bien passée, hormis quelques incidents graves comme l'assassinat d'un militant de la SWAPO, Antoin Labovicki, le 12 septembre.

Que ce soit pour le rapatriement des réfugiés, les inscriptions sur les listes électorales, la surveillance des meetings, la machine électorale, après une mise en place laborieuse, a rempli sa mission. Seul point noir, l'échec de la commission chargée d'enquêter sur les prisonniers de la SWAPO en Angola et en Zambie, qui n'a pas trouvé trace des 315 portés manquants sur une liste de 1 100 noms. Contrairement à toutes les assurances données, cette question n'aura pas été élucidée avant le scrutin. La SWAPO a promis de publier la liste de ces « espions » après les résultats, refusant d'être « détournée de sa campagne », selon l'expression de M. Hideo Hamutanya, responsable de la mobilisation.

Parler

à tout le monde

Ces violations des droits de l'homme ont terni l'image de marque du mouvement indépendantiste, toujours très confiant, cependant, dans ses chances de succès. M. Hago Geingob, responsable des élections, se déclare convaincu que la SWAPO obtiendra plus des deux tiers des sièges, ce qui lui permettra de rédiger la Constitution de son choix. Pour lui, si la SWAPO devait recueillir moins de 50 % des suffrages, cela signifierait que les élections ont été truquées.

Depuis leur retour d'exil, les dirigeants de la SWAPO ne cessent de prêcher la réconciliation nationale. « Nous n'excluons personne, dit M. Geingob, nous aurons besoin de tout le monde. Nous parlons à tout le monde, y compris à nos frères de la DTA. »

Quatre blancs et deux métis figurent en très bonne place sur la liste de la SWAPO, dont le neveu d'un ancien ministre sud-africain, M. Fannie Botha. Il ne s'agit pas d'un appel du pied aux 70 000 Blancs du pays. « Nous serons portés au pouvoir par les Africains », s'empresse d'ajouter M. Geingob pour qui les Blancs sont « imperméables » au changement.

L'adversaire principal de la SWAPO, la DTA, espère faire pratiquement aussi bien que celle-ci, selon M. Fannuel Kozonguizi, le numéro trois sur la liste de cette formation. Créée en 1977 et dirigée par M. Dirk Mudge, un fermier namibien d'origine africain, la

DTA, qui groupe onze partis, n'a pu se défaire de son image de « collaboration » avec le régime de Pretoria, même si ses dirigeants affirment qu'elle a permis d'abolir la presque totalité des lois de l'apartheid.

Autre reproche, celui de ne s'être pas suffisamment dissocié des suppléments de l'armée de Pretoria et tout particulièrement de la Koovet, l'unité antigénéraliste de la Koovet, l'unité antigénéraliste de la Koovet, l'unité antigénéraliste de la Koovet.

De multiples précautions

Comme le dit M. Geingob : « Les électeurs trancheront » entre ces deux frères ennemis et une troisième force, le Front démocratique uni (UDF), sans relations avec son homologue sud-africain, créé en février, qui fait figure de principal outsider. De multiples précautions ont été prises pour surveiller le scrutin dans les 192 bureaux de vote permanents et les 157 antennes mobiles. Deux mille officiels sud-africains expliqueront la procédure et les sigles de chaque parti sous le contrôle de 1 800 représentants des Nations unies venus d'une trentaine de pays.

Outre les vérifications d'identité et d'empreintes digitales, les électeurs devront tremper leur main dans une encre fluorescente indélébile dont la présence pourra être détectée pendant au minimum cinq jours, afin d'éviter les doubles votes. Les illégitimes pourront bénéficier de l'aide d'interprètes qui leur fourniront les explications nécessaires. Cette précaution est loin d'être superflue puisqu'on estime qu'environ 40 % et 60 % de la population ne savent ni lire ni écrire.

La SWAPO a, au cours des semaines passées, organisé des semaines blanches dans certains quartiers pour familiariser les habitants avec les bulletins de vote et les sigles afin d'éviter de possibles confusions. Ce mouvement craint, en effet, que ses supporters ne plaquent leur croix en faveur d'une organisation rivale, la SWAPO-D (démocrate) dont l'emblème est identique à celui qui a été le sien jusqu'à l'adoption, en mai, du poing levé pour justement éviter les erreurs. Cette opération est aussi motivée par le fait, selon M. Hamutanya, que « beaucoup de gens ne savent pas tenir un stylo ». Des difficultés que M. Ahtisaari minimise en affirmant que « l'illettrisme ne signifie pas la stupidité ».

MICHEL BOLE-RICHARD

ALGÈRE : une semaine après le tremblement de terre

« Responsables, où êtes-vous ? »

ALGER

de notre correspondant

En dépit des propos rassurants tenus par les responsables du Centre de recherche astronomique, astrophysique et géophysique (CRAAG), l'inquiétude ronge les Algérois. Une semaine après le séisme du 29 octobre, qui a atteint 6 degrés sur l'échelle de Richter, qui en compte 9, de nombreuses répliques continuent d'être ressenties dans la capitale. Celle qui a secoué la wilaya (département) de Tipaza et Alger, samedi 4 novembre, à 21 h 30, de magnitude 4,3, avait été précédée d'une secousse de magnitude 3,5 à 16 h 30. Dimanche, c'est à 12 h 30 et 12 h 40 que le sol a tremblé de nouveau de manière très sensible.

Des déclarations alarmistes que le volcanologue français Haroun Tazieff aurait faites au micro de la radio marocaine Média-1, très écoutée en Algérie, ont plongé la population dans l'angoisse. Tout le monde attend une grosse secousse. En plus de leur peur, les habitants des zones les plus touchées par le séisme manifestent un mécontentement grandissant à l'encontre des autorités.

« Peuple, nouveaux partis, soutenez-nous. Le parti au pouvoir nous a lâchés ! » Mais droitement tracée à la craie blanche sur un panneau de contreplaqué appuyé sur deux chaises renversées, l'inscription est coincée entre une interpellation : « Responsables, où êtes-vous ? », et une invite au passant : « S.O.S. Venez le musée des 12 et 14, rue de Bab-el-Oued ». Les appartements de ces immeubles sont aujourd'hui, définitivement inhabitables.

Le tremblement de terre du 29 octobre a été fatal à ces habitations pourtant déjà déclarées insalubres il y a vingt ans, « compte tenu de leur vétusté », comme le stipule un arrêté de la Régie foncière d'Alger datant de 1970 qu'exhibent les locataires.

Des milliers de personnes sont dans le même cas, juste au-dessus, dans la Casbah, le plus vieux quartier d'Alger. Plusieurs centaines de maisons — dont certaines ont été construites au seizième siècle — sur les 1 700 que compte la Casbah ont été abandonnées par leurs occupants, qui campent maintenant dans la rue et sur les placettes, dans les écoles et les mosquées.

A plusieurs reprises, ces dernières années, les habitants de la Casbah ont montré leur mécontentement.

Le 26 avril 1985, excédés par l'écroulement d'un mur et une interminable coupure d'eau, ils avaient dévalé leurs ruelles insalubres pour aller manifester au centre d'Alger, devant le siège du FLN. Aujourd'hui, ils viennent de

créer un « comité des citoyens » dont la première tâche sera de dresser la liste des Algérois à reloger d'urgence.

La Casbah d'antan, où Camus voyait les jours d'été « un jeu de cubes éclatant », est devenue un quartier dangereux. « Notre maison est déclarée en ruine depuis 1984. Nous sommes toujours soucieux de personnes à vivre dedans. Nous sommes en danger », raconte un locataire. Le récent séisme a ainsi fait resurgir le volumineux dossier de la Casbah.

La situation est bien pire encore autour du mont Chenoua, la région la plus éprouvée par le tremblement de terre, où la plupart des maisons sont inhabitables. Certes, les autorités ont dénombré 1 200 logements et une trentaine de bâtiments publics détruits, mais ces « statistiques » n'incluant pas les habitations fissurées, croissées ou lézardées que les occupants ne veulent plus habiter, il leur a fallu attendre deux jours pour voir arriver les premières tentes, qui sont distribuées après accord de l'Assemblée populaire communale.

Solidarité islamique

Dès le lendemain du séisme, dans toutes les mosquées de la région, les imams ont appelé à la solidarité. Leurs appels ont été entendus. Et le Front islamique du salut (FIS) s'est engouffré dans la brèche, occupant ostensiblement le terrain que les autorités n'arrivaient pas à couvrir. C'est en processions que les voitures et les camions affrétés par le FIS, véhicules particuliers ou « empruntés » à des sociétés nationales, ont quitté les mosquées de la capitale et de Blida pour converger par centaines dans la wilaya de Tipaza, vers les localités sinistrées. Chaque hameau a reçu la visite du FIS. Des militants intégristes sont restés sur le terrain, passant même la nuit avec les sinistrés, proposant leurs services pour aider à la scolarisation des enfants, apportant leur soutien moral aux plus défavorisés.

Lancé depuis des mois dans une vaste campagne de recrutement et de séduction, le FIS vient indéniablement de faire la preuve de sa capacité mobilisatrice. C'est en camion-benne que les intégristes du FIS ont apporté le pain jusque dans les endroits les plus reculés, là où, « depuis l'indépendance, on n'a pas vu un responsable officiel », comme le déplore un habitant de Chorf, un douar du Chenoua. Les détracteurs du mouvement islamiste peuvent bien dénigrer ces « opérations électoralistes à six mois des prochaines municipales », les électeurs de la région, qui n'ont rien vu venir du plan de sauvetage, ne s'y tromperont pas pour ce scrutin d'intérêt local.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TUNISIE : la visite de Michel Rocard

Le gouvernement souhaite une augmentation des investissements privés français

TUNIS

de notre correspondant

Vient participer à un symposium international sur « les transitions démocratiques dans le monde d'aujourd'hui », M. Michel Rocard a rencontré, samedi 4 novembre à Tunis, le président Ben Ali et le premier ministre, M. Hamed Karoui. Ces entretiens ont essentiellement porté sur les possibilités d'étendre et d'accroître la coopération bilatérale.

La Tunisie se propose d'améliorer et de développer l'enseignement du français, qui s'est considérablement dégradé ces dernières années. Elle souhaite une aide accrue de Paris et l'envoi, dans les meilleurs délais, de quelque cent cinquante enseignants. Elle envisage également la création d'un Institut national des sciences appliquées et

de technologie, à laquelle la France s'est engagée à participer.

Les interlocuteurs de M. Rocard ont mis l'accent sur l'intérêt qu'ils portent à un accroissement des investissements privés français, jusqu'ici assez timides. La visite en Tunisie, à la fin du mois, d'une délégation conduite par M. François Pericot, président du CNPF, devrait favoriser la relance attendue en faveur de laquelle un crédit du Trésor de 100 millions de francs a été récemment accordé.

D'autre part, les dirigeants tunisiens, préoccupés par le poids de la dette extérieure (5 milliards de dollars, soit près de 60,6 % du PIB) ont rappelé combien ils considéraient injuste que la Tunisie, classée dans les pays à revenu intermédiaire, soit, en quelque sorte, pénalisée dans ses remboursements auxquels elle tient cependant à faire face. Ils souhaitent un assouplissement de

l'attitude française (15 % de l'ensemble de la dette). M. Rocard a promis — sans plus — de se pencher sur le problème. Il s'est engagé, en revanche, à dépêcher

prochainement à Tunis une mission chargée de participer à la réforme en cours de l'administration.

MICHEL DEURÉ

SCIENCES & VIE

ECONOMIE

MAGAZINE

HORS-SÉRIE - ÉDITION 90

LA FRANCE EN CHIFFRES

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le point complet sur l'économie du pays en 164 pages. Les secteurs clés, les grandes évolutions, les régions, le poids de la France dans le monde... Tous les chiffres qu'il faut connaître. Un document à conserver.

48 F EN VENTE PARTOUT

S & V ÉCONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR

Le Monde

La Révolution française

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CAMINO

LA FLORIDE A SAVOIR

En Floride, l'hiver c'est l'été. Le dépaysement ! Nous vous proposons de nombreuses formules à des prix très doux (ex. : 5 300 F par personne la semaine à Miami) et notre fameuse option Prix Garanti. Si vous payez 70 % de votre voyage à l'inscription, son prix ne peut plus être révisé à la hausse ! Pour passer l'hiver, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche de chez vous.

CAMINO LE SPÉCIALISTE DE L'AMÉRIQUE. 21, rue Alexandre-Charpentier - 75017 PARIS. TEL : (1) 45.72.06.11

Base deux personnes avec vol retour grand confort. Départ avant le 12.89

هكذا من الراحل

POLITIQUE

M. Rocard devant les clubs Convaincre

Le premier ministre comprend les « revendications légitimes » de ceux qui ont été le plus frappés par la politique de rigueur

M. Michel Rocard a défendu, dimanche 5 novembre, sa politique sociale. Le premier ministre a affirmé qu'il doit gérer « dans le temps » des impatiences « légitimes ». « Aujourd'hui, le maximum du possible, a résumé M. Rocard. Et dans la durée le maximum d'espérance. »

En clôturant, dimanche 5 novembre, les travaux du colloque sur le thème « Pour un changement social », organisé à Paris par ses amis et ses sympathisants des clubs Convaincre, M. Michel Rocard a évoqué le fait que « depuis une quinzaine d'années environ », le mouvement de réduction des inégalités en France, amorcé après 1945, avait « marqué un (...) coup d'arrêt (...) amplifié par l'évolution du marché du travail ». C'est pourquoi le premier ministre « comprend parfaitement que la répartition des revenus de la croissance soit au cœur des débats actuels ». Toutefois, si les mouvements sociaux ont eu, « dans leur diversité, une commune apparence, la revendication salariale », ils avaient « une réalité plus profonde. L'archaïsme d'un système d'organisation du travail et de commandement ».

Ainsi, les agents des impôts « n'ont pas tort de dire que leurs méthodes, leurs instruments et leur organisation de travail sont inadéquats aux formes les plus sophistiquées de la grande déflation fiscale », car « la fraude se modernise plus vite que l'administration ».

En somme, M. Rocard juge que « ce serait une lourde erreur de diagnostic que de s'en tenir aux apparences et d'ignorer les fractures les plus profondes qui déchirent, comme un sisme souterrain, le tissu social de notre pays ». « Certains, a continué le premier ministre, raisonnent aujourd'hui en termes de « sortie de crise »,

comme d'autres parlaient hier de « sortie de tunnel ». Ils considèrent qu'il n'y a qu'une « parenthèse à réformer » pour en revenir aux mécanismes redistributifs des « trente glorieuses ». Ils s'en tiennent donc à une perspective d'augmentation immédiate des salaires, indépendamment des conditions (...) nouvelles (...). Ceux-là se trompent, et d'époque et de solution. »

Pour M. Rocard, les termes du problème de la répartition de la croissance revenue ont été, notamment, changés par l'évolution démographique. M. Rocard a cité un rapport, non encore publié, du CERC, pour expliquer, par exemple, que, désormais, schématiquement mais dans tous les domaines, « les jeunes paient pour les vieux ». Deuxième évolution « fondamentale », les « déséquilibres accrus entre les revenus issus du capital et ceux tirés du travail ».

« Dire », a expliqué M. Rocard, que dans les 3 % de croissance que nous connaissons, 0,3 % provient de la croissance de la masse salariale, c'est dire en même temps que le gain de pouvoir d'achat des ménages ne résulte que pour 10 % de leur activité et, pour les 90 % restants, par moitié des revenus de la propriété et par moitié des transferts sociaux. Il y a là un déséquilibre fondamentalement malsain. Il fait naître une mentalité d'assistés et de rentiers. Il engendre à coup sûr une « France pépère » là où les enjeux de l'avenir appellent initiative, audace, dynamisme. Ce déséquilibre pourrait favoriser, dans une société où les limites de la progression salariale ne seraient pas compensées par les progrès de l'intérêt et de la responsabilité au travail, un nouveau rejet des valeurs du travail, un repli sur soi, qui seraient assurément l'amorce du déclin pour notre pays. »

Pour M. Rocard, « un tel constat n'est pas acceptable ». Mais il se

refuse, pour réduire les inégalités, à « employer la niveleuse réglementaire, la toise administrative, la guillotine fiscale, derrière lesquelles se profileraient inévitablement l'ombre des thermidoriens du libéralisme ». « Faut-il, au contraire, demande-t-il, par une démarche progressive et acceptée, inscrire dans la durée des mécanismes correcteurs des inégalités, redistributeurs de la solidarité et en même temps protecteurs de la volonté d'entreprendre et de l'initiative privée ? L'économie mixte le suppose. »

Les fruits de la croissance

M. Rocard a ensuite rappelé qu'il s'en tient aux termes définis par M. François Mitterrand, selon lesquels le social tient l'économie et réciproquement. Compte tenu des contraintes d'une économie ouverte, il s'agit donc de « définir des modalités de répartition, qui non seulement ne compromettent pas la croissance future, mais aussi qui permettent d'en consolider et d'en renforcer le rythme, car l'affectation de parts de croissance aux investissements porteurs d'avenir est la seule façon de garantir les marges de manœuvre du partage de demain ».

C'est pourquoi « il faut gérer dans le temps les impatiences légitimes de ceux qui ont jusqu'ici supporté l'essentiel de la rigueur ». De ce point de vue, si M. Rocard pouvait satisfaire la revendication du SMIC à 6 500F, il serait « le plus heureux des premiers ministres ». Mais il a réaffirmé qu'il faut du temps « si l'on veut répartir durablement du vrai pouvoir d'achat, fondé sur un accroissement réel de la richesse nationale et non distribuer de la fausse monnaie, vite reprise par l'inflation ou la dévaluation du franc ». Le premier ministre ne veut pas accorder des concessions qui entraîneraient « l'austérité

Le prix de la patience

par Jean-Louis Andréani

UN an après l'instauration de la cinquième semaine de congés payés, l'entourage de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, se répandait en lamentations : cette réforme, attendue, était si vite rentrée dans les mœurs que plus personne n'en avait gré à la gauche. Aujourd'hui, les collaborateurs du premier ministre craignent visiblement que la même mésaventure, par exemple à propos du RMI, n'arrive à M. Rocard. C'est pourquoi ce dernier s'est livré, dimanche 5 novembre devant ses amis réunis en colloque, à une longue défense et illustration de sa politique sociale, bilan et résultats à l'appui.

Il est vrai que dans un climat social alourdi par les mouvements dans les transports publics et chez les fonctionnaires — en dépit de l'effet pacificateur espéré de l'annonce du « pacte de croissance », — face aux critiques venues des rangs mêmes de son parti, à quatre mois de son congrès, il est essentiel pour M. Rocard de faire passer son discours social. Un discours, dit-il, « à la fois de raison et de justice ». A l'évidence, en effet, cette définition ne fait pas l'unanimité à gau-

che ou chez les salariés. D'autant que M. Raymond Barre, l'homme de la « rigueur » de la fin des années 70, a fait un cadeau empoisonné au premier ministre, lorsqu'il a déclaré, dimanche 29 octobre à « 7 sur 7 » : « Si je censurais M. Bérégovoy, je me censurerais moi-même. » Même si l'ancien chef du gouvernement ne paraît que de la politique budgétaire...

M. Rocard a donc repris, une nouvelle fois, son habit de professeur pour expliquer, rafale de chiffres à l'appui, sa politique sociale : il faut gérer « dans le temps », dit-il, des revendications « légitimes ». Faute de quoi, un nouveau plan d'austérité nous pend au nez. Au passage, M. Rocard lance un discret coup de patte à M. Mauroy qui, précédemment, a dû en passer par un plan d'austérité, dont M. Rocard a souligné combien il avait « aggravé les inégalités ».

Ce n'est pas le seul coup de patte que distribue M. Rocard : les communistes « se trompent et d'époque et de solutions ». Quant à ceux, qui, au PS, voudraient une politique de réduction des inégalités menée tambour battant, ils sont accusés de préparer le terrain

aux « thermidoriens du libéralisme ». Le premier ministre répond ainsi, directement, à ceux des socialistes qui l'accusent, plus ou moins ouvertement, de mener une politique qui, selon eux, conduira la gauche à la défaite aux élections législatives.

Enfin, expliquant dans quel réseau de contraintes sa politique économique et sociale est ensermée, le premier ministre refuse en bloc toute idée de dérive droite de sa part : sa politique est bien celle qui peut apporter le « maximum d'espérance ». « Nous la gauche ! », lance-t-il en détaillant l'action de son gouvernement qui s'apprête à « renforcer (...) améliorer (...) adapter » les lois Aurox, symboliques, s'il en est, de la gauche au pouvoir.

M. Rocard peut-il convaincre ? Il a montré, au choix, beaucoup de courage ou beaucoup de masochisme, en soulignant l'énormité de l'écart entre l'évolution des revenus du travail et celle des revenus du capital, en expliquant combien les inégalités se creusent dans la société française... Un catalogue dont l'humanité de lundi s'empare pour affirmer : « Il (...) faudrait donc continuer à ramper dans les soutes de cette galère, dont l'Elysée et Matignon maintiendraient le cap sur une croissance bâtie sur l'envoi des revenus du capital (...) Une croissance faite de mauvais coups contre l'emploi et d'une misère qui gangrène dangereusement cette société. »

Polémique mise à part, la question est bien là : avec de tels écarts, et même au prix de la patience supplémentaire demandée par M. Rocard, les salariés ne sont-ils pas, de fait, appelés à rester les parents pauvres de la nouvelle croissance ?

ensuite « car « on paierait plus qu'on n'aurait reçu ».

Sa politique a donc consisté « à faire le maximum du possible à chaque étape de l'amélioration de la politique économique ». C'est « dans cet esprit » que la politique salariale dans la fonction publique a été « substantiellement améliorée ». M. Rocard a rappelé les chiffres d'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires (lire par ailleurs), en jugeant qu'« il n'est pas possible de faire plus aujourd'hui (...), sans sacrifier délibérément les conditions du redressement économique (...), sans à créer délibérément les conditions d'un nouveau plan d'austérité, dont j'ai dit (...) combien il avait aggravé les inégalités et dont chacun sait que ce sont les salariés qui en supportent principalement le prix et les efforts ».

« En même temps, a continué M. Rocard, ce discours, à la fois de raison et de justice, ne serait pas légitime s'il ne s'accompagnait pas d'un engagement fondamental : [le] pacte de croissance, qui est en fait un contrat de confiance avec le monde du travail, l'assurance dans la durée que les salariés auront désormais leur juste part de la croissance. »

Rappelant que « la répartition de la croissance ne s'apprécie pas uniquement en termes de gain de pouvoir d'achat », M. Rocard — ponctuant, depuis le début de son discours, sa démonstration de « et si nous, la gauche, nous ne le disons pas, qui donc le dira ? » — a détaillé les efforts faits pour la baisse du chômage, les engagements sociaux récemment pris dans le cadre européen, puis chaque volet de la politique de son gouvernement contribuant à une « grande ambition sociale » : RMI, politique de la ville, fiscalité, modernisation du service public, participation, politique salariale contractuelle... Ainsi M. Rocard souligne-t-il que le ministre du travail va « renforcer (...) améliorer (...), adapter les lois Aurox ».

Les inégalités de la vie quotidienne

A propos du chantier de l'Île-de-France, M. Rocard a souligné qu'il a « heurté les intérêts de tous ceux qui racontent d'abord en termes de privilèges et de clientèles ». « Tant pis, a-t-il ajouté, et l'on verra bien où se situent les uns et les autres quand il s'agit de réduire les inégalités de la vie quotidienne. » Selon M. Rocard, si « un homme de gauche » se sentait « orphelin » d'un « bon conflit » aux enjeux clairs, « on y va tout droit, on l'aure ! ». Le premier ministre a ajouté qu'il convient d'agir non seulement pour le logement « social », mais aussi pour le logement « intermédiaire ».

M. Rocard a encore précisé : « Il y aurait dans la politique du gouvernement moins un déficit social qu'un déficit de la pensée et de la volonté si nous analysons ce qui se passe uniquement en termes de réponses monétaires à l'aspiration qui s'exprime de toutes parts à une meilleure répartition de la croissance. Nous n'aurions guère alors le choix qu'entre décevoir ceux qui, depuis tant et tant de décennies, ont placé leur confiance et leur espérance dans le socialisme démocratique ou trahir les intérêts fondamentaux du pays face aux difficultés et grandes échéances qui l'attendent. Je refuse cette alternative entre l'échec économique et l'échec politique, car il n'y a pas d'exemple que l'un ne soit suivi de l'autre. »

Dénouant enfin le retour des « manifestations d'irrationnelisme » qui « nourrissent une vision fondamentalement pessimiste de l'humanité », M. Rocard a conclu, pour sa part : « Aujourd'hui, le maximum du possible. Et, dans la durée, le maximum d'espérance. »

L'élection législative partielle dans la 2^e circonscription des Bouches-du-Rhône

M. Vigouroux se désintéresse du scrutin

Marseille de notre correspondant régional

Sept candidats s'affronteront lors de l'élection législative partielle des 26 novembre et 3 décembre organisée dans la 2^e circonscription des Bouches-du-Rhône pour pourvoir au remplacement de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), élu au Sénat le 24 septembre dernier. M. Robert Vigouroux, député (app. PS) et maire de Marseille, s'est finalement désintéressé du scrutin, dans lequel le rapport de forces est largement favorable à la droite, en contraignant le PS à présenter, au dernier moment, son propre candidat, une rocardienne, M^{me} Michèle Poncet-Ramade.

Après les élections municipales et sénatoriales remportées triomphalement par M. Vigouroux, les socialistes avaient, frileusement, décidé de ne pas opposer de candidat à celui qui choisissait d'appuyer le maire de Marseille. Tel était, du moins, le sens d'une déclaration faite par M. Pierre Mauroy qui s'était prononcé pour le soutien du PS à un seul candidat : « majorité présidentielle ou socialiste ». Sur le principe, cette position n'avait pas soulevé d'objection de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, sinon des rocardiens qui exigeaient des discussions préalables avec les diverses composantes de la majorité présidentielle marseillaise.

Ces discussions, proposées par le premier secrétaire fédéral, M. Yves Vidal, s'étaient cependant heurtées à une fin de non-recevoir. A quarante-huit heures de la date limite des déclarations de candidature, le vendredi 3 mai, le comité directeur du PS, réuni à Saint-Victor, en était réduit à repousser encore sa décision en misant sur une hypothétique solution de « bon sens ». Le lendemain, dans une interview au *Provençal*, M. Vigouroux faisait enfin savoir qu'il n'avait « aucune raison de soutenir qui que ce soit ».

S'occuper de Marseille

Le maire de Marseille coupait par ailleurs l'herbe sous le pied à ceux de ses partisans qui étaient candidats à la candidature, notamment l'ancien député socialiste, M. René Olmetta, ainsi que le maire (Association des démocrates du 4^e secteur, M. Yves Bonnet) et l'édilite Jeanne Lafitte, adjointe au tourisme. « Connaissant mon état d'esprit,

déclarait-il, ils l'ont partagé. Ils savent qu'ils ont été élus pour s'occuper de Marseille et restent dans cette optique ».

Dans le même temps, cependant, M. Vigouroux prenait parti dans l'élection cantonale partielle de Salon-de-Provence organisée, aux mêmes dates que l'élection législative partielle, après la démission — pour cause de cumul des mandats — du nouveau sénateur (app. PS) et maire de Salon, M. André Vallet. Il indiquait qu'il soutenait M. Maurice Mérindol, maire (PS) d'Auroux et secrétaire général de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, qui affrontera, dans une primaire, M. Jean-Pierre Maggi, maire (PS) de Velaux, candidat socialiste officiel.

Argumentation de M. Vigouroux : « De même qu'un sénateur représente les communes de son département, le conseiller général représente celles de son canton. Les législatives n'ont rien à voir avec le cadre communal dans lequel je suis toujours resté. C'est de la politique générale et qui plus est, ici, dans un territoire découpé spécifiquement par la droite pour gagner... ». Cette dernière observation du maire de Marseille explique, en fait, sa prudente réticence. M. Gaudin l'avait emporté, aux législatives de 1988, avec plus de 60 % des suffrages exprimés et les chances du candidat de la majorité présidentielle seraient des plus réduites... Restait au PS, qui ne pouvait décemment être absent du scrutin, à désigner, en catastrophe, dans la soirée de dimanche, son propre candidat. Le motif que l'on puisse dire est que l'on ne s'est pas bousculé au portillon, chaque courant ayant de bonnes raisons de pousser ses concurrents à s'engager dans cette élection-garçon. Finalement, c'est une rocardienne, M^{me} Michèle Poncet-Ramade, médecin neurologue, secrétaire fédérale adjointe aux sections d'entreprise, qui s'est dévouée avec, comme suppléant, un jospiniste, M. Jean-Michel Richard. Elle affrontera six autres candidats : MM. Jean-François Martini, conseiller municipal (UDF-PR) de Marseille et conseiller général, un brillant généticien, ancien suppléant de M. Jean-Claude Gaudin, Robert Allione, conseiller régional et membre du comité central du PCF, Gérard Mamier-Besombes, député européen (Les Verts), Marie-Claude Roussel (FN), Didier Turcan (Parti nationaliste français) et Pierre Avossa (Mouvement républicain français).

GUY PORTE

Au Grand Jury RTL-« le Monde »

M. Alain Juppé :

ne pas recommencer 1986-1988

Invité du « Grand Jury RTL-« le Monde », dimanche 5 novembre M. Juppé, secrétaire général du RPR, rappelle les progrès de l'union de l'opposition : création d'un intergroupe parlementaire, mise en place d'un conseil de coordination entre les parties de l'opposition, préparation des États généraux avec une première convention sur l'éducation et la formation en janvier 1990. M. Juppé ajoute : « Pour progresser il ne faut pas recommencer 1986-1988 », où après les élections législatives et la réalisation de l'union, la division de l'opposition s'est produite pour l'élection présidentielle. Il précise donc : « Les institutions de la 4^e République étant ce qu'elles sont, il faut recommencer par le commencement, il faut mettre les bords avant la charnière. Et le commencement sous la 4^e République, c'est l'élection présidentielle. Je ne veux pas dire par là, bien sûr, qu'il faille désigner le candidat de l'opposition dans les semaines qui viennent. En revanche, ce pour quoi nous n'avons pas le temps, c'est pour mettre au point une procédure, une méthode qui permettra d'aboutir le moment venu à la désignation d'un candidat unique. Certains ont appelé cela des primaires à la française. C'est comme ça, tout le monde comprend ce que cela veut dire. »

Moi, je vais jusqu'au bout de ma logique : il faut, avant d'aborder le problème des élections législatives, avant de discuter alliances électorales et candidatures uniques, essayer, dans le courant de l'année 1990, qui va commencer très bientôt, de se mettre d'accord sur une procédure de désignation du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle. »

M. Le Pen stigmatise les transfuges du FN

Dans son bimensuel d'information politique, *la Lettre de Jean-Marie Le Pen*, le président du Front national stigmatise ses anciens partisans passés au CNI et il dénonce les « attaques ouvertes ou sournoises, extérieures et intérieures », qui visent, selon lui, à affaiblir le mouvement d'extrême droite. « Le départ des ambitions, des filons ou des aigres qui, sous une exception, ont trahi leurs engagements et leurs discours, n'a rien pour nous affaiblir, au contraire, et nous consoliderait, bien du plaisir à leur futur chef, le général-président nommé à la tête du CNI (au fait, nommé par qui ?) », écrit M. Le Pen au sujet de l'élection, le 16 décembre prochain, du général Jean-Marie Lacaze à la présidence du CNI.

« Tout annonce une offensive de grande envergure (au fait, payée par qui ?) dans le but de faire sauter le verrou national », assure le président du FN en faisant allusion aux transferts d'anciens fils de son parti après par M. Yves Bristot, secrétaire général du CNI. Cependant, M. Le Pen affirme que cette tentative « comme toutes les précédentes, est vouée à l'échec et ne fera que renforcer notre cohésion et notre détermination à sauver la France et l'Europe de la décadence, de la colonisation et de la servitude ».

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

36 15 I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

POLITIQUE

Les prolongements de la polémique sur les foulards islamiques

M. Rocard appuie le ministre de l'éducation

M. Michel Rocard, qui clôturait, dimanche 5 novembre à Paris, un colloque organisé par ses amis, a évoqué l'affaire des voiles islamiques en ces termes :

« Ces dernières semaines ont remis au premier plan, et comme je m'en réjouis, la nécessité d'une laïcité, qui soit à la fois fidèle aux principes de tolérance, de progrès et d'émancipation qui en sont la substance même, et qui soit en même temps adaptée aux réalités de notre temps.

« La laïcité de l'Etat est un principe constitutionnel. La laïcité de l'école est une des valeurs les plus essentielles dont nous sommes porteurs. Mais une laïcité moderne ne comporte-t-elle pas aussi désormais l'exigence d'une laïcité de la ville, c'est-à-dire d'une capacité de nos cités, grandes ou petites, à accueillir, à faire coexister, à intégrer les cultures, les croyances et les communautés ?

« Croit-on en effet que cinq ou six heures quotidiennes, passées à l'école, peuvent suffire à réussir l'intégration quand dix ou douze

heures dans la ville contribuent à la désintégration ? Croit-on que c'est par hasard que c'est dans des écoles de Crol, d'Avignon ou de Marseille, dans ces quartiers kalidoscopiques de nationalités, de religions et de cultures, que s'est cristallisée la difficulté de cette intégration, et non ailleurs ?

« Dans le grand mouvement social que nous traversons, il est indispensable que quelques principes essentiels et quelques valeurs fondamentales nous servent de repères constants. La laïcité est une de ces valeurs. Le refus des exclusions est un de ces principes.

« Mais que se passe-t-il lorsque, ici ou là, des situations concrètes viennent à placer en opposition ce principe et cette valeur ? Quand les conditions concrètes d'application de l'un sont en contradiction avec l'autre ? Voudrait-on nous condamner à n'avoir d'autre alternative que sacrifier nos valeurs ou renoncer à nos principes ?

« La difficulté est là, et nulle part ailleurs. Mais alors, ne dirait-on, vous refusez de choisir ? Pas

du tout, mais je refuse le choix réducteur qui consisterait, dans la réalité concrète, à opposer la laïcité et le refus des exclusions. Parce que mon choix est de créer les conditions pour qu'elles soient compatibles, assumées, accomplies.

« Et si pour surmonter cette contradiction, et pour que l'école puisse — contre les intégrismes — jouer pleinement son rôle d'intégration, du temps est nécessaire, alors prenons le temps du dialogue, le temps de la persuasion, le temps qui permet aussi et surtout d'apporter des réponses effectives aux problèmes du logement, de la vie urbaine qui a transformé en ghettos tant de nos cités et de nos banlieues et qui pousse à ces recroquevillements (...) sur des images traditionnelles ! Cette approche concrète et pragmatique, pour concilier à la fois nos valeurs et nos principes, est celle que Lionel Jospin a exprimée au nom du gouvernement. Voilà la direction ferme, réaliste et responsable que j'ai choisie de suivre. »

Les références du Conseil d'Etat

La procédure de demandes d'avis au Conseil d'Etat est ancienne. Depuis l'an VIII, il peut être consulté sur les difficultés qui s'élevaient en matière administrative, selon une formule toujours en vigueur qui remonte à la Constitution consulaire. Si la plupart des demandes d'avis peuvent être le fait des divers ministres, il appartient au chef du gouvernement de solliciter ceux qui concernent l'interprétation de la Constitution et des lois organiques.

L'examen d'une demande d'avis peut être confié soit à une section du Conseil d'Etat, soit à des sections régionales, soit encore à une commission ad hoc. En fonction de leur importance, certaines avis sont renvoyés à l'assemblée générale du Conseil d'Etat. La section de l'intérieur du Conseil d'Etat a vocation à examiner les affaires qui dépendent du premier ministre ou qui sont du ressort des ministres de l'intérieur, de la

justice, de l'éducation nationale, et de la culture et de la communication. La demande d'avis de M. Jospin émise donc dans le champ de ses attributions.

Le Conseil d'Etat a formulé au cours de l'année judiciaire 1980-1981 quarante et un avis ; quarante-six en 1981-1982 ; trente-deux en 1982-1983 ; cinquante-cinq en 1983-1984 ; soixante-douze en 1984-1985. Depuis 1986, le décompte se fait par année civile : cinquante avis en 1986 ; quarante et un en 1987 et vingt-neuf en 1988. Le gouvernement est seul juge de la publicité à donner aux avis qu'il reçoit. En l'occurrence, le ministre de l'éducation nationale a d'ores et déjà annoncé que l'avis qu'il vient de solliciter serait rendu public.

Les principaux textes de référence, difficiles à concilier, qui vont contribuer à structurer la réflexion du Conseil d'Etat sont :

— l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi » ;

— l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958 : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances » ;

— l'article premier de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat : « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées (...) dans l'intérêt de l'ordre public. »

M.K.

Les réactions

M. Juppé (RPR) : « M. Jospin manque de courage »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré dimanche 5 novembre au « Grand-Jury RTL-Monde » : « Non, je n'approuve pas Lionel Jospin, et je trouve qu'il y a là la marque d'une très grande absence de courage. Face à un problème grave, l'honneur d'un gouvernement n'est pas de botter en touche, ce n'est pas de dire : « Courage, fuyons ! », ce n'est pas de repasser le bébé à une institution, le Conseil d'Etat, qui est, certes, respectable, mais qui ne peut se prononcer qu'au regard des textes. Or, dans cette affaire, il y a plus : c'est le problème de toute la

conception que nous nous faisons des grands principes de l'école républicaine, de l'école elle-même et, au-delà, c'est le problème de l'identité nationale qui est posé (...).

« Le port d'un vêtement à signification religieuse — pourquoi pas, demain, d'un uniforme à caractère politique ? — dès lors qu'il est arboré d'une manière ostentatoire et militante, viole ce très grand principe de neutralité ou, disons, de laïcité de l'école de la République. Ce n'est donc pas acceptable.

□ M. Fabius : pour une réflexion au Parlement. — M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche 5 novembre, sur Europe 1, qu'il est « a priori assez favorable » pour que, « sur les questions d'intégration, l'on puisse avoir une réflexion collective au sein de l'Assemblée nationale ». « Le Parlement, a-t-il ajouté, sans céder à l'intolérance, ferait œuvre utile en conduisant une réflexion sur l'intégration ». Le président de l'Assemblée nationale souhaite qu'« une commission ou un groupe parlementaire audite l'ensemble des responsables d'associations, fasse entendre son point de vue, et fasse avancer le débat de fond ».

□ M. Evénat souhaite mettre fin à la dérive du droit d'asile. — Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 5 novembre, M. Claude Evénat a estimé que « le port du voile est réducteur de liberté ». Le ministre de la santé et de la protection sociale a déclaré : « Force que notre école est une école publique laïque, elle doit permettre à ces jeunes filles de trouver les espaces de liberté qu'elles ne trouvent pas dans leurs familles, et c'est ce qui a motivé la position de Lionel Jospin, c'est ce qui motive la position du gouvernement ». M. Evénat a ajouté que le gouvernement avait,

en matière d'immigration, une politique visant à favoriser l'intégration. Il a cependant remarqué que « l'on voit apparaître depuis trois ans un problème inquiétant : la dérive du droit d'asile ». « Il faut veiller à ce que le droit d'asile — politique, religieux, philosophique — ne dérive pas vers un droit d'asile économique », a ajouté le ministre.

□ M. Harlem Désir demande la création d'un ministère de l'Intégration. — M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a déclaré dimanche 5 novembre, au cours de l'émission « Forum » sur FR3, qu'il ne fallait pas exclure les jeunes filles portant le foulard islamique des établissements scolaires, car, « au contact de l'école publique, de l'esprit critique, elles finiront par dépasser le milieu traditionnel dans lequel elles sont plongées ». « Le jour finira par l'emporter sur le schador », a-t-il ajouté. M. Harlem Désir a par ailleurs demandé au gouvernement l'adoption d'une loi-cadre pour l'intégration et la création d'un ministère de l'intégration.

□ M. Mendès France : le voile au vestiaire. — M. Marie-Claire Mendès France, présidente du comité français du Centre international pour la paix au Proche-

Orient, « craint » que M. Danielle Mitterrand ne « confonde tolérance avec ce qui est la plus grande intolérance, c'est-à-dire la charia musulmane ». Pour l'épouse de l'ancien président du conseil, qui s'exprimait, samedi 4 novembre, sur RMC, « le port du voile à l'école fait partie des signes extérieurs de la régression. Le voile doit être laissé au vestiaire ». M. Mendès France, qui revient d'un voyage en Cisjordanie, a dénoncé « comme dangereux, le laxisme qui semble vouloir accepter certains des plus hauts responsables du gouvernement ». « Ne nous y trompons pas ; cela veut dire la soumission de la femme à la loi du père, le choix du mari de la fille, la répudiation de la femme, la pire loi machiste », a-t-elle ajouté.

□ Manifestations de FN à Nice et à Antibes. — Le Front national a organisé deux manifestations ce week-end, à Nice et à Antibes, pour protester contre « l'islamisation de la France ». A Nice, samedi, mille cinq cents sympathisants du FN ont défilé aux cris de « La France aux Français ! », « Le schador dehors ! ». A Antibes, près de deux cents manifestants se sont réunis dimanche matin pour « le maintien des lois et traditions françaises ».

Le débat s'élargit à la politique d'immigration

Il fallait bien que le premier ministre s'exprime un jour sur l'islam et la laïcité tant l'affaire du voile provoque des polémiques auxquelles le ministre de l'éducation nationale n'a pas encore réussi à mettre fin. C'est fait. En soutenant M. Jospin d'une manière solennelle, M. Rocard s'efforce de restituer une cohérence à la position de son gouvernement que le ministre de l'éducation nationale, a-t-il souligné, avait été chargé d'exprimer.

Il n'est pas encore au bout de ses peines puisque deux exceptions, notables, continuent de se manifester. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le parlement, et M. Jean-Pierre Chevènement restent résolument hostiles au port du voile islamique à l'école. Ni l'un ni l'autre ne sont rentrés dans le rang. M. Poperen se refusait, lundi 6 novembre, à tout commentaire sur les déclarations de premier ministre, alors que ses amis persistent et affirment comme l'ont fait samedi les responsables du Mouvement de la jeunesse socialiste proches de lui, que M. Jospin « capitalise » devant les intégristes. Dénoncer hier le rôle de M. Jospin c'est porter, aujourd'hui la même accusation contre le premier ministre.

Comme M. Jospin, le chef du gouvernement « refuse le choix réducteur qui consisterait dans la réalité concrète à opposer la laïcité et le refus des exclusions ». Il le refuse, mais ne dit pas, sauf à parler de « dialogue » et de « persuasion » en attendant que l'école joue « son rôle d'intégration », comment il compte, pour l'immediat, se tirer de ce mauvais pas autrement qu'en demandant au Conseil d'Etat de se prononcer sur les aspects juridiques de l'affaire.

Il est vrai que la consultation d'autorité juridictionnelle compétente pouvait apparaître nécessaire. M. Jospin, qui a fait appel aux juristes de son entourage, s'était aperçu la semaine dernière qu'il devrait affronter le vide. En s'adressant au Conseil d'Etat, M. Jospin ne sera peut-être pas beaucoup plus avancé, mais il obtiendra peut-être confirmation que le refus d'accueillir les enfants à l'école se serait heurté au jugement défavorable des tribunaux administratifs. C'est, en tout cas, l'un des éléments qui l'a conduit à consulter sans grand risque le Conseil d'Etat.



Cette initiative, annoncée samedi, a été prise en concertation avec le premier ministre et le ministre de l'intérieur. Elle a aussi reçu l'aval du président de la République, avec lequel M. Jospin s'est fréquemment entretenu la semaine dernière à l'Elysée, et auquel il a fait part de ses intentions par téléphone, vendredi, alors que M. Mitterrand se trouvait à Bonn.

Le ministre de l'éducation nationale affronte, pour les semaines qui viennent, une difficulté que l'on pourrait qualifier de technique si elle n'avait pas pris une telle ampleur politique. Accueillir à l'école des enfants porteurs d'usages religieux, c'est prendre le risque que les voiles islamiques envahissent les écoles. Les laisser à la porte, c'était tomber dans une autre provocation, s'exposer à des manifestations intégristes et à d'éventuels désordres. Si l'affaire tournait mal, passées les vacances de la Toussaint et tout au long de la fin du premier trimestre scolaire, il se resterait plus au gouvernement qu'à proposer, dans un projet de loi, des règles claires dont il laisserait volontiers le Parlement débattre.

L'ennui pour M. Rocard, c'est que le débat prend un tour beaucoup plus vaste que la simple polémique sur les signes religieux à l'école. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ne se contente pas d'affirmer, comme les amis de M. Poperen, que le ministre de l'éducation nationale a « boté en touche » en demandant l'avis du Conseil d'Etat. Il remet en cause la

politique d'immigration du gouvernement, demande un renforcement du contrôle aux frontières et un examen plus strict de la situation des réfugiés politiques. A son avis le débat débouche sur la conception que l'on a de l'identité nationale. M. Juppé n'est pas le seul à élargir la discussion. L'un des amis du premier ministre, M. Claude Evénat, ministre de la santé, s'inquiète de ce qu'il appelle « la dérive du droit d'asile ». Quant à M. Harlem Désir, il réclame la création d'un ministère de l'intégration et accuse le gouvernement socialiste de M. Rocard de n'avoir pratiquement rien fait depuis juin 1988 en faveur des immigrés. M. Rocard lui-même en a parlé dimanche, mais de manière incertaine voire contradictoire, lorsqu'il évoque dans la même phrase la « coexistence » des cultures et leur « intégration ». Il est vrai que toute perspective d'intégration passe d'abord par une évidente nécessité de coexistence.

C'est à ce niveau du débat, sans doute, que M. Mitterrand se situera s'il décide d'intervenir. On voit mal comment le président de la République s'y refuserait, non seulement parce que son propre camp est divisé sur la conception de la laïcité, mais surtout parce que l'affaire du voile islamique, objet passionnel de toutes les conversations de bistrot, réveille dans la société française des réflexes irrationnels et des pulsions douteuses.

JEAN-YVES LHOMEAU

Les deux écoles de la gauche

par Frédéric Goussen

DANIELLE MITTERRAND d'un côté, Régis Debray de l'autre... Les prises de position contradictoires de ces deux personnalités sur l'affaire du foulard islamique illustrent les débats qui déchirent la gauche sur l'école et la laïcité depuis son accession au pouvoir.

Pour les uns, l'école doit être un espace de neutralité absolue, protégé des influences extérieures, qu'elles soient politiques, religieuses, économiques ou sociales. Les élèves doivent y oublier leur appartenance ou leurs racines. Leur seule tâche est de se consacrer, sur un pied de complète égalité, aux exercices intellectuels qui leur permettront de devenir des individus libres et autonomes. L'école est le lieu de l'émancipation par la raison, de l'oubli des différences, de l'intégration librement consentie. Chacun doit laisser au vestiaire tous les signes de ses origines familiales, idéologiques ou confessionnelles. L'école est faite pour prendre du recul, pour accéder à l'universel.

Pour les tenants de cette laïcité, toute intrusion du monde extérieur dans l'espace clos de l'école ne peut être que néfaste, dangereusement déviante. C'est pourquoi ils s'opposent à la participation des personnalités extérieures ou des parents, au rapprochement avec les entreprises, aux pédagogies actives qui font sortir les élèves de l'école.

A l'inverse, un autre courant insiste sur la nécessité de prendre en compte la diversité des élèves pour faciliter leur adaptation. Ils considèrent l'enfant comme une totalité, qui ne peut être réduite à ses activités intellectuelles, ils pensent que les différences sont une source d'enrichissement, que les individus ne peuvent être coupés de leur histoire et de leur environnement, que l'école doit accueillir et non censurer, s'ouvrir et non se replier.

Les premiers considèrent qu'il existe des valeurs universelles — de vérité, de droit, de science — prises en charge par la pensée européenne depuis le siècle des Lumières et que l'école a pour vocation de diffuser.

Les seconds ont une conception plus relativiste des cultures et se méfient de l'ethnocentrisme occidental. Les premiers insistent sur le savoir et les connaissances ; les seconds sur l'expression et l'épanouissement des personnalités.

Les premiers accusent les seconds de déstructurer l'école, de la dissoudre dans un magma unanimiste où elle perd son âme et d'où seuls les privilégiés pourraient émerger. Les seconds reprochent à leurs adversaires une conception élitiste qui revient à exclure tous ceux qui, par impuissance ou conviction, ne se conforment pas au moule.

L'accueil et l'exclusion

C'est pourquoi cet antagonisme se retrouve actuellement à l'œuvre dans les deux grandes affaires qui agitent l'école : celle de la laïcité, réactivée par l'épisode des foulards, et celle de la réforme des programmes, déclenchée par la perspective des 80 % d'élèves au niveau du bac. Dans les deux cas, le problème posé est identique : celui de l'accueil et de l'exclusion, de la possibilité d'une seule école pour tous. Les partisans de l'ouverture ont beau jeu de faire observer à leurs adversaires qu'une conception trop exigeante de l'école conduit à prendre son parti de l'échec ou de la concurrence. En refusant, en 1984, le délicat compromis imaginé par Alain Savary, les laïques « purs et durs » ont mobilisé les partisans de l'école libre et ont sauvé l'enseignement privé. En prenant aujourd'hui, par principe, l'interdiction du foulard en classe, ils renforcent le camp des intégristes qui souhaitent la création d'écoles consociées. Si une telle attitude rigoriste permet de préserver la pureté de l'école publique, il n'est pas sûr qu'elle profite aux jeunes, qui se retrouveraient confinés dans un enseignement d'inspiration cléricale. « La passion allait définitivement l'emporter sur la raison, passion concentrée sur une seule question qui, par une réaction des extrêmes, devenait le

point d'application symbolique de l'épreuve de force », écrivait Alain Savary dans *En toute liberté*, à propos de l'offensive des « ultras » de la laïcité contre son projet d'intégration progressive de l'enseignement privé. Cette remarque est d'une singulière actualité à propos du débat actuel sur le foulard islamique.

Le même raisonnement vaut pour la discussion sur les contenus de l'enseignement. Ceux qui, au nom de la défense de la qualité de l'enseignement, s'opposent aux allègements de programmes souhaités par le ministre oublient que l'école française, qui produit une élite intellectuelle de très haut niveau, est aussi celle qui a le plus fort taux d'échec.

Garant, par sa position politique, de l'unité de la gauche, Lionel Jospin, qui doit gérer cette contradiction, s'efforce de maintenir une ligne modérée particulièrement acrobatique. On le voit dans l'affaire des foulards. Avant particulièrement mal vécu l'épisode de la réforme Savary, il espère, en se situant strictement sur le terrain du droit, éviter des dérapages analogues de la part de ses amis politiques. Convoqué de la nécessité de revoir profondément les contenus de l'enseignement pour réussir le pari de la démocratisation des lycées, il espère, par sa prudence, convaincre la gauche de la nécessité d'un aggiornamento. Il sait aussi qu'il sera tenu comme premier responsable des désordres que pourrait entraîner une réactivation pédagogique trop hâtive.

Le débat qui s'est engagé sur le double terrain de la laïcité et des programmes pose le problème de fond de la modernisation et de la démocratisation de l'école. Il serait dommage qu'il soit occulté par trop de passions partiales — et surtout par les luttes de clans au sein du PS. Le sujet mérite plus de clarté et de sérénité.

هكذا من الالهي

De nouvelles missions dans le cadre du marché unique

La mutation des douanes bute sur la grille de la fonction publique

La perspective du marché unique européen contraint l'administration des douanes à accélérer son évolution vers davantage de technicité. Cependant, l'actuelle grille de la fonction publique ne facilite pas la prise en compte de nouvelles qualifications.

Surqualification d'une partie du personnel, difficulté de prendre en compte les compétences dans le cadre de la grille indiciaire unique de la fonction publique, vague à l'âme d'agents privés de perspectives de carrière... L'administration des douanes n'échappe pas au malaise de l'ensemble des fonctionnaires du ministère des finances. Et puis, les douaniers ont aussi leurs propres soucis, car la préparation du marché unique européen accélère l'apparition de nouvelles missions réclamant davantage de technicité et implique une réduction des effectifs. Sur ce dernier point, les syndicats viennent d'obtenir que soient renvoyées à plus tard les quelques mille suppressions d'emplois budgétaires planifiées d'ici à 1993. Il n'en reste pas moins que la mutation des douanes, qu'ils jugent d'ailleurs indispensable, demeure à l'ordre du jour.

« L'Europe ne signifie pas notre disparition mais l'émergence d'une nouvelle douane », souligne-t-on à la direction de cette administration, une des plus vieilles de France. Si l'Acte unique impose — en principe — la disparition de la précaution physique aux frontières, les opérations de surveillance à l'intérieur du territoire, prioritaires depuis une vingtaine d'années, seront renforcées. Mais dans le cadre d'une législation communautaire.

De plus en plus, les douaniers doivent savoir maîtriser la comptabilité analytique et l'informatique, connaître au moins une langue

étrangère, se sentir à l'aise dans le labyrinthe réglementaire de la politique agricole commune, voire être à même de détecter le blanchiment de l'argent de la drogue. Aussi l'administration a-t-elle entrepris, en liaison avec les syndicats, de « restructurer » la structure des effectifs.

A l'heure actuelle, 61 % des 200 000 douaniers appartiennent à la catégorie C (niveau BEPC) de la fonction publique, 25 % font partie de la catégorie B (baccalauréat) et 13 % de la catégorie A (niveau licence). En 1993, l'objectif est de parvenir à un réajustement vers le haut. Les catégories A et B devront alors regrouper respectivement 20 % et 30 % du personnel. Parallèlement, les pouvoirs publics ont décidé, construction européenne oblige, de supprimer 1 373 emplois budgétaires (principalement aux frontières nord et est) dont environ quatre cents ont déjà disparu.

Désarmement unilatéral

Or, la RFA ayant accru ses effectifs douaniers et la police de l'air et des frontières (PAF) étant soupçonnée d'occuper immédiatement les positions abandonnées par les douaniers, la décision de « geler » pour deux ans les suppressions d'effectifs, annoncée lors des négociations du 20 octobre avec les syndicats des finances, est tombée à point nommé pour mettre entre parenthèses un « désarmement unilatéral » qui commençait à inquiéter le Quai de Bercy.

Toutefois, ce repli stratégique va sensiblement retarder l'opération de « restructuration » car il impose, en 1990, de recruter environ deux cent cinquante agents de la catégorie C, alors que l'on en prévoyait une centaine. Quant à l'adaptation aux douanes de l'enveloppe budgétaire consacrée aux transforma-

tions d'emplois (de C en B et de B en « B-plus ») pour le ministère des finances, elle n'a pas encore été arrêtée, et la concurrence avec la direction des impôts et le Trésor s'annonce rude. Par ailleurs, un certain nombre d'agents du cadre A s'inquiètent de l'impact de telles dispositions, susceptibles de rendre moins attractive leur catégorie.

Soucieuses de se moderniser, les douanes disposent néanmoins d'atouts non négligeables. Cette administration est une de celles qui a le plus développé la formation (deux jours par an au minimum par agent) et les nombreux jeunes surqualifiés qu'elle a recrutés ces dernières années ne demandent qu'à monter en grade. En 1986, lors du dernier concours externe pour la catégorie C, 72 % des candidats avaient le baccalauréat en poche et 17 % une licence. En 1988, 40 % des candidats à la catégorie B étaient à un niveau supérieur ou égal à bac + 3.

Mais, dans le cadre de la grille actuelle de la fonction publique, force est de reconnaître que la surqualification est surtout vécue comme une frustration. « L'inflation affolante de diplômés à laquelle nous assistons crée une démotivation et peut en outre engendrer des difficultés au niveau des rapports hiérarchiques lorsque le subordonné est largement plus diplômé que son supérieur », relève M. François Mion (FO), qui préconise de « mettre un terme à l'hyperinflation actuelle » en relevant le niveau requis pour les examens externes « mais aussi les salaires de début de carrière ».

En outre, selon la direction des douanes, quelque trois mille agents de la catégorie C se trouvent, au sein de la quarantaine, « en fin de carrière, administrativement parlant ». Affecté au poste-frontière de Sarrrebruck, M. Georges Lalande, trente-huit ans, est un de ceux-là. « Mon seul espoir, dit-il,

serait de passer le concours interne pour accéder à la catégorie B, mais les places sont très limitées et cela signifierait une autre affectation. Avec une épouse qui travaille dans le privé, cette perspective me paraît aléatoire ».

Statuts d'emploi dérogatoires

Pour s'attacher les services de spécialistes nécessaires à certaines missions (surveillance maritime et aérienne, notamment) sans pour autant transgresser la sacro-sainte grille, les douanes ont été amenées à mettre au point des « statuts d'emploi » dérogatoires en nombre croissant et à multiplier les primes. Des tentatives de contournement qui n'ont pas permis d'enrayer l'hémorragie de ses pilotes d'avion et de ses informaticiens les plus « pointus ».

Le prochain recrutement de cent agents de catégorie A chargés de renforcer la lutte contre le blanchiment des revenus de la drogue constitue un exemple révélateur, selon M. Frédéric Trahin, responsable du Syndicat national des cadres des douanes (SNCD). « Il s'agit de spécialistes en informatique et en comptabilité, mais ils ne pourront bénéficier des avantages indiciaires obtenus il y a quelques années par les enquêteurs-vérificateurs des impôts alors qu'il s'agit de métiers comparables ».

Il y a quelques années, rappelle M. Trahin, « le Syndicat autonome des impôts a été tout à fait d'accord pour que cet acquis soit strictement réservé à son administration ».

En permettant de limiter certains avantages à des secteurs bien précis, la grille de la fonction publique n'a finalement peut-être pas que des inconvénients.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Mitterrand se rend en Islande dans le cadre des contacts entre la CEE et l'AELE

REYKJAVIK

de notre correspondant

M. François Mitterrand se rend à Reykjavik, mardi 7 novembre, pour une brève visite d'une journée. L'Islande assure actuellement la présidence de l'AELE qui regroupe les pays d'Europe de l'Ouest non membres de la CEE. M. Mitterrand aura des entretiens avec M. Steingrímur Hermannsson, premier ministre, et M. Jon Baldvin Hannibalsson, ministre islandais des affaires étrangères.

La visite du président français, en tant que président de la Communauté européenne, donne un relief particulier à la préparation de la réunion ministérielle CEE-AELE de décembre, au cours de laquelle devraient s'engager de véritables négociations entre les deux groupes de pays. A la veille de cette visite, les intentions des pays membres de l'AELE demeurent cependant incertaines. On ne sait encore s'ils souhaitent négocier en bloc ou séparément avec la CEE.

Flattés de parler au nom de plus grands qu'eux, les Islandais, en bons insulaires, ont cependant une véritable allergie à tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à une autorité supranationale. Situés à mi-chemin des continents améri-

cain et européen, ils se sentent réticents. Européens, et la part relative de leurs échanges avec l'Europe ne cesse d'augmenter. Mais ils s'inquiètent de l'avènement du marché unique.

Les vraies échéances en Islande sont celles des campagnes de pêche; le poisson représente les trois quarts des exportations. L'Islande, qui s'est assurée la maîtrise totale de ses eaux au terme de nombreuses « guerres de la morue », ne consentira jamais à les ouvrir aux navires de la Communauté. Pour protéger ses derniers agriculteurs, elle continuera à interdire les importations de viande et de produits laitiers. Elle ne saurait non plus s'ouvrir à la libre circulation des capitaux. Les intérêts étrangers doivent demeurer minoritaires dans les entreprises, aux termes de la loi, et le secteur de la pêche est totalement fermé aux capitaux étrangers.

L'Islande, enfin, nation peu peuplée (deux cent cinquante mille habitants), a une crainte instinctive de la libre circulation des personnes. L'île, sans avoir une législation très coercitive, compte peu d'étrangers; l'insularité exclut de fait les clandestins et le climat dissuade les autres.

GÉRARD LEMARQUIS

Calendrier

● Jeudi 9 novembre. — Conseil des ministres chargés de la consommation, à Bruxelles. En discussion, deux directives, l'une sur la sécurité des produits, destinée à harmoniser les conditions de concurrence et de sécurité en Europe, l'autre sur les voyages à forfait.

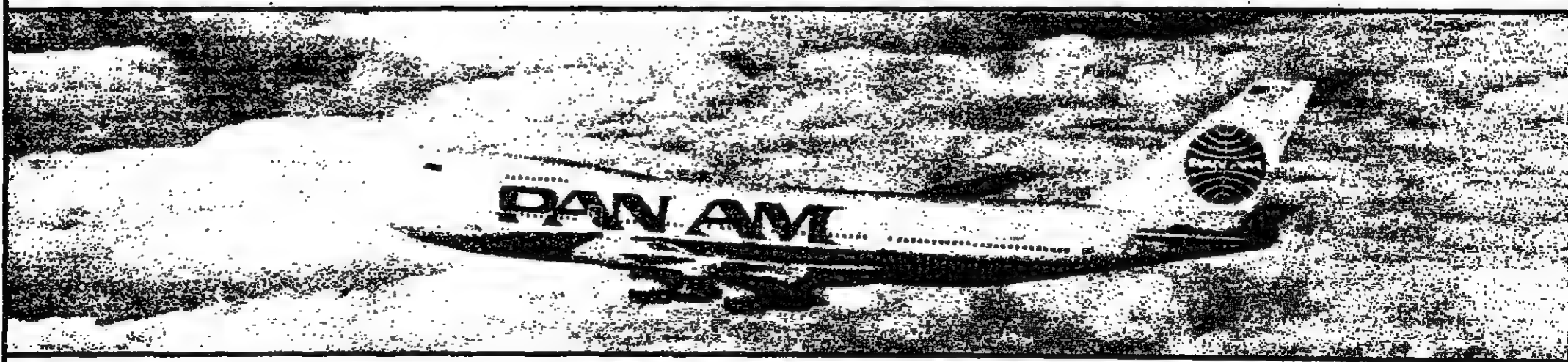
● Dimanche 12 et lundi 13. — Réunion à Bonn du groupe de Schengen (Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas

et RFA), qui réfléchit aux mesures à mettre en œuvre dans le domaine de la sécurité lors de la suppression des frontières.

● Lundi 13. — Conseil des ministres de l'économie et des finances à Bruxelles. Au programme, la préparation du conseil européen de Strasbourg (8 et 9 décembre), dont l'un des thèmes principaux sera l'Union économique et monétaire.

PAN AM U.S. SUPERPRICE + 180 F

c'est un billet U.S.A., 2 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture.



Prix en FF au départ de Paris vers :

	Du 2 nov. au 16 déc. 89 et du 25 déc. 89 au 31 mars 90	Du 17 au 24 déc. 89
New York.....	2990	3490
Washington D.C.	3290	3790
Detroit.....	3290	3790
Chicago.....	3590	4090
Fort Lauderdale ..	3690	4190

Prix en FF au départ de Paris vers :

	Du 2 nov. au 16 déc. 89 et du 25 déc. 89 au 31 mars 90	Du 17 au 24 déc. 89
Miami.....	3690	4190
Orlando.....	3690	4190
Dallas/Ft. Worth ..	3890	4390
Los Angeles.....	4490	4990
San Francisco	4490	4990

Pan Am vous offre des Superprice d'automne pour les USA. Pour en bénéficier, réservez vos places au plus tard 7 jours avant le départ. Faites votre voyage quand vous voulez entre le 2 novembre 1989 et le 31 mars 1990. Vous pouvez séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Deux personnes ou plus munies chacune d'un billet Pan Am peuvent également bénéficier d'une offre exclusive proposée par Pan Am et Vacances Travelodge. Fabuleuses en collaboration avec Travelodge, Alamo et Dollar Rent-A-Car. Pour New York, cette offre spéciale comprend deux nuits d'hôtel et une 112 journée de visite de la ville. Pour nos

autres destinations, 2 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture. Cette offre exceptionnelle coûte seulement 180 F par personne. Pour plus d'informations, contactez Pan Am au (1) 42.66.45.45 ou Vacances Fabuleuses au (1) 42.66.41.76 ou votre Agent de Voyages et renseignez-vous sur nos offres spéciales valables pour 41 destinations.

Conditions d'application : Les billets U.S. Superprice s'appliquent sur des vols aller-retour au départ de Paris en Classe Economie. Ils doivent être réservés 7 jours avant le départ et payés dans les 48 heures suivant la réservation. Ils ne sont pas remboursables. L'offre spéciale Vacances Fabuleuses est valable du 1^{er} novembre 1989 au 31 mars 1990. Location de voiture de catégorie Economie (taxes et assurances non incluses). Logement en hôtels Travelodge ou Viscount de la chaîne Trusthouse Forte.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE

14. La réforme de l'enseignement secondaire
15. La réforme du baccalauréat

16. La stationnement à Paris
17. Les difficultés de l'ACF

18. La « charité-business »
24. Formule 1 : les naufrages d'Adelaide

La consultation nationale sur le contenu de l'enseignement

M. Jospin veut améliorer la réforme des lycées

La « consultation nationale sur le contenu de l'enseignement » lancée par M. Jospin va prendre dans les semaines qui viennent la forme d'une série de colloques régionaux. Un séminaire de synthèse est prévu pour le 25 janvier et le ministre de l'Éducation nationale devrait faire connaître ses décisions au printemps prochain, afin qu'une réforme des lycées puisse être mise en place à la rentrée 1991.

Que faut-il enseigner aux élèves, et comment ? Cette question est posée par le ministre de l'Éducation nationale à tous les partenaires de l'institution scolaire, enseignants, parents, élus locaux. Sept cent cinquante mille exemplaires du questionnaire destiné à recueillir les opinions ont déjà été diffusés. Objectif de M. Jospin : prendre le pouls du pays avant une éventuelle réforme de l'ensemble des programmes et une restructuration des filières des lycées, à la rentrée 1991.

« Ce petit livre nous perturbe beaucoup. On a l'impression qu'on nous demande d'approuver des décisions déjà prises et que notre avis ne changera rien. Mais si nous ne répondons pas, on nous traitera d'incapables ou d'indifférents. » L'opinion de cette directrice d'école des Yvelines semble bien résumer le sentiment majoritaire des enseignants, après lecture de la brochure jaune et blanc qui sert de support à la « consultation nationale » lancée par le ministre. Le malaise s'explique d'abord par les conditions matérielles de diffusion de ce document. Beaucoup d'établissements n'ont reçu que deux exemplaires et sont dépourvus de photocopieur. De plus, nombre d'enseignants n'ont guère apprécié que leur recteur ait voulu ramasser leur copie bien avant les vacances de la Toussaint, ne laissant qu'une dizaine de jours pour remplir un questionnaire complexe. Pas facile en effet de répondre sur un coin de table à la question de savoir « comment concilier la place essentielle que doivent avoir les apprentissages fondamentaux et la nécessité d'un enseignement diversifié ».

Mais les protestations contre la forme traduisent aussi des inquiétudes sur le fond. Le questionnaire du ministre porte sur les principes

pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement élaborés par la commission présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros. Ce document, publié dans le Monde du 9 mars 1989, préconise notamment la révision périodique des programmes, l'acquisition par les élèves de méthodes de travail et non plus seulement de connaissances, la lutte contre l'encyclopédisme par la distinction entre enseignements « obligatoires », « optionnels » et « facultatifs », et le travail concerté des professeurs.

Or ces conceptions sont loin de faire l'unanimité chez les enseignants et n'ont d'ailleurs pas toujours été exprimées dans le langage le plus limpide par leurs auteurs. Personne ne nie l'urgence de changements qualitatifs pour faire face à la démocratisation des lycées. Mais beaucoup craignent que, sous prétexte d'une ouverture à tous, on sacrifie les connaissances de base aux « savoir-faire » et à l'expérimentation, et que la multiplication des matières optionnelles réponde surtout aux nécessités budgétaires et à la crise de recrutement des enseignants.

Tronc commun et options

Le ministre entend, d'après part, une savante confusion sur son implication dans ces orientations. Au stade actuel, celles-ci, ne l'engageant pas, puisqu'elles émanent d'experts extérieurs. Sur la structure des futurs lycées, par exemple, le questionnaire envisage uniquement la formule du « tronc commun et modules optionnels », qui a la préférence du rapport Bourdieu-Gros, mais que M. Jospin n'a pas (encore) officiellement choisie. D'où les réticences, voire la

colère de certains syndicats. Le syndicat national des lycées et collèges (SNALC, droite), vitupère contre cette consultation « piégée » et va jusqu'à qualifier MM. Bourdieu et Gros d'« ayatollahs ». Le syndicat national des enseignants de second degré (SNES, FEN), largement majoritaire, a déjà mis en place toutes ses batteries contre une « consultation-alibi qui masque des choix de régression déjà opérés en fonction des seuls impératifs budgétaires ». Le SNES a cependant cru bon de soutenir la plume de ses adhérents en diffusant massivement des réponses « toutes faites » à chacune des questions du ministre. La démarche de M. Jospin suscite, en revanche, l'approbation sur le fond du Syndicat national des instituteurs (SNI, FEN) et du SGEN-CFDT, qui appellent leurs troupes à saisir l'occasion pour faire connaître leur opinion.

Au ministère, on rappelle que la consultation n'est que le premier acte de la « réflexion en profondeur » sur les contenus de l'enseignement et les programmes prévue par la loi d'orientation de juillet. Reposant sur le rapport établi par deux experts dont l'indépendance est incontestable, la consultation trouvera un premier aboutissement avec les colloques régionaux dans chaque académie, à la fin et au début de décembre (les 8 et 9 décembre dans une majorité de régions). Ces réunions seront ouvertes non seulement aux personnels de l'éducation nationale, mais aux parents, élus locaux, représentants des entreprises et des syndicats. Elles seront présidées par des personnalités locales choisies par le recteur : il s'agit, à Paris, de M. André de Peretti, auteur du rapport sur la formation des personnels de l'éducation nationale remis en 1982 à M. Savary ; à Lille, de M. André Migon, professeur à l'université Lille-1, ancien recteur et auteur du récent rapport sur l'apprentissage de la lecture remis à M. Jospin. M. Christian Baudelot, professeur à l'université de Nantes et coauteur du livre *Niveau monte*, a été choisi pour présider le colloque de Nantes, tandis que le président de la mutuelle des instituteurs, M. Germain, animera celui de Poitiers.

Les invités sont sélectionnés par le recteur, ce que critiquent vertement les syndicats, mais toute personne intéressée peut en principe retirer un carton. Les débats devraient s'organiser à partir d'un compte-rendu des résultats de la consultation ; mais tous les questionnaires ne pourront probablement pas être dépouillés à temps. Le ministre prévoit déjà que, dans ce cas, la tendance générale pourra être dégagée à partir d'échantillons de cent personnes de chaque catégorie interrogée.



L'impression de précipitation et de « verrouillage », voire de confidentialité, qui se dégage n'est pas fortuite. M. Jospin a sans doute en mémoire le trouble qu'avait suscité les journées de « consultation-réflexion » organisées dans les établissements par M. Alain Savary. Cette fois, les débats auront lieu en fin de semaine, hors du temps scolaire et devront déboucher rapidement sur des décisions. La question des contenus d'enseignement et de l'organisation des études secondaires est l'un des dossiers les plus risqués, mais aussi les plus urgents à régler pour un ministre de l'éducation nationale qui a promis de repenser l'école « en fonction des élèves ». « S'il doit se produire une explosion, prévient-on au cabinet de M. Jospin, ce ne peut être qu'après que des orientations auront été arrêtées. Auparavant, ce ne seront que procès d'intention ».

Prendre des décisions rapides

Dans ce contexte, l'une des difficultés auquel se heurte le ministre vient du fait qu'il lui faut, à la fois, prendre le temps de démontrer qu'il a le soutien d'une majorité de citoyens, si ce n'est d'enseignants (d'où la consultation), et prendre des décisions rapides, avant que les corporatismes et les groupes de pression des différentes disciplines

ne s'allient pour faire échouer son projet, comme cela avait été le cas pour la réforme des lycées de M. Monory. Là réside sans doute l'explication du fait que les rapports des commissions réunies autour de MM. Bourdieu et Gros pour réfléchir à l'avenir de chaque discipline, documents très attendus, ne seront pas officiellement publiés par le ministre avant les colloques mais après, bien qu'ils aient quasiment tous déjà été remis au ministre. La discussion ne pourra donc porter que sur des principes généraux.

Ensuite, les événements devraient se précipiter. Le 25 janvier, M. Jospin réunira tous les présidents et rapporteurs des colloques pour un « séminaire national de synthèse », dont les conclusions seront livrées au nouveau Conseil national des programmes. Les règles de fonctionnement de cette instance, créée par la loi d'orientation pour conseiller le ministre et éviter les changements incohérents de programmes, pourraient être annoncées dans les prochaines semaines. Le ministre consultera ensuite les quarante-huit partenaires (syndicats d'enseignants, représentants des parents d'élèves, des élus et du monde du travail) qu'il avait déjà réunis au printemps pour préparer sa loi, et devrait faire connaître ses décisions avant la fin d'avril 1990.

Ph. B.

Serpent de mer

Perpétuellement en projet, jamais réalisée, la réforme des lycées est l'un des plus beaux serpents de mer qu'on puisse contempler dans les eaux territoriales de l'éducation nationale. Sans remonter à la préhistoire, on peut rappeler que M. Joseph Fontanet s'était cassé les dents, en 1973, en tentant de dé-sérialiser les séries du baccalauréat. Son successeur, M. René Haby, a eu les mêmes ennuis en tentant de prolonger au lycée le tronc commun qu'il venait d'instaurer dans les collèges, même si la « seconde indifférenciée » mise en place à la rentrée 1980 a constitué la première concrétisation de cette politique. Après lui, M. Christian Beullac n'a pas eu le temps d'annoncer « sa » réforme des programmes de première et de terminale qui tendait à diminuer l'emprise des mathématiques.

Cela n'a pas empêché M. Alain Savary de reprendre le problème à la base et d'organiser deux journées de consultation nationale dans les lycées. Une initiative sans précédent qui nourrit la réflexion du rapport de M. Antoine Prost... classé « sans suite » par M. Jean-Pierre Chevènement. Le document demeure, néanmoins, comme la principale référence sur les lycées. Le maire de Belfort annonce lui aussi une réforme, mais elle sera abandonnée par M. René Monory.

L'hypothèse la plus sérieusement envisagée aujourd'hui consisterait à instaurer un tronc commun d'enseignement pour tous les élèves complétés par des options, les unes obligatoires, les autres facultatives. Le bac pourrait être « simplifié ».

Ph. B.

Le prix de la démocratisation

par Philippe Bernard

Le débat sur les contenus de l'enseignement va entrer, dans les semaines qui viennent, dans une phase décisive. En l'ouvrant ainsi publiquement, le ministre de l'éducation nationale sait qu'il s'attaque à un dossier au moins aussi explosif que celui des rémunérations des enseignants qui avait mis le feu aux poudres l'an passé. Ce n'est sans doute pas pour le plaisir de heurter le nouveau corps professoral, mais parce qu'il s'agit d'une nécessité.

En effet, l'objectif national qui consiste à porter à 80 % d'ici à l'an 2000 la proportion des élèves d'une génération atteignant les classes terminales, a peu de chances d'être atteint si l'organisation de l'enseignement secondaire n'est pas modifiée en profondeur. Construire des bâtiments adaptés, recruter, former et payer convenablement les enseignants sont des conditions nécessaires à la réussite de cet ambitieux pari désormais officialisé par la loi d'orientation de M. Jospin. Mais cela ne suffit pas si subsistent les procédures d'orientation et la hiérarchie des filières actuelles dominées par le « dieu mathématique ». Bien des élèves restent rebelles aux savoirs qu'on veut leur inculquer, faute d'en saisir la cohérence et les applications concrètes ; peu d'entre eux savent organiser leur travail et mener une réflexion personnelle ; faute d'y avoir été entraînés. La lourdeur des programmes et l'organisation de la scolarité qui exclut les apprentissages méthodologiques et rejette l'aide individuelle dans la sphère payante de l'« extrascolaire », sont autant d'obstacles à la démocratisation.

Déjà en 1983, le rapport sur les lycées rédigé par M. Antoine Prost pour M. Alain Savary recommandait le « renforcement de la cohérence des études » et la définition des contenus d'enseignement « en fonction des finalités globales de chaque formation ». Fort de ces travaux et de ceux du Collège de France publiés en 1985 sous la plume de M. Pierre Bourdieu, l'actuel ministre s'est lancé dans la bataille en décembre dernier. Assurant que les programmes actuels sont « surchargés et inadaptes », que « l'apprentissage des méthodes est sacrifié au profit

d'une pseudo-étude », il annonçait que « les horaires des cours magistraux doivent être diminués pour favoriser le travail et la réflexion personnels ».

La réflexion confiée alors à dix groupes de travail coordonnés par MM. Pierre Bourdieu et François Gros a abouti en mars dernier à la publication de « principes ». Mais le dossier a été aussitôt mis en veilleuse, pour ne pas aviser la grogne déjà massive des enseignants. Ainsi la loi d'orientation de M. Jospin est-elle extrêmement discrète sur ce chapitre, se contentant de prévoir la création d'un « conseil national des programmes » consultatif, composé de personnalités diverses, qui retire de fait à l'inspection générale le monopole de la rédaction des programmes.

Le même défi

L'affaire n'est pas simple. L'annonce d'une diminution des horaires de cours magistraux, même compensée par un remodelage des disciplines rebaptisées « champs disciplinaires », laisse planer la menace d'une « baisse du niveau » et mobilise les spécialistes de chaque matière enseignée considérée comme « indispensable ».

Certains enseignants n'ont pas oublié les échecs, voire les ravages de certaines réformes passées qui avaient des motivations analogues. Les « mathématiques modernes », qui se voulaient plus accessibles aux élèves, ont sombré dans l'abstraction et l'élitisme. Le « collègue unique » de M. Haby, destiné à transmettre les mêmes contenus à tous les élèves moyennant des heures de « soutien » pour certains, n'a guère réussi à réduire les inégalités. Or le défi des lycées pour les années 90 ressemble à s'y méprendre à celui des collèges en 1975 : il s'agit d'adapter l'enseignement secondaire long à l'arrivée massive d'élèves qui en étaient exclus jusqu'à présent. Comment rendre les programmes abordables sans brader les exigences ? Comment adapter les cursus aux talents et aux capacités de chacun ? Questions immenses. Mais le « lycée pour tous » est à ce prix.

ENSAI
UNOPIATION

DENIS OLIVENNES
NICOLAS BAVAREZ

**L'IMPUISSEANCE
PUBLIQUE**

L'État, c'est nous...

CALMANN - LÉVY

Collection « Essais » 241 p. 92 F.

Calmann-Lévy

« Un livre qu'il faut garder à portée de main si l'on veut aider à passionner — dans le bon sens — un débat qui s'est trop traîné au ras du sol. »
Pierre Dréuin, *Le Monde*

« Les idées iconoclastes d'une nouvelle génération de hauts fonctionnaires. »
Jérôme Dumoulin, *L'Express*

« Un livre limpide et intelligent. »
Laurent Joffrin, *Challenges*

« Les pistes explorées sont parfois explosives. »
Stanislas Noyer, *Libération*

« Souhaitons à nos deux réformateurs un beau scandale : ce serait le meilleur moyen pour que leurs excellentes idées ne restent pas lettre morte. »
Pascal Bruckner, *Le Nouvel Observateur*

سكنا من الاجل

صحة من الاعمال

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les travaux de la commission Delmas-Marty sur la réforme de l'instruction

Une procédure plus efficace et un respect accru des droits de la défense

M. Pierre Arpaillange devait présenter, lundi 6 novembre à la presse, le pré-rapport issu des travaux de la commission justice pénale et droits de l'homme, présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty, professeur de droit, et consacré à des

propositions de réforme de la procédure pénale et notamment de l'instruction préparatoire. Ce pré-rapport, qui avance des pistes de réflexion, n'est, en aucune manière, le canevas d'un projet de loi : choisissant une démarche originale, sor-

tant du débat quasi métaphysique entre système inquisitoire à la française et système accusatoire à l'anglo-saxonne, le rapport se situe dans une perspective d'harmonisation européenne. Il entend tracer les chemins qui conduisent, à la

fois, au renforcement des droits de l'homme, mais aussi à une efficacité accrue de la procédure. Au ministre de la justice et au gouvernement de faire ensuite, sur la question controversée de l'instruction, les choix politiques.

Mise sur pied par un décret publié au *Journal officiel* en août 1988, la commission justice pénale et droits de l'homme, présidée par M^{me} Delmas-Marty, professeur de droit à Paris-Sud (1), a déjà à son actif un premier rapport sur la détention provisoire. Examiné dans le détail par le ministre de la justice, qui en avait rogné les quelques rares avancées, ce texte de commande — il était alors urgent de voter une nouvelle loi pour empêcher l'entrée en vigueur de la réforme de l'instruction de M. Abelin Chalandon — n'avait pas conquis la gauche, qui le jugeait trop timoré et avait soulevé, comme on pouvait s'y attendre, les critiques de la droite.

Conçu comme un texte de consensus, basé sur le plus petit dénominateur commun, il ne restera pas dans la mémoire législative comme un grand texte. Mais, nous expliquait-on alors, le meilleur restait à venir : une fois débarrassés de l'urgence et des contingences politiques, les membres de la commission allaient se livrer à un travail en profondeur, sans lésiner ni sur les consultations ni sur les recherches et les études de droit comparé. Sans doute échaudés par leur première expérience, qui mit en porte-à-faux plusieurs membres de la commission, ces « experts » décidèrent, non de mettre au point un rapport dont on pourrait immédiatement tirer un projet de réforme clé en main, mais d'ouvrir des pistes et de montrer la voie.

Après la rédaction de rapports intermédiaires sur l'application des peines et les problèmes européens, le travail de la commission, depuis le mois de janvier, a été essentiellement consacré à l'instruction. Une cinquantaine de représentants d'organisations professionnelles, de policiers, des magistrats, des gendarmes, des journalistes, des greffiers, des juristes étrangers (canadiens, allemands, écossais, américains, portugais...) ont été longuement entendus. Un travail considérable de dépouillement de la jurisprudence européenne et des études de droit comparé ont été effectués. Chaque membre de la commission a été chargé de la rédaction d'une sous-partie du rapport. Le synthétiseur final, rédigée par M^{me} Delmas-Marty, était enfin prête, avec un peu de retard, à la fin du mois d'octobre.

Trois semaines

Jalousement conservé au ministère de la justice, qui voulait ménager un effet d'annonce, ce texte, qui n'a pas été transmis aux organisations syndicales, surprendra ceux qui attendaient les prémices d'une réforme de l'instruction bien verrouillée.

Le rapport, d'une centaine de pages, auxquelles s'ajoutent une vingtaine de pages en annexe, veut être le point de départ d'un large

débat. Il devait être suivi d'auditions publiques télévisées — comme ce fut le cas pour le code de la nationalité. On y a, semble-t-il, renoncé. Peu soucieux de servir de conseillers techniques au ministère de la justice — il existe pour cela des services compétents — les membres de la commission ont choisi une démarche originale et résolument européenne.

Divisé en trois parties — les exemples étrangers, et les différents systèmes existants, l'exégèse des « points sensibles » de la procédure française (l'inculpation, le secret de l'instruction, les nullités de procédure, la détention provisoire, l'enquête, l'aveu, la preuve) ; puis les orientations définies par la commission — ce rapport devrait servir de vitrine aux hommes politiques. Il ne les contraint pas, mais leur dessine une démarche : à eux désormais, munis de ces pistes de réflexion, de définir des choix politiques.

Dix principes directeurs

Premier souci de la commission : sortir de la querelle, quasiment théologique, entre tenants de la procédure inquisitoire (c'est celle qui existe en France, mais on la trouve aussi, dans des formes différentes, dans les pays du Benelux, en Espagne ou au Portugal) et les partisans du système accusatoire, régnant dans les pays anglo-saxons de « Common Law ».

Il n'existe plus aujourd'hui de schéma pur, qu'il soit inquisitoire ou accusatoire. Cette référence paraît donc à la fois obsolète et stérile. Aussi le but de la commission est-il, en se mettant dans une perspective européenne, de tenter de trouver des passerelles pour harmoniser la procédure sans copier des systèmes étrangers dont aucun n'est ni totalement satisfaisant ni vierge des critiques des instances judiciaires européennes.

Deuxième souci : ne pas se laisser guider uniquement par des principes exclusivement humanistes au détriment de l'efficacité : « Ne pas désarmer l'Etat au moment où l'on découvre à quel point dans certains pays la criminalité peut menacer son intégrité même ; mais ne pas admettre pour autant que l'individu soit écrasé par une machine pénale qui ne respecterait pas ses droits fondamentaux... ». A l'heure de la construction européenne, poursuit le rapport, et face à une délinquance qui, dans ses formes les plus dangereuses, est de plus en plus transfrontalière, la procédure pénale française devra à la fois tenir compte du travail déjà accompli par les instances de Strasbourg et préparer l'ère ultérieure d'harmonisation qui devient possible au vu des tendances convergentes récemment apparues dans divers pays.

Aussi la commission définit-elle dix principes directeurs.

I. — LA LÉGALITÉ : si la loi fixe les règles de fond et de forme, et souvent avec minutie, les limitations et restrictions des droits fondamentaux ne sont pas évoquées dans des termes suffisamment clairs et précis pour « exclure l'arbitraire ». Certains domaines restent dans le flou : c'est le cas de la garde à vue comme celui des pratiques liées aux nouvelles technologies qui facilitent soit l'interception, l'écoute, l'enregistrement et la diffusion de la parole et de l'image ou la conservation de données à caractère personnel ou l'identification des personnes. On ne peut, estime la commission, se contenter des seuls articles du code de procédure pénale (149 et suivants) qui permettent « la réparation du préjudice manifestement anormal et d'une particulière gravité » lié à une détention provisoire abusive : « Il faut prévoir l'indemnisation de la victime d'une arrestation ou d'une détention abusive ».

II. — LA GARANTIE JUDICIAIRE : si le juge aujourd'hui intervient théoriquement « pour tous les actes relatifs aux libertés individuelles », il peut soit prendre lui-même la décision, soit l'autoriser, soit la contrôler. La commission souhaite généraliser l'intervention du juge en matière de garde à vue, perquisition et saisie, et rendre effective la règle de la comparution personnelle de la personne retenue. La commission envisage aussi la séparation des fonctions d'enquête et des fonctions juridictionnelles, celles-ci pouvant être soit le fait d'un juge unique soit d'une collégialité. La clôture d'une information par un révoqué ou un non-lieu ne serait pas forcément décidée par les responsables de l'enquête mais relèverait de la fonction juridictionnelle. La garantie judiciaire suppose la motivation, la contradiction, la publicité et la possibilité d'un recours ouvert à toutes les parties.

III. — LA PROPORTIONNALITÉ : si des mesures coercitives ou restrictives de liberté ou de droit sont nécessaires « à la défense de l'intérêt général », elles doivent rester proportionnées à ce but. Ainsi, en cas d'enquête initiale dite de flagrance (par exemple une prise d'otages) les pouvoirs de la police sont très importants. Trop peut-être, alors que pour la grande criminalité (stuprès, banditisme) les pouvoirs de la police avant la désignation d'un juge sont moindres.

IV. — PRÉSUMPTION D'INNOCENCE : curieusement, elle ne figure nulle part dans le code mais seulement dans la déclaration des droits de l'homme. Inscrire ce principe dans la loi ne paraît pas inutile à la commission, qui souhaite par voie de conséquences que soient réaffirmés des principes trop souvent contournés : « ce n'est pas à l'accusé de prouver son innocence mais à ceux qui

le poursuivent, de démontrer sa culpabilité ».

— les preuves doivent être recueillies dans les conditions incontestables (c'est le contre-pied de la religion de l'aveu si chère aux Français) ;

— ou doit juger des faits et non tenir compte de la personnalité de l'accusé (par exemple son casier judiciaire) pour déterminer son degré de culpabilité. On ne prendra en compte sa personnalité que pour déterminer la peine ;

— l'accusé devrait être averti de son droit au silence dès son interpellation et non seulement chez le juge comme c'est le cas aujourd'hui ;

— il faudra introduire le système du plaider-coupable (le « plead guilty » anglo-saxon) dès lors que les faits sont reconnus (selon les magistrats interrogés par la commission, cela concernerait près de 60 % des affaires).

V. — RESPECT DES DROITS DE LA DÉFENSE : cette question a provoqué d'âpres discussions au sein de la commission, les magistrats et les avocats qui la composent étant animés par des logiques opposées. Mais finalement, le rapport retient :

— que l'Etat doit rémunérer la commission d'office « dans des conditions lui permettant d'accomplir toutes les prestations nécessaires à la défense » ;

— que l'avocat (c'est le cas en Espagne, par exemple), doit être présent dès la garde à vue si la personne interpellée le demande ;

— que la présence de l'avocat soit la condition « de la valeur propre des aveux ».

VI. — ÉGALITÉ DES JUSTIFIABLES : si des droits particuliers doivent subsister pour les mineurs ou les personnes protégées par le secret professionnel (perquisitions chez des avocats par exemple), on ne devrait pas autoriser

que des personnes dites « protégées » (des élus, des magistrats, des officiers de police judiciaire) bénéficient en réalité, du fait de la complexité des procédures, d'une quasi-immunité.

VII. — DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE : nouvelle anomalie : il n'est écrit nulle part dans les textes, sinon dans la convention européenne des droits de l'homme, que l'usage de la torture ou des traitements inhumains et dégradants sont interdits. A tout moment de la procédure, y compris lors de la détention provisoire, le principe du respect de la dignité de la personne humaine devrait pouvoir être invoqué.

VIII. — ÉGALITÉ DES ARMES : les parties devraient avoir un égal accès au dossier et pouvoir à égalité user des voies de recours. Elles devraient pouvoir de façon équilibrée demander certains actes d'investigation (expertises, auditions de témoins, etc.). Dans le cadre des enquêtes préliminaires (lorsqu'un juge n'est pas encore désigné) la défense devrait pouvoir demander des mêmes actes d'investigation à un magistrat. « Des pouvoirs égaux d'enquête pourraient être accordés à chacune des parties » et le recours à des experts et à des enquêteurs privés autorisés à condition qu'ils soient « soumis à des règles déontologiques strictes ».

IX. — CÉLÉRITÉ DE LA PROCÉDURE : c'est toute la question du « délai raisonnable » qui fait encourir de plus en plus fréquemment la censure des instances européennes. La commission préconise l'instauration de « délais stricts pour les différents types de procédures et les différentes phases du procès ».

X. — ACCÈS DE LA VICTIME À LA JUSTICE PÉNALE : les victimes, dans les mêmes conditions qu'un accusé, doivent pouvoir être assistées d'un

avocat (par exemple commis d'office). Elles doivent pouvoir bénéficier « d'une assistance juridique, matérielle, médicale, psychologique et sociale ». Les associations et les syndicats, en cas d'atteinte à des intérêts collectifs, devraient bénéficier d'un droit usité de se constituer partie civile. Aujourd'hui des textes disparates, votés au coup par coup sous la pression de lobbies, permettent à des associations de se constituer par exemple en cas de pollution par des déchets toxiques mais non en cas de pollution des eaux ou de l'atmosphère. Une telle disposition contrebalancerait le pouvoir du parquet qui a l'initiative des poursuites.

Ce pré-rapport devrait, après débats et concertation, déboucher à la fin janvier ou au début février sur un rapport final. Les conclusions de la commission n'engagent qu'elle-même et non pas le garde des sceaux.

Ag. L.

(1) En plus de la présidente, la commission comprend dix membres : M^{me} Yves Baudouin, avocat à Paris ; M^{me} Guy Braidant, président de section au Conseil d'Etat ; André Brunschwig, président de chambre honoraire à la Cour de cassation ; Jean-Paul Costa, conseiller d'Etat ; Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces ; Jean-Pierre Dutilleul, sous-directeur à l'Administration pénitentiaire ; M^{me} Renée Koorling-Joulin, professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg ; M^{me} Henri Lecaillon, avocat à Paris ; M^{me} Marcel Lemonde, vice-président du tribunal de grande instance de Lyon ; M^{me} Pierre Truche, procureur général à Paris. Le secrétariat est assuré par M^{me} Christine Chanet, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, et M^{me} Marc Plum, magistrat à l'Administration centrale du ministère de la justice.

Une logique tranquille

par Agathe Logeart

RÉFORMER l'instruction : qui n'en a un jour rêvé ? Satanas « petits juges » qui se croient tout permis et agacent quand ils manifestent trop ouvertement leur indépendance. Ou, au contraire, s'obtiennent, dans la facilité du mandat de dépôt automatique, à étaler un pouvoir qu'on croirait sacré.

Qui n'a rêvé de mettre autre chose à leur place ? Le justiciable, dénué du pouvoir d'un homme seul de le mettre en prison sans autre forme de procès ; l'avocat, placé dans l'obligation de solliciter « sans vouloir vous froisser, sur tout, monsieur le juge » des expertises, des confrontations que le magistrat n'accorde que selon son bon plaisir. L'avocat, toujours, qui, lorsqu'il croit avoir débarrassé une nullité de procédure, demande à celui-là même qui l'aurait commise de saisir la chambre d'accusation qui tranchera le litige.

Cette réforme de l'instruction, des spécialistes des questions pénales en ont fait la demande dans leurs thèses et dans leurs colloques. Les ministres, presque tous les ministres de la Justice, ont tourné la question dans tous les sens. Chacun y est allé de son projet, et chacun s'y est cassé les dents. M. Robert Badinter fit voter une loi instaurant la collégialité. M. Chelandon la fit abroger pour en mettre une autre en place. Elle ne fut pas plus appliquée.

Des stars

Pour la première version, on parla de loi Lambert, et le premier juge de l'affaire Grégory Villardon avait semblé, à lui seul, s'être échiné à dresser le catalogue de toutes les erreurs à ne pas commettre. Le deuxième texte, où l'on avait cru voir la marque de M. Paul-André Sador, efficace et redouté directeur de cabinet du

gardes des sceaux, rognait, lui, les pouvoirs des juges d'instruction. Ceux-ci, dans le même temps, inversaient, comme à plaisir, la tradition de la chronologie judiciaire : les grandes affaires n'étaient plus celles qui se jugeaient avant les cours d'assises au temps où l'on ne connaissait des hommes en robe noire que le nom des avocats. On avait découvert que les juges d'instruction, eux aussi, pouvaient devenir des stars. Après la truchement et les imprudences du juge Pascal, il y en eut d'autres dont on s'est mis à découvrir le nom puis le visage, et jusqu'aux interviews.

Ni surprise ni gadgets

Il y eut, par exemple, Patrice de Charette, qui eut l'audace, il y a bien longtemps, de mettre un patron en prison ; puis Etienne Ceccaldi, celui des ententes pétrolières, et, plus récemment, Claude Grélier, au nom duquel on accola celui de Michel Droit au point de ne plus perdre, que de l'affaire Droit-Grélier. Il y eut le juge Jean-Louis Brugère avec sa pipe et son obsession blasée à l'égard des membres d'Action directe, puis le juge Gilles Boulouque, que l'on vit fouiller la forêt de Fontainebleau afin d'y découvrir des pouilles pleines d'héroïne et d'explosifs et entendre, entre deux avions, un certain Wahid Gordji. On pourrait parler du juge Michaud et du « vrai-faux » passeport « du Carrefour du développement ».

Bref, qu'on en encense ou les brocarde, les juges d'instruction sont devenus des personnages... Encombrants.

M. Pierre Arpaillange avait bien, en arrivant place Vendôme, que lui aussi devrait se pencher sur la question de l'instruction. Il n'avait pas été le dernier à y réflé-

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
FORMATION CONTINUE / C2F
1990
Séminaire
Imaginaire et Technique
Dialogue des savoirs et intelligence de la technique

DANIEL SIBONY Entre dire et faire, penser la technique. Mardi 9 janvier	HUBERT REEVES La supernova 1987 A et l'évolution nucléaire de l'univers Mardi 10 février
MAURICE GODELIER Dimensions idéelles, matérielles et sociales de l'activité technique dans les sociétés primitives. Mardi 20 janvier	EMMANUEL LEROY-LADURIE La grande bibliothèque en France : bilan historique et perspective d'avenir Mardi 6 mars
	PAUL VIRILIO L'instant réel Mardi 2 avril

Animé par Dominique Lecoq les mardis de 18 h30 à 20 h 30

209, rue Saint Martin
75141 Paris Cedex 05
Renseignements : Annick Boudier
Tél. : 40 27 33 76

L'affaire Canson
M. Jack Lang propose de répondre au juge « par écrit »

Alors que M. Benjamin Rajbaut, juge d'instruction à Toulon, chargé de l'affaire de captation d'héritage de Suzanne Canson, a manifesté l'intention d'entendre comme témoin M. Jack Lang (le Monde du 2 novembre), le ministre de la culture indique, dans une interview au *Journal du dimanche*, qu'il a proposé au juge « de répondre par écrit à ses questions, car une audition réclame l'acceptation du ministre de la justice, que le juge a d'ailleurs saisi ».

Le juge d'instruction a, en effet, adressé une requête au garde des sceaux afin d'entendre M. Lang, qui était ministre de la culture au moment de l'achat, par le Louvre, du tableau de Murillo le *Gentilhomme sévillan*, en 1985. M. Rajbaut souhaite, notamment, savoir pourquoi une correspondance signée par M. Jack Lang lui-même a été adressée à M^{me} Joëlle Pesnel, principale inculpée dans cette affaire, pour lui annoncer l'achat de ce tableau par l'Etat.

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

A Avignon

Vive réaction du Front national après le meurtre par un Algérien d'une de ses sympathisantes

Le Front national a mobilisé ses troupes, samedi 4 novembre, à Avignon, en rassemblant quelques centaines de personnes devant la préfecture du Vaucluse, après l'assassinat mardi soir 31 octobre, par un Algérien, d'une sympathisante du parti d'extrême-droite. Considérant que ce meurtre «*sonne comme un coup de grâce à la sécurité des Français et à l'indépendance de la France*», M. Jean-Marie Le Pen a annoncé sa venue à Avignon, le 11 novembre prochain, ainsi que l'organisation d'une manifestation nationale.

Françoise Combière, une décoratrice antiquaire de quarante-quatre ans, amie d'un conseiller municipal FN de Nîmes, avait été poignardée, mardi soir, dans une ruelle sombre du centre-ville, alors qu'elle se rendait à l'Opéra. Le poignard devait interdire, dès jeudi soir, le meurtrier présumé, Mohammed Ben Brahim Metellou, un Algérien en vacances dans sa famille avignonnaise. L'homme a été formellement identifié par une jeune étudiante qu'il avait violée et volée la veille du meurtre de Françoise Combière. Inculpé d'homicide volontaire, viol commis sous la menace d'une arme et vols avec port d'arme, Mohammed Metellou a été incarcéré à la maison d'arrêt d'Avignon.

La mort d'un rugbyman de Montauban. — Le corps d'Alain Pargapiola, vingt-six ans, second ligne dans l'équipe de rugby de l'US Montaubanaise, a été retrouvé, samedi 4 novembre, par les gendarmes de Cintegabelle (Haute-Garonne) dans les eaux de l'Arège. Le jeune rugbyman avait disparu depuis le 1^{er} novembre, lors d'une partie de chasse. Selon les premières constatations, aucune trace de coups n'a été relevée sur le corps, ce qui tend à accréditer l'hypothèse de la noyade.

MÉDECINE

Un colloque du Parti socialiste

Les plaies d'argent de l'hôpital public

Quelques mois avant que le gouvernement présente devant le Parlement — sans doute au cours de la session de printemps — son projet de loi de réforme hospitalière, le Parti socialiste organisait à Paris, les 5 et 6 novembre, un colloque consacré à l'hôpital public. M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, en a profité pour tester devant ses amis politiques, quelques-uns des principaux points de la future loi.

Deux jours durant, les socialistes se sont penchés au chevet de l'hôpital public. Et, comme parfois en matière médicale, au moment du diagnostic, les avis ont divergé, tandis que les responsables du Parti socialiste n'hésitaient pas à envisager une éventuelle «*désagrégation*» de l'hôpital public, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evin, se refusait à tout catastrophisme, préférant qualifier de «*crise d'adolescence*» le malaise que connaît actuellement l'hôpital public.

Dans ces conditions, on aurait pu penser que le discours du ministre de la santé serait accueilli pour le moins fraîchement. Il n'en a rien été, le docteur Claude Pigement, député national à la santé du PS, appelant simplement de ses vœux une vaste réforme hospitalière — «*la réforme de la dernière chance*», n'est-il tout de même précisé — qui soit un peu, pour l'hôpital, un mélange de la loi Defferre sur la régionalisation et des lois Auroux sur la participation des personnels. Le paradoxe traduit simplement la difficulté qu'ont les hommes politiques — fussent-ils

médecins — à traiter simplement des problèmes de santé. Là où il faudrait un langage et des propositions simples et de bon sens, ils préfèrent souvent un abondant technocratisme des problèmes, qu'ils à passer à côté des vrais enjeux.

En guise d'introduction au colloque, le PS avait diffusé une sorte de pré-rapport qui commençait ainsi : «*L'hôpital public n'est-il pas en train de disparaître, de se dissoudre, de se désagréger lentement sous nos yeux ? Que faut-il faire pour enrayer cette évolution ?*» Suivait une espèce de description analytique de la «*crise d'identité*» que traverse actuellement l'hôpital public. Selon les socialistes, l'enjeu de cette crise est fondamental : la société française, disent-ils, «*ne sera pas la même selon que le service public hospitalier sera assésé pour l'essentiel, par l'hôpital public ou par un ensemble indifférent d'institutions hospitalières diverses*».

«*Une disparition de l'hôpital public ? L'analyse me paraît bien sommaire*», devait répondre d'emblée M. Claude Evin. «*Je crois, dit-il, que l'hôpital public connaît actuellement une crise d'adolescence. Comme s'il avait grandi trop vite et se trouvait à l'étroit, victime de sa vitalité*».

La province mal lotie

Alors, oui ou non, l'hôpital public est-il en péril ? Présents au cours du colloque, les représentants de la plupart des acteurs du monde hospitalier furent invités à donner leur avis. Plusieurs points se dégagèrent de ce véritable cahier de doléances.

Tout d'abord, à l'évidence, il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de dresser un constat global à propos d'une situa-

tion aussi diverse. Quoi de commun, en effet, entre un grand CHU parisien et l'hôpital général d'une petite sous-préfecture ? Tout juste peut-on parler d'une tendance qui, de l'avis de chacun, n'est pas en faveur de l'hôpital public. Comme l'indique le rapport du Parti socialiste, la France a actuellement l'un des secteurs privés à but lucratif les plus développés (23 % de la dépense hospitalière) et les plus dynamiques de la CEE. C'est en province, et singulièrement dans les petites villes, que la situation semble être la plus critique. «*C'est le naufrage*», est même allé jusqu'à déclarer un représentant des praticiens hospitaliers non universitaires.

Premier stigmate de cette crise : la démedicalisation. A titre d'exemple, le docteur Raymond Gatezmand, président du collège national des chirurgiens français, a rappelé certains chiffres portant sur les huit principales disciplines de la chirurgie. En 1985, 108 postes n'avaient pas été pourvus au concours de recrutement (soit 48 % des postes offerts). En 1987, ce chiffre était passé à 136 (50 %) et, en 1988, à 147 (53 %). «*Ces postes ne restent pas inoccupés, devait préciser le docteur Gatezmand, ils sont en réalité occupés par des praticiens qui font fonction, mais qui ne sont pas qualifiés*». Selon lui, 350 praticiens non qualifiés en chirurgie exercent dans des conditions actuellement en France. Ainsi, ajoute le docteur Gatezmand, il peut arriver que, dans certains cas, «*la réparation d'un dommage corporel soit plus grave que l'accident lui-même*».

Dans un autre domaine, s'est interrogé un représentant des infirmiers anesthésistes, «*que va devenir l'hôpital public quand il n'y aura plus de personnel soignant pour y travailler ?*» Comment encourager des jeunes, aujourd'hui,

à devenir, par exemple, infirmier quand on connaît les salaires proposés, les perspectives de carrière, etc., en regard à l'écrasante charge de travail qu'impose ce métier ?

Parmi les autres maux dont souffre l'hôpital public, une espèce de crise du dialogue social. L'hôpital, devait expliquer au cours du colloque M. Luc Lucet, infirmière générale, est devenu davantage un lieu de conflit entre des intérêts contradictoires qu'une véritable communauté de travail. Il s'agit, dit-elle, de faire travailler ensemble quatre-vingt professions différentes et, pour cela, de changer les structures hiérarchiques. «*Si l'on veut bien traiter les malades, dit-elle, il faut aussi mieux traiter les personnels hospitaliers*». C'est à ce prix que l'hôpital public pourra lutter à armes égales avec l'hôpital privé.

Le système de financement des hôpitaux, a bien entendu, été, lui aussi, au cœur de bien des débats. Les effets pervers du budget global, décrit par certains comme un véritable «*garrot financier*» pénalisant toute velléité d'innovation et d'ouverture de l'hôpital sur l'extérieur, ont été longuement évoqués.

Presque vingt ans après la promulgation de la dernière loi de réforme hospitalière (31 décembre 1970), chacun semblait en tout cas favorable à la mise en chantier, au plus vite, d'une nouvelle loi. Se présentant avant tout comme le «*ministre des malades*», M. Evin a dégagé les grandes lignes de la future loi : planification, évaluation, rénovation de la structure interne des hôpitaux et harmonisation des systèmes de tarification entre les secteurs hospitaliers public et privé. Sans donner les détails d'un texte, qui, de toute manière, fait encore l'objet d'une vaste concertation, le ministre de la

santé a insisté sur la nécessité de développer le dialogue social. Il faut, a-t-il déclaré en substance, développer les responsabilités à tous les niveaux, réduire les distances hiérarchiques et encourager le mouvement participatif.

Rendre l'hôpital plus attractif

L'ensemble des acteurs du système hospitalier public étant pen ou prou d'accord avec ces orientations, le problème est en définitive de savoir si ces mesures, une fois qu'elles auront été mises en œuvre, seront suffisantes pour enrayer ce que les socialistes décrivent comme une grave crise de l'hôpital et le ministre comme une crise d'adolescence. Des problèmes aussi graves que celui des urgences, de l'accueil des malades, du droit de plus en plus belouté de l'égal accès pour tous aux meilleurs soins, pourrions-ils être résolus avec de telles mesures ? La crise de recrutement — et la démedicalisation qui en découle — que traverse en ce moment l'hôpital public pourra-t-elle être ainsi surmontée ? Il ne faut pas se faire d'illusions, a déclaré le docteur Stanislas Jolani, vice-président de l'Association des médecins hospitaliers au cours du colloque : «*A moyens constants, il est impossible de mener à bien une véritable réforme hospitalière. Celle-ci suppose forcément des investissements coûteux*». Et donc, comme dirait les socialistes, une volonté politique.

Rendre l'hôpital public plus attractif pour les malades comme pour ses personnels, voilà l'un des défis les plus importants auquel se trouve confronté le gouvernement. Le Parti socialiste l'a au moins prévenu : si cette réforme échoue, «*en sera fini du système hospitalier actuel*».

FRANCK NOUCHI

C.A.M.P.U.S.

La formation par la recherche

La recherche a longtemps été absente de la formation des ingénieurs français. Depuis les années 70 toutefois, un mouvement s'est engagé en ce sens, sous l'effet de la crise industrielle, qui s'est concrétisée par la création des «*conventions CIFRE*», en 1981, permettant à des élèves de préparer une thèse tout en travaillant dans une entreprise. Une étude menée par le CNRS, l'EDF, la CEF et deux écoles (Supélec et l'ESIEE) auprès des industries électriques et électroniques permet d'évaluer l'impact de cette évolution auprès des entreprises, des écoles et des élèves.

Ce que les entreprises apprécient le plus chez les jeunes ingénieurs formés par la recherche est leur capacité d'adaptation à des situations diverses et leur aisance face à l'incertitude scientifique et technique. «*Ils ont compris qu'il n'existe pas une solution unique à un problème mais plusieurs*». Ils apportent aussi à l'entreprise une ouverture d'esprit, un intérêt pour l'innovation, une façon de concevoir les relations de travail et les rapports hiérarchiques ont un effet stimulant, même s'ils peuvent parfois dérouter.

La pratique de la recherche a aussi un effet positif sur les écoles, en les rapprochant du milieu industriel et en rendant l'enseignement moins dogmatique et plus scientifique. Enfin la recherche permet de développer chez les élèves des qualités qui trouvent peu d'occasion de s'épanouir dans l'enseignement traditionnel : goût de l'expérimentation, de la création, du bricolage technologique. La recherche est un moyen de construire une personnalité, de découvrir ses véritables intérêts — avec aussi le risque de déstabiliser les personnalités fragiles.

On retiendra cette observation intéressante : les étudiants qui choisissent de faire de la recherche ont en commun un goût inné pour la lecture, qu'il s'agisse d'ouvrages de vulgarisation scientifique, mais aussi de romans, de livres d'histoire, de sciences sociales ou de science-fiction...

F. G.

La formation par la recherche et les industries électriques et électroniques. CNRS. Programme de recherche en éducation. 83, chemin des Mouilles. BP 167, 93131 Eaubouville Cedex. Tél. : 72-29-30-18.

L'ENSPG à la conférence des grandes écoles

L'Ecole nationale supérieure de physique de Grenoble, créée en 1985, qui fait partie de l'Institut national polytechnique de Grenoble, vient d'être admise à la conférence des grandes écoles. L'ENSPG, qui accueille 300 élèves, donne une formation polyvalente autour de quatre axes : matériaux, énergétique et nucléaire, optique et microélectronique, instrumentation physique.

Les étudiants de Brive

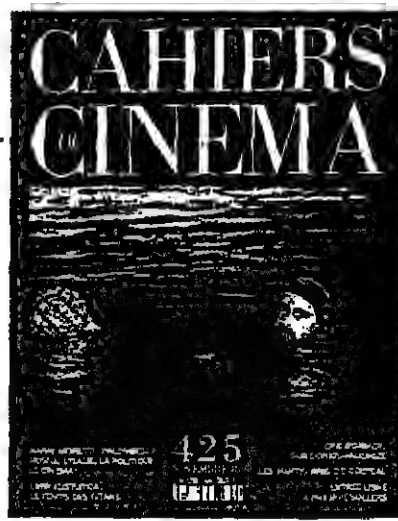
Le CROUS (centre régional des universités et scolaires) de l'académie de Limoges va mettre en chantier à Brive la construction d'une cité (110 chambres) et d'un restaurant universitaire (250 places), qui ouvriront à la rentrée 1991. Avec la décentralisation depuis Limoges d'un département IUT (génie électrique) et d'une filière droit, la présence d'une école d'infirmières et de plusieurs BTS, Brive compte 650 étudiants.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

MÉCHANTS, SOUVENT. INJUSTES, PARFOIS. TIÈDES, JAMAIS.

Electrocardiogramme. Les Cahiers du Cinéma sont comme ça : ils ont un cœur qui bat, des yeux qui pleurent, une bouche qui rit, une tête qui pense... comme elle, comme lui, comme vous. Les Cahiers ont des partis pris, c'est violent. Des convictions, c'est dérangeant. Des certitudes, c'est agaçant. Des jugements, c'est pire que tout. Les Cahiers ont aussi des doutes, c'est inadmissible. Des interrogations, c'est pervers. Des coups de cœur, c'est insoutenable. Les Cahiers du Cinéma, lisez et vous verrez.



NOUVELLE FORMULE

Nanni Moretti : Palombella Rossa, l'Italie, la politique, le cinéma.
Emir Kusturica : Le temps des gitans.

Eric Rohmer : sur Doniol-Valcroze.
Les partis pris de Cocteau.
Entrée libre à Philippe Sollers.

PLANNISTE ZR... V... ON U... S... V... E... R... E... N... Z

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

A effectifs égaux

Une armée de métier coûterait 20 milliards de francs de plus

Le coût du passage de la conscription à l'armée de métier en France est jugé « prohibitif » par M. François Hollande, député PS de la Corrèze, dans un rapport qu'il consacre au budget militaire pour 1990 au nom de la commission de la défense. Selon le volume des effectifs retenu pour la seule armée de terre, qui est la plus nombreuse et qui mobilise le plus de recrues du contingent, le surcoût annuel serait de 20 milliards de francs à l'organisation, inchangée ou de 5 milliards de francs avec 150 000 hommes, soit grosso modo la moitié des effectifs actuels.

C'est la première fois qu'un rapport parlementaire tente d'évaluer le coût d'une armée de métier. M. Hollande ne cache pas sa préférence pour la conscription, malgré, reconnaît-il, les imperfections et les inégalités du service national en France. Mais le député socialiste entend, par son analyse exclusive, fonder sur des données financières, répondre aux partisans de l'armée de métier, comme MM. Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Messmer, François Fillon, Charles Hernu ou Jeannou Lacaze, avec, entre eux, des nuances.

Une charge exorbitante

Pour qu'il n'en résulte aucun dommage pour la sécurité nationale, note M. Hollande, le passage à l'armée de métier devrait se faire quasiment à effectifs égaux ou sensiblement équivalents à ce qu'ils sont aujourd'hui. Dans ce cas, des hommes du rang recrutés pour trois à cinq ans remplaceraient les appelés. Tout abaissement des effectifs qui serait supérieur à 12 % en moyenne entraînerait de réduire les missions et de revoir l'organisation actuelle des armées.

Le coût de ces engagements nouveaux, délaqué de celui des

recrues, est estimé dans l'armée de terre à quelque 17,3 milliards de francs par an, soit 20 % du montant global des crédits de fonctionnement du ministère de la défense. A ce surcoût lié aux rémunérations et aux charges sociales, il faudrait ajouter les dépenses d'habillement et d'entretien de l'infrastructure (environ 500 millions de francs) et le versement de primes spéciales susceptibles d'attirer 35 000 à 40 000 candidats chaque année.

« Le coût de la suppression du système de la conscription est exorbitant en cas de préservation du volume des forces », écrit le rapporteur. On peut l'évaluer à quelque 19 ou 20 milliards de francs.

M. Hollande tente ensuite de mesurer la charge budgétaire d'une armée de métier dont les effectifs auraient été réduits par rapport au volume actuel des forces. Il observe cependant que cette réduction n'est applicable en priorité que pour l'armée de terre.

En effet, l'armée de l'air et la marine sont déjà fortement professionnalisées. Néanmoins, la suppression de la conscription dans ces deux armées impliquerait un surcoût annuel estimé à environ 4,5 milliards de francs.

Pour l'armée de terre, si elle devait être pratiquement réduite de moitié (avec 9 000 officiers, 30 000 sous-officiers et 120 000 hommes du rang), les soldes représenteraient 16 milliards de francs par an et les primes, qui garantissent un flux suffisant d'engagés, 1 milliard de francs, soit au total autant que le coût prévu pour 1990 des 108 000 professionnels et 180 500 appelés du contingent qui y servent.

« La réduction de moitié des effectifs des forces terrestres permettrait de limiter la charge financière du passage à l'armée de métier, sans l'éliminer totalement », note le député socialiste, qui évalue à environ 5 milliards de francs le surcoût de l'opération, compte tenu, dans le même temps, des économies réalisées dans le fonctionnement de l'armée de terre,

mais aussi des dépenses supplémentaires dans l'armée de l'air et la marine. Encore conviendrait-il de résoudre, d'autre part, « les problèmes considérables de reclassement et de départ en retraite anticipée » qu'impliquerait, observe M. Hollande, la suppression, dans des conditions socialement acceptables, de 8 000 postes d'officiers et 30 000 emplois de sous-officiers, sans oublier la fermeture des garnisons.

« La question fondamentale, écrit le rapporteur, reste néanmoins de savoir si une diminution des effectifs de l'armée de terre est tout simplement envisageable du point de vue opérationnel. On voit mal comment, avec 150 000 hommes seulement, il serait possible à l'armée de terre de continuer à remplir les mêmes missions », à commencer par le maintien de 45 000 hommes dans le corps d'armée en Allemagne.

De même, constate M. Hollande, « le niveau des soldes offertes les contractants propres au métier militaire dissuaderont les jeunes disposant d'un niveau général ou d'un niveau scolaire relativement élevé de s'engager dans les armées en qualité d'hommes du rang, ce qui ne pourra qu'accentuer encore la séparation des sociétés militaires et civiles. Le risque est grand que se constituent alors, dans les localités d'implantation des forces, de véritables « ghettos kaki » où vivront des hommes du rang presque tous d'origine sociale modeste, dont beaucoup issus de familles immigrées et que les spécificités de leur métier tendront à isoler de la population ».

Selon le parlementaire de la majorité, le minimum technique indispensable dans tous les cas de figure semble se situer un peu au-dessus de 200 000 hommes dans l'armée de terre, ce qui implique un surcoût de 6 milliards de francs en plus des 4,5 milliards dans la marine et l'aviation.

J.L.

CIRCULATION

A partir du 6 novembre

Pas d'indulgence à Paris pour les stationnements gênants

La rigueur annoncée par le conseil de Paris et le Préfet de police pour combattre le stationnement abusif dans la capitale (le Monde du 10 octobre).

Les services de police qui établissent en moyenne six millions de contraventions chaque année dans les rues de Paris fléchissent preuve d'une certaine indulgence depuis trois semaines. De « fausses contraventions » apposées sur les pare-brises des véhicules en infraction prévenaient les conducteurs qu'ils étaient des « gèneurs qui empêchent les autres de circuler ». Le répit précéderait la répression. Désormais, l'avertissement doit faire place à l'amende, voire au retrait du permis de conduire.

Ce sont particulièrement les stationnements jugés « gênants et dangereux » qui seront réprimés : stationnements en double file, dans les couloirs de bus, devant les portes cochères. Le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a rappelé le 12 octobre que l'article R 26 du code de la route autorise la

suspension du permis de conduire « en cas d'arrêt ou des stationnements dangereux ». Mais le franchissement des feux rouges, l'excès de vitesse, en particulier sur le boulevard périphérique, le non respect des heures de livraison seront aussi pourchassés. De nouveaux véhicules d'enlèvement équipés de grues viendront au secours des 1 500 agents « spécialistes » de la police que le préfet n'exclut d'ailleurs pas de renforcer par les effectifs supplémentaires si besoin est : « l'autodiscipline des conducteurs ne suffit plus », a estimé le préfet de police.

La sévérité nouvelle est considérée comme l'un des aspects du plan d'ensemble que le conseil de Paris et la Préfecture de police ont adopté le mois dernier et qui prévoit la suppression progressive de 100 000 places de stationnement sur 120 kilomètres d'axes « rouges », l'extension du stationnement payant par tranches de 10 000 places annuelles, et la construction de 5 000 places de parkings souterrains chaque année.

EN BREF

□ Le pape dénonce les trafiquants de drogue. — A l'issue d'une manifestation contre la drogue, conduite dimanche 5 novembre dans les rues de Rome et jusqu'à la place Saint-Pierre par des organisations catholiques italiennes, le pape a souligné la nécessité « d'identifier et de démanteler les intérêts des marchands de la mort, qui spéculent sur les souffrances de millions de gens ». Jean-Paul II a proposé que soient mis en place des programmes de prévention « pour favoriser la responsabilité, la solidarité et le respect ».

□ Mgr Lefebvre consacre deux églises en Angleterre. — Mgr Lefebvre, excommunié de l'Eglise catholique en 1988, a consacré, samedi 4 novembre, à Liverpool et à Manchester, deux

églises achetées par la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Mgr Lefebvre sera prochainement en France, où il présidera un rassemblement intégriste au Bourget le dimanche 19 novembre, à l'occasion de ses soixante ans de sacerdoce.

□ Un directeur d'usine condamné pour pollution. — Pour avoir, par négligence, gravement pollué l'Arc au point d'y détruire la quasi-totalité de la flore, le directeur de l'usine Rhône-Poulenc de Rousset-Peyrier (Bouches-du-Rhône) a été condamné par le tribunal d'Aix-en-Provence à six mois de prison avec sursis, 20 000 francs d'amende, 117 000 francs de dommages et intérêts aux sociétés de pêche et la publication du jugement dans plusieurs quotidiens.

REPÈRES

HANDICAPÉS

Une campagne pour « la dignité »

« Vivre ensemble, c'est pas facile », quatre mille affiches sur ce thème apparaissent actuellement sur les murs de France tandis que des spots illustrant la même idée sont programmés à la télévision. Cette campagne, tout à fait inhabituelle par son objectif et son ampleur, avait été lancée officiellement dimanche 29 octobre, au cours d'une soirée théâtrale à Paris. Une quarantaine d'artistes et des personnalités ont signé une « charte pour la dignité des handicapés mentaux », qui sera ensuite diffusée dans le grand public. La campagne, qui doit durer deux ans et coûter 2 millions de francs, a pour but, non plus de faire appel à la charité publique, mais de faire reconnaître les droits des handicapés mentaux considérés comme « des citoyens à part entière ».

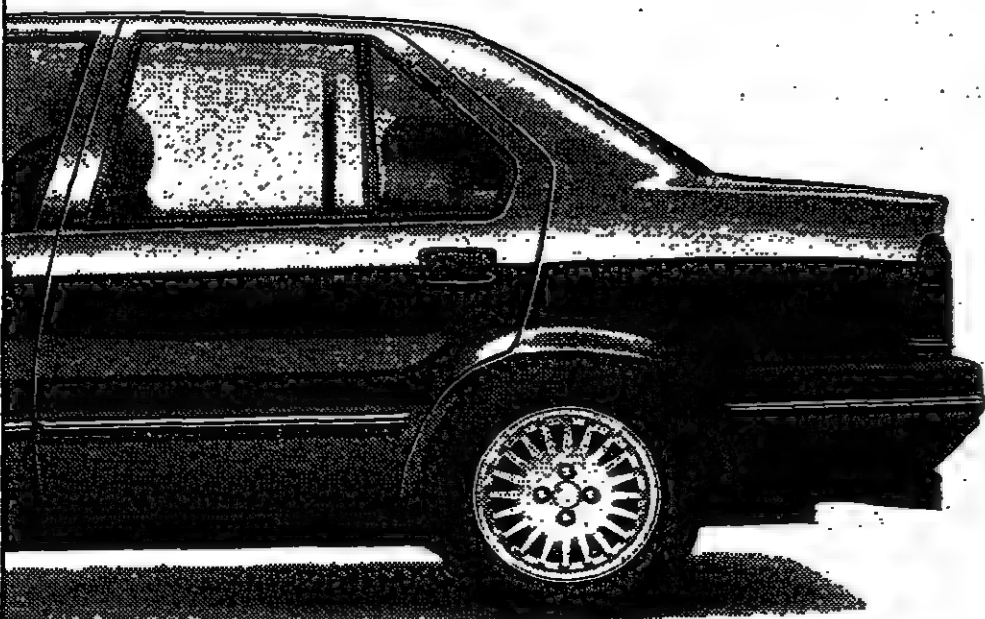
ANIMAUX

Six cents écureuils meurent de faim à Roissy

Plus de six cents écureuils mais aussi des centaines de perroquets et de bengalis expédiés à des commerçants français par une société sud-coréenne sont morts de faim et de froid ces jours derniers dans leurs cages sur l'aéroport de Roissy. Dépourvus de certificats vétérinaires, ces animaux étaient bloqués en douane et étaient dûment réparés en Corée. Les responsables nationaux de la Société protectrice des animaux sont intervenus au cours de la nuit du 3 au 4 novembre et ont réussi à sauver environ cent cinquante écureuils. La SPA demande la réaction d'urgence d'une table ronde pour définir une nouvelle politique touchant d'une part à l'importation, l'accueil et la surveillance sanitaire des animaux, d'autre part à la lutte contre les trafiquants.

COFFRE OU HAYON ? VOUS HÉSITEZ...

Un coffre qui fait fort, un hayon qui a du coffre ? A vous de réfléchir. Avec la Renault 19 vous avez le choix. Mais 454 F par mois, à ce prix là, c'est tout réfléchi ! Pour deux bonnes raisons ! D'abord parce que Renault reprend votre ancienne voiture au prix de l'Argus plus 5 000 F* jusqu'au 15 novembre.



RENAULT 19 CHAMADE



RENAULT 19

LE GOÛT DE LA FORCE



COMMUNICATION

Pas de fermeture mais dépôt de bilan probable

La relève de M. Maxwell à l'ACP n'est pas assurée

Répondant à exiger une fermeture immédiate, M. Robert Maxwell a confirmé qu'il n'assumerait plus seul les pertes de l'Agence centrale de presse. Le dépôt de bilan semble inévitable dans l'attente d'une reprise, à laquelle le magnat de la presse britannique est prêt à participer, mais de façon minoritaire.

Réuni une vingtaine de minutes dans un grand hôtel parisien, le conseil d'administration de l'ACP a pris acte, samedi 4 novembre, du désengagement du principal actionnaire, M. Robert Maxwell. Celui-ci a affirmé sa position dure du début de la semaine dernière, quand il annonçait une fermeture immédiate de l'agence.

Évoquant les demandes de « gens de bonne volonté, pas seulement du Parti socialiste mais d'autres partis », M. Maxwell a indiqué qu'il acceptait d'éponger les dettes passées de l'agence et de participer, à hauteur de 20 % à 25 %, à un tour de table de repreneurs, créant une nouvelle agence viable. Mais il a retiré sa garantie

financière pour les pertes actuelles, qui s'accumulent au rythme de 2,5 millions de francs par mois.

Aucun des autres actionnaires n'ayant affirmé son intention de combler ce déficit, le dépôt de bilan semble inévitable. Il devra être formellement décidé par un nouveau conseil d'administration cette semaine, suivant un comité d'entreprise, lundi 6 novembre.

Pour M. Maxwell, « on ne va pas éliminer la seconde agence française à quelques francs près. Aujourd'hui, on n'est pas arrivé à une solution, mais on la cherche avec le personnel, les pouvoirs publics, la presse régionale, les radios et les télévisions ». Si l'assommoir de Robert Maxwell donne un répit à l'agence, où le travail continue, aucune solution concrète n'est encore en vue. Selon les syndicats, le président de l'ACP, M. Alain Couture, a fait part de trois propositions de participation au capital de l'agence. Et M. Rupert Murdoch, l'éternel rival de M. Maxwell, aurait pris contact avec les syndicats pour se porter acquéreur. Comme toujours en pareille circonstance, le nom de l'agence est évocateur : la société de M. Lagardère contrôle plusieurs journaux actionnaires de l'ACP.

Reste que plusieurs des actionnaires minoritaires ont déjà fait connaître leur réticence à sauver le nouveau l'ACP, après les efforts consentis il y a quelques années. C'est, par exemple, le cas de RTL (qui détient avec RMC 9,56 % de l'ACP). Aux côtés des radios, de la Caisse des dépôts (2,76 %) et de diverses personnalités (1,22 %), la presse écrite — notamment régionale — est avec 19,62 % des parts le second actionnaire actuel de l'agence. Va-t-elle se mobiliser pour la sauver ? Un seul de ses représentants siégeait au conseil d'administration de samedi.

Appel

à la presse régionale

L'intersyndicale FO-CPDT de l'agence appelle donc la presse régionale à « sortir du maquis pour prendre sa part dans la construction de la nouvelle ACP ». Constatant que « la parenté inutile du coup de ciseaux de Robert Maxwell est aujourd'hui refermée », l'intersyndicale affirme « plus urgent que jamais que toutes les parties intéressées (...) se rencontrent et élaborent un projet professionnel qui devra être soumis à la garantie du gouverne-

ment ». Ce dernier reste prudent. Après M^{me} Tasca (Le Monde daté 5-6 novembre), le ministre de la culture, M. Jack Lang, a rappelé dans le Journal du dimanche : « Nous souhaitons que l'ACP puisse vivre, mais la décision dépend de trois volontés : volonté des pouvoirs publics qui se réaffirment, volonté des professionnels de la presse française qui doivent s'exprimer concrètement et volonté des actionnaires ».

Outre le maintien du pluralisme, objectif affiché par tout le monde, l'ACP a d'autres avantages pour la presse. Sa présence permet de passer indirectement sur les tarifs du concurrent, l'Agence France Presse. Cette régulation vers le bas des tarifs des agences françaises est d'ailleurs pour une part responsable des problèmes du secteur. Mais, si beaucoup se félicitent de cette concurrence, comme clients, peu sont prêts à en payer le prix comme actionnaires. M. Maxwell étant, par son coup d'état, parvenu à ses fins, c'est-à-dire à se décharger du déficit de l'ACP, il laisse un vide dont nul ne sait encore qui va le combler.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le principal producteur néerlandais se retire de TV 10

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le producteur néerlandais Joop Van Den Ende a annoncé vendredi 3 novembre qu'il reprend sa liberté vis-à-vis de TV 10, la chaîne commerciale dont il ne possédait que 1 % des actions mais dont il était le père spirituel et le principal fournisseur de programmes.

TV 10 ne disparaît pas pour autant : elle est mise en sommeil et sera éventuellement rachetée lorsque la loi néerlandaise sur les médias autorisera le lancement de télévisions

privées. Ce qui prendra plusieurs mois.

Dans l'intervalle, M. Van Den Ende ne travaillera pas pour des télévisions étrangères diffusant des émissions destinées au public néerlandais. Tel est le cas de TF 1, qui devra donc se passer de l'aide de M. Van Den Ende si elle persiste dans son idée de lancer une chaîne aux Pays-Bas (Le Monde du 25 octobre). Selon certaines rumeurs, c'est en échange d'une promesse de concession que M. Van Den Ende aurait accepté de rentrer dans le rang après six mois d'un bras de fer acharné avec les pouvoirs publics.

CHRISTIAN CHARTIER

Paris et ses écrivains à la Vidéotheque

La Vidéotheque de Paris et Le Monde se sont associés pour programmer un ensemble de films, documentaires ou fictions, bandes d'actualité ou émissions télévisées autour du thème « Le Paris des écrivains du vingtième siècle ». Jusqu'au 5 décembre, dans la salle de la porte Saint-Eustache, on retrouvera en images Boris Vian et Jean-Paul Sartre, Jacques Prévert et Jean Cocteau, Gide et Quénecan, Proust et Pérec, Marcel Aymé et Nathalie Sarraute, Barthes et Tournier, Miller et Colette.

On a donné carte blanche à Alain Corneau, Jean-Claude Carrière, Hector Bianciotti, Erik Orsenna et Jean Vautrin pour présenter des œuvres de leur choix. Une sélection des meilleurs numéros d'« Apasrophe » de Bernard Pivot (présenté par l'INA) permettra de voir ou revoir Nabokov, Simenon, Yourcenar, Duras, Dumenil, Soljenitsyne.

Pour toute information, tél. 40-28-34-30 ou 40-28-30-60, Porte Saint-Eustache, 2, Grande-Galerie, 75001 Paris.

IDATE

11èmes Journées Internationales
15 - 17 Novembre - Montpellier (France)

LES SERVICES DE COMMUNICATION ET L'INTERNATIONALISATION DES ECHANGES

Les activités de service, qui représentent aujourd'hui une part majeure des productions nationales, sont toutes confrontées au rôle qu'y joueront de plus en plus les télécommunications et l'audiovisuel. L'IDATE propose d'aborder dans ses 11èmes Journées Internationales les questions-clés que se posent les acteurs économiques et les décideurs sur les relations entre les services de demain et les services de communication. Une table ronde centrale tentera de mettre en évidence les implications de ces questions sur les négociations et les rapports commerciaux internationaux.

• Présentation en avant-première des chiffres-clés de l'IDATE (marchés, acteurs, chiffres) sur l'économie mondiale des services de communication (audiovisuel, informatique, télécommunication) suivie d'un débat animé par François-Henri de Vigne.

• Débat Europe/Etats-Unis/Japon, autour des rapports de huit personnalités internationales sur les enjeux majeurs et les positions défendues par les pays et les acteurs, sur le rôle des services de communication dans une économie mondiale des services, animée par G. Russell Pipe (INRA).

18 sessions, 100 intervenants pour offrir une approche sectorielle (transport-tourisme, banque et finance, commerce et distribution, audiovisuel, industries...) des thèmes transversaux (globalisation spatiale, évolution réglementaire, stratégies d'alliance et de partenariat entre opérateurs...) et la place des nouveaux réseaux et services (EDI et RPA, téléphonie cellulaire, RNS et réseaux intelligents, câble et satellite, réseaux large bande et TVD...).

Avec le soutien de la Fondation DATE (Alcatel, CDC, Cofinor, France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et du Comité de Montpellier LR Technopole).

Renseignements, inscriptions : Roland Castanier
Tél. 33/67 64 16 91 - Fax 67 65 57 19 - Téléc 490 290

créteil Maison des Arts

Du 3 au 29 novembre

LES FAUSSES CONFIDENCES

MARIVAUX

Mise en scène
GILDAS BOURDET

La Saison
Théâtre National de la Région Nord / Pas-de-Calais

7 50 18 88



ARGUS+5000^F ET 454^F/MOIS** LA 1^{ère} ANNÉE N'HÉSITEZ PAS!

Ensuite parce que Renault vous propose une LOA exceptionnelle DIAC** sur 60 mois. 25 960 F de versement initial (dont 16 225 F de premier loyer majoré et 9 735 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 11 loyers de 454 F, 12 loyers de 746 F et 36 loyers de 1 292 F. Autrement dit la Renault 19 TR Chamade ou la Renault 19 TR 5 portes vous revient à 86 418 F. Alors, venez donc faire un essai chez Renault.

* Si vous la possédez depuis plus de 6 mois pour tout achat d'une Renault 19 neuve. (Conditions générales Argus+ 5000 F diminués des charges, des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard).

** Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de 321 490 700 F - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. Offres réservées aux particuliers et aux V.P. neufs, essence. Modèles présentés Renault 19 TXE et Renault TXE Chamade avec options. Prix clés en main, hors option, au 08/09/89 : 85 500 F. Millésime 90. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT présente ELF



RENAULT 19 CHAMADE

RENAULT 19

LE GOÛT DE LA FORCE



هكذا من الاجل

هكذا من الالهي

CULTURE

MUSIQUES

Virtuose à éclipses

Suite de la première page

Sa vie privée explique sa carrière en zigzag, ces périodes de dépression et de triomphe, ces dégoûts et ces enthousiasmes, cette inégalité des interprétations à travers le temps.

Il n'est pas douteux que, dans les années de guerre et au-delà, Horowitz se soit abandonné aux démons de la virtuosité. Il reconnaît lui-même : « C'est pendant les années 40 que j'ai commencé à rapetisser intellectuellement et comme artiste. Mon pianisme était devenu trop brillant et brutal. Je jouais trop vite, même mes propres transcriptions. » A cette époque, en 1951, il vient donner deux récitals à Paris, où il laisse un sentiment mitigé à ses plus fervents admirateurs.

La conscience de cette pente dangereuse explique probablement en partie le long silence des années 1953-1965, où il disparaît complètement de la scène. Il dira plus tard : « Je ne comprendrai jamais comment j'ai pu me laisser aller à m'écarter autant de la destination que je m'étais fixée dans ma jeunesse. Car j'aurais préféré faire n'importe quoi d'autre plutôt que de continuer à être une sorte de bête-leur. »

Les retrouvailles parisiennes

De cette crise aiguë, tel un phénix renaissant de ses cendres, il sortira peu à peu renouvelé, et l'on perçoit cette remontée dans les enregistrements des années 60, d'abord assez médiocres, puis de plus en plus dignes de son talent, en particulier les merveilleuses sonates de Scarlatti et le splendide récital de rentrée à Carnegie Hall le 9 mai 1965.

Malgré une dernière période de dépression (entre 1969 et 1974), il rétablira ainsi son immense prestige à travers le monde, renouant même avec l'Europe, où il ne voulait plus mettre les pieds, à Londres en 1982, puis le 26 octobre 1985 à Paris, au Théâtre des Champs-Élysées. Moment unique de ces retrouvailles avec la ville qui avait donné son cœur d'émigré au jeune exilé dans les années 20. Récital de rêve, de confiance et de souvenir (le Monde du 29 octobre 1985), où le mythe rejoignait la légende, dont il ne reste rien, hélas, pas la moindre bande enregistrée.

Car Horowitz était resté étonnamment journalier. Après ce moment de pure émotion, on le retrouvait fanatique, superficiel, exhibitionniste, dans un film irritant réalisé chez lui, un disque médiocre, et même lors du concert assez sec qu'il donna à Moscou, pour son retour au pays natal, devant la nomenklatura, qui ne lui inspirait aucune sympathie, il est vrai.

C'est que, dans les dernières années, il avait profondément changé ; il semblait de plus en plus extraverti, affable, facétieux en public, le visage pétillant de drôlerie irrésistible, comme si, l'âge venant, il s'était réconcilié avec le monde. Ce dandy ombrageux, anxieux et solitaire était devenu un bon vivant, amoureux de beaux tableaux et de bonne chère, ravi de la gloire qui l'entourait et dont il jouait désormais à sa guise, dépourvu d'obligations.

Il en a parfois abusé, donnant de son talent une image déplaçante et maniérée, alors qu'il se retrouvait un autre jour pleinement accordé aux rêves, aux visions, à la tension désemparée

La mort de Vladimir Horowitz

des plus grands chefs-d'œuvre menés aux limites de l'indicible, lorsque l'émotion et l'inspiration le saisissent.

« Jamais je ne joue un morceau deux fois de la même façon, disait-il. J'essaie de communiquer la musique, et mon langage est fait de sons. Comment pourrais-je jouer de la même manière devant des publics différents, dans des salles différentes ? » Le voir jouer, c'était déjà prendre un contact intime avec le mystère musical. Assis très bas et très loin du piano, le corps plié, et argué comme un jockey ou un écuyer fervent, les doigts étendus, caressants, reposant au fond de la touche, ou ramassés, frappant impérieusement sans jamais briser le son, épousant amoureuxment la musique par le geste même qui lui ressemble, tantôt il recréait la musique en médium découvrant de nouvelles alchimies sonores à tâtons dans l'inconnu, tantôt il déchiffrait de fantastiques orages sonores, d'un poignet d'acier, avec une aisance invraisemblable, véritable don du ciel des enfances : « Je suis aussi incapable de dire comment j'ai appris la technique du piano que comment j'ai appris les langues. Je trouvais ce que les doigts devaient faire et je le faisais. La seule source était la musique. »

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans pliés, jusqu'à ce paroxysme de gloire et d'horreur, et cette polyphonie gigantesque de voix distinctes et individualisées, confluant dans une vision aussi intense et rigoureuse :

« Sonates de Scarlatti : chaque note, chaque phrase est inspirée, avec cette percussive si fine et nette, cette sonorité blanche ou poudrée d'or, cette transparence des plans sonores, cette perfection rythmique, tout cela aboutissant à un chant d'une candeur ineffable, une image de paradis ;

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

« Toccata, adagio et fugue de Bach : une présence allègre, une extrême puissance sans

Kiev, Berlin, Paris, New-York

Vladimir Horowitz (Gorovitz de son vrai nom, qu'il occidentalisait en 1926) est né le 1^{er} octobre 1904, à Bentschew, à cent kilomètres de Kiev où son père, ingénieur, se fixa peu après avec sa famille. Tout le monde y était musicien : la mère, la sœur Genia, un frère Jacob, pianiste, l'autre frère, Georges, violoniste, et aussi le grand-père maternel et l'oncle Alexandre, directeur de l'Ecole de musique de Kharov.

Mis au piano à six ans, Volodia, en 1912, réduisit déjà sur son instrument la Toccata

après, il ressurgit, à Zurich, dans le sud-ouest de la France, à Paris, au début de 1939 ; il joue encore le 2^e Concerto de Brahms avec Toscanini, le 29 août, au Festival de Lucerne, d'où il part se fixer définitivement aux États-Unis. Désormais, la vie d'Horowitz alternera des périodes d'intense activité, tournées et enregistrements, et de silence ou de dépression. En 1940, il suit un cure psychanalytique peu réussi.

En mars 1942, un article « dévastateur » de Virgil



Vladimir Horowitz (à gauche) et Isaac Stern photographés par Inge Morath pour son livre « Portraits » (Aperture).

Thomson dans le *Harald Tribune* lui fait annuler tous ses concerts, mais à la mi-octobre, il interprète le 3^e Concerto de Rachmaninov au Hollywood Bowl, devant vingt-trois mille personnes, et le compositeur lui-même qui déclarait : « Voilà comment j'ai toujours rêvé qu'on joue mon concerto, mais je ne m'attendais pas à l'entendre de cette façon — du moins sur cette terre. »

En 1951, Horowitz reparait en Europe, à Londres et à Paris, où, à la suite d'un article mitigé de Bernard Gavoty dans le *Figaro*, il joue qu'il ne remette plus les pieds. En mars 1953, il tombe gravement malade et, cette fois, pendant deux ans, il ne se produira plus en public. Après avoir longtemps broyé du noir, il joint de sa liberté nouvelle, se promène, lit, visite les galeries de tableaux, dont il est grand amateur, déchiffre beaucoup de musique.

Libéré de ses angoisses

RCA installe chez lui un matériel de prise de son et peu à peu il accepte d'enregistrer quelques disques (Clementi, Scriabine, Beethoven), avant de quitter cette marque pour VBS où son premier enregistrement de 1962 obtiendra un succès phénoménal (ont vingt mille exemplaires vendus en une semaine).

Le 9 mai 1965, enfin, grand retour à Carnegie Hall, suivi de tournées aux États-Unis, Nouvelle coupe de 1969, 1974 : il déclare : « Maintenant, je déteste la musique... »

Pourtant, malgré le suicide de sa fille Sonia, il reviendra à l'esclavage et, dans les dernières années, paraîtra libéré de ses angoisses, entouré d'une gloire universelle. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, il rejoue avec orchestre en janvier 1978, et il donne un récital à la Maison Blanche pour le président Carter ; il revient à Londres en 1982, à Paris en 1985, et même à Moscou le 19 avril 1988, et encore en Allemagne, à Vienne en 1987... A l'automne de sa vie, Horowitz a boudé le boulot de son existence après avoir exorcisé les démons qui l'ont si longtemps tourmenté.

J.-L. La vie d'Horowitz nous est désormais bien connue par le livre très documenté (malgré l'absence de références précises), mais concis, de Glenn Plaskin (Editions Bouché-Chastel, 322 pages, 1985).

Vie d'effacement

Ebranlé par cette vie errante et par un mariage assez tumultueux, Horowitz craque en novembre 1936. Il rest malade, en pleine dépression, se fait opérer de l'appendicite, et une phlébite le renvoie pour trois mois à l'hôpital. « Il perd la foi en ses propres capacités ; sa sonorité est devenue cassante et dure », écrit son biographe Glenn Plaskin.

Se longue absence étonne et le *Figaro* annonce même sa mort en juillet 1936 ! Mais peu

JACQUES LONCHAMPT.

Le dernier disque de Vladimir Horowitz vient de paraître en France. Il s'agit d'un récital Mozart, Schubert et Liszt que le pianiste avait enregistré chez lui. Horowitz et home, Deutsche Grammophon 427772-21.

RTL

L'EVENEMENT

à

BERCY

RTL

CONCERT DE MUSIQUE Russe

TCHAIKOVSKI - PROKOFIEV

MERCREDI 22 NOVEMBRE à 20 h 30

avec la participation du

GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU

et du

CHŒUR ACADEMIQUE ALEXANDRE YOURLOV

sous la direction de

Vladimir FEDOSSEIEV

TCHAIKOVSKI : Liturgie de Saint Jean Chrysostome

PROKOFIEV : Oratorio "Ivan Le Terrible"

Boris MORGOUNOV : récitant

Nina ROMANOVA : mezzo-soprano

Grigori GRITSIOUK : baryton

EXTRAITS DU FILM D'EISENSTEIN SUR ECRANS GEANTS

LOCATION à BERCY et au 43 46 12 21

de 11 h à 18 h sauf dimanche

RENSEIGNEMENTS 40 02 60 40

FNAC - AGENCES Minitel : 36 15 Code BERCY

PALAIS GYMNASIUM PARIS BERCY

CULTURE

MUSIQUES

« L'Opéra de quat'sous » à l'américaine

Sting joue et chante Macky dans un Opéra de quat'sous plus proche de l'opérette que de Brecht et Kurt Weill

Sting est un Macky gentil dans l'Opéra de quat'sous, mis en scène par John Dexter, adapté par Michael Feingold, critique au Village Voice, adaptateur d'Ibsen, Chomsky, Rimbaud et de presque toutes les pièces que Brecht a écrites avec la musique de Kurt Weill.

La représentation comporte un moment magique, après sa seconde fin. Macky n'est pas pendu, mais anobli. Applaudissements, saluts. « Epilogue », lit-on alors sur les papiers de Macky, qui jouent le plateau. Deux pas en arrière, Sting observe Mrs Peachum et les chœurs, qui représentent leurs airs. Hors personnage. Immobilité. Epilogue. Tendu, dangereux, adhésif. Plus encore lorsque, moins Macky que réclame, il enfonce le dernier clou de son Opéra de quat'sous, qu'il termine en s'éloignant, des applaudissements.

Superbe : c'est tout ce qui manque à la représentation. Laquelle varie selon l'endroit où on est assis. La scène étant partagée en deux dans le sens de la hauteur, les malchanceux de la mezzanine ont sur-tout droit à un orchestre occupant tout le premier étage dans une sorte de kiosque à musique américain, tandis que tout de passe en bas, comme en cinémascope. De chaque côté, un escalier en faux fer forgé où les figurants montent, descendent, passent, repassent devant l'orchestre, s'assoient, regardent attentivement. Distanciation à l'américaine.

« La bouche est si jolie que je la regarde, mais n'entends pas la parole (en substance) » Polly Peachum à Macky. Il en va de même pour le public. La partition de Kurt

Weill ne manque pas de tubes. La Complaine de Macky, le Chant des canons. Elle est vraiment difficile à chanter, exige une discipline d'ensemble. Ici, tout est d'un insoutenable disparate — y compris la sona. Certains portent des micros, d'autres pas, et tant pis pour les deux. Les voix vont du « Car-Cone » au « near blue » en passant par le quasi lyrique de Kim Criswell (Lucy Brown). Quant à Maureen McGovern, avec sa voix filée d'opérette, sa tête de Nancy Reagan se prenant pour Jane Powell, elle chantera Rose-Marie on ne verrait pas la différence.

Et puis Sting. Le chanteur à ses limites, le comédien aussi. A l'arrière, cependant, il excelle. Seul, ment, John Dexter le dirige à la Douglas Fairbanks Jr : en pirate volé, mondialement, presque prime-sautier. Par moments, dans son athlétique Ballade des gens heureux, qu'il chante accroché aux barreaux de sa cellule, on dans le Tango avec Jenny des Lignes, dans un éclairage Pretty baby. Sting indique ce que cet Opéra de quat'sous aurait pu devenir.

Tel qu'il est, le spectacle se repète sur une tradition de cabaret-vandévill, qui étouffe la violence de cet opéra des guerres, et le tranchant de la critique sociale, qui en fait une sorte d'Auberge du Cheval blanc leasant du côté de l'Amérique. A deux pas du théâtre, les marchands, traders, musiciens et mixeurs de Times Square illustrent de façon autrement plus forte l'actualité du vrai Opéra de quat'sous.

HENRI BEHAR

DANSE

Daniel Larrien rêve à la Bastille

Chorégraphe, poète, charmeur, Daniel Larrien présente pour le Festival d'automne les deux premières étapes d'une « route de la soie »

Etrange et ravissant spectacle que ces Marchands et ces Bâtisseurs que nous propose Daniel Larrien, invité par le Festival d'automne — premières étapes d'une « route de la soie », qui s'achèvera lors de la prochaine Biennale de Lyon. Larrien ne fait rien comme tout le monde il s'en va bien à lui, ou plutôt vers nous, car il s'agit d'un univers constant qu'on pourrait définir comme une très forte invitation au rêve.

Les Marchands s'inspirent d'un tableau du peintre Francesco Del Cossa, le Décan de la Balance. Il reprend le trio éminemment de personnages : le marchand, le marchand et la princesse rouge, vêtus d'un somptueux manteau de velours prune, la troisième d'une ample robe pourpre à taille haute. Au centre, un petit tapis sur lequel tombe la lumière, et que la princesse caresse ; au fond, la cascade triangulaire d'un rideau vert, à droite la chute d'une étoffe rouge et or. Précieux sont les costumes, précieux sont les tissus que l'on ploie et déploie, précieux sont les gestes, le plus souvent très lents, hiératiques, faisant parfois penser à des danses de cour antiques mais totalement réécrites. Musique : le suave, très suave, Stabat Mater, d'Arvo Part.

Après un intermède durant lequel se déroulent, dans la pénombre, les préparatifs du vol suivant, éclatent les sublimes bruits machinistes de Tom Willems, compositeur

favori de William Forsythe. Rupture musicale, mais pas rupture de ton ni de style : les personnages — ils sont cette fois quatre, Lionel Roche s'étant joint à Cathy Ross, Alain Buffard et Daniel Larrien — ont les mêmes gestes ralentis mystérieux, où les bras et les mains jouent un grand rôle, le rythme raffiné, la même concentration.

Cette fois intérieurement quelques accessoires : des arceaux métalliques que des hommes transforment en pendules — et surtout tout un rituel de pendaisons et de dépendaisons de toiles de fond, que l'on noue avec des petits rubans blancs sur des triangles, que l'on dénoue, qu'on élève ou qu'on abaisse. Figurations (un petit paysage primitif surmonté d'un ciel bleu à nuages) ou abstraites (couleur d'aurora moirée d'argent, ou rouge sombre carcé de vert et de violette), elles sont belles, elles offrent aux personnages un contrepoint plastique très présent. Larrien s'est ici inspiré d'un peintre japonais, Toshio Arimoto, lui-même influencé par Piero Della Francesca.

Si les Marchands échangeaient, soupçonnaient, estimaient des étoffes de luxe, ces Bâtisseurs bâtissent essentiellement de l'espace et du rêve. Daniel Larrien trace sur notre mémoire, d'un pinocao soyeux, des calligraphies sensuelles, qui ne s'effacent pas.

SYLVE DE MUSSAC
Théâtre de la Bastille, jusqu'au 10 novembre, 21 heures.

LE THÉÂTRE MONTPARNAISE
annonce qu'en raison de la participation de Claude Brasseur à l'émission « Sacré Socrate », le mercredi 8 novembre, la représentation du SOUPÉ de ce même soir ne débutera exceptionnellement qu'à 21 h 30.

CONNAISSANCE DU MONDE
SICILE
LES DES PASSIONS — Film de Philippe LEQUEN
Syndes, Argentin, Ségno, Fanchon, Eros, Troubadour, Palmarès.
La semaine de la Passion à Toulon et Marseille, Des Des Colonnades à Paris.
PROCHAIN SILENT : PÉRI, du 20 au 27 NOVEMBRE, T.S. 45-47-19-99.

CINÉMA

L'hiver 54 de l'abbé Pierre

Le froid accentue la détresse des pauvres et marque le départ de la médiatisation de la charité dont l'abbé Pierre fut le pionnier

Lorsque à l'automne 1954 Robert Derenc réalise Les Chiffonniers d'Emmaüs (avec André Reybez dans le rôle d'un personnage simplement appelé « le Père »), les Français étaient encore sous le coup des événements de l'hiver précédent, de la crue de l'abbé Pierre en faveur des sans-logis, et il n'était pas nécessaire de leur expliquer ce qu'il y avait d'exact ou de romanesque dans le scénario de René Barjavel (adapté, d'ailleurs, d'un roman de Boris Simon). Ce film s'inscrivait dans une tradition alors populaire, de biographies cinématographiques des bienfaiteurs de l'humanité (Monsieur Vincent, Docteur Laennec, Il est minuit, docteur Schweitzer).

Trente-cinq ans après, ce qui manque au film de Denis Amar, malgré un bon effort de reconstruction historique et des informations essentielles semées ici et là, c'est le climat politique et social de la France frileuse en cet hiver 1954 — et pas seulement à cause de la vague du froid, — besogneuse et mal tenue de la guerre, c'est le point de vue exact de l'époque. Lorsque l'abbé Pierre forçait la porte de Pierre Brison pour obtenir la publication d'un article dans le Figaro, lorsqu'il pénétrait dans les studios de Radio-Luxembourg pour alerter l'opinion publique sur le problème des sans-logis, lorsqu'il était le héros de la semaine de la radio, lorsqu'il participait à un jeu radiophonique de Zappy Max pour gagner de quoi soulever son œuvre), il s'emparait des médias

pour forcer l'indifférence et l'ignorance. Aujourd'hui les médias se sont emparés de lui et des bonnes causes, la charité est presque un devoir national régulièrement assumé, par campagnes de presse et de télévision interrompues. Les spectateurs risquent de ne pas comprendre ce qu'il y eut d'exceptionnel dans l'action de l'abbé Pierre et dans le grand mouvement de solidarité soudain déclenché par ses interventions publiques.

Voilà dans le film de Denis Amar l'élément, la séduisante Claudie Cardinale en propriétaire de palace proche des Champs-Élysées transformant son luxueux établissement en maison d'accueil des Chiffonniers d'Emmaüs et des dons qui affluèrent, c'est trop beau, trop « clean », par rapport à la réalité de 1954.

Mais c'est conforme à l'image idéalisée que veut transmettre cette entreprise cinématographique, autant parabolique sur nos « nouveaux pauvres », qu'exaltation, par une succession de moments forts et de « suspenses », d'une aventure sensationnelle dont Lambert Wilson est bien le seul à avoir compris et transmis par son jeu à la fois mesuré et passionné la signification tant spirituelle qu'humanitaire. Sans lui, il n'y aurait là qu'un mélodrame édifiant. Autour de lui, on remarque des numéros d'acteurs pittoresques : celui de Robert Hirsch et son étonnant duo d'hommes de pouvoir entre Antoine Vitez et Bernard Lefort, par exemple.

JACQUES SICLIER

Record pour la vente Polo

La collection de meubles européens des dix-huitième et dix-neuvième siècles de Roberto Polo aura connu une fin glorieuse le 1^{er} novembre. Pour une vente qui ressemblait fort à une liquidation judiciaire, les estimations ont été pulvérisées. A plus de 9 millions de dollars, cet ensemble est le plus cher jamais vendu aux États-Unis.

Il aura suffi de six lots sur cent quarante-quatre (dont une console Louis XVI adjugée 1 320 000 dollars) et une pendule rocaille Louis XV (acquise pour 850 000 dollars) pour plus que doubler l'estimation initiale de 4 millions de dollars.

Avec seulement 7 % d'invendus, Sotheby's peut s'estimer satisfaite. Etant donné les circonstances de la vente, les particuliers et les marchands internationaux n'ont eu aucun mal à dépasser les estimations, en général assez modestes.

A.S.

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
M
THEATRE OUVERT
LE BOURICHON
de
Joël Jouanneau
Le magie opère, Le Monde
Miracle, Libération, Des
acteurs admirables, Le
Quotidien, Une saga bur-
lesque et tendre, L'Humanité

20 H 45
DU 6 NOV. AU 2 DÉC.
LA MISSION
HEINER MÜLLER
AU PERROQUET
VERT
ARTHUR SCHNITZLER
MISE EN SCÈNE
MATTHIAS LANGHOFF
LOC. 4274.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS 6^e

VARIÉTÉS

La « tournée d'enfoirés »

Le « charité-business » s'est internationalisé et développé. Depuis quatre ans, il a triplé son chiffre d'affaires.

Ouverte au Palais des sports de Lyon, lundi 6 novembre, la « tournée d'enfoirés » entreprise à l'occasion du cinquantième anniversaire des Restaurants du cœur s'arrête ensuite à Vitrolles, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Paris et Lille. A l'affiche : Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday, Eddy Mitchell, Véronique Sanson, Michel Sardou.

Les cinq chanteurs présentent un spectacle spécialement conçu pour la circonstance : accompagné par un orchestre commun, chacun reprend trois chansons de son répertoire, puis chante en duo (Sardou-Mitchell, Mitchell-Hallyday, Sanson-Goldman, Goldman-Hallyday, Sanson-Mitchell) avant de terminer ensemble par la chanson des Restaurants du cœur. Les cinq chanteurs offrent gratuitement leurs prestations et abandonnent leurs droits d'auteurs à l'œuvre créée par Coluche. Un album contenant les danses et la chanson finale sera publié par Polygram, fin novembre.

Rarement une opération de solidarité suscitée par le show-biz français a rencontré autant de collaboration. Les deux meilleurs éclairagistes (Jacques Rouveyrolis et Alain Longchamps), le gratin des sonoriseurs et des musiciens de variétés participent à cette tournée.

La Direction de l'aménagement du territoire met un avion et son équipage à la disposition des artistes pendant une semaine. Les municipalités offrent leurs salles gratuitement, ou, si elles sont gérées par une société d'économie mixte, font un don à l'association des Restaurants du cœur d'un montant correspondant au coût de la location. Canal Plus se comporte en mécène et achète le spectacle filmé pour près de 2 millions de francs. Seule la radio, en l'occurrence Europe 1, semble avoir mollement réagi et, selon le promoteur de la tournée, « n'a pas tenu les promesses auxquelles la station s'était engagée quand elle a voulu récupérer à son profit l'événement ».

L'expérience des concerts pour les droits de l'homme

La « tournée d'enfoirés » a été inspirée par les concerts pour les droits de l'homme organisés il y a un an avec quatre superstars du rock (Bruce Springsteen, Sting, Peter Gabriel, Tracy Chapman) et l'Africain de Dakar Youssou N'Dour. Claude Wild et Véronique Colucci, présidentes des Restaurants du cœur, utilisent les armes du show-biz (monter un « coup » qui frappe l'imagination et rassem-

ble le maximum de gens) mais avec pour objectif de réunir des fonds pour une œuvre de bienfaisance.

Ces quatre dernières années, les spectacles de charité n'ont pas considérablement augmenté en nombre, selon les statistiques de la SACEM (250 en France en 1988 contre 230 en 1985), mais l'argent recueilli a triplé. Ce qui en clair signifie qu'il y a de plus en plus de « charité-business ». La société des droits d'auteurs et compositeurs y participe elle-même sous deux formes : une autorisation gratuite d'utiliser la musique, des dons effectués d'après les droits encaissés.

Imbroglie juridique

Bien entendu, les opérations subissent la loi du marché et les ayants droit abandonnent à l'œuvre de 30 % à 100 % des droits selon les cas : le 45-tours enregistré il y a quatre ans par une trentaine de chanteurs en faveur de l'Éthiopie s'est vendu à deux millions d'exemplaires, celui sur l'Arménie, édité en janvier dernier avec une autre pléiade d'artistes, a été acheté par 880 000 personnes, et, chaque année, l'Association de la recherche contre le cancer obtient de bons résultats en proposant dans les bureaux de poste un album de compilation reprenant les « tubes » de la saison. Par contre, un 45-tours (Merde aux dealers), promu par un clip réalisé par Jean-Marie Périer, n'a pas eu de succès (20 000 exemplaires) faute de stars à l'affiche, de même Changer la vie publié en 1987 et l'album pour enfant la Fugue du Petit Poucet publié en 1985 en faveur de la Croix-Rouge.

Enfin, parfois, une opération de « charité-business » se termine dans un imbroglio juridique. Ainsi Guy Béart et sa chanson Libre Liban : à la suite d'une démarche un peu naïve, le chanteur a vu sa mélodie reprise sous une autre signature, avec quelques broderies et un autre arrangement. Et toujours au profit du Liban. Résultat paradoxal : Guy Béart est aujourd'hui face à cinq procès. L'un de ceux-ci, c'est un comble, l'accusant d'avoir plagié l'œuvre du... plagiaire.

CLAUDE FLEUTER

► Lundi 6 novembre au Palais des sports de Lyon, le 7 au Stadium de Vitrolles, le 8 au Zénith de Montpellier, le 10 à la pétanque de Mériadeck à Bordeaux, le 11 au Palais des sports de Toulouse, le 13 au Zénith de la porte de Pantin à Paris, le 14 à l'Espece-Foire de Lille.

ITALAND
CIRCUIT "ÉVASION ORIENTALE"
9 JOURS 7900⁺

REV
REVACANCES

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REVACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____ Cdt: LMTH *Val UTA, pension complète
Prix France/France (à partir de)

هكذا من الاجل

هكذا من الامم

ENQUÊTE :

LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. *Le Monde de l'éducation* indique la marche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation*.

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.



NUMÉRO
DE NOVEMBRE
17 F
En vente chez
votre marchand
de journaux

صكنا من الامم

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

M. et M^{me} Pierre QUATREMARRE, M. et M^{me} René RAYMOND, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Charles,
le 30 octobre 1989, au foyer de France et Jean-Paul.
15, allée de Trévise,
92330 Sceaux.

Catherine QUIVRIN et Pierre SABLIERE, Claire et Alice DEMAREZ, ont la joie d'annoncer la naissance de

Jérôme,
à Paris, le 3 novembre 1989.
30, rue Faidherbe,
75011 Paris.
100, rue Lauriston,
75116 Paris.

M. et M^{me} Roland BARDE, M. et M^{me} Jean-Philippe BARDE, Antoine et Isabelle, M. et M^{me} Laurent HOJMAN, Jérôme et Maud, M^{me} Eric BARDE, M^{me} Les MONOD, Les familles BARDE, Albaric, Walbaum et MONOD, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roland BARDE, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu dans sa soixante-dix-neuvième année.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 novembre 1989, à 11 h 30, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 147, rue Saint-Honoré, Paris-1^{re}.
Ni fleurs ni couronnes.
« Ce qui fait le charme d'un homme, c'est sa bienveillance. » (Proverbe, XIX, 22.)

Chambéry, Lyon.

Le professeur et M^{me} Christian BOE, leurs enfants et petits-enfants, ont le grand regret de faire part du décès, le 1^{er} novembre 1989, de

M^{me} Georges BEC, née Thimel, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire part.
36, rue Daumesnil, 69006 Lyon.

M. Bernard AUFRAY, ancien secrétaire général du journal l'Ordre, ancien directeur de l'Office national d'immigration, conseiller honoraire du commerce extérieur de la France, ancien prisonnier de l'Oflag IVD, leur époux, père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 24 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale au cimetière du Montparnasse.
Une messe à son intention sera célébrée par le Père Decogne, le 14 novembre, à 18 h 30, en l'église des Invalides.
Vous êtes priés d'y assister ou de vous unir en prières à son intention.
25, rue de Constantine, 75007 Paris.

M. et M^{me} Daniel ACHARD, Les docteurs Roger et Joëlle STOPKIN, M. et M^{me} Alain LAMERIE, M. et M^{me} Pierre-Eric MOUNIN, ses enfants, Marc-Vincent, Hervé et Loti, Assis et Luc, ses petits-enfants, Johan et Damien, ses arrière-petits-enfants, M^{me} Paulette LAMERIE, sa sœur, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves LEMERIE, directeur honoraire de la Société générale, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 29 octobre 1989, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire part.
48, allée des Pins, 06330 Roquefort-les-Pins.

M. et M^{me} Georges JAFFRAY, son épouse, Gérard et Joëlle TIMAIT, Jean-Yves et Jeanne JAFFRAY, Marc et Benjamin, Alain et Françoise JAFFRAY, Christel et Soizic, Hervé JAFFRAY, Marie et Fanny, Patrick et Patricia JAFFRAY, Cécile, Rémi et Clément, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès à Menton, le 27 octobre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

M. Georges JAFFRAY, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, inspecteur général honoraire de l'administration de l'éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques.
Les obsèques ont eu lieu à Lorient, dans la stricte intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire part.
2, rue Constant-Pilote, 92330 Sceaux.
Ambassade de France près la RDA, Berlin.
132, rue d'Assas, 75006 Paris.
546, avenue du Loiret, 43160 Olivet.
2, rue Marguerite-Renaudin, 92330 Sceaux.
112 bis, rue Houssin, 92330 Sceaux.

M. et M^{me} Marie EASTCHENKO, Le service religieux sera célébré le samedi 11 novembre, à 17 h 30, à la crypte de la cathédrale Alexandre-Nevski, 12, rue Dars à Paris-8^e.
Cet avis tient lieu de faire part.

M. et M^{me} Khaldoun KINANY, son épouse, M^{me} Rima KINANY, M. et M^{me} Ramez KINANY, M^{me} Randa KINANY, ses enfants, Léo et Thomas, ses petits-enfants, Les familles KINANY, Berthon et Martelli, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdul Halim Khaldoun KINANY, ancien chef de la division des Etats arabes, bureau relations extérieures à l'UNESCO, ancien directeur du bureau de la Ligue islamique mondiale à Paris, survenu le 29 octobre 1989, à Paris-14^e, à l'âge de soixante-cinq ans.
Le service religieux a été célébré le jeudi 2 novembre, à 14 heures, en la Mosquée de Paris, place du Puits-de-l'Ermitte, à Paris-5^e.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Montparnasse.
39, avenue René-Coty, 75014 Paris.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

Remerciements

— Jacques, Henriette Daudier, Jean-Louis, François, Et toute toute sa famille, remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Laurent DAUDIER.
— Pascale Delpech remercie tous ceux qui lui ont témoigné amitié et soutien à l'occasion de la disparition de

Daniël KIS, qui, selon sa volonté, a été inhumé à Belgrade le 19 octobre 1989.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Vassio DEVETZI, une messe de requiem a été célébrée, le 1^{er} novembre 1989, en la cathédrale Saint-Etienne à Paris, par Mgr Jérôme, métropolitain de l'Eglise orthodoxe grecque en France.

— Pour le sixième anniversaire du décès de

docteur Jacques PODRABINEK-BERNACKI, une messe solennelle de la part de ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Raymond PARENT, née Lévy, survenue le 25 octobre 1989.
L'inhumation a eu lieu à Sarrebourg (Moselle), le 3 novembre.
Une pensée est également demandée pour leur père, M. Maurice PARENT, décédé le 25 avril 1977.

M. et M^{me} Riou Rouvet, ancien grand reporter au *Provençal*, de Marseille, a la douleur de faire part du décès de son mari,
Roger ROUVET, ancien journaliste, ancien directeur en chef des journaux *la Résistance*, *la Patrie* de Toulouse, *Les Allemands* de Grenoble, ancien directeur de l'hebdomadaire *Radio-Liberté* à Paris, le 24 octobre 1989, à Marseille.
Les obsèques civiles de Roger Rouvet ont eu lieu à Manvieux, dans le Gers, le 27 octobre.
— M. Colette Sommaire, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

Remerciements

— Jacques, Henriette Daudier, Jean-Louis, François, Et toute toute sa famille, remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Laurent DAUDIER.
— Pascale Delpech remercie tous ceux qui lui ont témoigné amitié et soutien à l'occasion de la disparition de

Daniël KIS, qui, selon sa volonté, a été inhumé à Belgrade le 19 octobre 1989.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Vassio DEVETZI, une messe de requiem a été célébrée, le 1^{er} novembre 1989, en la cathédrale Saint-Etienne à Paris, par Mgr Jérôme, métropolitain de l'Eglise orthodoxe grecque en France.

— Pour le sixième anniversaire du décès de

docteur Jacques PODRABINEK-BERNACKI, une messe solennelle de la part de ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Raymond PARENT, née Lévy, survenue le 25 octobre 1989.
L'inhumation a eu lieu à Sarrebourg (Moselle), le 3 novembre.
Une pensée est également demandée pour leur père, M. Maurice PARENT, décédé le 25 avril 1977.

M. et M^{me} Riou Rouvet, ancien grand reporter au *Provençal*, de Marseille, a la douleur de faire part du décès de son mari,
Roger ROUVET, ancien journaliste, ancien directeur en chef des journaux *la Résistance*, *la Patrie* de Toulouse, *Les Allemands* de Grenoble, ancien directeur de l'hebdomadaire *Radio-Liberté* à Paris, le 24 octobre 1989, à Marseille.
Les obsèques civiles de Roger Rouvet ont eu lieu à Manvieux, dans le Gers, le 27 octobre.
— M. Colette Sommaire, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, à Vix-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Ils rappellent le souvenir de son mari,
M. André SOMMAIRE, décédé le 18 juillet 1981.
— Ses parents et amis.
font part du décès de
Vanessa STANLEY YEATMAN, survenue le 8 octobre à Shaftesbury, Dorsetshire.

M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, M. et M^{me} Daniel SOMMAIRE, ses enfants, Philippe Legendre, François et Laure SOMMAIRE, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 3 novembre 1989, de

M^{me} Anne SOMMAIRE, née Garmann Beck, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L

حکذا من الاجل

SPORTS

TENNIS : Open de Paris-Bercy

Becker, numéro un en puissance

Plus de quatre-vingt-dix mille personnes ont suivi, du 30 octobre au 5 novembre, la quatrième édition de l'Open de tennis de Paris-Bercy qui s'est conclue par une victoire de l'Allemand de l'Ouest Boris Becker sur le Suédois Stefan Edberg. Cette victoire, récompensée par un chèque de 300 000 dollars, est la deuxième du numéro deux mondial au POPB, le cinquième de l'année, et la vingt-quatrième de sa carrière professionnelle.

Pour moi, Boris Becker est le numéro un mondial. Cette phrase, l'Américain John McEnroe, qui sait de quoi il parle puisqu'il a occupé cette position pendant quatre ans de 1981 à 1984, a dû la répéter plusieurs fois pendant la durée de l'Open de tennis de Bercy. Chaque fois qu'il proférait cette assertion, il y avait toujours quelqu'un pour lui faire remarquer que Boris Becker n'était pas en tête du classement des joueurs professionnels, la place étant occupée par le tchèque Ivan Lendl. Mais l'Américain, qui est ténar, persistait.

Statistiquement parlant, les grinchus ont raison. Avec soixante et onze victoires à son palmarès 1989 pour seulement six défaites, Ivan Lendl garde une moyenne de points (208,5) supérieure à celle que Boris Becker obtient avec cinquante sept victoires et six défaites dans l'année (178,4). Mais c'était le cœur de McEnroe qui parlait : un garçon qui gagne, au cours de la même saison, Wimbledon et Flushing Meadows avant de défendre la Coupe Davis pour son pays est le numéro, quoi qu'en dise le calculateur de l'ATP (Association des tennis professionnels). Et rien dans le parcours effectué à l'instar de la pyramide de gazon par l'Allemand de l'Ouest ne pouvait démentir cette impression.

Au cours d'un tournoi particulièrement relevé grâce à la présence

de sept des dix meilleurs mondiaux, Boris Becker a effectué un parcours impressionnant. Sa mise en route fut assez laborieuse : il dut, en effet, disputer huit sets et quatre tie-breaks pour arriver aux demi-finales. Mais il venait de reprendre la compétition après quelques semaines de repos forcé à cause d'une blessure. Et il lui fallait reprendre ses marques. Et il en eut besoin car McEnroe, qui semblait avoir retrouvé intact son talent ancien, ne devait lui faire aucun cadeau samedi durant un match qui a atteint quelques moments de perfection. Seize points furent notamment comptés au cours d'un seul jeu, presque tous gagnants.

Au total, Boris Becker avait passé près de onze heures sur le court avant de se trouver dimanche en face de Stefan Edberg. Les deux joueurs s'étaient déjà rencontrés deux fois cette année. La première sur terre battue, à Roland-Garros, en demi-finale : le Suédois s'était imposé en cinq manches après avoir gagné les deux premières. Le deuxième match avait eu lieu sur gazon, en finale des championnats de Wimbledon : l'Allemand l'avait emporté avec une apparente facilité en trois manches. Pourtant, ce n'était rien à côté de ce qu'il a réussi dimanche sur la moquette du POPB : Edberg, en deux petites heures, a perdu cinq fois ses jeux de service et n'a pu faire qu'une fois le break.

Edberg apathique

C'est le meilleur match que j'ai joué contre Stefan, a estimé Boris Becker, dont s'était la deuxième victoire en dix-neuf rencontres avec le Suédois. Toutefois, l'Allemand avait dû faire venir un soigneur sur le court pendant la deuxième manche pour atténuer une douleur à la cuisse droite : « J'ai beaucoup joué ces derniers jours. Comme je ne suis pas une machine, il arrive que les muscles ne supportent pas le rythme. »

Mais contre un rival qui, une fois encore, se montrait d'une étrange apathie au moment de conclure (Edberg a perdu six finales sur

sept cette année, dont celles de Roland-Garros et de Wimbledon), Boris Becker a été d'une assurance folle : « Je ne pouvais pas me déplacer latéralement, et je n'étais pas sûr de tenir un match en plus de trois manches. Il fallait donc que je frappe des points gagnants. Et cela a marché. » Vu sous cet angle, le tennis paraît, en effet, d'une aveuglante simplicité : neuf aces, onze retours de service gagnants, quatorze services gagnants, dix-sept volées gagnantes. Dans une partie où 173 points ont été servis, cela fait une grosse proportion (30 %). D'autant qu'Edberg a eu beaucoup de déchets dans sa production au filet (vingt-huit fautes sur quarante-six tentatives).

Donné un peu hâtivement comme le successeur d'Ivan Lendl, fin 1986, alors qu'il venait de gagner trois tournois consécutifs sur trois continents différents, quelques mois après son deuxième succès à Wimbledon, Boris Becker, qui aura vingt-deux ans le 22 novembre prochain, ne semble plus trop pressé de devenir calife à la place du calife : « Il est facile d'accéder au numéro 2, mais passer premier, c'est une autre paire de manches. Il y a beaucoup de sacrifices à faire et des moments difficiles à passer. Derrière la façade, il faut bien se rendre compte que tous les matches très serrés qu'il faut gagner pour rester en place sont très épuisants. »

Après s'être brûlé, « grand ado », aux lumières de la reconnaissance, Boris Becker, jeune adulte, avance désormais vers son but à pas comptés. Il lui faudra peut-être du temps pour l'atteindre, mais il y parviendra sûrement : il a montré, durant cet Open, qu'il n'est plus seulement le garçon qui avait été surnommé « Boum-Boum » pour la puissance de son service et ses volées acrobatiques ; il possède maintenant aussi des coups droits et revers, un jeu complet et il sait à merveille négocier les points importants. Bref, John McEnroe ne devrait pas tarder à avoir en raison avant le calculateur de l'ATP.

A. G.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Australie

Les naufragés d'Adélaïde

Le championnat du monde de formule 1 automobile s'est terminé en queue de poisson, dimanche 5 novembre à Adélaïde. Après l'échec d'une initiative des pilotes pour faire différer le départ sur une route transformée en patinoire par la pluie, le Grand Prix d'Australie a été gagné par le Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault). Mais Alain Prost, le nouveau champion du monde, avait refusé de prendre le second départ et son grand rival Ayrton Senna a sursauté.

Moins d'une semaine après avoir sévèrement sanctionné Ayrton Senna pour « comportement dangereux », la Fédération internationale de l'automobile (FIA) ne devait-elle pas instruire son propre procès pour « attitude irresponsable », à l'occasion du Grand Prix d'Australie ? Même au pays de Mad Max, le spectacle des rues d'Adélaïde, parsemées de carcasses de formule 1 détruites, évoquait plus une course de stock-cars que l'ultime manche de la plus sophistiquée des disciplines du sport automobile.

La retransmission télévisée du grand prix explique sans doute que les organisateurs aient refusé de différer de plus d'une heure le départ de la course. Les droits de télévision et l'attrait que cette dernière exerce pour les annonceurs ont, certes, pris une part prépondérante dans le financement de la formule 1 mais, alors, comment Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile, peut-il encore affirmer que « le sport sportif commande toujours aux intérêts commerciaux » ?

Si soucieux de sécurité lorsqu'il s'agit d'imposer — à juste titre — des normes de plus en plus contraignantes aux constructeurs et des amendes de plus en plus élevées

aux pilotes, comment la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a-t-elle pu libérer, contre l'avis des principaux intéressés, vingt-six voitures de grand prix et même de très grand prix, sur une route urbaine transformée par une pluie battante en patinoire pour formule 1 ?

Cette parodie de course s'étant, heureusement, terminée sans accident corporel, les amateurs de sensations fortes ont pu se réjouir des impressionnantes prouesses réalisées à pleine vitesse par Ayrton Senna ou Nigel Mansell, mais la plupart de ces figures improvisées se sont couchées par des sortes de route qui ont provoqué la plus belle hécatombe de l'histoire de la formule 1. Neuf voitures seulement, sur les vingt-six engagées, restaient en course après le trentième des quatre-vingt-deux tours prévus.

Nous étions tous d'accord

Comme trop souvent cette saison, où il n'a terminé que huit courses sur seize, le héros malheureux de ce Grand Prix d'Australie a été Ayrton Senna. La pluie battante qui noyait le circuit d'Adélaïde au moment du départ n'était sans doute rien en comparaison de la tempête qui soufflait sous son crâne. Insensible à l'agitation ambiante des pilotes qui, à l'initiative de Nelson Piquet et des autres vedettes de la formule 1, tentaient de faire différer le départ, le Brésilien, resté dans sa monoplace, était déjà pathétique de solitude.

La fixité de son regard traduisait-elle sa froide détermination à prendre tous les risques dans une ultime et très hypothétique tentative de conserver son titre mondial en misant sur son redoublement à la première place du Grand Prix du Japon après un record de son écurie à la juste française d'une victoire en Australie ? Le Brésilien voyait-il dans cette pluie, qui fut souvent son allié dans le passé, un atout supplémentaire pour

démontrer sa supériorité et humilier un rival devenu aujourd'hui son ennemi intime ?

Des vingt-six pilotes, Alain Prost fut justement le seul à refuser de prendre le second départ après s'être arrêté à son stand dès le premier des deux tours couverts précédemment. « Nous étions tous d'accord pour ne pas prendre le départ, disait-il. Tout sauf un, toujours le même. Senna. C'est détestable. Nous avions convenu d'effectuer un tour pour juger les conditions et de nous arrêter. Et puis tous les pilotes sont repartis. Parce qu'ils sont payés très chers, les pilotes ont juste le droit de se taire. Si tout se passe bien, on dira que je suis une poule mouillée. On attendra le jour où il y aura un gros « carton » pour convenir que le pilotage d'une formule 1 est trop dangereux sous la pluie. »

Malgré lui, Ayrton Senna a domé raison à son rival en rentrant à son stand sur trois roues après avoir perdu l'avant gauche en percutant au freinage la Brabham-Judd du Britannique Martin Brundle dès le quatorzième tour. Des images qui résumaient bien le désastre d'un pilote et d'une écurie désemparées par la tornade du championnat depuis l'accident du Grand Prix du Japon.

Senna éliminé, c'est le Belge Thierry Boutsen qui a su le mieux « mener sa barque » au milieu des flaqueux d'eau et des épaves pour remporter sa deuxième victoire de la saison sous la pluie. Comme au Canada où la grande pluie d'utilisation et la souplesse à l'accélération du V10 Renault avaient déjà fait merveille dans ces conditions de course difficiles. Cette réussite des motoristes de la Règle n'a pas été partagée par les trois écuries françaises, AGS, Larrousse et Ligier qui jouaient leur dernier bateau à Adélaïde. Faut-il avoir pu ramener le moindre point des antipodes, elles devaient toutes les trois passer par les préqualifications la saison prochaine.

GÉRARD ALBOUY

RUGBY : le test-match France-Australie

Les coqs perdent des plumes

Battu à Christchurch (25-17), et à Auckland (34-20) par les All Blacks au cours de la tournée estivale en Nouvelle-Zélande, battu à Paris (29-27) par les Lions britanniques en octobre, le XV de France a subi une quatrième défaite internationale consécutive, samedi 4 novembre à Strasbourg face aux Australiens (32-15) lors du premier test de la huitième tournée dans l'hexagone des Wallabies.

Une énorme chandelle monte dans le ciel du stade de la Meinau à Strasbourg. À ce moment de la rencontre France-Australie, les quelques trente cinq mille spectateurs croient encore dur comme fer que les joueurs blancs et bleu vont battre leurs adversaires orange et vert. Il s'est écoulé une bonne demi-heure depuis le coup d'envoi. Le duel d'artillerie que se sont livrés les buteurs des deux camps est parvenu à l'instant favorable à la France : trois pénalités et un drop « enquillés » par l'ouvreur biterrois, Didier Camberabero, deux pénalités passées par le buteur miracle de Brisbane, Michael Lynagh, soit 12-6 au tableau d'affichage.

Mais la partie n'a pas encore vraiment commencé. Le signal, c'est une fusée qui monte dans le ciel gris alsacien. Pourtant les Français n'y prêtent pas une attention particulière. Les « up and under » selon l'expression britannique, ils connaissent bien : pendant le tournoi des cinq nations, l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande en abusent parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de porter le ballon, c'est-à-dire le combat, dans le camp tricolore. Bref Serge Blanco est paré pour la réception au bord de sa ligne des 22 mètres. L'arrière biterrois a-t-il en tête un joli coup à suivre pour semer la pagaille dans les rangs australiens, une folie à sa manière comme celle qui avait qualifié la France pour la finale de la coupe du monde 1987 contre ces mêmes Australiens lors du « plus grand match international de l'histoire » selon notre confrère Stefan Jones du Sunday Times ? C'est peut-être le cas. Mais ce ballon qui vient d'essuyer les

nuages, notre « Pelé de l'ovale » ne l'attrapera jamais. Il a été renversé au carrefour par un autobus. L'arrière Greg Martin, un mètre quatre-vingt dix, pas loin de cent kilos. A pleine vitesse le colosse de Brisbane vient de sauter pour saisir la balle et de tamponner le Français. Une deux-entre les centres australiens, deux secondes après que Serge Blanco a reçu le ciel sur la tête, Tim Horan aplatit dans l'en-but le premier essai wallaby de la partie. Et c'est tout le rugby australien qui vient de percuter de plein fouet l'ovale français, certitudes, assurances et combinaisons comprises.

En « décanillant » Serge Blanco, Greg Martin n'a pas accidentellement joué à l'auto-tamponnement. Cette manière de récupérer les balles aériennes, les Australiens la pratiquent dans la région de Melbourne lors de parties infernales où des équipes de dix-huit joueurs rivalisent sur des terrains ovales. Elle fait partie de la « culture » des Wallabies au même titre que la vitesse de circulation de la balle qui est une caractéristique du sport roi dans la région de Sydney, le rugby à treize.

La culture des « oval grounds »

Pourtant les quinze australiens ne jouaient plus ce rugby-là depuis bien longtemps. Depuis qu'un certain Alan Jones avait été nommé à la tête de la sélection nationale en 1984. Personnalité détonnante dans le monde du rugby, il avait été professeur de sciences politiques, conseiller du premier ministre Malcolm Fraser, président du syndicat patronal de Nouvelle-Galles du sud, et il est aujourd'hui animateur vedette d'une émission de radio matinale. Il n'avait eu de cesse de muscler le jeu australien : « Le secret dans le jeu moderne c'est l'utilisation du ballon pas la façon de le conquérir », professait-il. Après des succès retentissants — les Australiens réussirent le grand chelem contre les nations britanniques lors d'une tournée en 1984 puis battirent les All Blacks en Nouvelle-Zélande en 1986 — la défaite contre la France en demi-finale de la coupe du monde fut durement ressentie. Alan Jones a été destitué et son prédécesseur, Bob Dwyer, remis

aux commandes. Le rugby australien n'en traversait pas moins une sérieuse crise : il a subi six défaites au cours des dix dernières rencontres internationales disputées avant la tournée en France. De nombreux joueurs ont décidé de passer professionnels comme Burke, Leed, et Papworth. D'autres ont trouvé de bonnes excuses pour ne pas faire le déplacement en France. Ainsi après un démarrage assez pénible devant les sélections de province (trois défaites et deux victoires) Bob Dwyer alignait une sélection jeune (vingt-trois ans de moyenne d'âge) et inexpérimentée (quatre joueurs étaient d'après pour la première fois et trois pour la deuxième).

« Run, run, run »

La valeur, dit-on, n'attend pas le moment des années. Après le formidable coup de butoir de Greg Martin sur Serge Blanco, les Wallabies allaient en faire une démonstration absolue face à des Français qui n'arriveront plus à reprendre leur souffle. Un coup de reins collectif du pack à cinq mètres de la ligne française annonce le deuxième essai (45ème minute) : le demi de mêlée prend son temps pour servir l'ouvreur Michael Lynagh : fixé par la défense, celui-ci passe à Ian Williams déboulant de son aile sous le nez de Patrice Lagisquet pour aplatir. Un petit dribble amène le troisième essai (64ème minute) : Parr-Jones a tapé à suivre, Pierre Berbizier et Stéphane Weller se gèrent à la réception, l'ailier David Campese en profite pour pousser du pied la balle dans l'en-but et marquer pour la trente-deuxième fois en match international, un record. Et le dernier essai australien (80ème minute) pourrait aussi bien être estampillé France : mouvement des trois-quarts dans les 22 mètres français, passe en cloche de Greg Martin pour David Campese, relais de Tim Horan et six points de plus pour les Australiens après une dernière transformation de Michael Lynagh dont la barbe de page n'est même pas en bataille.

Run, run, run (courez, courez, courez) répète sans cesse à ses joueurs Bob Dwyer. Appliquée à la lettre samedi, cette consigne a permis à deux centres de dix-neuf ans, Little et Horan, de dominer leur sujet face à des garçons expé-

riementés mais peu complémentaires comme Philippe Sella et Franck Mesnel. Intraitables en défense, dynamiques en attaque, les Australiens ont réalisé un match total : « Nous venons de franchir une étape très importante dans la préparation de la coupe du monde 1991 », pouvait dire avec sérénité Bob Dwyer.

En revanche il n'en est pas de même pour son homologue Jacques Fouroux. Depuis que son équipe a encaissé deux essais sans pouvoir marquer le moindre point contre les Anglais le 4 mars dernier, la France semble perdre lentement mais sûrement son rugby. Nul doute que pour le deuxième test à Lille samedi 11 novembre, il va essayer d'obtenir un sursaut d'orgueil comme à Nantes en 1986 face aux All Blacks. Mais est-ce le fond du problème ? La tournée en Nouvelle-Zélande est-elle n'a pas permis, comme cela aurait dû être son rôle, de dessiner les contours de l'équipe qui doit prendre la relève de celle finaliste de la dernière Coupe du monde. Sur le terrain, samedi, il y avait neuf des quinze joueurs qui s'étaient imposés à Sydney alors que les Australiens n'en comptaient que trois. Le rugby français n'aurait-il plus à sa disposition que des talents fourbus ?

ALAIN GIRAUD

Remise à neuf

Après l'échec de Strasbourg, les sélectionneurs du XV de France n'ont mérité leur confiance qu'à six joueurs pour le deuxième test-match contre l'Australie, prévu samedi 11 novembre à Lille. Franck Mesnel, Stéphane Weller, Patrice Lagisquet et Eric Champ conservent leur place. Les trois-quarts centre Philippe Sella devient arrière, et le pilier Louis Armary passe au talonneur. L'équipe de France aura la composition suivante : Sella — Weller, Andrieu, Mesnel, Lagisquet — Lacroix (o), Sariz (m) — Carminat, Devergie, Champ — Esterni, Lorient — Ondarts, Armary, Boust.

Les résultats

ATHLÉTISME		
Marathon de New-York		
Le Tanzanien James Kang'as a remporté, dimanche 5 novembre, la vingtième édition du marathon de New-York en battant le record de l'épreuve en 2 h 8 mn 1 s. Il a devancé de plus d'une minute l'Américain Ken Merila et le champion olympique italien Gelindo Bordin. La victoire féminine est revenue à la norvégienne du monde, la Norvégienne T. Kristiansen, qui a gagné en 2 h 25 mn 30 s après trois échecs précédents à New-York.		
AUTOMOBILISME		
Grand Prix d'Australie de Formule 1		
1. Boutsen (Bel/Williams/Renault)	60 pts ;	2. Ayrton Senna (Bré/BMW/McLaren) 58 pts ;
3. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	4. Nigel Mansell (Ita/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	5. Patrick Tambay (Fra/Williams) à 28 s 658 ;
6. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	7. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	8. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
9. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	10. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	11. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
12. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	13. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	14. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
15. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	16. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	17. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
18. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	19. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	20. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
21. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	22. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	23. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
24. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	25. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	26. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
27. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	28. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	29. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
30. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	31. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	32. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
33. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	34. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	35. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
36. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	37. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	38. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
39. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	40. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	41. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
42. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	43. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	44. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
45. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	46. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	47. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
48. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	49. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	50. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
51. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	52. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	53. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
54. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	55. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	56. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
57. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	58. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	59. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
60. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	61. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	62. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
63. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	64. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	65. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
66. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	67. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	68. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
69. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	70. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	71. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
72. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	73. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	74. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
75. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	76. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	77. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
78. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	79. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	80. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
81. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	82. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	83. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
84. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	85. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	86. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
87. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	88. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	89. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
90. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	91. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	92. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
93. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	94. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	95. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
96. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	97. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	98. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
99. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	100. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	101. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
102. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	103. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	104. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
105. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	106. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	107. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
108. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	109. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	110. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
111. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	112. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	113. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
114. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	115. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	116. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
117. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	118. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	119. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
120. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	121. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	122. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
123. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	124. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	125. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
126. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	127. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	128. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
129. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	130. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	131. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
132. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	133. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	134. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
135. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	136. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	137. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
138. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	139. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	140. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
141. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	142. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	143. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
144. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	145. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	146. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
147. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	148. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	149. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
150. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	151. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	152. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
153. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	154. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	155. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
156. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	157. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	158. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
159. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	160. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	161. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
162. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	163. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	164. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
165. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	166. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	167. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
168. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	169. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	170. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
171. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	172. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	173. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
174. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	175. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	176. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
177. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	178. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	179. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
180. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	181. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	182. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
183. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	184. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	185. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
186. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	187. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	188. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
189. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	190. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	191. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
192. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	193. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	194. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
195. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	196. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	197. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
198. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	199. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	200. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
201. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	202. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	203. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
204. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	205. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	206. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
207. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	208. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	209. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
210. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	211. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	212. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
213. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	214. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	215. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
216. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	217. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	218. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
219. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	220. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	221. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
222. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	223. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	224. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
225. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	226. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	227. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
228. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	229. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	230. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
231. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	232. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	233. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
234. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	235. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	236. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
237. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	238. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	239. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
240. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	241. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	242. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
243. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	244. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	245. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
246. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	247. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	248. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
249. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	250. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	251. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
252. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	253. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	254. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
255. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	256. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	257. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
258. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	259. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	260. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
261. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	262. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	263. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
264. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	265. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	266. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
267. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	268. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	269. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
270. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	271. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	272. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
273. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	274. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	275. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
276. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	277. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	278. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
279. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	280. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	281. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
282. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	283. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	284. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
285. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	286. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	287. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
288. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	289. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	290. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
291. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	292. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	293. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
294. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	295. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	296. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
297. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	298. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	299. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
300. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	301. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	302. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
303. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	304. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	305. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
306. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	307. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	308. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
309. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	310. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	311. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
312. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	313. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	314. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
315. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	316. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	317. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
318. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	319. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	320. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
321. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	322. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	323. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
324. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	325. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	326. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
327. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	328. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	329. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
330. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	331. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	332. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
333. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	334. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	335. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
336. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	337. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	338. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
339. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	340. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	341. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
342. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	343. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	344. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
345. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	346. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	347. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
348. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	349. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	350. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
351. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	352. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	353. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
354. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	355. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	356. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
357. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	358. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	359. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
360. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	361. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	362. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
363. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	364. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	365. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
366. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	367. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;	368. Nelson Piquet (Bré/Benetton/Ford) à 28 s 658 ;
369. Nelson Piquet (Bré/Benet		

28 Le débat sur le prix de vente des privatisées
27 à 30 Champs économiques

32 1988, année exceptionnelle pour les entreprises
33 L'explosion du marché des livres de gestion

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Le cours du rouble

Le cours du rouble s'est établi vendredi à Moscou entre 13 et 15 pour 1 dollar dans un marché actif. Cinquante millions de dollars ont changé de mains. Cherchez l'erreur. Un marché des changes en URSS ? On n'y connaissait jusqu'à présent que les changeurs à la sauvette, ou des formes plus élaborées de marché noir. La nouveauté, c'est que, pour la première fois, quelque deux cents entreprises et organisations d'Etat ont pu échanger librement des devises contre roubles. Comme il fallait s'y attendre, la demande de dollars — indispensable aux entreprises souhaitant importer des produits occidentaux — a dépassé — et de beaucoup — l'offre. Résultat, la valeur « objective » du rouble a été révélée à la face du monde. Entre 13 et 15 roubles pour 1 dollar, c'est très exactement le cours du marché noir et presque dix fois moins que le cours officiel, actuellement de 1,57 dollar pour 1 rouble. Certes, l'écart de cette première séance (il y en aura d'autres) a certainement joué en défaveur de la monnaie soviétique. Un véritable marché ouvert à d'autres opérateurs (coopératives, joint-ventures et, pourquois pas, particuliers), s'il doit un jour fonctionner, aboutira peut-être à un prix d'équilibre moins humiliant pour le rouble. Mais ce dernier ressemblera davantage alors à l'idée qu'on se fait généralement d'une vraie monnaie étalon de la valeur dans une économie réelle.

S. GH.

Alors que le mouvement s'effrite au ministère des finances

Grève dans la fonction publique et à la SNCF

FO et la CGT appellent, chacune de son côté, ainsi que la SNES dans l'enseignement secondaire, à une grève dans la fonction publique pour des revendications salariales le mardi 7 novembre. Les fonctionnaires sont invités à défiler distinctement, mais sur la même marche, à Paris de la place Denfert-Rochereau à l'hôtel Matignon, à partir de 14 heures. La CGT, la CFDT, FO et la CFTC ont appelé à la grève à la SNCF du 6 novembre, à 20 heures, au 8 novembre, à 6 heures : sur les grandes lignes, la SNCF prévoit en moyenne un train sur trois (trafic TGV normal) et, pour la banlieue, un train

sur deux sur Montparnasse et sur le Sud-Est, un train sur quatre à Saint-Lazare, le Nord, l'Est, et la ligne C du RER. A la RATP, les perturbations devraient être très limitées.

Le 5 novembre, au « Grand Oral » *Libération* Pacific FM, M. Henri Krasucki s'est félicité de la participation de M. Blondel à la manifestation du 7 novembre : « Les choses évoluent. Je voudrais que cela aille plus vite. » Il a estimé qu'il ne voyait pas de différences de « comportement » entre le gouvernement de M. Rocard et « la CNFP personnalisée par M. Calvet ».

Le jeu rapproché de FO et de la CGT

Les conflits sociaux de l'automne vont-ils aboutir à une redistribution des cartes syndicales ? Les grèves chez Peugeot et aux finances se sont déroulées sous le signe d'une unité syndicale qui correspond, depuis longtemps, à une réelle aspiration de la « base ». De fait, on voit mal des syndicats se chamailler pour des raisons idéologiques quand, dans des secteurs de production ou dans une administration, la majorité du personnel, syndiqués de toutes étiquettes et non-syndiqués, cessent le travail. L'avantage, pour les syndicats, est alors évident : les fameuses « coordinations », par définition invitées dans un scénario unitaire, ne pointent plus leur nez.

FO, puis la CGT, ont appelé, le 7 novembre, à une grève de la fonction publique, avec une manifestation nationale à Paris à la même heure et sur la même marche. Pour la première fois, ces deux organisations, pourtant antagonistes, vont faire défiler leurs fonctionnaires non pas côte à côte sous une bannière commune, mais les uns derrière les autres avec des slogans voisins. Bon à bon. Le même jour, la CGT, la CFDT, FO et la CFTC appellent à la grève à la SNCF. Dans la fonction publique, FO mène ainsi un jeu séparé, comme on l'a vu tant pour la prime de croissance que pour la modernisation du service public ou même la réforme de la grille, après avoir négocié en étroite convergence avec les cinq autres fédérations (FEN, CDT, CFTC, CGC, autonomes) l'accord salarial 1989 finalement signé à cinq.

Assistons-nous à l'ébauche d'un rapprochement entre FO et la CGT ? Ou s'agit-il plutôt d'un jeu rapproché ? A la fin août, M. Henri Krasucki a entonné un discours sublimement très unitaire. Les événements lui ont apparemment donné raison tant chez Peugeot qu'aux finances (même si les revendications sont restées différentes). Pourtant, quand la CGT développait un discours hostile aux autres syndicats — tout en prônant officiellement le « rassemblement » et « l'unité des

salaris » sous la pression de la base — le front syndical n'était pas davantage ébranlé chez les fonctionnaires en Corse ou à la météorologie nationale.

Fondamentalement, la CGT n'a changé aucune de ses analyses. Mais depuis l'inflexion unitaire de M. Krasucki, elle minimise ce qui divise et met surtout en avant ce qui est susceptible d'unir.

Pédale douce

Les exemples abondent. La CGT est allée manifester à Bruxelles le 18 octobre, le même jour que les organisations de la Confédération européenne des syndicats (CES). Pour l'occasion, M. Krasucki a tenu un discours conciliant et a écrit à tous les syndicats européens. Tant pis si, dans leur très grande majorité, ils sont favorables à l'Europe de 1993, décrite par le document d'orientation de la CGT comme « l'Europe de l'agression contre tous ce qui forme le statut de salarié, contre l'identité et l'indépendance nationale ». La CGT a mis aussi la pédale douce à son action pour la réintégration des « dix de Renault-Billancourt », un sujet de polémiques inter-syndicales. Et même la signature par FO, la CFDT, la CFTC et la CGC d'un accord « de méthode » sur les conditions de travail a laissé la CGT de marbre. Elle s'est gardée, contrairement à l'habitude, de parler de « capitulation » ou de « signatures au rabais ».

Dans son rapport d'orientation pour 1989, la CGT désosce les organisations syndicales qui situent leur action à partir de la collaboration de classe, qui « apportent leur pierre aux projets précis de remodelage de la société des rapports sociaux ». Les temps changeraient-ils ? Dans l'*Humanité* du 30 octobre, M. Krasucki se refuse à « engager des polémiques acerbies et hostiles avec les centrales syndicales ». Mieux, il affirme que la CGT « n'a pas d'adversaires parmi les syndicats représentatifs des travailleurs ». « La main tendue reste ouverte », assure-t-il.

Seule la confédération CFDT est critiquée par M. Krasucki, pour avoir dit, à propos de la reprise du travail aux finances, il juge « choquant d'entendre la direction confédérale de la CFDT intervenir — sous prétexte d'être « positif et moderne » — pour décourager ceux qui combattent ». En revanche, la nouvelle ligne « plus ferme », plus contestataire de M. Blondel ne peut que satisfaire, dans un premier temps, la CGT. Elle y prend appui pour développer, avec un relatif succès, sa démarche unitaire.

L'évolution est paradoxale. Sous la direction de M. Blondel, FO, encore mal remise de la guerre de succession, se montre de plus en plus critique vis-à-vis du gouvernement de M. Rocard. Voilà un secrétaire général de FO plus socialiste que son prédécesseur qui participe, presque quotidiennement, à la charge ! Une telle situation fait évidemment penser à la situation de l'UGT en Espagne, présentée par M. Blondel, un mois après son élection, comme l'exemple du « syndicalisme traditionnel et authentique ». Comme M. Blondel, M. Nicolas Redondo, le secrétaire général de l'UGT, est socialiste. Mais il a rompu avec le gouvernement de M. Gonzalez, appelé à la grève générale et... fait l'unité d'action avec les Commissions ouvrières (communistes) après une longue brèche. Vérité au-delà des Pyrénées ?

Signe d'indépendance

La combativité est pour M. Blondel un signe de l'indépendance syndicale. Et à FO, il n'est plus le seul à s'en prendre sévèrement à M. Rocard. Ainsi, M. Jacques Marçot, secrétaire général de la fédération

des FTT (très socialisante), qui avait soutenu M. Pithou, le rival de M. Blondel lors de la succession de M. Bergeron, dénonce durement, dans *FTT Syndicaliste*, « la dévotion du pouvoir actuel à l'égard de la classe ouvrière ». Conclusion de M. Marçot : « Oui, vraiment, il y a de drôles de socialistes au sein de l'équipe gouvernementale. Au fait, le président de la République ne s'il se satisfait encore longtemps de cette situation ? ». M. Mitterrand, ultime recours ?

Dans *FO-Hédo* du 25 octobre, M. Blondel évoque ainsi sa dernière rencontre avec M. Mitterrand : « J'ai été impressionné, mais non étonné, de l'analyse particulièrement affirmée du président sur les structures de notre pays et sur les garanties qu'elles représentent pour les valeurs républicaines ». Un ton aussi antigouvernemental, même s'il préserve soigneusement M. Mitterrand, venant d'une confédération qui compte encore tant de socialistes à ses postes de responsabilité (y compris à sa fédération des finances) ne peut que plaire à la CGT. FO cherche-t-elle à refaire son unité en prenant pour cible la politique de M. Rocard ? Alors que, au niveau confédéral, et même pour la grande majorité des fédérations de branches, l'unité d'action est toujours à l'an zéro, un rapprochement réel entre FO et la CGT est impossible. L'ampleur des divergences idéologiques, le poids du passé, la conception du syndicalisme, la nature des revendications, la pratique de la négociation opposent irréductiblement les deux confédérations, même si, à l'occasion, le fonds commun de la vieille CGT réveille les mêmes racines. Le jeu rapproché FO-CGT est purement défensif. Et M. Blondel se défend énergiquement d'avoir le moindre velléité de rapprochement. FO se déterminant non « par rapport aux autres », mais en fonction d'elle-même. A terme, ce jeu rapproché serait dangereux pour FO. Elle ne peut guère concurrencer la CGT sur le terrain de la surenchère revendicative. Or alors, elle prendrait le risque de laisser une partie de ses troupes sur le bord de la route.

MICHEL NOBLECOURT

Qu'il soit démocrate ou républicain

Le maire de New-York sera confronté à une grave crise financière

Dans la bataille qui oppose le candidat noir David Dinkins (démocrate) à Rudy Giuliani (républicain) pour l'élection à la mairie de New-York, mardi 7 novembre, les problèmes économiques et financiers sont essentiels : malgré une fiscalité locale très lourde, New-York est confrontée à un déficit qui atteindra l'année prochaine 1 milliard de dollars pour un budget de 27 milliards de dollars.

NEW-YORK

de notre correspondant

Dix minutes en deux heures de débat télévisé, c'est le temps d'antenne que les deux principaux candidats au City Hall — la mairie de New-York — ont consacré aux problèmes économiques de la grande métropole américaine. Tout au plus le démocrate David Dinkins et son rival républicain ont-ils accepté de s'entretenir sur la meilleure façon d'éviter une hausse des impôts locaux.

Le drame de la politique électorale à la télévision, c'est que l'on ne peut pas se permettre de parler de choses importantes, notamment d'économie. Ça passe mal. Personne n'ose aborder les vrais problèmes de la ville, qui sont considérables.

Problème budgétaire

En tenant ces propos à quelques heures du scrutin, Felix Rohatyn ne se comporte pas en simple observateur des joutes électorales que suscitent les élections municipales du mardi 7 novembre. Depuis de nombreuses années, il cumule ses fonctions de banquier chez Lazard Frères and Co, et de président de la Municipal Assistance Corporation, le fameux « Big Mac » mis en place au début de 1975 lorsque la ville, lâchée par l'Etat fédéral (alors représenté par le président Ford), privée de l'appui de ses financiers et en conflit ouvert avec les syndicats, était au bord du gouffre. Cet organisme administratif et bancaire remettra à flot, au bout de quelques années, les finances de New-York, aujourd'hui menacées par d'autres dangers.

En 1975, nous étions confrontés à un problème de dette, à court terme. Nous n'avons pas de problème de dette puisque celle-ci est normalement refinancée et éteinte dans le temps. Et la ville n'a plus de problème d'accès au marché financier. En revanche, elle devra faire face à un problème budgétaire tout à fait considérable, explique Felix Rohatyn. Les dépenses sociales de New-York dépassent largement les revenus auxquels la ville peut s'attendre du fait de son activité économique.

A cet égard, le ralentissement — voire les menaces de récession — de l'économie américaine constitue un facteur préoccupant pour New-York, dont le redressement doit beaucoup au boom de Wall Street. « Il y a dix ou quinze ans, si l'économie locale fléchissait, nous pouvions envisager de couper des dépenses pour équilibrer nos budgets. Nous l'avons fait à plusieurs reprises depuis 1981. Mais, maintenant, compte tenu des problèmes posés par la drogue, le sida ou les sans-droit — des problèmes que nous ne pouvons ignorer, que l'économie soit bonne ou mauvaise — New-York ne pourra pas s'en sortir toute seule. »

Mais quels secours peut attendre la « Big Apple » — la « Grosse Pomme » — qui a symbolisé la récession de la ville du gouvernement d'Albany — capitale de l'Etat de New-York ? Celle-ci est elle-même confrontée à de graves problèmes fiscaux. A Washington, enfin, on est peu enclin à affronter le Congrès sur une éventuelle aide à New-York alors que s'aggravent les déficits budgétaires et commerciaux à l'échelon fédéral.

Imprévoyance et facture

Dans le même temps, les lézards de l'édifice social s'élargissent. La faillite de l'éducation publique, qui fait que « près de 40 % des enfants new-yorkais n'arrivent pas à l'équivalent du bac ». Le logement, « tout à fait inadéquat, pas seulement pour des gens pauvres, mais pour des gens à revenus moyens (50 000 à 75 000 dollars par an, soit 300 000 à 450 000 F) », relégués dans des banlieues de plus en plus lointaines. Les infrastructures, enfin, l'état déplorable des routes, des ponts, de ces rues qui « feraient presque honte à un pays du tiers-monde ».

Le retard accumulé est considérable. New-York a toujours été connue pour son imprévoyance. A présent, la ville se voit présenter la facture. « Pendant la crise financière, New-York n'a rien dépensé en infrastructures. Nous en sommes maintenant à un niveau de 3 milliards de dollars d'investissements. Mais il nous faudra dépenser 50 milliards de dollars dans les dix années qui viennent ! Seulement pour remettre en état les transports publics, les ponts, les chaussées, reconstruire les écoles... » Une rude tâche pour le nouveau maire, qui prendra ses fonctions en janvier prochain, avec en héritage de la gestion passée, un « trou » budgétaire compris entre 500 millions et 1 milliard de dollars, la réalité étant sans doute plus proche de ce dernier chiffre.

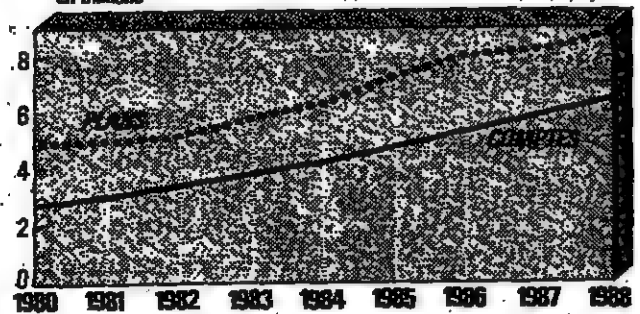
SERGE MARTI

Lire la suite page 26

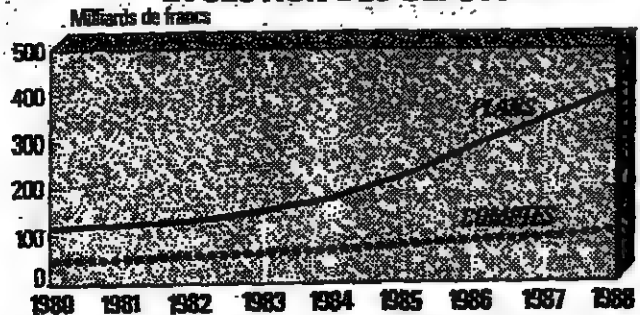
L'épargne-logement se porte bien

En 1988, environ un million et demi de plans d'épargne-logement (PEL) ont été ouverts. Au total, on dénombre près de 15,5 millions de plans et comptes. Le montant total des dépôts, tous réseaux confondus, atteint presque 625 millions de francs, en progression de 15,6 % par rapport à fin 1987. Ces fonds servent d'abord à financer les prêts, à hauteur de 32 %. Depuis l'origine, 8,5 millions de prêts ont été accordés, pour un montant d'environ 420 millions. Les prêts accordés en 1988 (50 millions) ont servi pour 28 % au financement de logements neufs, pour 45 % au financement de logements anciens et, pour le reste, au financement de travaux.

NOMBRE DE PLANS ET DE COMPTES en millions



ÉVOLUTION DES DÉPÔTS



سكنا من الاصل

MAROC
MARRAKECH
8 JOURS 2970*

PLUS ON VOYAGE REV'VACANCES
PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REV'VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____
Code postal _____ Clé: LIMA *Hôtel Bell Shouah... demi-pension Prix France/France (à partir de)

هكذا من الاعمال

ECONOMIE

Dénouant un manque à gagner pour l'Etat de 8,3 à 19,6 milliards de francs

Un rapport parlementaire ravive la polémique sur les privatisations

M. Raymond Doyère, député PS de la Sarthe, doit rendre public mardi 7 novembre le rapport de la commission d'enquête parlementaire qu'il a présidée sur les privatisations effectuées entre 1986 et 1988 par le gouvernement Chirac. Aux premières informations publiées par l'hebdomadaire Profession politique (le Monde du 5-6 novembre) faisant état d'une sous-estimation des prix de vente, autrement dit d'un manque à gagner pour l'Etat de 8 à 19 milliards de francs, l'opposition a répliqué par un contre-rapport. Les parlementaires RPR et UDF contestent la méthode et les conclusions de M. Doyère. M. Juppé a évoqué sur RTL le Monde une « vaste fumisterie » et une « opération politicienne ».

Les conclusions du rapport de M. Raymond Doyère soulignent d'abord « la prééminence de M. Edouard Balladur » sur toutes les opérations de privatisation, à l'exception de celle du Crédit agricole, où M. François Guillaume a obtenu gain de cause auprès du premier ministre. M. Balladur s'est appuyé sur la direction du Trésor, qu'il a « constamment impliquée dans le processus de privatisation. Même si ses avis n'étaient pas toujours suivis par l'autorité politique, note le rapport. A côté du ministre de l'économie et des finances furent mis en place une série de comités ou de commissions de compétences diverses. (...) Ils ont, en fait, servi d'alibi en donnant l'impression que la direction du Trésor n'était pas impliquée dans le choix des banques conseils du gouvernement et des cabinets d'audit. »

Le rapport critique ensuite la commission de la privatisation, composée de sept membres « choisis discrétionnairement par le ministre des finances » qui devait procéder à l'évaluation des entreprises. « La commission de la privatisation s'expose aux plus

graves critiques pour manque de rigueur à propos des incompatibilités édictées par la loi de privatisation (...) Les membres de la commission ont retenu pour principe de démissionner des conseils des sociétés commandés dès lors que celles-ci se déclarent candidates à l'acquisition d'une participation significative au capital des entreprises privatisables. Pourtant, M. Roger Martin n'a pas jugé nécessaire d'abandonner ses mandats d'administrateur dans le groupe Saint-Gobain, lequel a été privatisé et s'est porté candidat avec succès au nouveau statut de Suez.

« Non seulement il a participé aux débats de la commission relative à l'évaluation de la compagnie Saint-Gobain, défendant ardemment les intérêts de cette dernière, mais il s'est aussi prononcé à l'occasion de la privatisation de Suez contre le paiement d'une prime et même pour l'octroi d'un rabais aux acquéreurs hors marché, au nombre desquels figurait Saint-Gobain. A l'évidence, la loi n'a pas été respectée. »

Le rapport évoque ensuite la « restauration d'un capitalisme à la française ». « A l'évidence, écrit le rapporteur, la program-

mation des privatisations a traduit une politique mûrement réfléchie et sans doute préparée de longue date. Un principe de restauration s'est manifesté par l'émergence de pôles financiers conduits par certains des grands groupes : Saint-Gobain, Paribas, CGE, qui, antérieurement aux nationalisations, symbolisaient au plus haut point le capitalisme à la française.

« Les présidents des entreprises privatisables ont joué un rôle essentiel dans ce processus, ce qui donne toute la mesure de certaines des nominations intervenues en juillet 1986. Enfin, la conclusion de pactes secrets entre actionnaires dominants a scellé cette véritable prise de pouvoir. »

Crédit agricole et Matra

Vient ensuite des critiques sur le Crédit agricole. « Le Trésor avait évalué la « banque verte » entre 15 milliards et 18 milliards. Elle fut cédée aux caisses régionales pour 7 milliards. Et sur Matra, la privatisation de Matra, que l'on peut qualifier de « lagardérison-

tion », constitue là encore un cas limite et exemplaire d'accaparement. La composition initiale du noyau dur, abîmé que la moule rapide de MM8 dans le capital de Matra, permet aujourd'hui à M. Jean-Luc Lagardère de fidé- rer quelque 38 % du capital de la société. »

Mais l'essentiel du rapport concerne les prix de vente au public (offre publique de vente, OPV), la méthode utilisée consistait à comparer « les prix de cession retenus par le ministre et l'évolution ultérieure des cours de Bourse. (...) S'agissant des évolutions boursières à court terme, l'élément de comparaison est non pas le premier cours coté, mais le cours moyen du premier trimestre de cotation. On peut estimer qu'au cours de ce trimestre la prime de marché est dégrée et que le marché fait apparaître un prix d'équilibre reflétant la vraie valeur du titre. Or, écrit le rapport, « au bout de trois mois de cotation, la prime de marché constatée dépasse 10 % dans trois cas : BTP, TF 1, CGE ; 25 % dans cinq cas : Paribas, Matra, CCF, BMR, Saint-Gobain ; et atteint 36 % dans le cas de SOGEMAL. »

A partir de cette décote, M. Doyère calcule « le manque à gagner » supporté. « Selon que l'Etat décide de la récupérer en tout ou partie, cela conduit à des prix d'OPV plus élevés. (...) On aboutit ainsi à un manque à gagner de l'ordre de 4,2 milliards de francs, si l'Etat en récupère la totalité. »

A cela, M. Doyère ajoute la « prime des noyaux durs », c'est-à-dire le surcoût qu'ont dû payer les actionnaires de référence choisis par M. Balladur. Cette prime est jugée trop faible : « On peut estimer que l'Etat aurait pu récupérer de 984 millions à 2,549 milliards de francs de recettes supplémentaires. »

« Conclusion générale : on peut estimer en toute rigueur que l'Etat a perdu un montant de recettes compris entre 8,3 milliards et 19,6 milliards de francs. Cette fourchette ne doit pas surprendre et jeter un doute sur le sérieux de l'exercice. Elle tient avant tout aux difficultés d'évaluer aussi correctement que possible la Caisse nationale de crédit agricole. Elle tient également à la rigueur qui a présidé à la détermination des différentes hypothèses. »

Selon un contre-rapport de l'opposition

« Le prix retenu a toujours été de nature à protéger les intérêts de l'Etat »

« On savait que la majorité socialiste n'était pas favorable au processus de privatisation, mais le rapport, tel qu'il est rédigé, laisse également transparaître une profonde méconnaissance des mécanismes de marché », note le contre-rapport de l'opposition rendu public lundi 6 novembre.

« Ainsi, pourquoi s'étonner que la méthode retenue puisse faire apparaître la nécessité d'un prix d'appel, c'est-à-dire d'un prix compatible avec le marché ? Quelle est l'opération aujourd'hui conduite par les entreprises (publiques ou privées) qui ne fait pas appel à la même notion ? »

« Certes, la Commission de la privatisation devait, et rien

ne démontre qu'elle ne l'a pas fait, maximiser les intérêts de l'Etat, mais il est non moins évident qu'elle devait également proposer un prix acceptable par le marché. Quel aurait été l'intérêt pratique d'un prix

théorique « maximal » insusceptible d'être concrétisé sur les marchés ? » En fait, la privatisation de l'Etat, ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-joint, a été parfaitement mise en valeur », estiment les experts.

EVALUATIONS (en milliards de francs)	BANQUES	ENTREPRISES industrielles	TOTAL
1. - Montant maximum des évaluations de banques-conseils du gouvernement	81,8	46,8	128,6
2. - Evaluations faites par les banques-conseils des entreprises (valeurs minimales)	65,1	44,2	109,3
3. - Evaluations par la commission de privatisation	71,1	42,8	113,9
4. - Capitalisation des valeurs sur la base du prix de l'OPV fixé par le ministre	75	46,6	121,6

M. Juppé (RPR) : « Une vaste fumisterie »

« Ce rapport est une vaste fumisterie », a déclaré M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, au « Grand Jury RTL le Monde », dimanche 5 novembre. « Cette commission a voulu faire un règlement de comptes politique. Elle n'a même pas communiqué aux personnalités qu'elle a auditionnées les documents qu'elle a retenus à charge (...). Les commissaires de l'opposition se sont déolidarisés du rapport et ont fait un contre-rapport. »

M. Alain Juppé a ensuite commenté la méthode. « Ce raisonnement aurait un peu de valeur si les actions des privatisées avaient monté plus vite que les autres (...). [Or], si l'on prend comme référence les documents de la 30 septembre 1989, l'ensemble des valeurs cotées à la Bourse a augmenté de 98 %, tandis que les privatisées, elles, ont augmenté de 76 %. Elle ont donc pris 20 points de moins que l'ensemble des valeurs de la Bourse, ce qui réduit strictement à néant l'argumentation. »

CONJONCTURE

Le timbre à 2,30 francs à partir du 1^{er} janvier 1990

A partir du 1^{er} janvier 1990, le tarif de la lettre de moins de 20 grammes, actuellement de 2,20 francs, passera à 2,30 francs (soit 4,5 %) et celui du pli non urgent, fixé à 2 francs, passera à 2,10 francs (soit + 5 %). A annoncé le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, dans un communiqué publié dimanche 5 octobre.

Le tarif de la lettre de moins de 20 grammes n'a pas bougé depuis le mois d'août 1985, et son prix, en francs constants, aura même baissé de 9 %, rappelle le communiqué. Cette augmentation permettra à la poste d'assurer dans des conditions

financières équilibrées sa modernisation et l'amélioration de l'accueil du public, ajoute-t-on au ministère.

Sur le plan européen, le communiqué précise que les tarifs intérieurs et intracommunautaires pour la lettre d'un poids inférieur ou égal à 100 grammes seront harmonisés. C'est pourquoi tous les tarifs des lettres de moins de 100 grammes à destination des pays de la Communauté seront ramenés au niveau des tarifs intérieurs à compter du 1^{er} janvier 1990, ce qui correspond, selon le poids, à une baisse de 30 % à 38 % de ces tarifs.

ETRANGER

Manifestation dans la capitale anglaise

La ligne à grande vitesse entre Londres et le tunnel sous la Manche reportée à 1998

La société d'exploitation des chemins de fer britanniques, British Rail, a annoncé qu'elle avait décidé de retarder d'un an la procédure légale concernant la construction d'une voie à grande vitesse entre Londres et le tunnel sous la Manche. Ce retard est dû aux difficultés rencontrées par British Rail pour obtenir des subventions du gouvernement afin de faire face au coût très élevé de cette voie en raison des précautions à prendre pour traverser des zones résidentielles. Le chiffre de 35 milliards de francs a été avancé, mais British Rail et les deux entreprises, Trafalgar House et BICC, qu'elle a choisies pour construire la ligne ont déclaré qu'en l'absence de subventions elles ne pourraient entamer la voie

fermée entre le début de l'agglomération londonienne et la gare de King Cross comme l'ultime projet le prévoyait. Il est prévu de mettre en service la ligne en 1998.

Malgré l'annonce de ce retard, plusieurs milliers de personnes (10 000 selon les organisateurs, 4 000 selon la police) ont manifesté dimanche 5 novembre à Londres pour protester contre ce projet qui abîmerait irrémédiablement, selon eux, le « jardin de l'Angleterre » des paysages du Kent. Après avoir porté une pétition au 10 Downing Street à l'attention de M^{rs} Thatcher, les manifestants ont tenu un meeting à Trafalgar Square, où ils ont lâché des centaines de ballons verts.

La crise financière de New-York

Suite de la page 25

Ainsi, dès février 1990, le nouvel hôtel du City Hall devra s'asseoir à la table de négociation pour discuter salaires avec les représentants des 320 000 employés municipaux. « Il faut qu'on reste en dessous du taux d'inflation », avertit Felix Rohatyn car chaque 1 % d'augmentation représente environ 140 millions de dollars de plus. »

Rigueur et austerité, en guise de programme électoral. Mais ce démocrate de toujours, ami de David Dinkins qu'il conseille pendant sa campagne électorale, est prêt à jouer les M. Boss Offices, sans transiger sur l'essentiel : « Je représente l'Etat de New-York et j'aiderai le nouveau maire. Quel qu'il soit », assure-t-il. En recommandant, par exemple, une augmentation du prix de l'essence. Une mesure impopulaire certes, mais qui rapporterait 600 millions de dollars pour 10 cents de plus par gallon (3,8 litres).

Mais de l'avis de Felix Rohatyn, ce ne sont pas des demi-mesures. Indispensables, mais qui ne doivent pas occulter les nouveaux rapports à instaurer entre l'Etat de New-York et le pouvoir fédéral. Dans ce domaine, il faut innover. D'où l'idée de créer une banque de développement de l'Etat de New-York financée en partie par les fonds de pension des employés municipaux de cet Etat. Un pécule qui représente plus de 100 milliards de dollars et dont une partie, assurée de garanties fédérales quant au remboursement et à la rémunération des sommes prêtées, pourrait servir à financer des investissements publics.

Une solution qui pourrait avoir valeur d'exemple pour toutes les grandes municipalités américaines confrontées peu ou prou aux mêmes besoins de financement. Une politique de grands travaux, en somme.

SERGE MARTI

Rendez-nous notre FNAC!

Plus de six mille Dionysiens ont signé un appel à la direction nationale de la FNAC pour qu'elle rouvre son magasin de Saint-Denis (93), fermé en février de cette année parce que trop petit. Aussitôt, une concertation s'est ouverte entre la FNAC et la municipalité. Celle-ci a fait

une proposition d'implantation sur 2 200 m² : « c'est un emplacement bien meilleur que celui de notre ancien magasin », a estimé le directeur technique national de la FNAC.

Les écrivains et chanteurs aussi

Considérant qu'une librairie et qu'un disquaire qui ferment, c'est un peu de culture qui meurt, écrivains et artistes ont rejoint les habitants de Saint-Denis. Voici leurs noms :

François Cavanna
Renald
Max Gallo
Jeanne Champion
Benito Groulx
Didier Daeninckx
Irene Frain
Yves Simon
Yves Duteil
Jean Vautrin

Alain Bosquet
Frédéric Pottecher
Eugène Guillevic
Paul Guimard
Pierre Bourgeade
Albert Jacquard
Gilles Perrault
Michel Rachline
Albert Memmi
Bernard Noël
Clément Lépidis
Francis Bebey

Annie Ernaux
Jean Féron
Dominique Grandmont
Nedim Gürsel
Alexandre Jardin
Marc Ogeret
Jean Ristat
François Salvaing
Denis Fernandez-Récatela
Frédéric Tristan
Moutoudji
Teresa Berganza
Isabelle Aubret
Eli Medeiros

ZANBURY

CHAMPS ECONOMIQUES

L'ascension des assurances

Grâce à une commercialisation directe, le chiffre d'affaires de l'assurance française a quadruplé en dix ans. Mais ce secteur est encore distancé par ses concurrents européens, représentant moins de 4 % du total mondial des primes d'assurance vie

L'assurance est aux marches de l'Europe. Le 1^{er} juillet 1990, avec la libération des mouvements de capitaux et de prestations de services, elle connaîtra la réalité du marché unique que les autres secteurs économiques n'aborderont qu'en 1993. Tout assureur implanté dans un pays de la Communauté pourra exercer ses activités dans les onze autres. Tout épargnant européen pourra choisir un produit d'épargne dans l'un des douze pays européens, dans la monnaie qu'il souhaitera.

Les préparatifs n'ont pas manqué pour aider l'assurance française à affronter cette étape décisive : amorces d'une baisse de la fiscalité sur l'assurance ; réforme du code des assurances ; projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concurrence entre mutuelles, organismes de prévoyance et sociétés d'assurances ; révision de la fiscalité de l'épargne...

Reste à savoir si l'assurance française fera le poids face à ses concurrents étrangers d'Europe ou d'ailleurs. Pour en juger, deux évolutions méritent d'être soulignées : d'une part, la formidable croissance d'une industrie de services stimulée par l'apparition de nouvelles formes de distribution ; d'autre part, la montée en puissance de certaines entreprises françaises qui, par acquisition en France ou à l'étranger, se classent désormais parmi les premiers groupes européens.

En dix ans l'assurance française a quadruplé son chiffre d'affaires, passant de 88 milliards de francs en 1978 à 341 milliards en 1988 sur le seul marché français. L'année dernière, sa croissance a atteint 7,5 %, le double de celle du produit intérieur brut (+ 3,7 %), ce qui confirme une tendance constatée depuis plusieurs années.

La croissance est due en majeure partie à la branche assurance vie et capitalisation qui connaît un développement supérieur à 20 % depuis 1984 (+ 28 % en 1986, + 23 % en 1987, + 35 % en 1988), alors que l'assurance dommages progresse plus modérément (respectivement + 4,5 %, + 5,5 % et + 5,2 %). Ainsi, la vie et capitalisation a représenté 47 % de l'activité totale de l'assurance en 1988, contre 25 % il y a dix ans, et devrait atteindre 50 % cette année.

Ce développement spectaculaire est à mettre au compte de nouvelles sociétés d'assurance qui commercialisent leurs produits non plus par des circuits traditionnels (agents généraux, courtiers, salariés), mais à travers des guichets bancaires, par vente par correspondance ou par marketing direct. Ces sociétés sans intermédiaire (SSI) — parmi lesquelles se rangent les filiales de banques (Predica pour le Crédit agricole, Médical pour le Crédit lyonnais ; Natidép pour la BNP) — ont gagné en quelques années d'importance par de nouveaux marchés, comme le constate une étude menée début 1989 par la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances). Leur nombre étant passé de vingt à cinquante en cinq ans, de 1983 à 1988, les SSI ont conquis près de la moitié du marché en vie et capitalisation.

Les filiales de banques, à elles seules, en détiennent 30 %. Elles ont bien souvent marqué des points en suscitant un transfert d'épargne (l'assurance vie s'apparente plus à l'épargne qu'à l'assurance) de produits bancaires vers des produits dits d'assurance qui offrent de meilleures rémunérations pour des raisons fiscales. Predica est ainsi devenue, en 1988, le numéro deux de l'assurance vie derrière

l'UAP, et l'a même supplantée sur le seul secteur de la capitalisation. En cinq ans, selon la FFSA, les SSI ont doublé leurs parts de marché mais les filiales de banques les ont multipliées par six.

Ce succès des SSI, pour le moins voyant dans le secteur de l'assurance-vie, existe également — à un rythme moindre — dans la branche dommages. Les bénéficiaires n'en sont plus les filiales de banques, mais les mutuelles sans intermédiaire (GMF, MAAF, MAIF, MACIF...) capables de proposer des tarifs qui défient toute concurrence. En cinq ans, toujours d'après la FFSA, les SSI ont gagné 5 % du marché automobile, 7 % dans la multirisque habitation, et 2 % du total IARD (Incendie, accident, risques divers). En 1988, les mutuelles sans intermédiaire ont représenté 33,5 % des primes cotisées en assurance automobile, contre 27 % en 1983 et 20 % en multirisque habitation contre 12 %.

Au cinquième rang mondial

Spectaculaire sur le plan national, le développement de l'assurance-vie n'est beaucoup moins sur le plan international. La France reste distancée par ses concurrents européens et mondiaux en raison de ses systèmes de retraite obligatoires (régimes sociaux professionnels, caisses de retraite professionnelles) qui laissent moins de place aux assureurs que dans les autres pays.

Le marché français de l'assurance-vie ne se classe ainsi qu'au cinquième rang (au quatrième pour l'assurance-dommages) avec 3,9 % du total mondial des primes en 1987 (derniers chiffres connus) derrière le Japon (32,7 %), les Etats-Unis (30,8 %), le Royaume-Uni (7,4 %) et la RFA (6,7 %). En termes de primes moyennes par habitant, le score de la France est encore plus faible. Elle se place bonne onzième avec un montant de 2040 F contre 7800 F au Japon, 7248 F en Suisse, 3769 F au Royaume-Uni, 3624 F aux Etats-Unis, 3177 F en RFA.

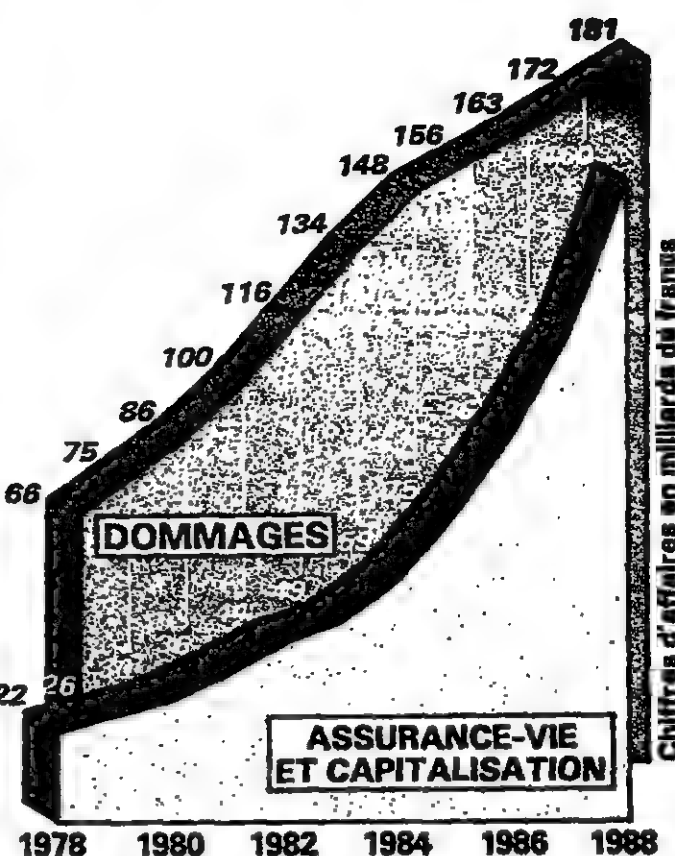
Toutefois, la France devrait combler une partie de son retard, les Français semblant de plus en plus désireux de se constituer un complément de retraite par un effort personnel. Déjà le succès remporté par certains produits comme les contrats collectifs à adhésion individuelle exprime cette tendance.

Les assureurs souhaitent voir cette évolution se renforcer par la mise en place de systèmes d'assurance-retraite par capitalisation. Outre son aspect de complément de retraite, ils ne font pas fausse de souligner la vertu de ce type de contrat qui facilite la constitution d'une importante épargne longue mise à la disposition de l'économie nationale à travers des placements (actions, obligations, immobilier...).

Ainsi, en 1988, grâce à la croissance de l'assurance-vie, les placements nouveaux des assureurs ont progressé de 22,8 % pour atteindre 160 milliards de francs (dont 84 % correspondent à l'assurance-vie). A la fin 1988, l'encours total des placements atteignait 876 milliards de francs (dont 66 % pour l'assurance-vie).

En favorisant l'avènement de l'assurance-retraite, les pouvoirs publics permettraient aux assureurs, en tant qu'investisseurs institutionnels, d'aligner plus généralement les marchés financiers, accroissant du même coup le rôle de la place de Paris.

CLAIRE BLANDIN



Une montée des banques (parts du marché en % du chiffre d'affaires)

	ASSURANCE-VIE ET CAPITALISATION			DOMMAGES		
	Sociétés avec intermédiaire	Sociétés sans intermédiaire	dont filiales de banques	Sociétés avec intermédiaire	Sociétés sans intermédiaire	dont mutuelles sans intermédiaire
1983	73	27	5	73	27	14
1984	69	31	7	73	27	14
1985	65	35	11	72	28	14,5
1986	63	37	15	72	28	15
1987	60	40	20	71	29	15,5
1988	55	45	30	71	29	16

Course à la taille critique

La perspective du grand marché européen a incité les assureurs français, depuis plus de deux ans, à se lancer dans des opérations de concentration en France et d'acquisition à l'étranger. Leur objectif est d'acquiescer la taille critique qui leur permettra de compter parmi les grands groupes mondiaux.

Sur le marché intérieur, entreprises privées comme sociétés publiques ont opéré des rapprochements ou des prises de contrôle pour renforcer leur base nationale et verrouiller leur territoire face aux groupes étrangers. Ainsi AXA a-t-elle pris le contrôle de la Compagnie du Midi, VIA (du groupe Navigation mixte) celui de Rhin et Moselle, tandis que MM. Worms fusionnaient leurs holdings d'assurance PFA-GPA pour créer Athina. La fusion d'UAP-Réassurances et de la SCOR a donné naissance au premier réassureur français.

Certains assureurs se sont rapprochés des banquiers autant pour faire jouer leurs similitudes en matière de collecte d'épargne que pour commercialiser leurs produits d'assurance à travers les guichets bancaires. Deux opérations illustrent cette évolution dans le secteur public : le GAN a pris la majorité dans le groupe du Crédit industriel et commercial ; l'UAP a conclu avec la BNP des accords commerciaux accompagnés d'un échange de participations.

Hors de leurs frontières, les Français ont multiplié les prises de participation et les acquisitions à la fois pour accroître leur

dimension internationale et pour prendre pied sur les principaux marchés européens, voire mondiaux. Le plus beau coup d'éclat a été réalisé par le groupe Victoire, qui a acheté Colonia, numéro deux ouest-allemand ; le nouvel ensemble devient le deuxième français et le sixième européen.

L'UAP a acquis près de 30 % du britannique Sunlife et a acheté la société italienne Allsecur. Les deux autres compagnies nationalisées se sont également développées en Italie : le GAN en échangeant une participation avec la SAI, les AGF en acquérant 48 % de NAA. Les mutuelles ne sont pas en reste : la GMF a acheté une mutuelle espagnole ; les Mutuelles du Mans, deux sociétés italiennes. Enfin, hors d'Europe, les AGF ont pris le contrôle d'un groupe canadien.

Une dimension internationale

Au total, cette politique d'internationalisation a permis à l'assurance française de réaliser plus de 70 milliards de francs de chiffre d'affaires à l'étranger en 1988 (341 milliards sur le marché français). Ainsi, la France se place au troisième rang mondial en matière d'exportation d'assurances derrière la Suisse et la Grande-Bretagne.

Ces opérations de concentration et d'internationalisation ont modifié le classement des Français, tant sur le plan national que sur le plan international (voir tableaux) : Longtemps numéro

deux en France, les AGF se trouvent désormais relégués à la quatrième place. Dans le classement européen, la France place trois entreprises dans les dix premières. Mais le champion tricolore, l'UAP, numéro trois européen, reste encore loin derrière le numéro un, le géant allemand Allianz, qui réalise le double du chiffre d'affaires du français.

Les étrangers ne laissent en effet pas les Français seuls à se distinguer dans la course à la taille critique. Allianz, déjà bien implanté en Italie et en Grande-Bretagne, a ainsi profité de l'occasion que lui offrait la Navigation mixte, en quête d'un allié pour consolider son capital, pour renforcer de façon significative sa présence en France en acquérant la moitié des activités d'assurance de la Mixte (VIA, Rhin et Moselle).

D'autres mouvements sont en cours. L'UAP négocie son entrée dans le groupe Victoire-Colonia avec la Compagnie financière Suez, qui vient d'en prendre le contrôle. L'allemand Allianz affirme sa volonté de défendre ses intérêts dans la Navigation mixte. Le groupe AXA mène l'offensive aux Etats-Unis, en souhaitant reprendre la société californienne Farmers. La Compagnie bancaire (groupe Paribas) tisse des liens avec Groupama, le groupement des mutuelles agricoles. Ainsi les grandes manœuvres de l'assurance sont loin d'être terminées.

C.B.

Les dix premiers groupes d'assurances en France...

(chiffres d'affaires consolidés 1988 en milliards de francs)

1. UAP	55,8
2. Victoire-Colonia	50
3. AXA-Midi	42
4. AGF	32,8
5. Groupama	23,7
6. GAN	23,5
7. Predica	16
8. CNP (Caisse nationale de prévoyance)	15,8
9. Mutuelles du Mans	15
10. Athina	10

...et en Europe

(chiffres d'affaires consolidés 1988 en milliards de francs)

1. Allianz (RFA) (1)	114
2. Zurich (Suisse) (2)	76
3. UAP (France)	55,8
4. Royal Insurance (GB) (1)	52
5. Generali (Italie)	51
6. Victoire-Colonia (France)	50
7. National Nederlanden (Pays-Bas)	46
8. Prudential (GB) (1)	43
9. Winterthur (Suisse)	42
10. AXA-Midi (France)	42

(1) Ce chiffre comprend la participation de 25 % dans le capital de la Munich Re, et de 50 % dans les sociétés d'assurance de la Navigation mixte (VIA, Rhin et Moselle).
(2) Ce chiffre comprend les acquisitions américaines réalisées en mars 1989.

Source : SAFE (Société d'analyse financière européenne) Paribas.

DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

Enquête

Marché de l'art : diabolique !

Et aussi

- Les managers américains sur la sellette
- Les Augustes Thourard
- Stratégies bancaires
- Le baroque à son apogée

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكزاتن الاصل

Jean-Louis LEVET
Le livre des priorités de demain

UNE FRANCE SANS USINES ?

« Le meilleur est que la France ne puisse pas évaluer ce qui se va pas (...) D'un futur que j'attache à ce projet de Jean-Louis Levet et moi, nous sommes à l'heure des responsabilités politiques et économiques au niveau et à la lucidité, car la lucidité est la condition du progrès. »

« La France est-elle décidément entrée dans l'ère "post industrielle" ? Jean-Louis Levet analyse sans complaisance la coalition des blocages. » L'Expansion

« Jean-Louis Levet nous invite à une véritable leçon d'audace où le corps "industriel" est passé au scanner de l'économiste (...) » Le Courrier des Cadres

« "Une France sans usines ?" met à nu les blocages de l'industrie française et définit les priorités qui permettraient de sortir de la spirale du déclin. » L'Usine Nouvelle

« Les raisons du déclin industriel français sont complexes : l'auteur les analyse et définit des priorités pour la prochaine décennie. » Sciences et Vie économie

Editions Economica - 49, rue Héricart, 75015 Paris - Tél. : 45.78.12.92



Notre nom
est connu
du monde
des affaires :

dans 16 mois
le vôtre sera
très recherché.

Plateforme privilégiée pour le monde des affaires, l'ISA assure en 16 mois une formation supérieure au management du type MBA, sur le campus HEC-ISA. 1300 postes de haut niveau sont proposés chaque année aux 100 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien.

Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.

Réunions d'information

Paris
Jeudi 16 novembre 1989 à 18h30
Cercle France-Amérique, 1^{er} étage
5, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e
Métro : Franklin-Roosevelt

Lyon
Mardi 21 novembre 1989, à 18h30
Hôtel Sofitel, 20, quai Gaillet, Lyon 2^e
Métro : Hôtel de Ville



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Pour toute information contacter le service des admissions au 133-11 39 56 73 82 ou 39 56 73 79.

CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES - UN MBA EUROPÉEN

CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

Toujours la croissance...

Les soubresauts boursiers, sans doute inévitables, apparaissent comme des inconvénients somme toute mineurs. L'expansion réelle continuera tant que les firmes auront les moyens de leur développement.

par Claude Levant

UNE fois de plus, les conjoncturistes des pays industrialisés ont dû, à la rentrée, réviser à la hausse leurs prévisions pour l'année en cours et l'année suivante. Pour certains pays, le cumul de ces petites retouches successives conduit à des modifications spectaculaires.

Ainsi, pour l'Allemagne, la prévision de croissance du FNB en 1989, couramment formulée au printemps 1988, était de 1,8 %. Maintenant, les estimations des instituts de conjoncture d'outre-Rhin tournent autour de 4,5 % pour 1989 avec, il est vrai, un coup de pouce de 0,4 % donné par l'arrivée massive de réfugiés d'Europe de l'Est.

Autre trait de l'ensemble des prévisions : il continue d'être de bon ton - avant comme après les perturbations boursières du vendredi 13 octobre - d'annoncer un léger ralentissement pour l'année suivante - par exemple, une croissance du FNB de 3,5 % en Allemagne en 1990. Cette prudence dans la prévision a été régulièrement appliquée au cours des deux dernières années, avec le peu de succès que l'on sait. Elle traduit la difficulté des conjoncturistes à analyser les déterminants du retour à la croissance et à apprécier les effets sur l'économie réelle d'une sphère financière dont la présence est chaque jour plus obsédante.

Après le krach

Dans l'incertitude, prévoir un ralentissement apparaît comme une solution de moindre risque, la poursuite d'une expansion dont la vigueur n'a cessé de surprendre semblant presque aussi difficile à annoncer qu'une récession dont on sait seulement qu'elle finira bien par se produire un jour.

La tourmente boursière de la mi-octobre va, sans doute, accentuer les réflexes de prudence dans les prévisions. Le précédent de 1987 doit pourtant faire réfléchir : après le krach du 19 octobre, la tendance avait été de baisser d'un point les prévisions de croissance pour 1988 - alors qu'elles étaient déjà trop pessimistes. Cette expérience semble montrer que les sphères réelles et financières ont peu d'effet à court terme l'une sur l'autre. Elles sont largement déconnectées.

Gardons à l'esprit, que, en matière d'effet de moyen terme sur la croissance, le développement des activités financières depuis cinq ans a été largement positif. Les innovations financières ont amélioré l'adéquation des ressources aux besoins des agents économiques : la multiplication des produits, le développement de la concurrence et la déintermédiation ont réduit le coût des financements. L'élargissement des marchés financiers a permis une augmentation des fonds propres des entreprises.

Les transferts d'épargne entre pays ont assuré une poursuite de l'expansion malgré les déséquilibres extérieurs existants. On est tenté de penser que les soubresauts boursiers, sans doute inévitables, sont des inconvénients somme toute mineurs, avec lesquels il faut apprendre à vivre.

En 1987, deux hypothèses erronées avaient été formulées. D'une part, on supposait que la baisse de la Bourse avait une influence forte sur la consommation des ménages, notamment en Amérique du Nord. D'autre part, on pensait que le cli-

mat d'incertitude créé par les turbulences financières conduirait les entreprises à limiter leurs investissements.

En fait, l'investissement est resté un des moteurs de la croissance, car les entreprises avaient à la fois besoin d'investir et les moyens de le faire. Selon une expérience constante des instituts qui effectuent des sondages auprès des entreprises, les considérations sur l'environnement économique n'ont pratiquement aucun poids sur les décisions de court terme des firmes, qui sont uniquement guidées par leur situation interne.

Actuellement, l'effort d'investissement des entreprises reste très vigoureux : les taux de progression attendus pour 1989 sont de 6 % aux Etats-Unis, de 15 % au Japon, de 10 % dans la Communauté européenne, dont 15 % au Royaume-Uni, 11 % en Allemagne, 7 % en France. Trois raisons incitent à penser que l'investissement va continuer à soutenir la croissance.

Tout d'abord, le taux d'utilisation des capacités de production reste très élevé - il est même à un niveau record en France. Ensuite, la confiance des chefs d'entreprise dans l'avenir reste forte : on le voit bien sur les indicateurs de climat des enquêtes de la Commission des Communautés européennes. De même, les entrepreneurs américains interrogés le mois dernier par la revue *Fortune* pensaient très majoritairement que la phase d'expansion durerait encore au moins un an et avait donc quelques chances de battre le record de la période de croissance la plus longue (cent six mois, de février 1961 à décembre 1969).

Enfin, la situation financière des entreprises reste excellente. Les profits augmentent toujours en Europe. Ils ne fléchissent que très légèrement aux Etats-Unis. Les traces laissées dans les bilans par la baisse des marges du début de la décennie ont été presque partout effacées.

La leçon des dernières années semble être que la croissance de l'économie réelle continuera tant que les entreprises auront les moyens de leur développement. A court terme, on ne voit pas ce qui pourrait entraver les revenus des entreprises.

Le prix du baril de pétrole a augmenté de 2 dollars depuis un mois avec la reprise saisonnière de la consommation ; mais il devrait se maintenir autour de 20 dollars - sauf cataclysme toujours possible au Moyen-Orient - car il y a actuellement équilibre global offre-demande sur le marché pétrolier. Les cours des matières premières sont à nouveau en baisse.

Un partage optimal

Bien qu'en légère accélération en Europe et au Japon, la progression des rémunérations reste modérée. On peut même dire qu'elle est juste ce qu'il faut pour éliminer cet autre risque que serait pour la croissance une insuffisance de la consommation. En fait, dans tous les pays industrialisés, le partage de la valeur ajoutée reste très proche de l'optimum requis pour la croissance à moyen terme.

En conclusion, les seuls risques pour la poursuite de l'expansion de l'économie mondiale résident dans la possibilité de mesures trop brutales qui seraient prises pour corriger des déséquilibres toujours bien présents. Le déficit des échanges extérieurs persiste aux Etats-Unis. Malgré les aïeux qui affectent toujours un chiffre mensuel de com-

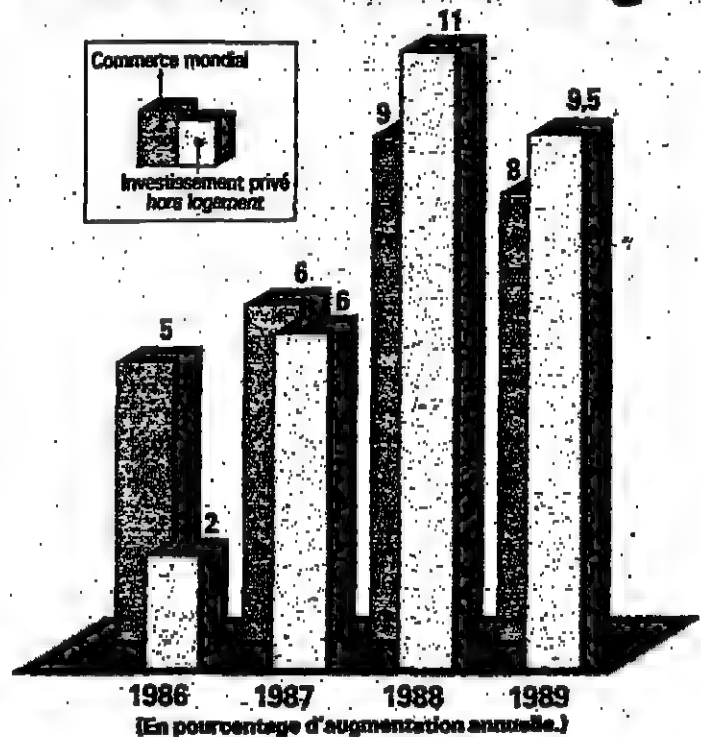
merce extérieur, le déficit de plus de 10 milliards du mois d'août doit être pris au sérieux. Il est révélateur d'un arrêt dans le redressement du commerce extérieur américain.

Les exportations progressent moins vite, sans doute à cause de la hausse du dollar depuis dix-huit mois. Le fort développement des ventes américaines en 1987 et 1988

sont équilibrées, l'excédent allemand ne cesse de gonfler, essentiellement au détriment des pays du Sud (Portugal, Espagne, Grèce) et du Royaume-Uni, pour lesquels le déficit des opérations courantes représentera cette année de 3 % à 4 % du PIB.

A côté, le déficit attendu pour la France (un demi-point de PIB) n'est pas encore très inquiétant.

Investissements et échanges



avait bien montré combien elles sont sensibles, mais avec retard, aux variations du billet vert. Par ailleurs, les importations américaines continuent d'augmenter, simplement parce que le ralentissement de l'économie, s'il est réel, n'est que très modéré.

Dans ces conditions, et devant le refus des autorités américaines, pour cause d'engagements électoraux, de prendre la seule mesure susceptible d'engendrer un ralentissement progressif de la demande intérieure, c'est-à-dire un relèvement modéré des impôts, une flambée de protectionnisme est toujours possible. Elle serait très préjudiciable à une croissance mondiale dont l'un des principaux moteurs a été le développement des échanges internationaux, en progression de 9 % en 1988 et de 8 % en 1989.

Autre zone où les déséquilibres sont plutôt croissants : la Communauté européenne. Alors que, globalement, les opérations courantes de l'Europe avec le reste du monde

L'Espagne et le Royaume-Uni ont été conduits à de forts relèvements de taux d'intérêt. On sait combien on maîtrise mal les effets de telles mesures : outre-Manche, le marché du logement en est clairement affecté. Le Royaume-Uni est d'ailleurs le seul pays qui montre des signes nets de ralentissement. Des mesures correctives internes à la Communauté sont souhaitables.

Une réorption - lente - des déséquilibres mondiaux peut être trouvée dans la coopération internationale. Quelques efforts, quelques réajustements, et la croissance sera préservée en 1990, car l'économie réelle présente tous les signes d'une poursuite de l'expansion. Tant mieux pour l'emploi.

Avec le présent article, nous reprenons l'analyse bimestrielle de la conjoncture, interrompue début avril 1989. Toutefois, compte tenu de la publication, en janvier, du Bilan économique et social, la prochaine chronique paraîtra début février.

COMMENT SAVOIR...

SAVOIR COMMUNIQUER
pour être plus efficace dans son travail
75 F

SE METTRE A SON COMPTE
mode d'emploi
80 F

COMMENT AMÉLIORER SA MÉMOIRE
à tout âge
83 F

LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE
Dunod

CENTRE HEC-ISA

Dans le cadre du développement international du Centre HEC-ISA, le Département Management et Ressources Humaines (une équipe de sept professeurs à temps plein) recherche pour réaliser ses objectifs de développement et renforcer ses compétences un jeune professeur en Psychosociologie des Organisations (Docteur en Psychologie, Docteur de gestion, PHD français ou étranger, ayant une expérience d'enseignement de base dans son domaine (public : étudiant et cadre) ainsi qu'une pratique de la recherche et de l'intervention en entreprise. Une compétence dans la formation de formateurs et une ouverture effective sur l'environnement international seraient appréciées. Une disponibilité immédiate est souhaitée mais toute candidature intéressante sera étudiée.

Envoyer C.V. + lettre à Jacqueline LAUFER au Centre HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMPS ECONOMIQUES

Le protectionnisme a endormi l'économie française

La faible ouverture industrielle de la France aux pays d'Asie a bloqué l'instauration d'une spécialisation efficace. Or, avec le marché unique, les entreprises vont affronter directement la nouvelle concurrence internationale.

par Gérard Lafay

DANS la concurrence internationale, toutes les nations ont, peu ou prou, recours à des mesures protectionnistes. Certes, ce phénomène est limité par les menaces de rétorsion et par la concertation réalisée périodiquement dans le cadre du GATT, au sein notamment des cycles de négociations commerciales multilatérales. Toutefois, les efforts menés pour abaisser les barrières les plus visibles, les tarifs douaniers, ont eu pour effet de susciter une montée des obstacles non

sement, quatre types de secteurs sont spécialement touchés par de telles mesures :

- l'agriculture, pour des raisons aussi bien sociales (revenus des agriculteurs) que stratégiques (sécurité d'approvisionnement alimentaire) ou écologiques (préservation des zones de montagne) ;
- les industries de main-d'œuvre, en particulier le textile, en raison, à la fois, des problèmes d'emploi et de la concurrence exercée par les pays à bas salaires ;
- les industries dont le marché mondial est en déclin, comme la sidérurgie ou la construction navale, afin de leur ménager une reconversion en bon ordre ;

sauf qu'il s'agit d'un mécanisme de protection particulièrement ingénieux, puisqu'il s'adapte automatiquement en fonction de l'écart entre les cours européens et les cours mondiaux.

Les effets de la PAC ont fait l'objet de multiples analyses. Après avoir, dans un premier temps, atteint ses objectifs - réduction de la dépendance alimentaire et étalement de l'exode rural - cette politique bute, aujourd'hui, sur une contrainte financière et sur l'accumulation de certains excédents, cependant que le soutien des prix ne profite guère aux agriculteurs les plus défavorisés. Au lieu d'adopter une attitude défensive, il

fibre dans le secteur textile ; tantôt elles relèvent de dérogations admises par l'article 115 du traité de Rome instituant la CEE.

Si la France ne semble pas plus protégée que ses voisins par les normes et les marchés publics, il n'en est pas de même pour les autres formes de protection. En matière de subventions, l'économie française a exploité, dans les années 70 et jusqu'au début des années 80, les sommes les plus considérables dans les secteurs en déclin, tels que la sidérurgie et la construction navale.

A l'importation, les quotas français figurent parmi les plus restrictifs dans un secteur comme le textile, et ils s'appliquent aussi de façon informelle dans le cas de mesures dites d'"autolimitation", qui sont plus imposées à l'exportateur, surtout japonais, que négociées avec lui. De telles formes de protection sont en réalité les plus perverses puisqu'elles permettent de bénéficier d'une rente de rareté.

L'effet direct de toutes ces mesures est clair. *Vis-à-vis des nations les plus dynamiques, le Japon ou les pays d'Asie en développement, la France est deux fois moins ouverte que ses principaux partenaires européens aux importations de produits industriels.* Ce constat apparaît globalement si l'on compare la France à l'Allemagne fédérale et au Royaume-Uni, en rapportant les importations au produit intérieur brut (tableau 2).

L'origine sectorielle des importations est également instructive. Les écarts franco-allemands se concentrent sur l'automobile, l'électronique et le textile, c'est-à-dire précisément sur les produits où la concurrence asiatique est la plus incisive (graphique).

Le consensus malheureux

Les conséquences sont tout aussi claires. Le protectionnisme français est très différent de celui qui a été appliqué dans diverses économies, surtout en Asie, où des mesures offensives, conçues comme des instruments dans le cadre d'un plan stratégique plus large, ont favorisé le développement industriel en stimulant les producteurs nationaux. En attendant d'abord certaines industries de main-d'œuvre, puis en choisissant de nouvelles cibles en montant toujours davantage dans la gamme des technologies, les entreprises de ces pays asiatiques remettent désormais en question, les uns après les autres, les avantages acquis dans le passé par les anciens pays industriels.

En France, le phénomène a une tout autre nature : appliqué de façon défensive et au coup par coup, sous la pression des événements, le protectionnisme a exercé un rôle négatif sur notre structure industrielle. Car la protection répondait, en réalité, à un consensus malheureux : le refus de faire face aux formes les plus vives de la concurrence, c'est-à-dire le désir de couvrir toute la gamme des produits au lieu de se concentrer sur des objectifs choisis à bon escient. En empêchant les désavantages comparatifs de se manifester sur le marché intérieur, en maintenant artificiellement des avantages fictifs à l'exportation, le protection-

d'armes de négociation vis-à-vis des pays qui n'acceptent pas véritablement les règles du jeu international.

Il serait cependant illusoire de penser que l'on pourra retrouver, au niveau communautaire, le même degré de protection que celui qui existe encore au niveau national. A cela, deux raisons :

- Tout d'abord, le cycle en cours de négociations commerciales multilatérales (Uruguay Round) prévoit de nouvelles réductions des barrières protectionnistes, notamment l'intégration de l'accord multibranche dans le régime général du GATT. Aucun pays ne

Positions sur le marché international de l'agroalimentaire

	Solde			Gain	
	(en % du marché mondial)				
	1967	1973	1987	1967 à 1973	1973 à 1987
	(a)	(b)	(c)	(b-a)	(c-b)
France	- 1,2	1,0	2,0	+2,2	+1,0
Allemagne fédérale	- 8,5	- 7,7	- 4,8	+ 0,8	+ 2,9
Royaume-Uni	- 10,2	- 6,4	- 2,8	+ 3,8	+ 3,6

nisme français a ainsi bloqué l'instauration d'une spécialisation efficace dans l'industrie.

Un tel état de fait contribue à expliquer les difficultés structurelles du commerce extérieur français. Or il faut bien voir que la situation va fatalement changer le 1^{er} janvier 1993 : si l'on réalise véritablement le marché unique, toutes les mesures nationales de protection deviendront inopérantes. Dans le domaine industriel, et de façon paradoxale, l'effet principal du marché unique ne va donc pas s'exercer sur les échanges intra-communautaires, mais vis-à-vis des pays tiers.

L'industrie française, déjà lourdement déficitaire dans les relations avec ses partenaires européens, où la concurrence joue presque librement, avait réussi à s'abriter assez largement de la percée des producteurs originaires du reste du monde. Bientôt, ceux-ci vont pouvoir l'attaquer pleinement sur son propre marché intérieur.

Il est vrai que des mesures peuvent être prises à l'échelon communautaire pour prendre le relais des protections purement nationales. On peut même penser que de telles mesures pourraient être utiles dans certains cas, soit pour consolider des programmes européens de coopération dans des industries de haute technologie, soit pour servir

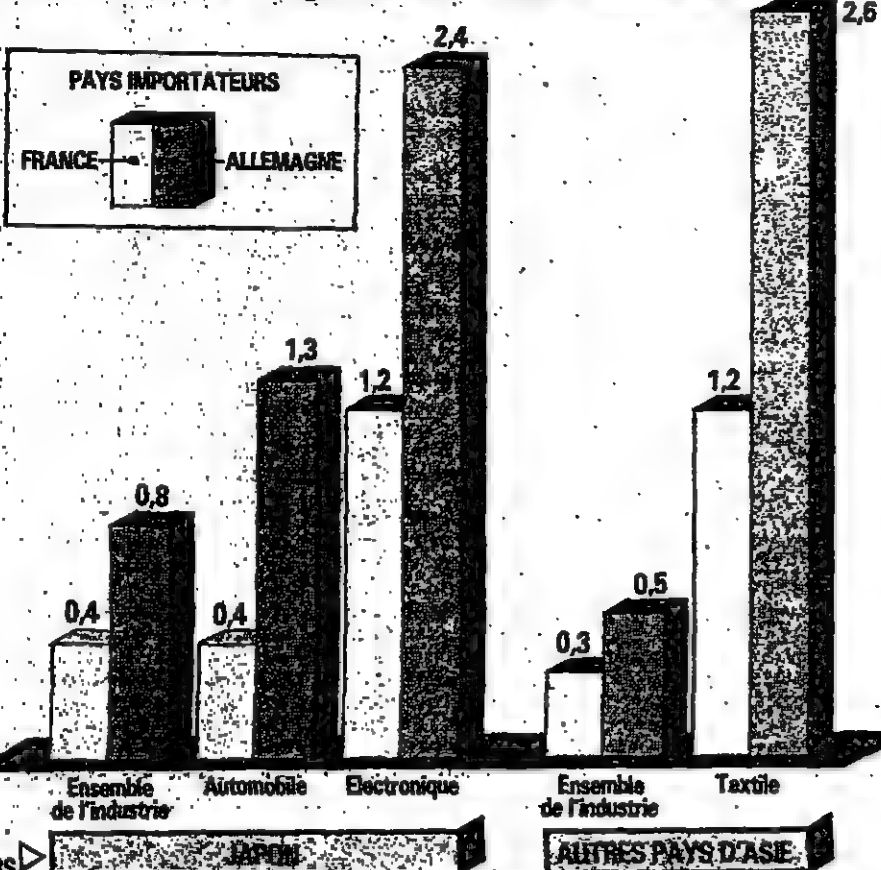
peut prendre la responsabilité d'un échec qui entraînerait une escalade des mesures de représailles.

- Mais, surtout auprès de ses partenaires européens, la France peut seulement demander des compensations en échange de l'abandon de son protectionnisme. Elle n'a aucun argument à faire valoir pour justifier un surcroît de protection communautaire, compte tenu des résultats négatifs qui ont découlé de ses propres mesures nationales.

Il ne sert donc à rien de se bercer d'illusions. L'échec du marché unique va être sévère : elle va mettre à l'épreuve notre capacité d'adaptation, car l'industrie française n'avait pas encore pleinement affronté, sur son propre marché, les nouvelles formes de la concurrence internationale.

A moyen terme, un tel choc peut cependant être bénéfique si l'effort actuel d'investissement s'accompagne de profonds changements de comportement. Dans le monde d'aujourd'hui, où tous les avantages acquis dans le passé sont menacés de disparition, seuls des choix cohérents opérés par les entreprises, concentrés sur certains produits et sur certaines branches en vue du marché mondial, sont capables de bâtir les avantages comparatifs de demain.

Intensité des importations industrielles



PAYS EXPORTATEURS

Sources : Commerce International ; la fin des avantages acquis. Editions Economica, 1989. Plus le chiffre est élevé (la moyenne étant égale à l'unité), plus le flux des importations est important.

tarifaires, ce qui tend à montrer qu'il existe un seul incompressible de protection entre des économies très dissemblables.

Si l'on doit parler d'un protectionnisme français, ce n'est donc pas pour accuser la France, de ceux dont nos partenaires seraient exempts, mais afin de comprendre pourquoi celui-ci a contribué à aggraver les difficultés structurelles de notre économie. On se basera, ici, sur les résultats de l'analyse systématique du commerce international qui a été effectuée dans le dernier rapport du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

A l'échelle mondiale, la panoplie des mesures protectionnistes est très diversifiée. A côté des services, qui, par nature, demeurent le plus souvent abrités de la concurrence internationale et où la protection concerne surtout le droit d'établir-

- les industries d'avenir, tant pour se placer dans la logique des industries naissantes que pour faire face à la domination croissante d'un pays comme le Japon.

Un mécanisme ingénieux

Membre de la Communauté européenne, la France est soumise à ses règles. Vis-à-vis de l'extérieur, la CEE est peu protégée par des instruments communautaires, puisque le principal d'entre eux - le tarif extérieur commun - a été graduellement abaissé au point de ne plus apporter qu'une protection symbolique. L'agriculture est ainsi le seul secteur qui soit réellement protégé par l'Europe : des Douanes, grâce aux dispositifs de la politique agricole commune (PAC).

Officiellement, les préférences et résistances communautaires, opérées respectivement à l'importation et à l'exportation, ne se présentent pas comme des mesures protectionnistes. En réalité, chacun

serait utile de s'interroger sur l'opportunité de maintenir ce système.

En effet, des prix agricoles trop élevés en Europe ont été moins profitables à la France qu'aux pays défavorisés sur l'ensemble de la filière agroalimentaire. Sur ce marché international, on voit (tableau 1) que les progrès français ont été modestes depuis 1973 (+1 %), les principaux gagnants à cet égard ayant été l'Allemagne fédérale (+2,9 %) et le Royaume-Uni (+3,6 %).

Dans les secteurs industriels, les mesures de protection relèvent pour l'essentiel des autorités nationales. Actuellement, les normes nationales et les marchés publics s'appliquent aussi bien aux partenaires de la Communauté qu'aux pays tiers, mais l'échéance de 1992 va faire disparaître les barrières intra-communautaires. Les autres mesures ne s'appliquent, en revanche, que vis-à-vis de l'extérieur : tantôt elles ont été prises dans le cadre d'accords multilatéraux, en particulier l'arrangement multi-

Importations industrielles en provenance de l'Asie (parts dans le PIB, en millièmes)

Zone d'origine	Pays importateur	1967	1973	1980	1987
Japon	France	0,7	1,7	3,4	5,2
	Allemagne fédérale	1,5	3,4	6,3	10,7
	Royaume-Uni	1,8	6,2	6,5	11,6
Autres pays d'Asie	France	0,8	1,7	3,6	5,7
	Allemagne fédérale	1,3	3,3	7,6	9,7
	Royaume-Uni	3,6	6,5	7,5	12,0

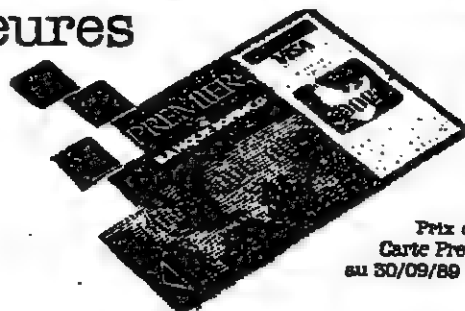
Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50 000 à 150 000 F en 48 heures

- sans changer de banque
- un compte à part
- un découvert permanent "revolving"
- un taux privilégié 13,56 %*

* TEG à la date d'émission, perceptions forfaitaires et assurance non obligatoires en sus. Sous réserve d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Mechlin
91038 Evry Cedex
Tél. (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 650 F au 30/09/89

هكذا من الامم

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

CETTE semaine, le conseil des ministres de la CEE sera appelé à se prononcer sur divers projets visant à renforcer la coopération entre les Douze pendant la première étape (de durée indéterminée) prévue par le rapport Delors sur « l'union économique et monétaire ». Dans la précédente chronique, il avait été rappelé comment depuis 1969 (première résolution prise « au sommet » de la réunion des chefs d'Etat) les pays membres avaient sauté, au gré des accords passés entre eux, d'une première étape à une autre... première étape.

En ce qui concerne le nouvel avatar de cette étrange progression, il n'est peut-être pas trop tard pour poser une question préalable, pas trop tard parce que la réponse qu'on est, par la force des choses, amené à lui apporter, peut aider à y voir plus clair pour la suite des événements.

Dix ans et demi après sa mise en vigueur effective (mars 1979), le système monétaire européen fonctionne pour l'essentiel à quelques améliorations près, selon les dispositions et procédures stipulées au point de départ. Si l'écu n'est pas devenu l'élément central qu'on avait voulu voir en lui, c'est parce que cette unité de compte est en réalité — et cela depuis sa création — une construction superfétatoire servant d'habillage à un mécanisme, lui, fort concret et fort utile (la fixation de parités fixes — taux pivots — entre les monnaies intéressées).

Ce à quoi je veux en venir, c'est que ces procédures et dispositions d'origine étaient présentées comme constituant le dispositif minimum pour lancer la « phase initiale » du système. Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil européen avaient solennellement annoncé (résolution du 5 décembre 1978) qu'ils étaient « fermement déterminés » et cela dans un délai maximal de deux ans, à en faire un « système définitif ». Sur la nature de ce dernier, ils étaient restés relativement discrets, ils précisaient toutefois deux points d'importance. Le premier est qu'il serait créé à cette occasion un « fonds monétaire européen ». Le deuxième était que le système définitif devrait être nécessairement ratifié par les Parlements nationaux. Cela impliquait qu'il constituerait une véritable novation juridique, entraînant des transferts de souveraineté et de propriété au profit du FME, lequel, par exemple, aurait à recevoir une fraction des réserves de change des pays membres. Le SME, rappelons-le,

La chance de l'Europe monétaire

accord de nature technique entre des banques centrales, a pu être créé sans approbation parlementaire car il ne s'agit pas d'un acte législatif.

La simple question qui se pose est donc la suivante : pour avancer sans plus attendre dans la voie de l'union économique et monétaire, pourquoi en même temps qu'ils décidaient d'aplanir les frontières d'ici à 1993 (Acte unique de 1986), les Douze ne sont-ils pas convenus de reprendre là où on l'avait laissée la procédure d'achèvement du SME ? Les signataires de la résolution du 5 décembre 1978 n'étaient tenus par aucun délai impératif. Les deux ans passés, l'option reste ouverte, ce qui avait été « fermement décidé », c'est le mariage, pas la date de la cérémonie.

Il me semble qu'il y aurait au moins deux solides raisons d'agir de la sorte. L'une est qu'il est toujours mauvais de laisser sans suite une résolution solennelle. Cela assure mal du sort qui sera fait aux suivantes. L'autre est, à en croire le rapport Delors, que le futur système européen de banques centrales (SEBC) dont la création est envisagée pour la troisième étape (« définitive », celle-là aussi) de l'Union économique et monétaire, devrait être statutairement indépendant, à l'égard non seulement des gouvernements nationaux mais aussi des autorités communautaires.

Nous y voilà : le moyen le plus expédient de garantir cette indépendance vis-à-vis de Bruxelles n'aurait-il pas été de soustraire, dès le départ, à l'empire du traité de Rome la nouvelle institution, appelée, si le cours de l'histoire se prête aux intentions exprimées, à jouer un rôle crucial dans l'Union ? Or tel aurait dû être le cas si on avait décidé de suivre le chemin tracé par le SME né d'accords qui, comme le rappelle le rapport Delors, « ne font pas partie intégrante de la législation communautaire ».

Ne serait-ce pas là, aux yeux du président de la Commission, son péché capital ? Au vu de ce qui s'est passé depuis 1985, on est irrésistiblement conduit à se le demander. Ainsi s'expliquerait l'insistance qui a été mise pour adjoindre à l'Acte unique une « sous-section » quelque peu énigmatique (ce que l'on conçoit mal s'annoncerait-il obscurément ?), composée d'un seul article

destiné à conférer à la Communauté une « capacité monétaire » (sic). En l'absence de ce texte, il y avait, en effet, un risque (le pire de tous aux yeux de la Commission) de voir se bâtir un SME perfectionné menant, à terme, à une intégration monétaire plus en moins en marge de la construction communautaire. Bien que né en dehors de celle-ci, le SME lui emprunte tout de même certaines de ses institutions comme le comité monétaire. Les cloisons ne sont donc pas étanches, mais cela n'a pas paru suffisant.

L'Acte unique, d'un coup de patte magistral, a organisé le retour au giron. Pourtant, l'autre voie, il est permis de le penser, aurait pu se révéler plus « payante » au regard de l'intégration européenne. Elle aurait eu le mérite de mettre rapidement les gouvernements au pied du mur : voulez-vous vraiment d'une intégration monétaire européenne, eh bien, commencez tout de suite à faire voter par vos Parlements respectifs la création d'un Fonds monétaire européen, quitte à ne lui conférer au début que des attributions limitées et à ne prévoir que pour un avenir indéterminé sa transformation en Banque européenne de plein exercice.

Du reste, le débat au sein du comité Delors, où siégeaient notamment les gouverneurs de banques centrales, s'est, entre les deux principaux protagonistes (mais aussi compères) — Jacques de Larosière et Karl-Otto Poehl, — engagé à peu près dans ces termes. Cet « à peu près » fait toutefois toute la différence. Le rapport porte la trace — relativement discrète — des points de vue respectifs : celui du gouverneur de la Banque de France, au paragraphe 53 (« Plusieurs membres du comité ont préconisé la création d'un Fonds de réserve européen (FRE...) ») et celui du président de la Bundesbank à l'article 54 (« D'autres membres du comité ont estimé que la création du FRE n'était pas opportune à ce stade... »). Précisons que l'Office des publications officielles des Communautés à Luxembourg a publié in extenso le texte en anglais des deux documents de travail (« papers ») remis par les deux auteurs.

Il est piquant de noter que Jacques de Larosière a bien proposé la création

« immédiate » d'une institution ressemblant en effet d'assez près au Fonds monétaire européen prévu en 1978 (avec une appellation un peu modifiée) mais qu'il n'a même pas rappelé une seule fois ce précédent. Il tenait absolument que son initiative fût placée sous le manteau communautaire. Il le spécifie dans son document de travail remis aux autres membres du comité, en faisant expressément référence à l'article mentionné plus haut de l'Acte unique.

Par un effet de symétrie, qui n'est évidemment pas dû au hasard, le président de la Bundesbank adopta une position exactement inverse : il rejeta l'idée de création immédiate d'un Fonds de réserve européen, mais il se fit l'avocat d'une coopération et même d'une intégration monétaire, s'exerçant pour commencer (surtout) aussi longtemps que possible en dehors du cadre du traité de Rome. D'où sa prédilection pour la création des gouverneurs qui siège... à Bâle.

Ces points de vue opposés s'expliquent. Dans une étude publiée en septembre dernier sur le rapport Delors, l'établissement financier Crédit suisse First Boston va jusqu'à présenter le projet d'union monétaire tel qu'il est conçu dans ce document (et tel, donc, que le président Mitterrand l'a repris à son compte) comme la troisième tentative française pour diluer le pouvoir jugé prépondérant de la Bundesbank dans un ensemble plus vaste où, à terme, les décisions seront prises à la majorité ! La vérité est sans doute un peu plus complexe, mais il n'est guère douteux que cette préoccupation anime la diplomatie française à Bruxelles.

On comprend que la Bundesbank regimbe, mais, elle aussi, à la manière communautaire. Dans le « paper » remis au comité, Karl-Otto Poehl place la barre de l'objectif final à atteindre aussi haut que son collègue français : ni plus ni moins que l'intégration globale. Mais surtout, pas de calendrier (ici l'échec du plan Werner de 1969 est rappelé opportunément). Tout transfert de souveraineté doit être subordonné à la réalisation de « progrès qualitatifs » en direction de la fameuse « convergence » des politiques économiques, thème mis en avant par les Allemands au sein de la Communauté depuis au moins vingt ans.

Le « qualitatif » a ceci d'avantageux qu'il ne se mesure pas. Allez voir si un progrès de cet ordre a été effectivement accompli !

VOILA comment on arrive à un consensus. Mais il serait trop facile et injuste d'ironiser, sauf tout de même sur un point. L'accord n'a été obtenu, si on y regarde de près (voir notre précédente chronique sur le « sur-place communautaire » du 31 octobre), que parce qu'on s'est entendu pour prolonger le temps qu'il faudra la première étape.

Reste qu'il existe plusieurs portes de sortie, dont une pourrait déboucher sur une synthèse positive, je veux dire ne consistant ni à affaiblir l'acquis que représente non seulement pour l'Allemagne mais aussi pour l'Europe la solidité de l'institut d'émission de Francfort (sans lui, l'Europe ne serait qu'une annexe de la zone dollar) ni à perpétuer la prépondérance de fait que la Bundesbank exerce sur ses partenaires... du reste à son corps défendant : s'il n'avait tenu qu'à elle, le SME, pour ne pas parler de l'Acte unique, et sa « capacité monétaire » n'aurait jamais vu le jour : c'est le gouvernement fédéral allemand qui lui a imposé ces ouvertures.

La solution que j'appelle de synthèse positive a aussi pour elle de ne pas être la plus improbable. Raison très forte d'ouvrir pour elle, il n'y a pas de fatalité dans la subordination à la politique monétaire allemande, si subordination il y a. Cette impression vient du fait que si, aujourd'hui, la Bundesbank relève ses taux d'intérêt, nous sommes pratiquement contraints de suivre pour maintenir le franc à sa parité. Cela est d'autant plus mal supporté que le niveau de nos taux est déjà sensiblement plus élevé que de l'autre côté du Rhin. Mais cette différence est l'indice que, malgré la quasi-disparition du différentiel d'inflation, la situation monétaire d'ensemble (ordie) reste plus fragile en France qu'en Allemagne. Or cette fragilité relative, il ne dépend que de nous, par une gestion appropriée, de la faire disparaître. Ni aux Pays-Bas ni en Suisse, pays de dimensions beaucoup plus modestes que la France, mais dont les monnaies sont étroitement liées au deutschemark, on n'a le sentiment de subir la suprématie de la monnaie allemande. C'est plutôt le contraire qui est vrai : on est lié à elle parce qu'on pratique à Berne et à Amsterdam fondamentalement la même politique de stabilité et qu'on en recueille les mêmes avantages.

Les trois courants de la pensée économique

Marx serait-il marxiste aujourd'hui ? Et Keynes keynésien ?
Comment se définissent les économistes face à la triple approche présentée la semaine dernière (le Monde du 31 octobre)

par Maurice Baslé

LES économistes n'appartiennent pas à un seul courant. L'enseignement actuel ne favorise peut-être pas cette compréhension, mais, grâce à lui, sans vouloir être exhaustif, on peut préciser la position des grands économistes par rapport aux trois approches. On prendra seulement garde à deux choses : premièrement, un économiste peut utiliser concurrentiellement deux approches ; deuxièmement, le choix de telle approche pour l'analyse économique ne recoupe pas nécessairement en totalité le choix de telle ou telle approche politique.

Ainsi, il existe des « économistes » qui appartiennent plutôt à un seul courant : Ludwig von Mises ou Friedrich von Hayek, les Autrichiens, ultralibéraux et anti-institutionnels (contre toutes les institutions, car le « marché » est en jeu où il importe seulement que les bonnes règles soient jouées. C'est une « mécanique » impersonnelle, un système sans nécessité de pilotage...) ; Milton Friedman (encore que, paradoxalement, il ait la faiblesse de croire au *monitoring* ultime et central par le réglage de la quantité de monnaie, sans autre forme de procès).

Il en est de même des néoclassiques purs et durs, ou encore des théoriciens des anticipations rationnelles, qui réalisent ce prodige de reconstruire au *homo economicus* sans environnement institutionnel qui, par son action rationnelle, évolue dans un système potentiellement en équilibre — prodige, il est vrai, bien peu miraculeux, puisque l'hypothèse *ad hoc* d'un « individu qui ne sera jamais surpris » est émise d'emblée.

Tous sont clairement du premier courant. En politique, ils sont franchement ultralibéraux, au sens économique — ou conservateurs — les interventions sont plus mauvaises que les solutions de libre-choix-laissez-faire, — en tout cas anticonstructionnistes... — le fil de l'eau est la variante minimale qu'ils préfèrent.

Choix politiques

John Maynard Keynes, Michael Kalecki, les classiques anglais, David Ricardo, Karl Marx, Joan Robinson, ou Piero Sraffa appartiennent clairement au second courant. Les agrégats sont les outils préférés des classiques, marxistes, keynésiens ou postkeynésiens. Mais attention, beaucoup ne négligent pas la troisième approche et ont un intérêt pour l'étude des technologies et des institutions. Beaucoup se dotent d'une théorie évolutionniste du changement social. Enfin, les choix politiques ne sont pas forcément corrélés à leur approche méthodologique en économie.

Ainsi Marx serait-il « marxiste dogmatique » aujourd'hui ? Aurait-il une langue de bois ? De même, on sait que, pour Keynes, le grand cambridgien, le capitalisme, l'économie de marché sont encore, lorsqu'ils se sont « raisonnablement » dotés d'institutions pour remédier à l'inégalité et au chômage, les moins imparfaites des « machines économiques ».

Adolph Wagner, le social-démocrate allemand de la fin du dix-neuvième siècle, Torsten Veblen, l'institutionnaliste américain, J.R. Commons, aide de camp du gouverneur réformateur du Wisconsin aux Etats-Unis bien avant le New Deal et

dont beaucoup d'élèves seront les bâtisseurs des programmes sociaux et de travaux publics de Roosevelt, W.C. Mitchell, Ayres, font indiscutablement partie du troisième courant.

On connaît leur inspiration commune. Il est établi aujourd'hui qu'il y a une liaison entre l'école historique allemande du dix-neuvième siècle et T. Veblen, qui lit et traduit leurs travaux. J.R. Commons essaie, dans la foulée des études allemandes, de construire une théorie générale socio-économique des organisations. Il fonde une véritable école en économie du travail et des relations industrielles avec, en particulier, une théorie des incitations au travail et une théorie de la valeur raisonnable ou normale.

Mais les institutionnalistes actuels ont aussi quelquefois, comme les autres, plusieurs ancrages. Ainsi l'école française de la régulation (Robert Boyer, Benjamin Coriat, Michel Aglietta...) oscille entre Keynes, Marx et l'institutionnalisme américain — pour les études sur le monde du travail, notamment. Le Manifeste pour une économie institutionnaliste moderne, de G.M. Hodson (1987) s'appuie sur des références multiples (Adam Smith, K. Marx, Max Weber, Alfred Marshall, J.R. Commons, Joseph Schumpeter, T. Veblen, J.M. Keynes, J. Robinson, Nicholas Kaldor, Karl Polanyi).

On pourrait penser que, puisqu'il y a non pas un seul courant en science économique, mais au moins trois approches, il est difficile de faire confiance aux économistes professionnels. En réalité, si ces trois approches sont en perpétuelle situation de conflit ou de concurrence, elles

sont aussi en situation d'enrichissement mutuel.

Avec la première approche, la théorie du choix micro-économique est complètement formalisée. On peut s'interroger sur le niveau des mathématiques réellement nécessaires. Les modèles hypothétiques donnent à la fois l'impression de tourner à vide (hypothèses trop strictes) et la possibilité d'aller jusqu'au bout de certains raisonnements logiques. La vertu heuristique potentielle des mathématiques est, en principe, un atout. Les tests économétriques sont les compléments idéaux des propositions formalisables des modèles.

La deuxième approche a donné tous les outils de la macro-économie, de la comptabilité nationale et tous les modèles de politique économique. On peut gloser sur la philosophie implicite de la plupart de ces modèles (généralement d'inspiration keynésienne), mais les prédictions sont robustes.

Cacophonie ou trompe-l'œil ?

Seules les interrogations sont actuellement en question : par exemple, faut-il une harmonisation fiscale européenne et un progrès vers la supranationalité ? Les moyens et les conséquences des mesures qui seront prises sont parfaitement évaluables. Mieux, cette approche cherche à éclairer les fondements micro-économiques de telle ou telle relation globale et, inversement, les micro-économistes (comportementalistes) sont prêts à s'enrichir en étudiant les fondements macro-économiques de la micro-économie.

La troisième approche féconde les deux premières :

Kenneth Arrow, considéré comme le successeur de Léon Walras ou de Wilfredo Pareto, est aussi celui qui s'interroge sur les limites de l'organisation (1974) en étudiant les déviations dans la rationalité individuelle, déviations qui proviennent de l'environnement institutionnel. La micro-économie intègre les problèmes d'information, de coût de transaction, d'interdépendance, les analyses de la bureaucratie, le traitement de l'incertitude.

L'institutionnalisme permet de progresser dans l'étude macro-économique des revenus, de la consommation ou des phénomènes monétaires et financiers. Le rôle de l'Etat et la logique de son action — les compromis institutionnalisés au sens de Robert Delorme — n'apparaissent plus comme simplistes (au seul service de l'intérêt général).

Ainsi perçu, le paysage des économistes est-il décourageant et l'apparente cacophonie des recettes de politique économique n'apparaît plus que comme un trompe-l'œil. Reste alors le problème de la transmission du savoir des économistes vers le monde politique. Le principe de la division du travail étant ce qu'il est — au moins depuis le développement du capitalisme et depuis l'analyse d'Adam Smith — l'échange entre économistes et hommes politiques est nécessaire, mais, en même temps, il n'aura lieu que si les co-échangistes trouvent un intérêt à l'affaire.

Trois possibilités de relations existent théoriquement : le marché, la commande hiérarchique ou le don. Le marché serait un marché de l'expertise et du conseil auprès des grands partis, des élus (locaux, régionaux,

nationaux ou européens) et des gouvernements... Marché avec des prix de marché (quels prix ?) et un environnement institutionnel donné (quels statuts pour les acteurs ?).

La commande hiérarchique existe déjà en France : l'INSEE, la direction de la prévision et, d'une manière beaucoup plus faible compte tenu de sa grande autonomie de pensée, l'Université fonctionnent encore selon ce mode. Mais ce mode est en concurrence avec le premier : il existe des organismes indépendants d'expertise, moins « commandés », même s'ils ne sont pas entièrement privés.

La troisième possibilité de relation entre l'économiste et l'homme politique est le don. Les économistes (universitaires ou experts) produisent des idées, des concepts, des propositions ; ils émettent des jugements de valeur. Le tout est disponible sur la place publique : les hommes politiques peuvent procéder à la cueillette... Mais, malheureusement pour eux, cela ne va pas sans coûts : il faut sans doute ce que T. Veblen aurait appelé une « curiosité toujours en éveil », une culture générale historique et économique, et sans doute, *in fine*, une « philosophie » de l'économie, de la société et de l'action.

En tout état de cause, le choix est large et libre. Mais, pour mieux choisir, il reste évidemment à apprendre, à s'informer, à se documenter et à faire attention pour entendre la rumeur des économistes de tous les courants et de tous les pays. A titre d'exemple, connaissez-vous aujourd'hui les économistes allemands ?

► Professeur à l'université de Rennes-1.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

dauphin

Le conseil d'administration, réuni le 12 octobre 1989 sous la présidence de M. Jacques Dauphin, a examiné l'activité et les résultats de la société et du groupe pour le premier semestre.

SOCIÉTÉ DAUPHIN			GROUPE CONSOLIDÉ			
1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Année 1988	EN MF.	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Année 1988
444 027	392 687	775 861	Chiffre d'affaires	469 994	398 886	804 232
83 905	78 035	143 066	Résultat courant (1)	83 227	82 636	151 686
44 525	41 847	75 859	Résultat net (2)	46 932	44 312	80 711

(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition pour le groupe (924 MF en 1988).

(2) Part du groupe avant amortissement des écarts d'acquisition.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, le chiffre d'affaires global non consolidé devrait être en progression d'environ 10 à 11 %, soit une augmentation légèrement supérieure à celle du marché. Le résultat net après impôts devrait rester, en pourcentage du chiffre d'affaires, de l'ordre de 9,5 à 10 %.

La société Dauphin vient d'acquiescer près de 90 % des titres de la société Liot, avec jouissance au 1^{er} janvier 1990.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé du groupe au 31 décembre 1989 devrait être supérieur à 950 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé, à la demande des anciens actionnaires de Liot, pour incorporer au capital les comptes courants qu'ils détiennent dans la société du fait de la cession, de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 20 décembre 1989, qui décidera la réalisation de cette opération.

RÉSULTATS AU 30 SEPTEMBRE 1989

Au cours des neuf premiers mois de 1989, l'encours moyen des Crédits (2.605 MF) a progressé de 28 %, celui des Dépôts (2.213 MF) de 10 %.

Le Produit Net Bancaire est en augmentation de 12 % à 164 MF, et le Résultat Brut d'Exploitation après Amortissements s'établit à 44,7 MF (+ 31 %). Ces chiffres sont conformes aux objectifs budgétaires et permettent d'espérer pour l'ensemble de l'exercice un résultat net proche de 20 MF contre 16,9 MF. en 1988 et 14,3 MF en 1987.

La Banque vient de procéder à une émission de 150 MF de Titres Subordonnés Remboursables qui porte à plus de 10 % son ratio Cooke.

Banque Tarneaud

Tout va plus vite quand on se connaît.



Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration d'IMMOBANQUE, réuni le 25 octobre 1989 sous la présidence de M. Gérard BILLAUD, a examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1989.

Les recettes locatives du 1^{er} semestre 1989 s'élèvent à F 223 millions, marquant une progression de 9,3 % par rapport à celles du 1^{er} semestre 1988. Le résultat financier brut - avant éléments exceptionnels - du 1^{er} semestre 1989 s'établit à :

- F 59,6 millions contre
 - F 56,3 millions
- au titre de la même période de 1988 faisant ressortir une augmentation de 5,7 %.

Le résultat net comptable au 30 juin 1989 fait apparaître un bénéfice de :

- F 53 millions contre
- F 52,1 millions au 30 juin 1988.

Les dossiers signés et en cours de signature représentant un montant d'investissements de F 434 millions. Cette production, réalisée uniquement en crédit-bail, et le volume des dossiers à l'étude devraient assurer, pour 1989, un niveau d'activité au moins égal à celui de l'exercice 1988.

L'ensemble de ces éléments permet d'escompter une nouvelle progression du dividende unitaire pour l'exercice 1989, lequel s'élevait à F 51,75 pour 1988.

Jean-Louis LEVET Le livre des priorités de demain

UNE FRANCE SANS USINES ?

« Je me réjouis de la publication de ce livre qui mérite d'être lu et médité. »

(...)

« Le malheur est qu'en France on n'aime pas évoquer ce qui ne va pas. La remarque vaut pour le patronat comme pour les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche. D'où l'intérêt que j'attache à ce cri d'alarme de Jean-Louis Levet et mon souhait que son livre contribue à inciter nos responsables politiques et économiques au réalisme et à la lucidité, car la lucidité est la condition du progrès. »

FRANÇOIS DALLE

« La France est-elle décidément entrée dans l'ère "post-industrielle" ? Jean-Louis Levet analyse sans complaisance la coalition des blocages. »

L'Expansion

« Jean-Louis Levet nous invite à une véritable leçon d'anatomie où le corps "industriel" est passé au scanner de l'économiste (...). »

Le Courrier des Cadres

« "Une France sans usines ?" met à nu les blocages de l'industrie française et définit les priorités qui permettraient de sortir de la spirale du déclin. »

L'Usine Nouvelle

« Qui a raison des tenants du libéralisme Balladur, rejeté en 1988, des partisans de l'économie mixte chère à P. Bérégovoy, ou d'un "retour rampant" aux nationalisations que prône J.-P. Chevènement ? "Une France sans usines ?" est une synthèse très riche d'informations exposées avec pédagogie. »

La Lettre des Échos

« Les raisons du déclin industriel français sont complexes : l'auteur les analyse et définit des priorités pour la prochaine décennie. »

Sciences et Vie Économie

Editions Economica - 49, rue Héricart,
75015 Paris - Tél. : 45.78.12.92

Votre trésorerie et le Crédit Agricole.
La pole-position sur la gestion et les outils de marché.



Quel que soit le domaine où vous souhaitez optimiser votre gestion de trésorerie, le Crédit Agricole vous place en pole-position.

Premier gestionnaire d'Europe, le Crédit Agricole l'est notamment sur le court terme obligataire, avec un actif géré de 110 milliards de francs.

Il est, d'autre part, l'un des tout premiers Spécialistes en Valeurs du Trésor.

Des produits gérés aux outils de marché et aux services, il couvre l'ensemble des besoins de trésorerie courants et spécifiques.

SICAV de trésorerie

Optimisation de la régularité dans les performances, c'est ce que vous apporte le Crédit Agricole par Segespar-Titres, sa filiale spécialisée.

En SICAV monétaires, vous choisissez entre Moné J et Elicash, cette dernière étant plus particulièrement adaptée à des flux importants de trésorerie.

En SICAV régulières, Univar et Uni-Associations, apportent leur tonus à des placements de moindre volume.

Elicash, Moné J et Univar sont transformées en SICAV de capitalisation.

Outils de marché

Le Crédit Agricole va des "classiques" (Bons du Trésor, Certificats de dépôt, Billets de trésorerie, interventions au MATIF et au MONEP) à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Avec Eurogain, c'est une facilité de crédit en euro-devises, adaptée aux besoins des moyennes entreprises, et permettant de passer d'une euro-devise à l'autre sans pénalité.

Futurgain, c'est une couverture contre les risques de change, qui vous permet de protéger vos marges commerciales sur des contrats libellés en dollars, yens, marks et livres.

Vous bénéficiez ainsi du pouvoir d'innover du Crédit Agricole et de l'ensemble des conseils de gestion, en particulier de montages sur-mesure, quelle que soit votre spécificité d'activité.

Profitez de la compétence du Crédit Agricole par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et par Segespar-Titres.



P R E M I E R G E S T I O N N A I R E D ' E U R O P E

هكذا من الاجل

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊT

1988 : une année exceptionnelle pour les entreprises

selon une enquête réalisée par le Crédit national

L'année 1988 a été saluée par les observateurs économiques comme une année exceptionnelle, notamment pour les entreprises industrielles. Le Crédit national a effectué un survol à partir des données de sa centrale des bilans de 1984 à 1988, sur un échantillon de 970 entreprises, hors BTP et énergie, les données provisoires concernant 1988 étant obtenues à partir d'un échantillon de 370 entreprises des mêmes secteurs.

Sa conclusion, sous la plume de M. Joël Prohin, du département des études et du conseil aux entreprises,

est fort optimiste. « On ne peut qu'être frappé, à la fin de ce survol de l'évolution du comportement des entreprises industrielles, par la performance d'ensemble réalisée, bien supérieure à celle du début de la décennie. L'activité, les exportations, les investissements, les résultats surtout, sont en forte progression et atteignent des niveaux inconnus depuis le second, voire le premier, choc pétrolier. »

M. Prohin retient six points saillants de ce « brillant tableau » :

« - L'expansion de l'industrie a été supérieure en 1988 à celle des autres secteurs économiques ;

« - La productivité du travail a atteint un rythme de croissance exceptionnel, tandis que les frais de personnel restent contenus, en partie grâce à la progression de la participation des salariés ;

« - Les investissements physiques et financiers atteignent des taux de croissance remarquables, mais à peine suffisants pour faire face aux besoins ;

« - L'amélioration du taux de marge et la baisse des taux d'intérêt nominaux entraînent celle de la rentabilité économique et de la rentabilité financière ;

« - La structure des bilans se consolide, en raison du désendettement de la croissance des fonds propres ;

« - L'écart entre grandes et petites entreprises tend à diminuer dans presque tous les domaines. »

L'année en cours suscite également un certain optimisme chez l'écono-

miste du Crédit national. Pour 1989, « les perspectives des industriels, soit dans les enquêtes du Crédit national, soit dans celles de l'INSEE et de la Banque de France, de même que les résultats intermédiaires du premier semestre, font apparaître une situation de croissance à peine plus modérée, et toujours forte si on la compare aux années autres que 1988. Même dans l'hypothèse d'un ralentissement conjoncturel, l'assainissement en profondeur de l'industrie, désormais réalisé, lui donne des moyens nouveaux pour faire face à la concurrence. »

Développement rapide des opérations de croissance externe

Les entreprises ont fortement développé leurs opérations de croissance externe : les prises de participation ont plus que doublé entre 1985 et 1987. Si cet essor ne crée pas de nouvelles capacités de production sur le plan macro-économique, il apparaît très complémentaire de l'investissement physique pour les entreprises.

L'enquête, menée par le Crédit national auprès des cinquante plus grands groupes français, a fait ressortir qu'en 1988 les investissements financiers des « 50 » en France et à l'étranger avaient représenté une masse équivalente à celle de leurs investissements physiques en France.

Cela traduit le souci des grandes entreprises françaises d'atteindre rapidement la taille requise par la compétition internationale. La très forte croissance des investissements à l'étranger, en particulier vers l'Europe du Sud, montre que la perspective du marché unique s'inscrit profondément dans la stratégie des industriels français. Si ces opérations sont naturellement plus le fait des grandes entreprises, on constate en 1987 leur forte poussée chez les entreprises moyennes (de 500 à 2 000 salariés) : leurs acquisitions de titres de participation (exprimées en pourcentage de la valeur ajoutée) passent de 1,7 % en 1986 à 3,6 % en 1987 et à 6,2 % en 1988. Globalement, les investissements financiers, qui représentaient 1,6 % de la valeur ajoutée en 1984, constituent en 1988, 4,4 %, soit presque un triplement en quatre ans. Pour les grandes entreprises, ce ratio atteint même 12,8 % en 1988, soit un chiffre comparable aux investissements physiques des « années creuses » de la décennie.

Besoins de financement : forte augmentation en 1988

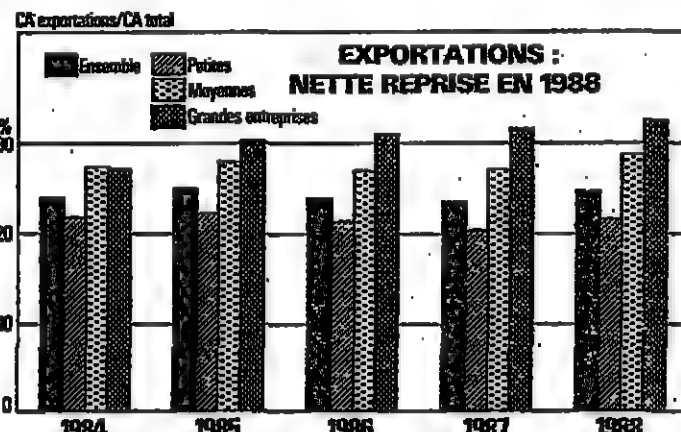
Le poids des besoins de financement de la croissance augmente régulièrement depuis 1983, tant pour les petites que pour les grandes entreprises, jusqu'à représenter pour ces dernières 53 % de la valeur ajoutée. Le niveau atteint en 1984 pour l'ensemble des entreprises (28,7 % de la valeur ajoutée) a été largement dépassé en 1988 : toutefois, la répartition des emplois et des ressources s'est profondément modifiée durant la période étudiée : la variation des besoins de roulement diminue, au profit des investissements physiques et financiers et des remboursements de crédits à long et moyen terme. La priorité donnée au désendettement en 1985-1987 a fait place en 1988 à celle de l'investissement.

Les emplois sont de moins en moins financés par un appel au crédit mais par les fonds propres : autofinancement, cessions et augmentations de capital. Les actionnaires apportent globalement plus aux entreprises qu'ils n'en retirent :

- Pour les petites entreprises, le désendettement a été très progressif et ce n'est qu'en 1988 que les remboursements d'emprunts à moyen et long terme excèdent les nouveaux concours.

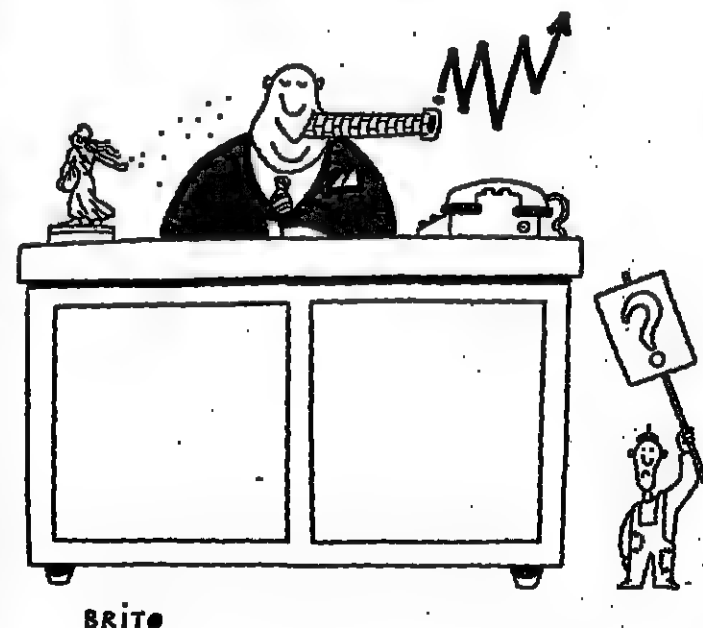
- Les entreprises de taille moyenne ont fait un gros effort d'investissement financier : alors qu'en 1984, ils étaient au même niveau que ceux des petites, ils s'établissent en 1988 à près de 7 % de la valeur ajoutée, dont une forte proportion de prises de participation (6,2 %). Leur désendettement a été très important entre 1985 et 1987 mais les apports en fonds propres de leurs actionnaires restent limités.

- Les investissements financiers des grandes entreprises ont explosé, passant de 4,2 % de la valeur ajoutée en 1984 à 12,8 % en 1988. Les appels de fonds propres sont très importants et, même si les dividendes versés progressent, l'apport net des actionnaires atteint 9,5 % de la valeur ajoutée. Le désendettement, très marqué en 1986 et plus encore en 1987, a été un peu réduit en 1988 : contrairement aux deux autres populations, il est plutôt le fait de remboursements massifs que de la baisse des nouveaux crédits.



Alors que la part du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation baissait depuis trois ans, un renversement de tendance apparaît en 1988, provoqué par la forte croissance de la demande adressée à la France (+ 8,6 % pour les produits manufacturés selon l'INSEE). Toutefois, la vivacité de la demande intérieure en biens d'équipements professionnels consécutive au regain de l'investissement a entraîné la dégradation du solde industriel de la France, car l'offre nationale est insuffisante.

Contrairement à 1987, où la progression du chiffre d'affaires à l'exportation des PME était inférieure à celle des grandes entreprises, la croissance a été générale en 1988. Toutefois, si les taux d'exportation de toutes les catégories d'entreprises progressent, l'écart en faveur des grandes ne cesse de s'accroître.



Productivité toujours croissante, effectifs encore en diminution

Les entreprises françaises, face à une concurrence internationale de plus en plus vive, ont dû améliorer leur compétitivité en recherchant des gains de productivité. La phase d'ajustement des effectifs commencée au début de la décennie s'achève : la baisse de l'emploi industriel s'est nettement ralentie en 1988, sans pour autant entraîner de créations nettes d'emplois. Toutefois, les effectifs d'une majorité de grandes entreprises se sont accrus, ce qui contraste avec les comportements observés en 1986 et 1987. Au total, 41 % des entreprises ont augmenté leur effectif, contre 37 % en 1987. Dans l'ensemble, les entreprises continuent à pratiquer une gestion prudente de leurs effectifs, même si, dans quelques régions ou dans certains secteurs, des insuffisances de personnel se font jour.

Les gains de productivité se sont accélérés en 1987 et 1988. La productivité apparente du travail, mesurée par la valeur ajoutée par salarié, a progressé de 5,4 % en 1987 et de 7,2 % en 1988, croissance nettement supérieure à celle des frais de personnel par tête

(1,9 % en 1987 et 2 % en 1988). Sur la période 1984-1988, les gains de productivité ont été forts quelle que soit la taille de l'entreprise. Mais, alors que pour les PME la croissance a été régulière au cours de ces quatre années, les grandes entreprises (avec + 7,3 %) ont rattrapé en 1987 le retard qu'elles avaient pris sur la tendance de moyenne période.

Les frais de personnel par salarié n'ont augmenté que très modérément ces deux dernières années. La différence de rémunération moyenne entre les grandes et les petites entreprises tend à s'atténuer : de 12 % en 1984, l'écart n'est plus que de 5,5 % en 1988. La même observation peut être faite à propos de la productivité du travail, puisque l'écart a été entièrement comblé en quatre ans.

La participation des salariés fait plus que doubler entre 1984 et 1988 : toutes tailles confondues, plus de 50 % des entreprises en ont bénéficié leur personnel et, chez les grandes, cette part atteint 80 % en 1988.

Effectifs

Taux de variable des effectifs	1985	1986	1987	1988
Ensemble	-2,5	-4,3	-2,9	-0,5

Productivité du travail - Frais de personnel

Valeur ajoutée par salarié	1984	1985	1986	1987	1988
en valeur	186	201	217	234	256
en volume (1)	186	186	189	200	214
taux de croissance en volume	*	0,3	1,7	5,4	7,2

(1) Déflateur : prix de la valeur ajoutée.

Frais de personnel par salarié	1984	1985	1986	1987	1988
en valeur	133	143	151	159	166
en volume (2)	133	135	139	142	145
taux de croissance en volume	*	1,9	3,0	1,9	2,0

(2) Déflateur : prix à la consommation.

Investissement physique : on bute sur les capacités de production

La progression de l'investissement physique, qui avait repris en 1984-1985 puis s'était ralentie en 1986, s'accroît sensiblement en 1987, et plus encore en 1988 : bien que l'investissement des entreprises industrielles ne représente qu'environ 30 % de la FBCF des entreprises, il a été son élément moteur et a contribué à la bonne croissance de l'économie dans son ensemble.

En 1988, les grandes entreprises ont montré un dynamisme d'investissement supérieur à celui des PME, contrairement aux années précédentes.

En effet, en 1986 (et dans une moindre mesure en 1987), les entreprises, et plus particulièrement les grandes, ont préféré utiliser l'amélioration de leurs résultats à assainir leur bilan : une fois atteint un niveau d'endettement jugé satisfaisant, elles ont alors engagé des programmes d'amélioration de la productivité et, depuis la mi-1988, ont accru la part de leurs investissements de capacité. Les industriels ont, en effet, été de plus en plus nombreux en 1988 à buter contre des capacités de production insuffisantes face à une demande en très forte reprise dans certains secteurs.

La crainte d'un renversement de conjoncture et surtout l'étalement sur plusieurs années de l'effort d'équipement peuvent expliquer la réticence de certaines firmes à accroître leur potentiel de production au rythme requis par la demande.

Les entreprises investissent toujours largement au-delà du besoin de renouvellement : le ratio Investissements/Amortissements a progressé en 1988, sans toutefois rejoindre son niveau de 1986. Cette hausse, plus prononcée dans les grandes entreprises, témoigne du retard qu'elles avaient pris.

Croissance des investissements

Taux de croissance en volume*	1985	1986	1987	1988
Ensemble	9,2	3,9	6,0	11,0

* Déflateur : indice des prix de l'investissement, industrie manufacturière + IAA.

en % pour l'ensemble	1984	1985	1986	1987	1988
Investissements/immobilisations	11,6	11,8	10,9	11,0	12,4
Cessions/immobilisations (1)	1,1	1,5	1,6	1,9	2,5
Investissements/amortissements (2)	128,7	128,8	139,0	127,4	133,7

(1) Cessions à leur valeur comptable (hors plus-values).
(2) Seules les immobilisations amortissables sont ici prises en compte.

Structures de bilan : poursuite de la consolidation

L'évolution relative des besoins à financer et des ressources débouche sur le constat de l'allégement rapide depuis trois ans de l'endettement par rapport aux fonds propres. Là encore, l'écart entre grandes et petites entreprises tend à diminuer.

En contraste avec la tendance qui prévalait depuis quelques années, la composante à court terme de l'endettement recommence à croître en 1988, surtout pour les grandes entreprises. L'assainissement des bilans effectué durant les derniers exercices autorisés désormais les entreprises à optimiser les possibilités variées que s'emparent de leur proposer les établissements de crédit. Le développement de nouveaux instruments à court terme va également dans ce sens.

Les fonds propres représentent désormais la moitié des capitaux mis en œuvre. La structure des bilans est donc plus solide, les besoins étant financés de façon croissante par des ressources stables. Contrai-

rement à une idée trop répandue, les petites entreprises, de cent à cinq cents salariés, ne souffrent pas d'une insuffisance de fonds propres par rapport aux grandes firmes : leur ratio endettement/fonds propres est au-dessous de la moyenne et leur ratio fonds propres/capitaux mis en œuvre est au-dessus ; ce constat ne préjuge en rien du niveau optimal souhaitable de fonds propres.

En 1988, l'encaisse progresse moins que les années précédentes. Toutefois, la part des titres de placement dans l'encaisse ne cesse de s'accroître, atteignant 50 % en

moyenne. Le nombre d'entreprises utilisant ce type de gestion de leur encaisse augmente chaque année. Néanmoins, en 1988, pour les grandes entreprises, la part des titres dans l'encaisse s'est stabilisée à 58 %, celle-ci ayant été réduite à un niveau un peu inférieur à celui de 1986. Il semble donc que les politiques d'investissements physiques et financiers, des grandes entreprises aient conduit à un niveau tendanciel d'encaisse et un taux d'emploi en titre qui avaient été dépassés en 1986 et 1987 pour des raisons conjoncturelles, comme le notait déjà une étude de Crédit national sur ce sujet.

Structure de l'endettement (en %)

	1987	1988
Long terme	34,2	31,8
Moyen terme	17	18,5
Court terme	48,8	49,7

AFFAIRES

L'explosion du marché des livres de gestion

Les ouvrages de management à la recherche d'un second souffle

Ces dernières années, et en particulier depuis la publication, en 1983, du best-seller américain *le Prix de l'excellence*, le marché français se trouve inondé de livres de management. Certains sont très techniques, à usage professionnel, et d'autres, de type « mode d'emploi » ou « recettes », destinés à un plus large public qui, de plus en plus, tend à s'intéresser également à la première catégorie.

Dans ce cadre aura lieu le jeudi 9 novembre le colloque annuel **APPLANE** (stratégie et développement d'entreprise), axé sur le management stratégique et l'espace européen, au cours duquel sera remis le prix du meilleur ouvrage de stratégie d'entreprise.

Quatre petites maisons d'édition se sont spécialisées dans ce marché.

Les Editions d'Organisation sont les plus anciennes : cela fait trente ans qu'elles s'occupent de la publication d'ouvrages de gestion, profitant du marché ouvert par la loi française sur la formation professionnelle, qui leur assure un débouché par les comités d'entreprise, et leur permet de se spécialiser dans les ouvrages techniques « sérieux », destinés aux cadres, tirés à peu d'exemplaires (2 000 ou 3 000), donc très chers. Ce qui importe peu, car c'est souvent l'entreprise qui paie.

La vulgarisation, c'est l'avenir

Depuis trois ans, elles ont lancé une nouvelle collection : « Développement personnel », davantage « grand public », à des prix plus raisonnables (autour de 150 F). Monique Engrand, leur directrice littéraire, reconnaît que, pour l'instant, cette collection marche bien, mais elle prévoit que cette mode, qui nous vient des Etats-Unis, va passer.

A l'opposé des Editions d'Organisation, se trouvent les jeunes Editions Businessman/First, créées en 1986, résolument tournées vers un très large public et dont le PDG — à l'aise dans son jean — est bien persuadé que la vulgarisation d'est

l'avenir : « Nous avons voulu nous différencier de ces livres très techniques, très français, que publient des maisons comme *Economica* [petite maison d'édition qui se consacre exclusivement aux livres théoriques de gestion] ou les *Editions d'Organisation*. Nous faisons du business, du pragmatique à l'américaine, efficace ».

La plus grande partie de leur production est composée de traductions de livres américains. Ce sont des jeunes qui les lisent, ou des hommes d'affaires. Depuis leur création, les Editions First ont vendu environ 800 000 livres à raison d'environ 8 000 exemplaires par tirage.

Le dirigeant de cette maison raconte que, un samedi après-midi, il a vu débarquer à la maison d'édition un jeune chef de PME anxieux à la veille de traiter une affaire avec un gros client japonais. Il est repartir avec son bras bandé ou comment négocier avec les Japonais, écrit par le président de la Warner Mitchell Deutsch, et *Sachet négocier en toutes occasions*, vendu à 1 million d'exemplaires aux Etats-Unis.

First vise de plus en plus la large diffusion : elle a passé un accord avec France Loisirs et Press Pocket pour que, en avril 1990, ses titres sortent en livres de poche.

Le PDG d'InterEditions — une filiale du groupe Expansion —

M. Geoffrey Staines, qui a publié en France le fameux *Prix de l'excellence*, est, comme son concurrent américain, éditeur de livres scientifiques — il y a huit prix Nobel parmi ses auteurs — il n'est mis au management il y a environ neuf ans, après avoir fait un calcul simple. Sur 3 millions de cadres français, dont 133 000 cadres d'entreprise de plus de dix salariés, un tiers environ achètent des livres ; il n'est donc pas déraisonnable de penser qu'une partie d'entre eux au moins peuvent être intéressés par les siens.

Trois segments de marché

M. Geoffrey Staines analyse le marché des livres de management en trois catégories.

D'abord les livres professionnels pour cadres (dont fait partie le *Prix de l'excellence*), qui peuvent atteindre un plus large public, bien qu'ils soient assez chers. Il s'en vend entre 2 000 et 20 000 exemplaires et leur durée de vie est de trois à cinq ans.

Puis viennent les livres-recettes, destinés aux jeunes et aux employés d'une durée de vie plus courte (six mois à deux ans) et d'un prix plus abordable (moins de 100 F), faciles à lire, avec des titres accrocheurs : *Nager avec les requins sans se faire manger tout cru* ou *Ne faites jamais confiance à un homme ni qui vous offre sa chemise*.

Enfin, les livres biographiques, comme celui qui vient d'être publié par Bernard Tapie ou Grasset sur le patron d'Apple, John Sculley.

La crémade d'InterEditions, c'est la première catégorie : « Elle correspond à notre image, haut de gamme, avec des auteurs célèbres, destinés aux lecteurs de l'Expansion. Pas question de faire des livres « au rabais ». Même si des titres comme *le Prix de l'excellence* marchent très bien (déjà 6 000 exemplaires vendus), surtout depuis le lancement de 1987, M. Staines prévoit une saturation du marché des livres « un peu triviale » dans les années à venir. Selon M. Staines, les hommes d'affaires français vont revenir aux vraies valeurs, à « ces livres solides qui prennent un an à écrire ».

Les Editions Bordas-Dunod diffusent InterEditions, particulièrement dans leurs librairies spécialisées, mais elles aussi se sont lancées ces dernières années dans la vulgarisation, tout en considérant, comme M. Staines, que l'avenir est ailleurs. Elles publient chaque année deux séries de trois titres sous sa rubrique « Développement personnel ». Les prix sont délibérément fixés autour de 80 F, et les titres, pratiques, n'ont pas toujours à voir avec la gestion : *Se mettre à son compte, mode d'emploi* ou *Comment améliorer sa mémoire à tout âge*.

Elles se sentent plus à l'aise quand il s'agit d'ouvrages « sérieux » et travaillent beaucoup en collaboration avec l'Association pour l'emploi des cadres (APEC).

Toutes ces maisons consacrent une part différente de leur budget à la promotion : les Editions d'Organisation, 14 % ; First, 11 % ; InterEditions, 6 % ; et Dunod « comme tout le monde ».

Elles expliquent les prix plutôt élevés par les coûts de traduction et de lecture. Toutes sont d'accord pour dire que cette dernière est d'autant plus nécessaire que les livres sont plus grand public. En effet, ils sont souvent écrits à la va vite ou traduits de livres américains (pour lesquels « le style importe peu »), InterEditions précise même qu'aucun des manuscrits qu'elle reçoit n'est publié tel

quel. La relecture et la réécriture demandent au moins un mois de travail.

La plupart de ces éditeurs sont revenus émerveillés de la Foire de Francfort : le public allemand consomme environ trois fois plus d'ouvrages de gestion que le public français.

Pourtant à la FNAC, un samedi après-midi, au rayon Gestion-Management, le public est divers. Mais que ce soit l'ingénieur d'une grande société amené à être dirigeant, l'employé qui recherche une promotion ou l'analyste-programmeur qui veut compléter

ses stages de formation, ils recherchent tous la même chose : un supplément d'information ou des idées nouvelles. Le prix, même élevé, ne les effraie pas, « ce sera toujours moins cher qu'un cabinet conseil », dit l'un d'eux. Et un autre lecteur d'ajouter : « C'est aussi relatif que le prix d'un vêtement, ça dépend combien de fois on s'en sert. » Mais, selon un professeur venu chercher la manne de son prochain cours, il vaut mieux que ça soit cher sinon les gens n'auront pas confiance !

CATHERINE DERIVERY

« Génération Business »

Robert Papin n'en est pas à son premier best-seller. Les deux premiers, *Stratégie pour la création d'entreprise* et *le Directoire* ont été la bible — ils en avaient d'ailleurs le volume — de nombreux apprentis hommes d'affaires.

Bien qu'enseignant (depuis dix ans à HEC), son expérience de créateur d'entreprises, même si elle est ancienne, lui permet, selon lui, de ne pas se laisser aller à la théorisation.

Son dernier ouvrage, *Génération Business* (dont il n'aime ni la couverture ni le titre : « Ça fait trop jeune loup »), est délibérément différent des autres : simple, direct, illustré, avec une mise en page attrayante, « destiné autant au chef d'entreprise qu'à sa femme ou à la secrétaire ».

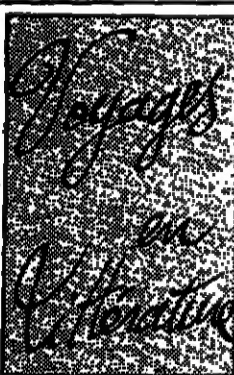
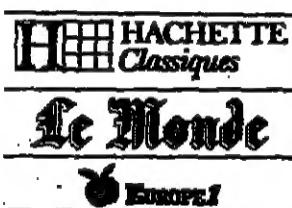
Son idée date d'il y a déjà une dizaine d'années. « En fait, à peine terminé le *Directoire*, les facteurs-clés de la réussite d'un chef d'entreprise avaient déjà changé », explique-t-il.

Selon lui, aujourd'hui, l'esprit d'anticipation, la rapidité de réaction et surtout la remise en question personnelle permanente sont les qualités qui font qu'un autodidacte peut avoir autant d'atouts qu'un diplômé. Et c'est un professeur qui le dit...

Bien que convaincu de la valeur du travail d'équipe, il fait ses livres seul. *Génération Business*, pourtant bien plus court que les autres (moins de deux cents pages), lui a coûté beaucoup plus de travail, environ trois ans et dix mille pages sur son ordinateur. Il l'a recommencé six fois. L'a écrit en deux temps : d'abord les pages techniques, puis la consultation d'amis journalistes sur la manière de présenter les exemples, puisque son ouvrage se fonde sur l'exemple, de succès fulgurants comme d'échecs cuisants.

Sorti en juillet au prix de 98 F, trop bon marché à son avis, il a été directement tiré à vingt mille exemplaires par Dunod.

GRAND CONCOURS



LES GAGNANTS

DU 201. AU 500. PRIX

(Suite)

BRICOUT Yveline - 02190 Juvisy-sur-Orge • BRINGARD Philippe - 51450 Bédry • BRONDEL René - 93250 Villamont • BROS Isabelle - 25000 Besançon • BRUNELLO Arno - 52100 Amilly • CAILLARD Jeanine - 75005 Paris • CALLEJA Jean-Paul - 05000 Nice • CALVEZ Eugène - 28200 Brast • CAPLAT Gérard - 40220 Tignes • CARAES Marie-Claude - 28214 Lannilis • CARLIER Daniel - 78120 Mantes • CARLIER Claude - 78120 Mantes • CARNOT Abel - 28111 Sceaux • CARPENTIER Isabelle - 62110 Hénin-Beaumont • CAZAN Annie - 37000 Tours • CERTE Lion - 18230 Pompadour • CERTE Henri - 18230 St-Savin-Lavaud • CHAGNON André - 35210 Chabris • CHARLET Monique - 67550 Vandœuvre • CHARONNET Colette - 38210 Chabris • CHEBBAT Jean-Louis - 91290 Juvisy-sur-Orge • CHENONNIER Marcelle - 33000 Bordeaux • CHALA Bernard - 69242 Capelle-en-Pévèle • CLEMENTI Suzanne - 69240 Sarcelles • COLIN Marcel - 92120 Montreuil • COLLOT Dominique - 82170 Vannes • CORNET Gérard - 62810 Andres • COSSE Thérèse - 37160 Cognin • COZZI Sylvaine - 91330 Yverny • CROS Pierre - 13090 Aix • DUCHERAT Roland - 75017 Paris • D'ALMEIDA Pierre - 37000 Tours • DAL CERO J.-Marie - 57530 Courcelles-Chaussy • DANIEAU Roland - 85150 St-Florent-sur-Loire • DE ARCANGLIS Adeline - 94800 Châteaufort • DE BILLY Simone - 78118 Paris • DE METZ Christine - 75000 Versailles • DE PRAELLES Joëlle - 92170 Vannes • DE TOUCHET Olivier - 75018 Paris • DE VALENCE Guy - 42370 St-Haon-le-Vieux • DE VENCAY Bénédicte - 33000 Bordeaux • DE VERTCOURT Claudine - 75005 Paris • DE ZAN Jeanne - 78540 Vauvilliers • DEBACHY Liliane - 63100 Clermont-Ferrand • DECORPS Serge - 54000 Nancy • DELASSIS Jeanne - 78008 Paris • DELNOT Catherine - 76140 Petit-Courvaillay • DELPECH Florence - 03700 Bellerive-sur-Allier • DEMAIN Denise - 18700 Ruffec • DEMORIEUX Hugues - 72000 Le Mans • DENIAUD Claude - 95220 Herblay • DENIS Odette - 92500 Rueil-Malmaison • DESSATS Marcel - 14200 Hérouville-St-Clair • DESSONNET Jeanne - 91800 Bussy-St-Antoine • DESSORDES Penny - 94120 Fontenay-sous-Bois • DESCOTES Dominique - 69000 Clermont-Ferrand • DUCOURT Patrick - 70000 Vesoul • DOUSER Michel - 78090 Paris • DOURCY Pierre - 61100 Reims • DOUTELLE Jean-Marie - 86200 Loudun • DUBACH Marguerite - 88100 St-Die • DUBREUIL Jean-Laurent - 52200 Langres • DUCHAMP Christine - 74100 Ambilly • DUCHET Marie-Alice - 45550 St-Denis-de-Thiès • DURMONTEIL Isabelle - 30100 Alès • DUPOUY Georges - 75006 Paris • DURIF Danièle - 03100 Montluçon • CHIVARD Georges - 95600 Evry • ENGUE

HARD Michel - 75010 Paris • ESNAULT Michel - 75008 Paris • TIENNE Maurice - 93290 Tremblay-Les-Gonnesse • FABREGUE Sylviane - 94300 Vincennes • FESSENMEYER Jean-Claude - 41200 Romorantin • FELIGIER Mélanie - 13010 Aix • FILLARD Annie - 69640 Denais • FINET Albert - 38450 Vif • FOUCHER Monique - 75005 Paris • FRANCOIS Ghislaine - 75007 Paris • FREDRIC Jean-Paul - 38330 Montbonnot • FROMENTIN Max - 30000 Nîmes • FULLERBAUM ric - 75018 Paris • GAC Paul - 91210 Draveil • GAILLET Maurice - 94700 Melanville • ALBERT GALLIYER Daniel - 41190 Landerne-le-Gaulois • GANE J.-Marie - 67700 Als-sur-Vienne • GATZETTI Bruno - 93340 Le Raincy • GAURAND Hélène - 91240 St-Michel-sur-Orge • GAUTHIER Germaine - 41200 Romorantin • GAYRAUD Louis - 15100 St-Flour • GRARD Jean - 51100 Reims • GUACALONE Corine - 07200 Aubenas • GROUT Christine - 69290 Graponne • GOURBE René - 33290 Parentignol • GUILLET Monique - 57167 Marly • GUILVERNE Jean - 27000 Vreux • GUY Jean-Claude - 77420 Champs-sur-Marne • GRELE Claudine - 93320 Pavillons-sous-Bois • GRILLET Alain - 74320 Sévrier • GUEGUEN Hervé - 28127 Pionneville-Porzy • GUEGUEN Nicole - 28127 Pionneville-Porzy • GUENOT Denis - 54680 Bréville • GUERIN François - 49800 Andard • GUILLAMIN Daniel - 41200 Romorantin • GUILLO Joanny - 94240 Le-Hay-les-Roses • GUITTER François - 61100 Flers • GUYOT Georges - 51100 Reims • HADAM Jean - 37000 Tours • HAMAYON Geneviève - 75118 Paris • HAULOT Gérard - 26740 Les Touraies • HETZ Gabrielle - 75100 St-Germain-en-Laye • HETZ Rémy - 78100 St-Germain-en-Laye • JEANJEAN Odile - 34820 Le Cast • JOLY Philippe - 30000 Nîmes • JOURDAN Louis - 38390 Montsalvart • JOURDAN Bernadette - 75012 Paris • JUMELAS Yann - 44100 Nantes • KUNGBEL Hélène - 33110 Le Bouscat • LABAT Jean-Claude - 75017 Paris • LABAUME Bernard - 14000 Caen • LABURNE Jérôme - 60700 Chantreaux • LAFAY Françoise - 78008 Paris • LAHERRE Jeanne - 64300 Orthez • LAINE Jacques - 21490 Ruffey-le-Château • LALEMAN Elisabeth - 78500 Sartrouville • LAMUREAU Gilbert - 87300 Bellac • LANGARD Catherine - 33140 Villeneuve-d'Ornon • LANGLET René - 75019 Paris • LANGLET Geneviève - 75020 Paris • LAPERRIERE Daniel - 66410 Gruyère • LASSALLE Anne-Marie - 06100 Nice • LAUDIC Daniel - 13090 Arles • LAUGIE Catherine - 18000 Bourges

LAUVIGNE Emilienne - 33170 Gradignan • LE BARIL-LEC Christian - 91260 Juvisy-sur-Orge • LE BOT Paul - 28127 Pionneville-Porzy • LE BOUFFANT Yveline - 75005 Paris • LE DORZE Evelyne - 75011 Paris • LE MAS Yvan - 63010 Clermont • LESLOND Philippe - 18490 Avord-Bas-Ecole • LECOLLE Marcelle - 32140 Chambray • LECOCQ Danielle - 42680 St-Gerest-Melland • LEFRANC Juliette - 67200 Strasbourg • LEGRAND Stéphane - 59130 Lambresart • LEGRIS Ghislaine - 18520 Bény-sur-Craon • LEROUX Yves - 53210 Ronchamp • LESIEUR Nicole - 84000 Dordogne • LIGENZA Simone - 51100 Reims • LIMAM Thérèse - Fes/Maroc • MABON Gilles - 44300 Nantes • MALATERRE Louis - 11000 Carcassonne • MANDRY Christiane - 91190 Gif-sur-Yvette • MARGALEJO Gabrielle - 47000 Agen • MARTIN Pierre - 75007 Paris • MARTIN Evelyne - 38490 Le Pont-de-Benoît • MARTIN René - 91130 Ris-Orangis • MARTY Odette - 75013 Paris • MASSE Jean-Pierre - 91200 Athis-Mons • MASSIP Yvan - 47330 Castillon • MASSON Alain - 13140 Miramas • MASSOULIER Anny - 63400 Chamalières • MAURISSON Patrick - 75118 Paris • MELLET Janine - 57060 Longvilliers-le-Metz • MEME Albert - 69001 Lyon • MENVIEL Jean-Luc - 39400 St-Martin d'Héris • MERLINO J.-Gabriel - 57190 Florange • MEYNER Jean-Pierre - 38000 Grenoble • MICHOLET Catherine - 08000 Charleville-Mézières • MIGNON Dominique - 75009 Paris • MIGNOT Marie-Claude - 33110 Le Bouscat • MIGUEL Marguerite - 33110 Le Bouscat • MOISSET Colette - 31250 Revel • MOLLET Jacqueline - 75020 Paris • MONBRUN Gable - 31240 L'Union • MONFORT Annie - 56700 Marleval • MONI Honoré - 06200 Nice • MONTAGNON M.-C. - 75013 Paris • MONTEILLARD Jacques - 01000 Bourg-en-Bresse • MOREAU Maryse - 89000 Epinal • MOREL Jean-Pierre - 75020 Paris • MOUTARDIER Gilles - 92300 Levallois • MOYAL Fabien - 91750 Le Moulin • NAUDI Max - 75013 Paris • NICLOT Patrick - 75015 Paris • NICOLLET Roger - 69500 Bron • NICOLLET Josiane - 01320 Châtillon • NORMAND Jacques - 78150 Le Chesnay • OLLIVIER Annie - 44300 Nantes • ORAIN Thérèse - 35137 Le Nouvo • OTMAN Messy - 94230 Cachan • PAILLOT Serge - 91300 Massy • PALLU Georges - 75006 Paris • PELISSIE Cécile - 91310 Longpont • PELLIARD Didier - 31840 Auzanville • PESCI Gérard - 32400 Meylan • PETIT Blanche - 51100 Reims • PETRANIER Michel - 75009 Paris • PEZY Alain - 69008 Lyon • PFIRTER Hélène - 75016 Paris • PILJA Joseph - 59000 Lille • PILORE Jean-Luc - 29239 Gouesnou • PIN Daniel - 32000 Auch • PLASSAIS Josette - 49100 Angers • POTIER André - 75020 Paris • POTTIER Michel - 03100 Montluçon • PRADINES Pierre - 75020 Paris • PRALUX Liliane - 92000 Nanterre • PYRIGES Christiane - 57168 Montigny-le-Metz • RABAUD Claude - 78000 Versailles

RAQUIN Georges - 31650 St-Orens-de-Garmonville • RICHARD Jacqueline - 57160 Moulins-St-Pierre • ROUX Arlette - 38880 Pont-en-Royans • ROUX Gérard - 92160 Antony • ROUX Madeline - 05400 Veyrier • RUEL Henri - 75017 Paris • RUZE Jean - 51100 Reims • RYCKELINCK Roger - 67000 Strasbourg • SAERENS Sylvie - 94550 Chevilly-Larue • SAINTE MARIE Bernard - 33700 Mérignac • SALANNE Monique - 65800 Séméac • SALINARD Roland - 30350 Lédignan • SAUREL Yvette - 83380 Les Issambres • SCHMIDUN Nicole - 90600 Grandvillars • SCHWAB Nathalie - 84230 Cachan • SCHWARTZ Antoine - 75007 Paris • SICRE Agnès - 33110 Le Bouscat • SICRE Jean - 33110 Le Bouscat • SITTER Claire - 68780 Montzwiller • SITTER Marie - 78880 Epone • SOMME Hélène - 17137 Neuf-sur-Saône • SORIA Jean-Paul - 78510 Thiel-sur-Seine • STASSINET Henri-Max - 82000 Montauban • TERAUX Daniel - 31230 Castanet-Tolosa • THIAULT Marie-Noëlle - 29000 Quimper • TISON Michel - 1090 Bruxelles/Belgique • TOUBOU Hervé - 95430 Auvers-sur-Oise • TOULLEC Gilbert - 72450 Lombron • TOULLEC Christine - 72190 Coulaines • TREVIDIC Maryvonne - 75020 Paris • TRIBOT Jacques - 31750 Castelnau • TRITZ Christine - 57480 Metting • TUCO CHALA Jean - 33110 Le Bouscat • VALLET Claude - 75020 Paris • VAN ACKERE Anne-Marie - 91300 Massy • VELLARD Marie-Françoise - 83100 Toulon • VILLAUME Roger - 88230 Plainville • VIZY Ginette - 94480 Ablon-sur-Seine • VUALES Jean - 95170 Deuil-la-Barre • WARION Geneviève - 75020 Paris • XARDOL André - 65100 Verdun • ZANETTI Marcel - 60180 Montataire • ZEZIOLA Antoine - 57390 Redange

DU 501. AU 1000. PRIX

UN LIVRE D'ANDRÉ BENOJEBBAR
« LA RÉVOLUTION FRANÇAISE »
HACHETTE

ABRAHAM Anne-Marie - 1080 Bruxelles/Belgique • ABRAHAM Hélène - 1060 Bruxelles/Belgique • ABERHARDT Esther - 37000 Tours • AKTOUF Cécile - 91300 Massy • ALBERT Chantal - 81400 Carmaux • ALBERT Gérard - 30170 St-Hippolyte/Port • ALBERT Claude - 46300 Gourdon • AMBROGGI François - 33520 Bruges • AMISSE Nadine - 78360 Montesson • AMOUREUX Robert - 95470 Fosses • ANDERE Sylvie - 75012 Paris • ANGEL Simone - 06220 Giffre-Juan • ARCELLI Osvaldo - 13118 Entressen • ARCHAMBAULT Colette - 24100 Bergerac • ARNAUD Rolande - 77250 St-Mard • ARRIETA Monique - 51100 Betheniville • ARVELUX Jean-François - 06240 Basseuil

(A suivre.)

BOURSE DU 3 NOVEMBRE

Cours relevé
à 17 h 32[illegible]

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

3/11

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net						
Obligations										Étrangères																			
5,00 5/8 77	121	9 284	Chemin de fer	148 50	142	Magnésie Ultralyt		180	Vicat		182	A.A.A.	1091 92	1065 28		France-Gazette	289 44	257 80		Paribas Opportunités		122 48	117						
5,00 5/8 78/79	100 10	3 081	C.I.C. France S.A.		72	Magnésie S.A.		75	Wassermann S.A.			Actéon	238 18	231 81		France-Ind. Scav	100 71	107 03		Paribas Prévisions		550 50	528						
10,00 5/8 78/79	100 10	1 776	C.I.C. Méditerranée		761	Magnésie S.A.		380	Actéon France			Actéon France	559 78	549 19		France-Ind. Scav	454 38	443 28		Paribas Retenue		80 78	78						
10,00 5/8 79/80	101 75	5 554	Chemin de fer		126	Magnésie S.A.		126	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	699 37	634 57		France-Ind. Scav	492 48	454 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 80/81	101 01	10 048	Chemin de fer		210	Magnésie S.A.		210	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 81/82	103 59	4 444	Chemin de fer		288	Magnésie S.A.		288	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 82/83	105 70	10 200	Chemin de fer		299	Magnésie S.A.		299	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 83/84	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 84/85	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 85/86	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 86/87	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 87/88	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 88/89	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 89/90	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 90/91	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 91/92	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 92/93	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 93/94	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 94/95	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 95/96	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 96/97	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 97/98	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 98/99	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 99/00	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 00/01	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 01/02	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 02/03	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 03/04	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 04/05	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 05/06	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 06/07	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 07/08	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 08/09	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 09/10	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 10/11	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 11/12	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 12/13	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 13/14	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 14/15	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 15/16	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 16/17	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 17/18	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 18/19	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 19/20	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 20/21	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 21/22	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 22/23	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 23/24	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 24/25	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 25/26	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 26/27	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 27/28	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 28/29	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 29/30	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultralyt			Actéon Ultralyt	647 77	640 74		France-Ind. Scav	453 48	443 28		Paribas Retenue		177 50	174						
10,00 5/8 30/31	105 70	10 200	Chemin de fer		300	Magnésie S.A.		300	Actéon Ultraly																				

CLAUDE SARRAUTE

Sankimpur

d'hui dans la rue, sous la pluie,
en agitant des banderoles.

Pas la peine de vous cesser le cul, les mecs. Vous allez rester obligés de financer du personnel, pas vrai ? Alors faudra pas s'étonner si vous vous plantez dans le résultat de vos analyses. Il est trouble ce pipit, et ce sang il n'est pas kasher. Cancer de la prostate, non, pardon, du testicule. Insuffisance rénale : par ici la dialyse. Enzymes hépatiques en overload : bon pour la cirrhose. Globules rouges avariés : ça sent la leucémie à plein nez. Autre suggestion : la thrombose, ou sous forme de diagnostic ou sous forme de grave. Au choix.

Tiens, encore une idée ! Non, non, ne me remerciais pas, je t'ai piquée au F.L.A. le Front de libération des animaux, très actif chez les British. C'est lui qui foutait de la strychnine dans les barres de Nuts et de Mars, en vertes pertouze. D'ici à ce que quelle nous envoient un commando pour venger la mort atroce de ces petits écureuils en rade à Roissy, il n'y a qu'une giclée d'HIV dans les chaussettes à Bébé.

La reprise de l'exode
Plus de 18 000 dé

La volonté de combater les brèches se vérifie également dans les relations avec le FLNKS, dont l'UC est une des composantes majoritaires. Le congrès de Maré a entériné le souhait de la base de remettre sur les rails les structures du FLNKS, affaiblies par les fric-

La reprise de l'exode des Allemands de l'Est

Plus de 18 000 départs en deux jours

A perte de vue, une file interminable de petites Trabant attendant l'engagement leur tour à la frontière germano-tchèque-slovaque : cette page symbolisait, ce week-end, la prise de l'exode massif des Allemands de l'Est vers l'Ouest, facilité par la décision de Berlin-Est de laisser

[illegible]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 novembre

basque. — Nouvel attentat au Pays basque espagnol : un inspecteur de police, M. Eladio Rodriguez, quarante-neuf ans, a été assassiné, lundi 6 novembre vers 7 heures du matin, à Algorta, à une quinzaine de kilomètres au nord de Bilbao. Il a été tué sur le coup par l'explosion d'une puissante bombe qui avait été placée sous sa voiture.

MODE

MODE, LA SOLUTION

**"IDEALE"
ESISTE!**

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix...
RODIN vous les offre sur des quantités époustouflantes de tissus, présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'exubérance des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter "démocratiquement".
 Chez **RODIN**, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Délicate

Bénéfice...
Fine, fraîche
et particulièrement pure,
VOLVIC accompagne
les meilleurs
plats de Paris.

CHEZ
LES ANGES
Paris 7^e

• VOLVIC •

(Lire nos informations page 11)

VOLUME 10